

ANNEXE 1 : PROGRAMME DETAILLE DE L'OPERATION



Délégation de Service Public par voie de concession

**CONSTRUCTION & EXPLOITATION du
CREMATORIUM de NARBONNE**

PROGRAMME

A- Préambule

B- Equipements régionaux & potentiel indicatif

- B1 - Les crématoriums les plus proches
- B2 - La zone d'influence du crématorium de « Sainte Rose » et potentiel indicatif.

C- Le site

- C1 - Le site de « Sainte-Rose »
- C2 - L'emprise du projet
- C3 - Accès à la parcelle « CX71 »
- C4 - Les données règlementaires PLU – PPRI
- C5 - Avis favorable avec prescriptions
- C6 – Réseaux et gestion des déchets.

D- Règlementation propre à l'activité « Crématorium »

- D1 - Règlements générales
- D2 - Prescriptions techniques
- D3 - Arrêté du 28 janvier 2010

E- Données du bio-territoire

- E1 - Climat et saisons (T°- Précipitations -Vent - Ensoleillement)

F- Volumes et concepts du crématorium « Sainte-Rose »

- F1 - L'existant et ses spécificités
- F2 – Crématorium « Sainte-Rose » : transformation de la structure existante.

A- Préambule

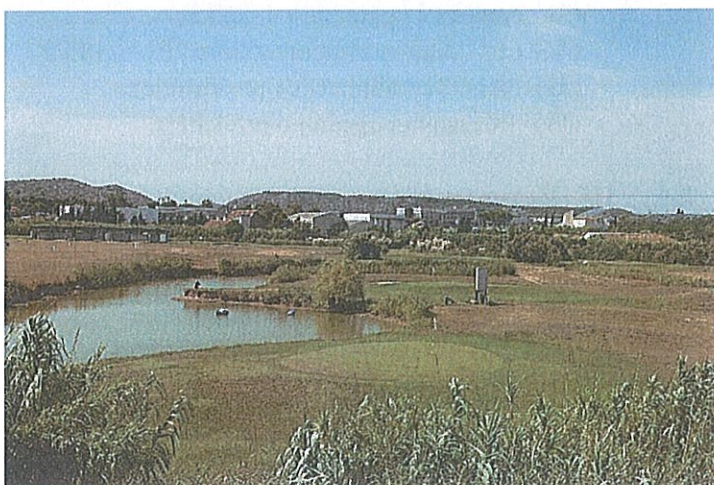
La ville de Narbonne souhaite que le service public délégué apporte aux familles endeuillées un service funéraire de qualité s'inscrivant dans un cadre bucolique de paix et de sérénité.

Le site de Sainte-Rose choisi pour son écrin de verdure et son espace retiré des flux habituels, demeure avant tout au cœur de l'histoire de Narbonne, et se trouve particulièrement bien desservi par les axes majeurs routiers et autoroutiers.

La spécificité du projet permettra de réhabiliter le volet architectural et patrimonial de l'ancien cellier viticole du domaine de Sainte-Rose.

De la terrasse du site, pressentie comme un lieu propice à l'échange intergénérationnel de convivialité, les participants auront une vue panoramique sur la région narbonnaise.

En arrière-plan en effet, on distingue au loin, l'imposante architecture gothique de la cathédrale méridionale du XIV^e siècle et en premier plan, le golf « Sainte-Rose ».



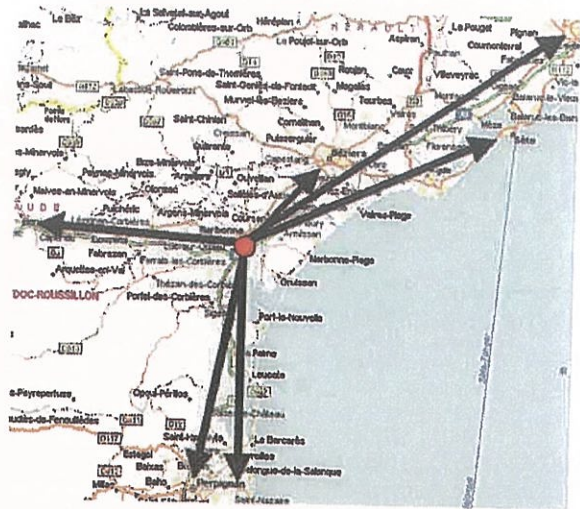
B- Equipements régionaux et « potentiel » indicatif « Sainte-Rose »

B1- Les crématoriums régionaux

Dans un rayon de 90 km, 6 crématoriums encadrent la zone d'influence du projet Narbonne ;

- 3 au nord, avec les crématoriums de Béziers, Sète, Montpellier;
- 2 au sud, avec les crématoriums de Perpignan et de Canet en Roussillon.
- 1 à l'ouest, avec le crématorium de Trèbes.

Plus précisément, 3 crématoriums sont limitrophes de la zone d'influence de Narbonne.

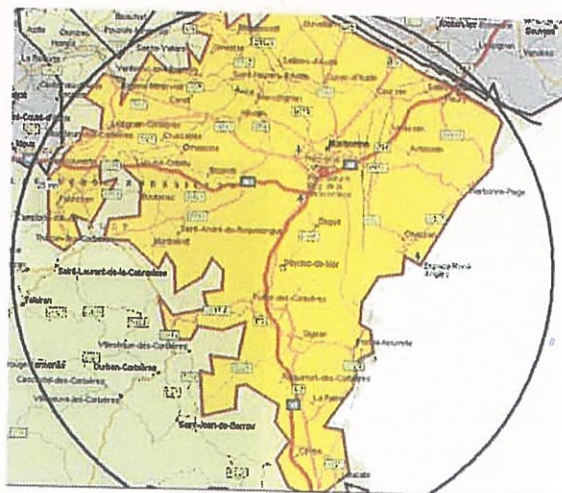


- **Le Crématorium « Le Pech Bleu »** pour le site de Béziers, en gestion déléguée ;
- 28 à 35 km pour un temps de route de 0h27 à 0h43 selon parcours
- **Le « Crématorium Public de Perpignan et des Pyrénées Orientales »**, en gestion déléguée ;
- 65 km pour 0h44 de temps de route
- **Le Crématorium de Trèbes, en gestion déléguée. ;**
- 53 à 58 km pour un temps de route de 0h39 à 0h59 selon parcours



B2- Le volume indicatif 1ere année

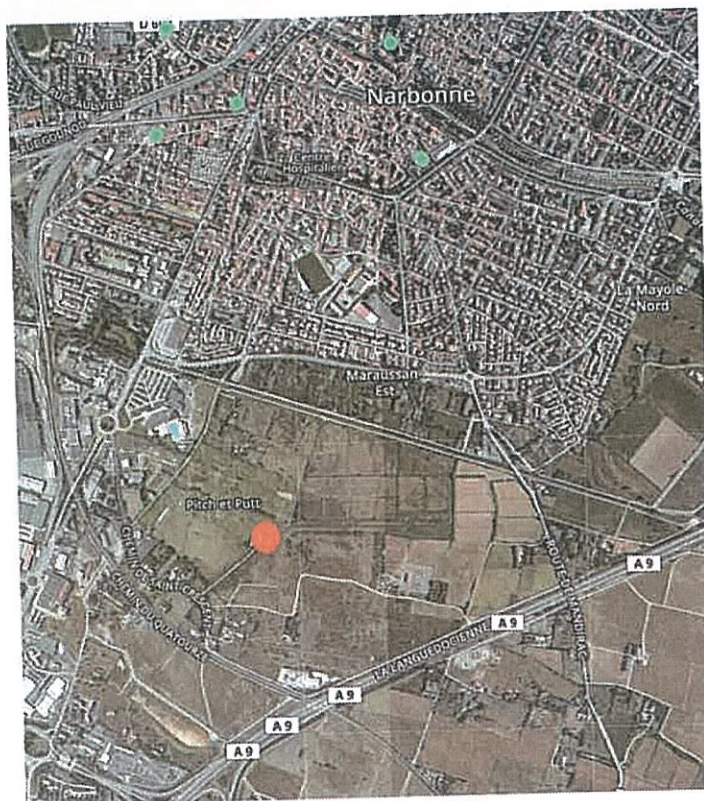
- Adossé à un volume de décès significatif de 1800 pour 160 000 habitants concernés par la zone d'influence du crématorium « Sainte – Rose », et d'un taux de crémation voisin de 40%, le potentiel de la première année d'exploitation atteindra vraisemblablement les 700 crémations.
- Ces données sont communiquées à titre indicatif ; chaque candidat disposera de sa propre analyse et de son propre raisonnement pour établir sa proposition technico-financière.



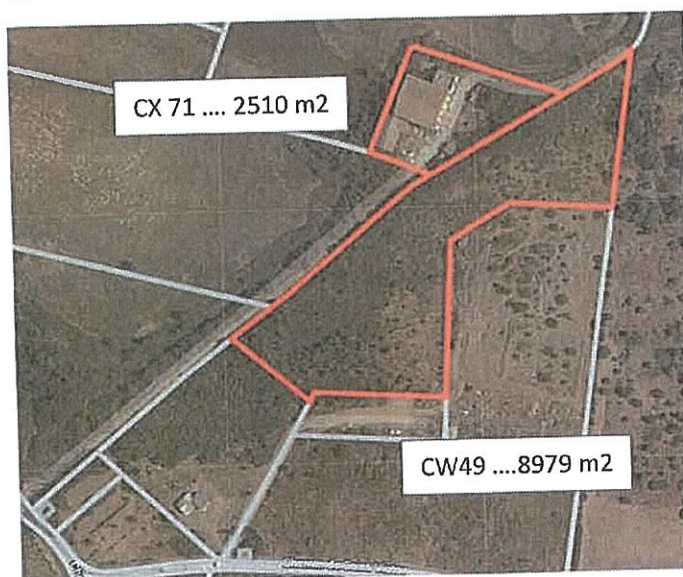
C- Le site

C1- Le site de « Sainte-Rose »

- Idéalement accessible depuis la languedocienne, sortie sur l'échangeur de la zone de Croix-Sud en direction du chemin de Saint-Crescent, les parcelles concernées sont mitoyennes au Golf Sainte-Rose.

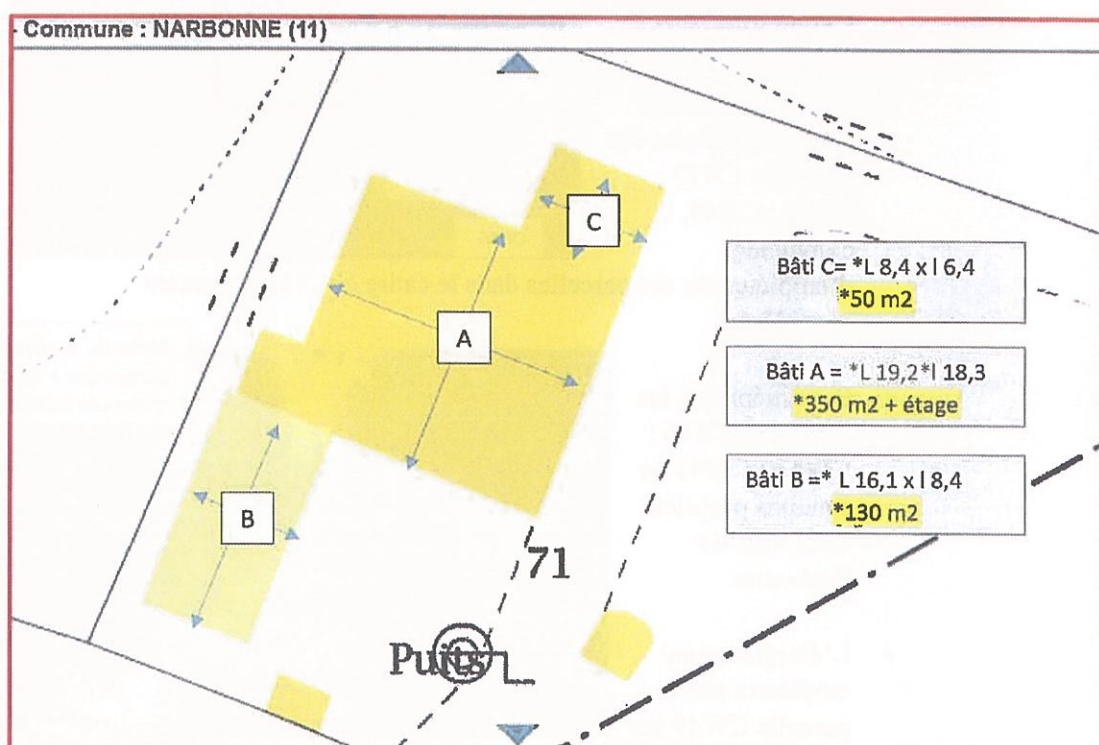


- Il s'agit des parcelles CX71 (2510 m²) & CW49 (8979 m²). Les dépendances et le bâtiment principal existant se trouvent sur la parcelle CX71.



C2- L'emprise du projet

- Le site appartient à la commune de Narbonne et se décompose en deux parties.
- La parcelle CX71 (*2380 m²) & la parcelle CW49 de (*8765 m²)
- Les constructions existantes



Toutes les données, les valeurs, les nombres précédés d'un * sont communiqués à titre indicatif. Les candidats devront effectuer leurs propres prises de mesure et relevés.

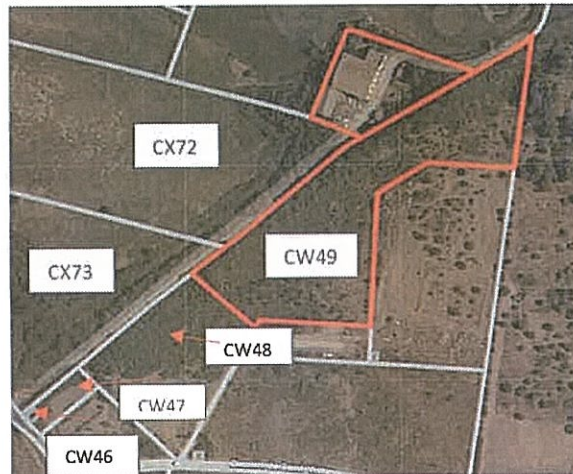
Handwritten signature and initials in blue ink.

C3 – Accès à la parcelle CX71

- La propriété actuelle est distante de * 250 m du chemin de Saint-Crescent.
- Progressivement envahi par une végétation formant séparation limitative entre les différentes parcelles, ce chemin d'une largeur de 3,5 à 4 m et long de 250 m environ devra être élargi pour permettre le croisement de 2 véhicules.



- Conformément au règlement zone N3 du PLU, la largeur de la voie ne saurait être inférieure à 5,0 m. Nous retiendrons 5,50 m minimum.
- Ville de Narbonne étant propriétaire des parcelles CX72 ; CX73 ; CX49, il conviendra d'empiéter sur ces parcelles dans le cadre de l'élargissement considéré.



- Pour mémoire, les parcelles CW46 ; CW47 ; CW48 ne sont pas propriété de la ville de Narbonne.
- L'élargissement empiètera sur la parcelle CW49 sur une longueur de * 114 m environ, et sur la parcelle CX73 sur une longueur de * 136 m environ.



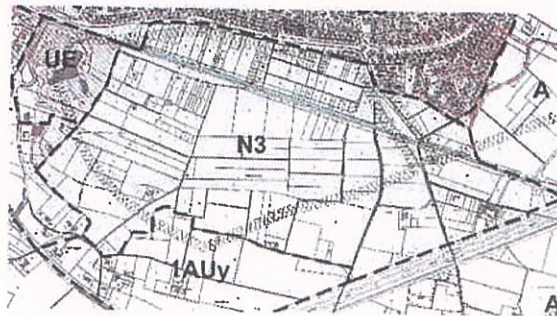
Sortie de la parcelle « Cellier Sainte-Rose » en direction du chemin de Saint-Crescent.

C4- Les textes réglementaires liés au site :

- **Plan local d'urbanisme de Narbonne**

Les candidats devront prendre en compte toutes les dispositions prévues par le PLU de Narbonne, tant au niveau des dispositions générales (titre 1) que celles des dispositions particulières (titre 2). Les candidats trouveront en annexe du contrat/cahier des charges, l'annexe PLU Narbonne faisant partie intégrante des annexes contractuelles.

En ce qui concerne les contraintes particulières du PLU, les parcelles du projet relèvent du zonage N3 : « zone naturelle destinée à la création d'espaces verts publics »



- **Règlement PPRI**

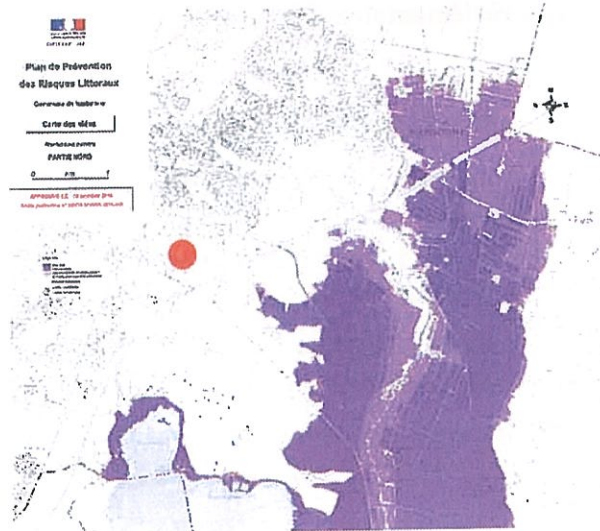
Les candidats devront prendre en compte toutes les dispositions prévues par le PPRI Narbonne, et plus précisément les dispositions prises pour la zone Ri3 p 19 et suivantes.



Sans que la liste soit exhaustive, les principales contraintes liées au PPRI sont les suivantes :

- Extension du bâti non conseillé mais admis **jusqu'à + 20%** de l'emprise au sol de l'existant.
- Plancher à **+ 0,60 m** du terrain naturel pour la zone accessible au public.
- Zone refuge d'une surface significative de 100 à 150 m² serait attendue. Le candidat utilisera l'espace convivialité comme zone refuge. Cette zone refuge sera située obligatoirement à l'étage
- La zone de chargement / déchargement sera à **+ 0,20 m** du terrain naturel.
- Les stocks, les fûts de neutralisant et fûts de filtrats (déchets de filtration) seront situés en hors d'eau ;
- Les équipements techniques four(s), filtration(s), cellules de réfrigération de corps seront également en hors d'eau à **+ 1,78 m** du terrain naturel.

SLO



L'analyse du Plan « Risques Littoraux » avec cartographie des aléas forts ou faibles n'affectent pas la zone du domaine de Sainte-Rose. (en couleur + sombre, aléas forts)

C5 – Avis favorable avec prescription.

Les candidats sont informés qu'un « **avis favorable avec prescriptions** » a été délivré par la responsable de l'Unité de Prévention des Risques Majeurs en aout 2018. Nous en indiquons le contenu.

Le projet se situe dans un secteur non ou peu urbanisé en zone inondable d'aléas indifférencié R13. En zone R13 pour les constructions d'intérêt général ayant une fonction collective les travaux sur l'existant sont autorisés, sous réserve, en cas de changement de destination qu'il n'y ait pas augmentation de la vulnérabilité.

Le projet concerne la transformation d'un domaine viticole comprenant un cellier, un garage et une habitation en un crématorium.

Les différents éléments suivants démontrent que le projet n'augmente pas la vulnérabilité :

- Le projet supprime l'habitation dont une partie était située en rez-de-chaussée.
- Le projet ne crée pas un nouveau logement.
- L'étage aménagé fait office d'espace refuge
- Les équipements sensibles (local technique) sont mis hors d'eau.

La cote du plancher peut être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge suffisant pour recevoir l'ensemble de la population de l'établissement accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou toit, balcon,...)

La salle de convivialité située au niveau R+1 fait office d'espace refuge, ces caractéristiques répondent aux prescriptions du PPRI.

Les parties sensibles des équipements et installations techniques doivent être mis hors d'eau ou protégés (étanchéité par exemple) Les équipements de crématorium, de filtration et les cellules de conservation des corps respectent cette prescription.

Le projet, tel qu'il est présenté reçoit l'avis suivant :

AVIS FAVORABLE avec prescriptions

Signé : Oriane REYNIER : La Responsable de l'Unité Prévention des Risques Majeurs

C6 – Les réseaux et gestion des déchets

Electricité

- Le réseau électrique BT passe à proximité du site.
Cependant cela ne signifie pas que celui-ci soit en mesure d'alimenter l'ouvrage projeté. Les candidats se rapprocheront du constructeur de leur installation avant de valider avec le fournisseur d'électricité l'adéquation puissance délivrée et puissance nécessaire.

Gaz & alimentation

- La ville de Narbonne a procédé aux démarches GRDF de raccordement au réseau de gaz naturel. Il y aura une extension du réseau de 660 m en domaine public et 220 m en domaine privé.
- Les coûts induits s'élèvent à 72 000 € ht pour la partie du domaine public avec une prise en charge de 72 000 € ht par GRDF.
- Les coûts de l'extension de 220 m en domaine privé est également pris en charge par GRDF.
- Les données de base communiquées sont les suivantes :
 - Puissance nominale des équipements gaz :
 - $700 \text{ kW} * 2 = 1400 \text{ kW}$
 - Pression de livraison : 300 mbar.

Les candidats trouveront en pièce jointe, la proposition GRDF

Poteau incendie et canalisation d'alimentation

- Dans le cadre de la défense contre l'incendie, et conformément aux conditions générales et particulières (zone N3) du PLU, un poteau incendie et sa canalisation d'alimentation induite devront être installés à proximité du site. La commune de Narbonne s'est rapprochée du prestataire Veolia pour une demande de devis. Les candidats devront intégrer à leur projet un coût de **31 162,26 € ht** (valeur août 2018) pour ce poste budgétaire.



Handwritten signature and initials.

Eaux

- Le site est alimenté en eau potable mais le réseau eau usé est inexistant. Il y aura lieu de créer un assainissement individuel.

Telecom

- Le raccordement télécom devra naturellement être enterré.
- Pour information, couverture réseau à proximité du projet « Sainte-Rose ». Couverture inégale d'un opérateur à l'autre. Se rapprocher de l'ARCEP le cas échéant.

Gestion des déchets

- A proximité de l'intersection du « chemin Sainte-Rose » et du « chemin de Saint-Crescent » se trouvent, de part et d'autre, bacs et conteneurs enterrés gris, pour les ordures ménagères résiduelles.
- Concernant les autres types de déchets, une déchèterie pour déchets professionnels est basée à Narbonne – Route de Béziers
- Les déchets produits par le crématorium.
 - Déchets de filtration : habituellement stockés dans des fûts hermétiques (60l ou 220l), ils seront stockés – obligatoirement – en hors d'eau. (PPRI-R13)
 - Déchets ferreux et non ferreux (prothèses), ils seront également stockés en hors d'eau dans des réceptacles ad hoc et évacués avec traçabilité, une fois par an.
 - Il conviendra également que le stockage des fûts de réactifs soit en hors d'eau.

D- Réglementation « Crématorium » - principaux textes législatifs et réglementaires

D1 - Règlements générales :

Article L2223-40

Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale sont seuls compétents pour créer et gérer les crématoriums et les sites cinéraires. Les crématoriums et les sites cinéraires qui leur sont contigus peuvent être gérés directement ou par voie de gestion déléguée. Les sites cinéraires inclus dans le périmètre d'un cimetière ou qui ne sont pas contigus à un crématorium doivent être gérés directement. Lorsqu'un site cinéraire contigu d'un crématorium fait l'objet d'une délégation de service public, le terrain sur lequel il est implanté et les équipements qu'il comporte font l'objet d'une clause de retour à la commune ou à l'établissement public de coopération intercommunale au terme de la délégation. Toute création ou extension de crématorium ne peut avoir lieu sans l'autorisation du représentant de l'Etat dans le département, accordée après une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement et un avis de la commission départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques.

Article R2223-99-1

Le silence gardé pendant plus de six mois sur la demande de création et d'extension des crématoriums prévue par l'article L. 2223-40 vaut décision de rejet.

Article L2223-18-1

Après la crémation, les cendres sont pulvérisées et recueillies dans une urne cinéraire munie extérieurement d'une plaque portant l'identité du défunt et le nom du crématorium. Dans l'attente d'une décision relative à la destination des cendres, l'urne cinéraire est conservée au crématorium pendant une période qui ne peut excéder un an. A la demande de la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles, l'urne peut être conservée, dans les mêmes conditions, dans un lieu de culte, avec l'accord de l'association chargée de l'exercice du culte. Au terme de ce délai et en l'absence de décision de la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles, les cendres sont dispersées dans l'espace aménagé à cet effet du cimetière de la commune du lieu du décès ou dans l'espace le plus proche aménagé à cet effet visé à l'article L. 2223-18-2.

Article L2223-18-2

A la demande de la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles, les cendres sont en leur totalité : soit conservées dans l'urne cinéraire, qui peut être inhumée dans une sépulture ou déposée dans une case de columbarium ou scellée sur un monument funéraire à l'intérieur d'un cimetière ou d'un site cinéraire visé à l'article L. 2223-40 ; soit dispersées dans un espace aménagé à cet effet d'un cimetière ou d'un site cinéraire visé à l'article L. 2223-40 ; soit dispersées en pleine nature, sauf sur les voies publiques.

D2 - Prescriptions techniques :

Article D2223-100

Le crématorium se divise en une partie publique réservée à l'accueil des familles et une partie technique réservée aux professionnels. Le crématorium doit être conforme à la réglementation applicable aux établissements recevant du public, notamment aux dispositions du règlement de sécurité contre l'incendie. La partie technique du crématorium doit être conforme à la réglementation du travail, notamment en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité, les locaux et le matériel mis à la disposition du personnel, l'affichage obligatoire.

Article D2223-101

Réseau de chaleur



(vue de la terrasse du site)

La collectivité de Narbonne exprime le souhait qu'une discussion s'engage concernant la récupération de calories issues du dispositif de refroidissement de l'installation technique crémation/filtration.

Ce dispositif permettrait d'alimenter la chaufferie des installations techniques et sportives de proximité si faisabilité.

Dans le cadre de cet appel d'offres, la collectivité communiquera les éléments attendus.

La partie publique du crématorium comprend, au minimum, un local d'accueil et d'attente des familles, une salle de cérémonie et de remise de l'urne cinéraire à la personne qui a pourvu aux funérailles en vue de la disposition de celle-ci selon l'une des mentions de l'article R. 2213-39. Elle comprend une salle de présentation visuelle de l'introduction du cercueil dans le four de crémation.

Article D2223-102

L'isolement acoustique de la salle de cérémonie et de remise de l'urne cinéraire à la personne qui a pourvu aux funérailles vis-à-vis des bruits routiers est de 30 décibels (A) au minimum. Lorsque le crématorium est à proximité d'une voie routière classée bruyante, l'isolement acoustique de la salle de cérémonie vis-à-vis des bruits routiers est celui imposé pour les bâtiments d'habitation conformément au décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation. Les parois de la salle de cérémonie ont un indice d'affaiblissement acoustique " R " tel que l'isolement acoustique théorique vis-à-vis des bruits aériens intérieurs en provenance des locaux adjacents soit de 38 décibels (A) au minimum. Toutefois les portes intérieures de la salle de cérémonie et de remise de l'urne cinéraire à la personne qui a pourvu aux funérailles peuvent être détalonnées afin de permettre le passage de la ventilation. Les murs de la partie publique du crématorium sont recouverts de revêtements classés M 2 du point de vue de leur comportement au feu, en conformité avec l'arrêté du 30 juin 1983 modifié ou à toute norme européenne équivalente. Le passage de porte entre la salle de cérémonie et la partie technique doit avoir une largeur de 110 centimètres au minimum et doit permettre le passage du cercueil en position horizontale. Le couloir éventuel de liaison a une largeur de 120 centimètres au minimum.

Article D2223-103

La partie technique du crématorium comprend, outre un four de crémation, au minimum, un pulvérisateur de calcaire, une salle d'introduction du cercueil et un local de dépôt provisoire des urnes cinéraires. Les pièces de la partie technique du crématorium communiquent entre elles pour permettre la circulation du personnel hors de la vue du public. L'accès des cercueils au crématorium doit s'effectuer, en position horizontale, par la partie technique. Les couloirs de la partie technique du crématorium ont, au minimum, une largeur de 120 centimètres. Le libre passage des portes de la partie technique du crématorium a, au minimum, une largeur de 110 centimètres.

Article D2223-104

Chaque four de crémation est pourvu d'une seule chambre de combustion principale à sole plane et, au minimum, d'une chambre de postcombustion. Le four de crémation doit permettre, dans des conditions normales, d'assurer une durée de combustion inférieure à quatre-vingt-dix minutes. Chaque four de crémation est muni d'un système d'introduction du cercueil dans la chambre de combustion interdisant tout contact manuel avec le cercueil au cours de cette opération. Ce système d'introduction du cercueil dans le four de crémation doit assurer cette mise en place en moins de vingt secondes. Le four de crémation est muni de sécurités interdisant le dépôt du cercueil lorsque la température de la chambre de combustion est inférieure à 350 °C et supérieure à 900 °C. Dans la chambre de postcombustion, les gaz issus de la chambre de combustion sont portés, même dans les conditions les plus défavorables et à chaque instant, d'une façon contrôlée et homogène, à une température d'au moins 850 °C pendant au moins deux secondes et en présence d'au moins 6 % d'oxygène mesuré dans les conditions réelles. A cet effet, le four de crémation est muni de moyens de mesure en continu de la température dans la zone d'entrée de la chambre de postcombustion ainsi que de la température et du taux d'oxygène réel en zone de sortie de la chambre de postcombustion. Le conduit d'évacuation des gaz en sortie de chambre de postcombustion doit être pourvu d'un système d'éjection forcée, contrôlé par un ventilateur indépendant uniquement destiné à cet effet. Le conduit d'évacuation des gaz est également pourvu d'une sécurité de surchauffe agissant directement sur le contrôle de la combustion en chambre de combustion. La vitesse d'émission des gaz de combustion doit être supérieure à 8 mètres par seconde. Le ventilateur servant à l'éjection des gaz doit être contrôlé par une mesure de dépression dans la chambre de combustion, ceci afin de garantir à l'utilisateur une sécurité lors de l'ouverture des portes lorsque le four de crémation est en fonctionnement. Le fonctionnement des équipements de production de chaleur du four de crémation doit être protégé par une sécurité supplémentaire en cas de dépassement de leurs températures limites de fonctionnement. En cas de contrôle du processus de crémation par automate programmable ou tout autre mode de contrôle digital, la sécurité des équipements de production de chaleur sera doublée d'une sécurité à réenclenchement manuel indépendante de ce dernier et directement connectée sur l'alimentation des systèmes de contrôle des équipements de production de chaleur. Le système de mise en place du cercueil dans la chambre de combustion ainsi que le système d'ouverture de la porte d'introduction du four de crémation doivent pouvoir être actionnés à tout moment manuellement en cas d'incident et permettre de terminer l'opération d'introduction du cercueil, même en absence de tension électrique, par la mise en œuvre des seuls dispositifs installés sur le four de manière inamovible.

Article D2223-105

Chaque crématorium est muni au moins d'une cheminée d'évacuation des gaz du (ou des) four (s) de crémation. Chaque conduit de la cheminée devra comporter un orifice de prélèvement d'échantillons d'effluents gazeux, conforme à la norme NF X 44 052 ou à toute norme européenne équivalente. La hauteur minimale du débouché à l'air libre de la cheminée ainsi que les quantités maximales de polluants contenus dans les gaz rejetés dans l'atmosphère sont définies par arrêté du ministre chargé de la santé pris après avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

Article D2223-106

Chaque ouverture du four de crémation est à une distance minimale de 4 mètres de la paroi opposée du local. L'ouverture du four de crémation destinée à l'introduction du cercueil a une dimension minimale de 80 centimètres sur 80 centimètres.

Article D2223-107

Le crématorium doit être pourvu de moyens de secours contre l'incendie. Le local contenant le four de crémation ainsi que la salle d'introduction du cercueil sont séparés des locaux adjacents par des parois fixes de degré coupe-feu deux heures, par des parois mobiles de degré coupe-feu une heure. Le local contenant le ou les fours de crémation ainsi que la salle d'introduction du cercueil sont pourvus en parties haute et basse d'orifices d'aération donnant directement sur l'extérieur du crématorium et placés de façon opposée, d'une surface au moins égale à 16 décimètres carrés par orifice, cette valeur s'appliquant pour un seul four de crémation. Dans le cas où le pulvérisateur de calcaire n'est pas intégré au four de crémation, il doit être équipé d'un dispositif d'aspiration des poussières. Le local contenant le ou les fours de crémation ainsi que la salle d'introduction du cercueil ne contiennent que les matériels et matériaux nécessaires au fonctionnement du four. Tout dépôt de produits ou matériels combustibles est interdit. Le dispositif général d'arrêt d'urgence des circuits électriques de la partie technique du crématorium est placé à l'extérieur du local contenant le ou les fours de crémation ainsi que de la salle d'introduction du cercueil. Ce dispositif est repéré par un panneau précisant sa fonction. La vanne de coupure d'urgence de l'arrivée du combustible qui alimente le ou les fours de crémation, placée à l'extérieur du bâtiment, est signalée par une ou plusieurs plaques.

Article D2223-109

Le crématorium est soumis à une visite de conformité par un organisme de contrôle tierce partie accrédité pour ces activités par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou "EA") selon les critères généraux relatifs au fonctionnement des différents types d'organismes procédant à l'inspection. La visite de conformité porte sur le respect des prescriptions prévues aux articles [D. 2223-100](#) à [D. 2223-108](#). L'attestation de conformité de l'installation de crémation est délivrée au gestionnaire du crématorium par le directeur général de l'agence régionale de santé pour une durée de six ans, au vu de ce rapport de visite. Le ou les fours de crémation font l'objet d'un contrôle tous les deux ans par un organisme de contrôle accrédité pour ces activités par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou "EA") selon les critères généraux relatifs au fonctionnement des différents types d'organismes procédant à l'inspection. Le contrôle porte sur la conformité aux dispositions de l'article [D. 2223-104](#), sur le respect des prescriptions applicables aux rejets gazeux fixées à l'article [D. 2223-105](#) et sur les dispositifs de sécurité. Les résultats de ce contrôle sont adressés au directeur général de l'agence régionale de santé qui a délivré l'attestation de conformité. La responsabilité des contrôles de conformité et des contrôles périodiques est assurée par l'organisme accrédité selon les dispositions des premier et deuxième alinéas. L'organisme procédant aux inspections mentionnées aux premier et deuxième alinéas ne doit posséder aucun lien d'intérêt de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance à l'égard de l'entreprise dont l'installation est soumise à son contrôle. Les prélèvements et les analyses réalisés dans le cadre des dispositions du troisième alinéa de l'article D. 2223-105 sont effectués par des laboratoires accrédités pour ces activités par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou "EA"), selon les exigences générales relatives à la compétence des laboratoires d'étalonnages et d'essais. Lors de la mise en service d'un nouveau four de crémation, une campagne de mesures permettant de vérifier le respect des prescriptions des articles D. 2223-104 et D. 2223-105 doit être effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation. Les résultats sont communiqués, dans les trois mois, au directeur général de l'agence régionale de santé qui a délivré l'attestation de conformité.

D3 – Arrêté du 28 janvier 2010

Arrêté du 28 janvier 2010 relatif à la hauteur de la cheminée des crématoriums et aux quantités maximales de polluants contenus dans les gaz rejetés à l'atmosphère

- 1- La hauteur minimale du débouché à l'air libre de la cheminée (H_o) d'un crématorium est calculée comme suit :
- $H_o = 1,05 \times h_i$
- Où h_i est :
- soit la hauteur du faite du bâtiment où se trouve la cheminée ;
 - soit la hauteur des obstacles naturels ou artificiels d'une largeur supérieure à 10 mètres situés à une distance horizontale de la cheminée inférieure ou égale à 30 mètres.
- H_o est la plus grande des valeurs $1,05 \times h_i$ calculées selon les dispositions du présent article ; en tout état de cause, H_o ne doit pas être inférieure à 6 mètres par rapport au plan de pose du four.
- 2- Quantités maximales de polluants contenus dans les gaz rejetés à l'atmosphère par les crématoriums :

20 mg/normal m³ de composés organiques (exprimés en carbone total) ;
500 mg/normal m³ d'oxydes d'azote (exprimés en équivalent dioxyde d'azote) ;
50 mg/normal m³ de monoxyde de carbone ;
10 mg/normal m³ de poussières ;
30 mg/normal m³ d'acide chlorhydrique ;
120 mg/normal m³ de dioxyde de soufre ;
0,1 ng I-TEQ (1) / normal m³ de dioxines de furanes ;
0,2 mg/normal m³ de mercure.

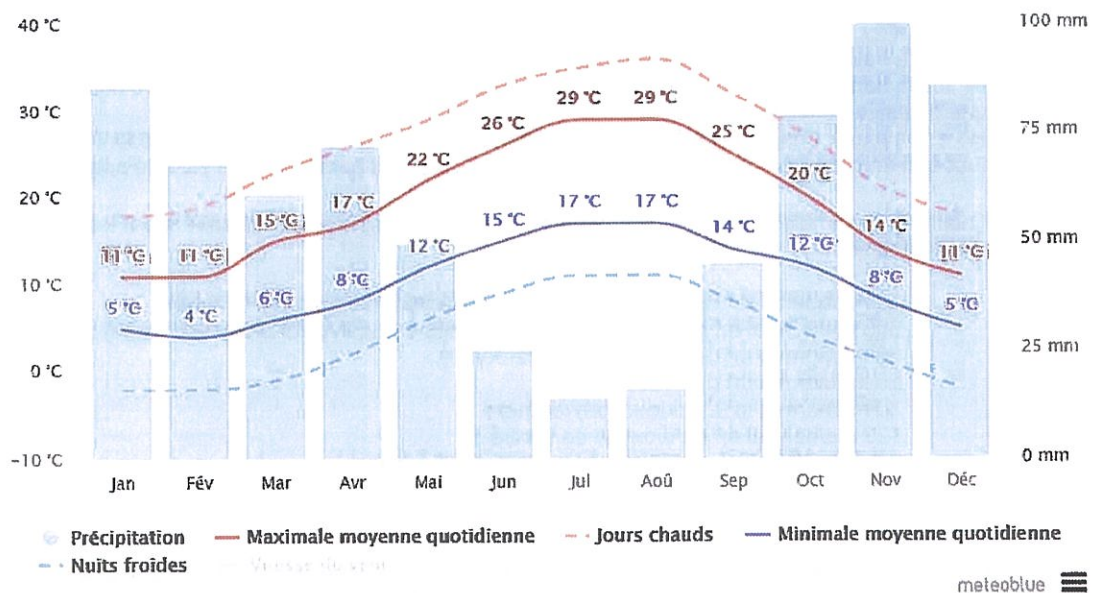
1. Le débit volumétrique des gaz résiduels est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température et de pression après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).
2. Les valeurs d'émission de la présente annexe sont déterminées en masse par volume des gaz résiduels et exprimées en milligramme par normal mètre cube sec (mg/normal m³), sauf pour les dioxines pour lesquelles les valeurs d'émission sont exprimées en nanogramme par normal mètre cube sec (ng/normal m³). Elles sont rapportées à une teneur en oxygène dans les gaz résiduels de 11 % après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ou à une teneur en dioxyde de carbone dans les gaz résiduels de 9 % après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

(1) I-TEQ : international toxic equivalent quantity.

E- Données du bio-territoire (T°- Précipitations -Vent - Ensoleillement)

E1- Les températures

Températures et précipitations moyennes



L'objet de ce graphique est de sensibiliser les candidats aux températures constatées à Narbonne au cours des 12 mois d'une année (2017). Attendu que nous nous dirigeons vers une augmentation des températures moyennes plutôt que vers un abaissement des températures, la question du traitement et du rafraîchissement de l'air est posée.

Pour les espaces recevant du public, en salle de cérémonie et dans l'espace de convivialité en particulier, les candidats devront installer un dispositif de climatisation et de rafraîchissement d'air au-delà d'une t° de 25°C. Il faut noter en effet que de mai à septembre, les températures historiques les plus hautes oscillent entre 31 et 37°C.

Par ailleurs, eu égard à la déperdition calorifique des matériels techniques, il est demandé également aux candidats de mettre en œuvre un renouvellement d'air suffisant pour que les températures des espaces techniques ne dépassent pas + 5°C à + 10°C par rapport aux températures extérieures.

E2- Ensoleillement

Ensoleillement Narbonne 2017

	Hiver	Printemps	Eté	Automne
Soleil				
Heures d'ensoleillement	381 h	827 h	770 h	542 h
Moyenne nationale	356 h	753 h	616 h	327 h

Avec 2520 heures d'ensoleillement, Narbonne totalise + 22% de plus d'ensoleillement que la moyenne française.

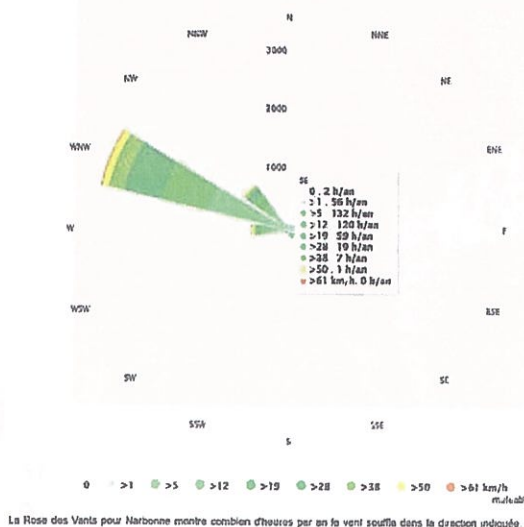
Dans le cadre du développement du photovoltaïque et en particulier à Narbonne et sa région, le crématorium « Sainte-Rose » devra mettre en œuvre une optimisation aboutie en matière de récupération de l'énergie par rayonnement solaire.

La collectivité de Narbonne souhaite faire de l'établissement « Crématorium Sainte-Rose » un modèle de réhabilitation adossé à un dispositif marqué d'optimisation énergétique.

A l'aube du PLAN solaire 2019, les candidats devront proposer à l'autorité délégante, une optimisation de la récupération de l'énergie par rayonnement solaire. Sans toutefois être auto-suffisante, la production devra être significative pour couvrir les besoins courants de l'activité d'accueil des familles (hors production).

Les candidats sont invités à se rapprocher du dispositif mis en place par Grand Narbonne concernant le cadastre solaire en ligne. Pertinence d'une énergie propre à travers l'installation de panneaux photovoltaïques.

E3- Le Vent



Pour les 12 mois de 2017, la vitesse moyenne des vents oscille entre 20 et 25 km/h avec une moyenne arithmétique de 22 km/h.

F- Volumes & concepts du crématorium « Sainte-Rose »

F1 - L'existant et ses spécificités

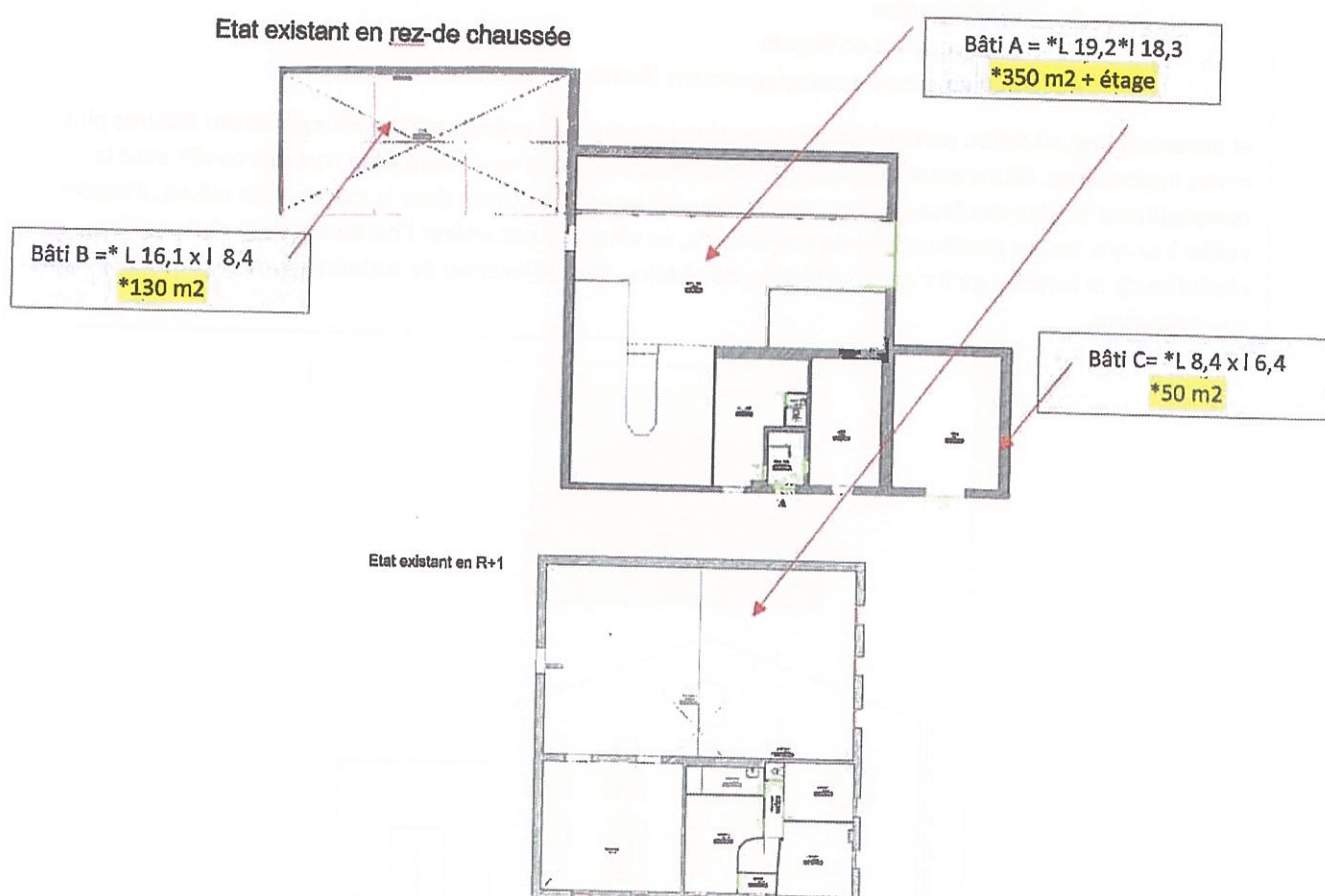
F2 - Transformation de la structure existante. Attente de la collectivité de Narbonne



F1 - L'existant et ses spécificités

La réhabilitation du site de Sainte-Rose qui est proposée aux équipes candidates relève d'une double dynamique. Il s'agit de réhabiliter, transformer un bâti ancien, particulièrement meurtri par le temps, en un bâtiment contemporain, fonctionnel ayant la vocation d'accueillir des familles endeuillées, procéder à la crémation du défunt avant de renforcer le lien familial en espace de convivialité.

La collectivité de Narbonne précise aux candidats que le bâti de Sainte-Rose est livré aux équipes concurrentes en l'état et que le site peut être accidenté à certains endroits (poutres et planchers pouvant être fragilisés par le temps). Bien entendu, toutes les précautions doivent être prises par les sociétés candidates lors de leurs déplacements sur site pour établissements de métrés et photographies. En dehors de la visite organisée par la collectivité, toutes les demandes de visites complémentaires doivent être autorisées par la direction des services techniques de la Ville de Narbonne.



Nous invitons les candidats à intégrer les cotes et relevés communiqués dans le dossier GEOFIT EXPERT joint.

a) L'enveloppe du bâtiment

Les candidats devront faire en sorte de ne pas modifier l'enveloppe des 3 bâtiments et conserver les murs porteurs, façades et ouvertures:

- Bâtiment **A** : deviendra le bâtiment central à deux niveaux à vocation d'accueil, de cérémonial en RDC et de convivialité à l'étage (espace de sauvegarde)
- Bâtiment **B** : à vocation technique, viendra abriter tous les matériels techniques liés à la crémation, à la filtration et au stockage du neutralisant, des déchets de filtration et des ferreux non ferreux
- Bâtiment **C** : deviendra un espace de liaison et de passage entre les deux niveaux et accès terrasse

Les candidats devront s'assurer de la qualité intrinsèque

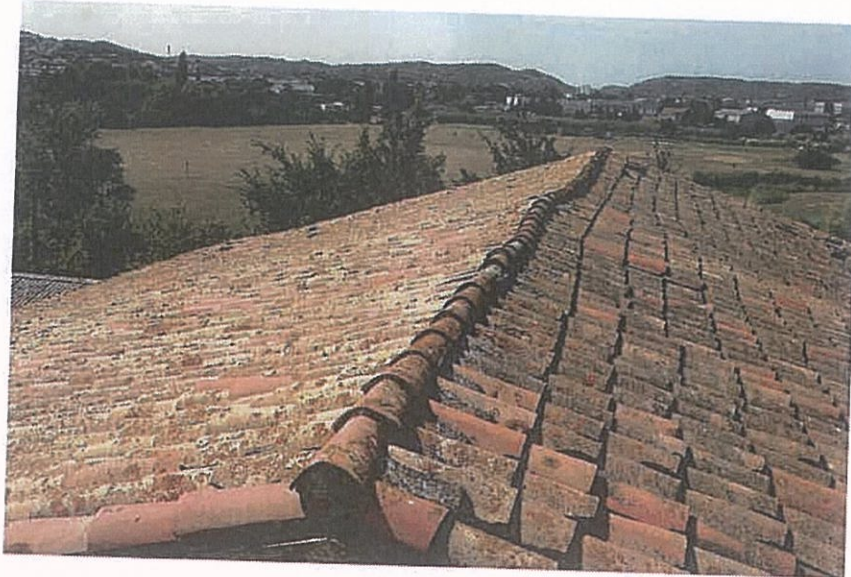
- Des soubassements
- Des murs porteurs
- Des façades
- Des couvertures
- Des charpentes
- Des ouvertures en façade
- Des éléments d'accompagnement (feronneries/fers d'ancrage)

et porteront une attention particulière aux structures maçonnées présentant des clivages et des fissures plus ou moins importantes. D'une manière générale, les travaux envisagés ne doivent pas entrer en conflit avec la composition d'origine des façades. Les ouvertures existantes se trouvant dans la maçonnerie même, il faudra veiller à ce que toutes modifications de proportions, ne viennent pas altérer l'harmonie de la composition répétitive de la façade - qu'il s'agisse d'élargir, de réduire, de surélever ou de surbaisser une fenêtre, une porte, une ouverture.



Nous invitons les candidats à intégrer les cotes et relevés communiqués dans le dossier GEOFIT EXPERT joint.

b) Toiture et charpente



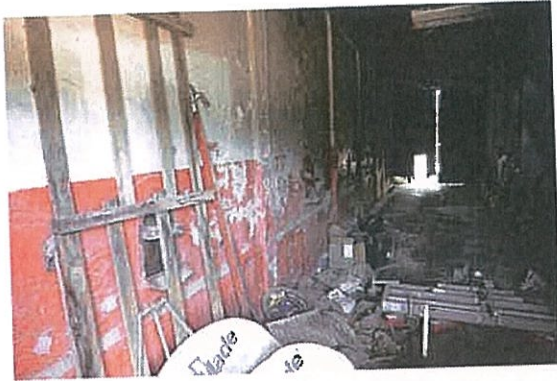
En dépit d'une grande simplicité, l'importance de la toiture confère au lieu une présence soutenue dans le paysage local. La couverture sera remplacée et réalisée en tuiles « dito existant » avec de la tuile canal, ton mêlé. La charpente, de très grande dimension sera également remplacée.



Les équipes candidates devront intégrer dès leur candidature, un BET ayant la compétence en matière « d'études de structures béton », « de structures métalliques », « structures bois » d'une part et disposer de la qualification « diagnostic en réutilisation – réhabilitation des ouvrages de bâtiment tout corps d'état » et de « déconstruction d'ouvrage » pour les cuves béton principalement.

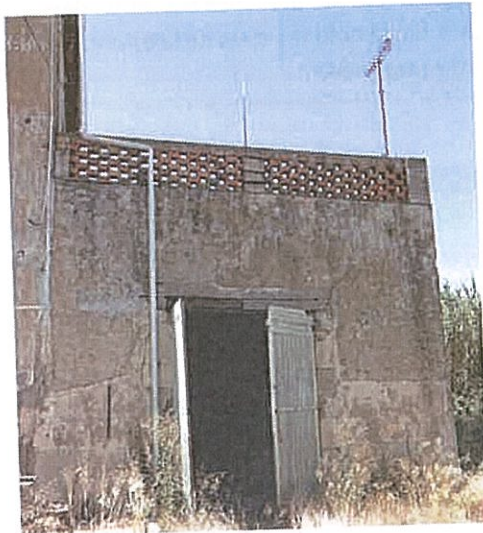
Handwritten signature and initials in blue ink.

c) Cellier viticole



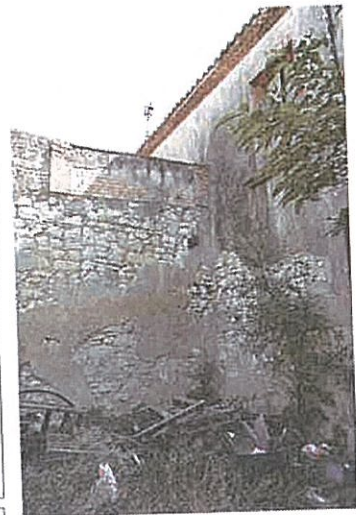
Les cuves bétons pour la vinification ou le stockage du vin occupent une partie significative du rez-de-chaussée. Elles seront déconstruites dans les règles de l'art. Un soin particulier devra être porté à ce retrait compte tenu qu'il est probable qu'une partie du plancher de l'étage repose sur les structures porteuses des cuves béton.

d) Garage



Le garage de *50m² rehaussé d'une terrasse, de même surface, est en structure pierre recouverte d'un crépi. Dans le cadre de la restructuration de ce volume, - transition avec l'accès au 1^{er} étage et à la terrasse - les candidats porteront une attention particulière au traitement de la terrasse et à la réhabilitation/consolidation de l'édifice.

Arrière du garage >>>>>>>>



e) Hangar



Le hangar, de * 130 m² devra être réhabilité et fermé après avoir remplacé sa toiture fibrociment amiantée. Le nouveau volume viendra « héberger » le dispositif de crémation /filtration attendu avec ses spécificités liées au PPRI. Par ailleurs, une procédure « amiante » devra être enclenchée par le candidat retenu pour le retrait de la toiture.

Nous invitons les candidats à intégrer le pré-rapport de mission joint, relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante.

[Signature]

F2 - Transformation de la structure existante

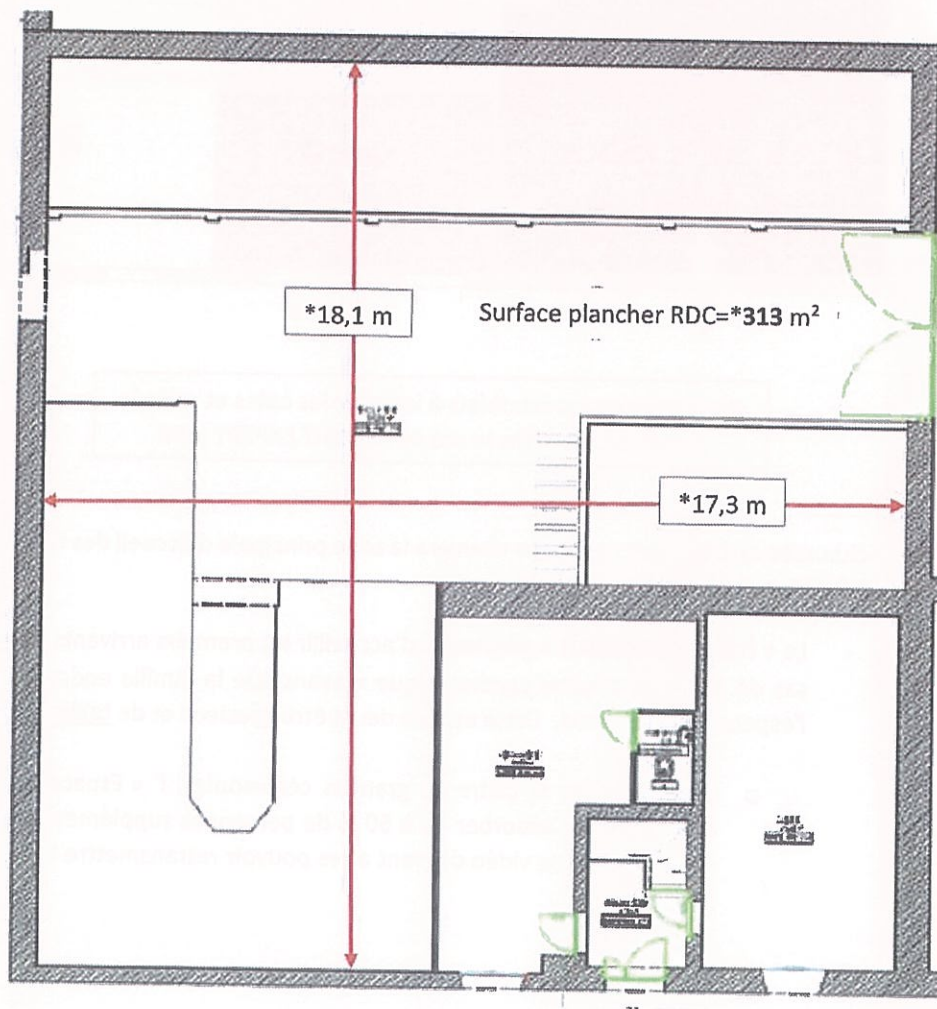
Préambule : Compte tenu des exigences du PPRI/PPRL/PLU les fondamentaux sont les suivants :

- Le plancher des zones d'accueil des familles (bâtiment A) (accueil, salle de cérémonie, sanitaires, bureau, salle de visualisation/remise des urnes) sera à **+ 0,60m** du terrain naturel.
- Le plancher des zones techniques (introduction/crémation/filtration/préparation des cendres/ stockages des réactifs, des « filtrats », des ferreux-non ferreux) sera à **+ 2m NGF** (vs niveau de la mer) soit 1,78m au-dessus du terrain naturel.
- Idem pour l'espace refuge
- Le plancher des zones de chargement et de déchargement sera à **+ 0,20 m** du niveau du terrain naturel.

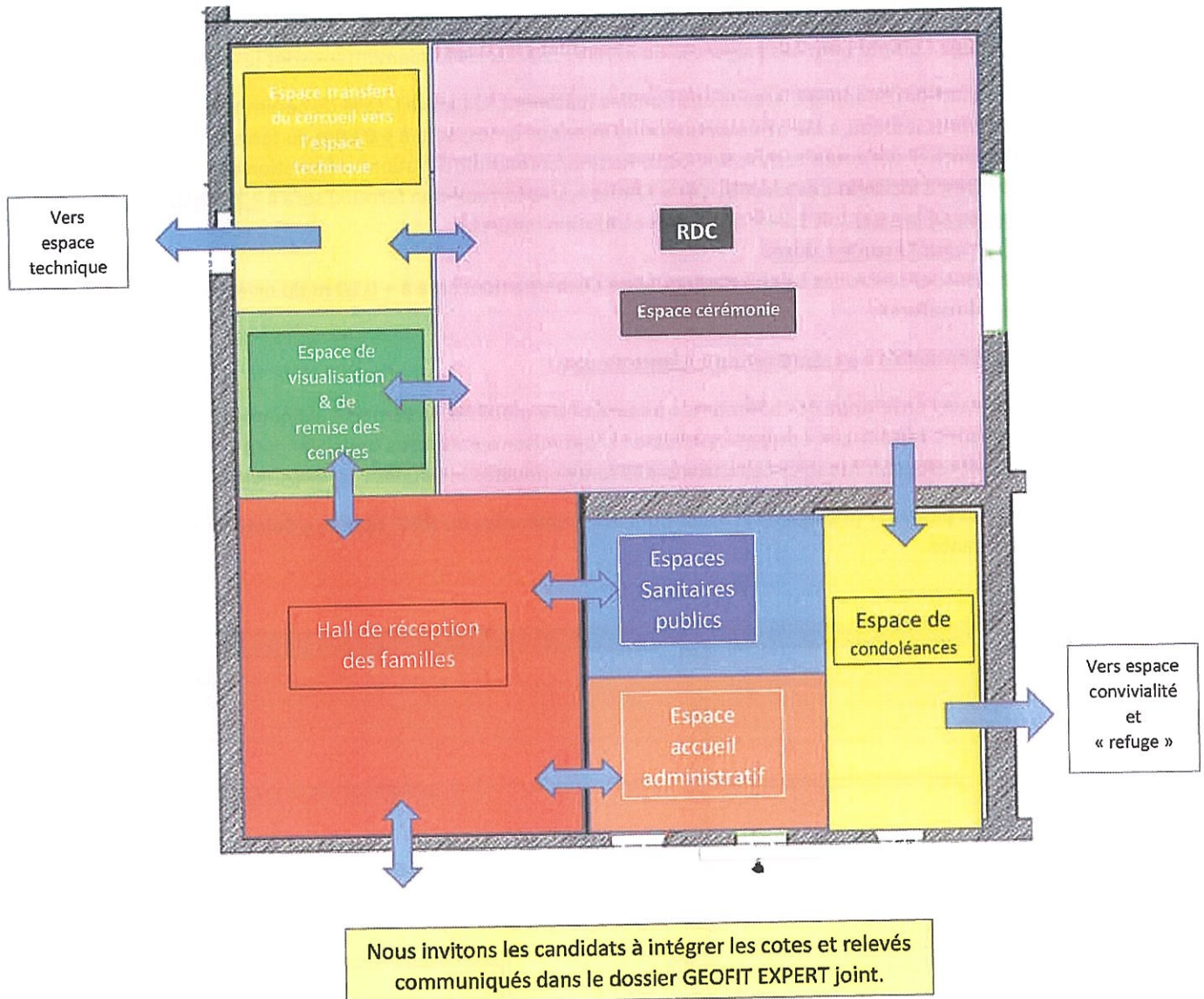
Les fonctionnalités du crématorium « Sainte-Rose »

Attendu que l'enveloppe des bâtiments ne saurait être modifiée en termes de dimensionnement, nous laissons le soin aux équipes candidates d'optimiser les espaces impartis, mais ils devront cependant respecter le cahier des charges des fonctionnalités indiquées en page suivante.

A) Surface plancher (d'origine) et fonctionnalités minimales du RDC central « Sainte-Rose » en page suivante



Les fonctionnalités minimales sont les suivantes :

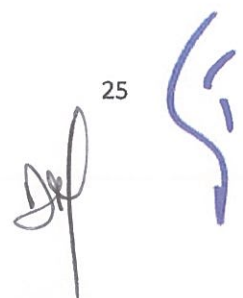


Au rez-de-chaussée du bâtiment central se trouvera la zone principale d'accueil des familles qui se déclinera de la façon suivante :

- Le « **hall réception** » permettra d'accueillir les premiers arrivants et servira de sas de « décompression psychologique » avant que la famille endeuillée intègre l'espace de cérémonie. Cette espace devra être spacieux et de taille significative.
 - o En effet, dans le cadre de grandes cérémonies, l'« **Espace Réception** » devra pouvoir absorber 40 à 50 % de personnes supplémentaires. Un ou plusieurs écrans vidéo devront alors pouvoir retransmettre le contenu de la cérémonie.

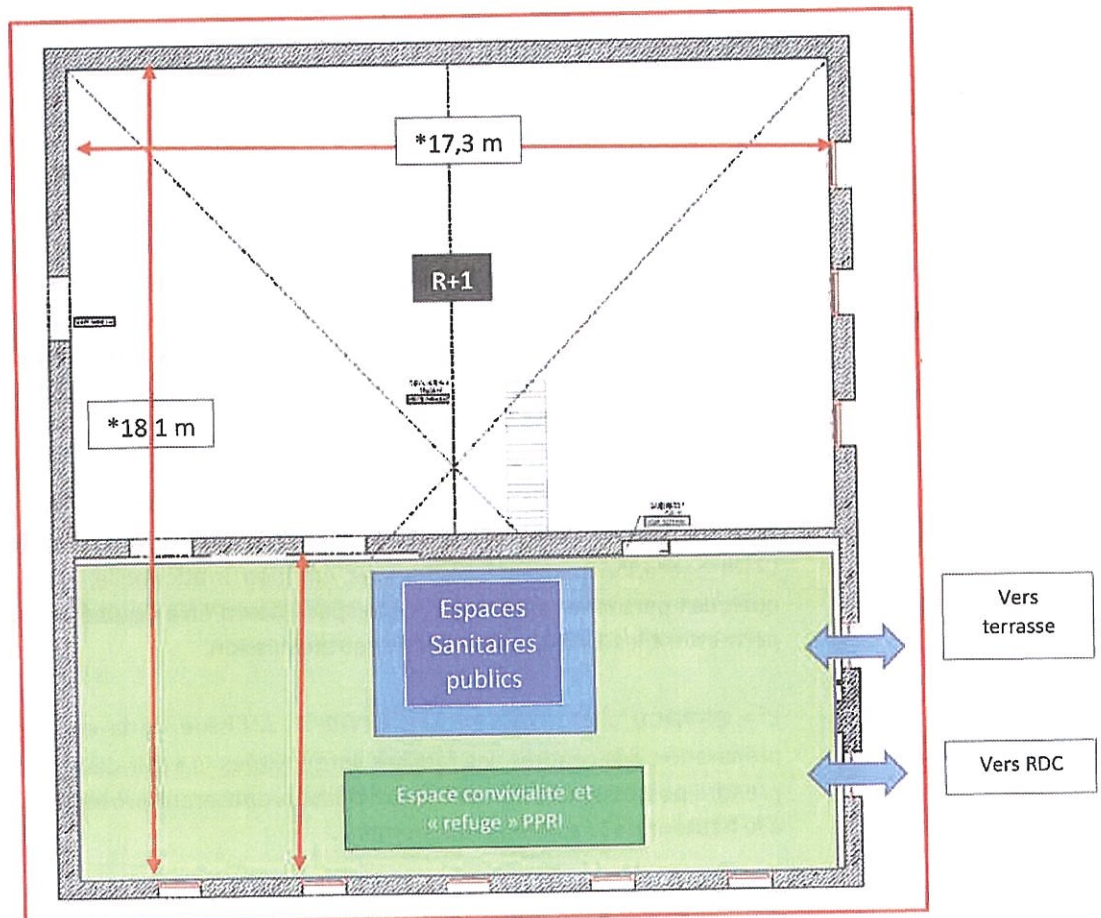
- Les candidats attacheront une importance particulière à l'aménagement intérieur de cet espace. Les couleurs, les lumières, les volumes et les mobiliers devront susciter calme et sérénité.
- Par vocation, cet « Espace réception » donnera accès aux espaces fonctionnels suivants :
 - « Espace cérémonie »
 - « Espace remise de l'urne » et « l'espace de visualisation »
 - « Espace accueil administratif »
 - « Espace sanitaire public ».

- L' « **espace cérémonie** » qui doit pouvoir accueillir a minima **150** personnes assises est l'espace emblématique du crématorium. En effet, cet espace propre au recueillement de la famille sera source d'émotion caractérisée au moment des hommages et des souvenirs du défunt. Dans cet esprit, couleurs, lumières et sonorisation seront travaillées et abouties pour un accompagnement réussi de la cérémonie. L'espace sera équipé de matériel vidéo, permettant de rappeler par l'image le souvenir du défunt et l'équipement audio devra pouvoir diffuser la musique choisie par la famille. A l'issue de la cérémonie, le cercueil sera translaté vers l'espace technique de crémation. A cet égard, les candidats proposeront un **dispositif pertinent d'automatisme et d'esthétique pour la mise en œuvre du départ du cercueil vers l'espace technique.**
- L' « **espace visualisation** ». Au terme de la cérémonie, il sera proposé à la famille la visualisation de l'introduction du cercueil dans l'appareil de crémation. Cette opération pouvant susciter une émotion irrationnelle, sera proposée à quelques personnes seulement. **Cet espace devra être équipé d'un écran vidéo permettant les 20 à 25 secondes de retransmission.**
- L' « **espace de remise de l'urne** ». A l'issue de la crémation et de la préparation des cendres, les familles sont invitées à venir dans cet espace pour prendre possession de l'urne. Les candidats **proposeront procédures et mobiliers à la hauteur de la solennité du moment.**
- L' « **espace accueil administratif** ». Cet espace doit pouvoir accueillir deux à trois personnes minimum, membres représentant la famille et/ou opérateur funéraire, pour la partie administrative du dossier et/ou règlement des prestations. Il sera équipé des mobiliers et matériels informatiques dédiés aux activités du crématorium. Il est demandé également qu'un écran de « supervision process » soit installé dans cet espace. Cette installation permettra au responsable du site d'avoir un regard sur le déroulement des opérations techniques.
- L' « **espace sanitaire public** ». Des espaces sanitaires publics seront installés à proximité du hall d'accueil des familles et seront bien entendu en adéquation avec les règles qui régissent les établissements recevant du public (ERP) et adaptés également aux personnes à mobilités réduites (PMR)



- L'« **espace de « condoléances** ». Au terme de la cérémonie, les personnes présentes se retrouvent bien souvent dans l'espace « convivialité » prévu à cet effet en RDC +1. Avant d'accéder à l'étage – sans devoir ressortir du bâtiment, un espace de transition sera créé. Il servira en cas de besoin à l'espace « condoléances ».

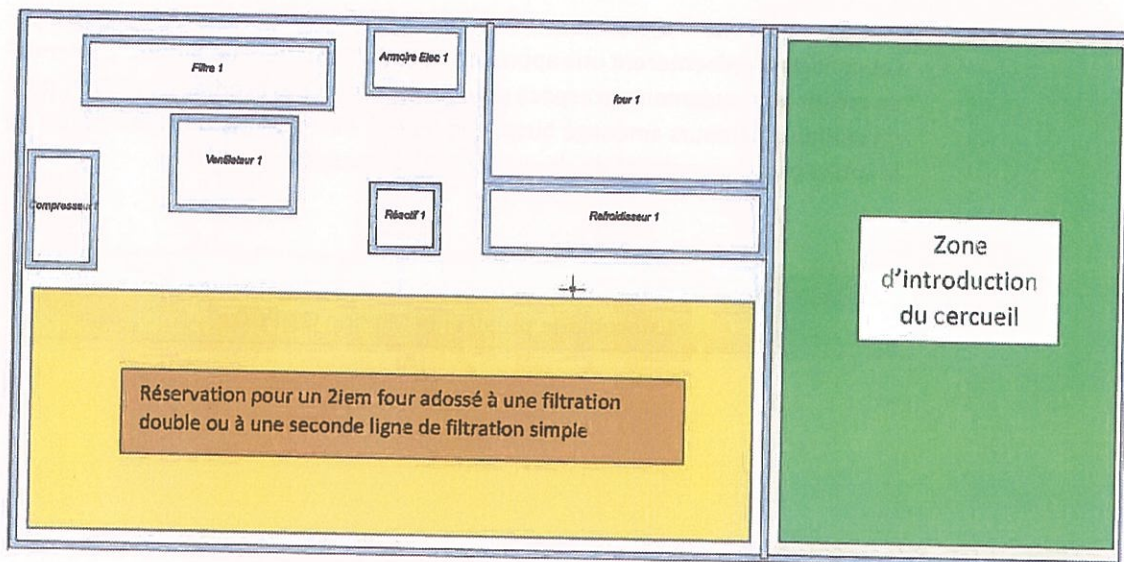
B) Surface plancher (d'origine) et fonctionnalités du R+1 minimales attendues



- Au terme de la cérémonie, les participants devront pouvoir ressortir de l'espace dédié et accéder aisément à l'« Espace visualisation » ou à l'« Espace convivialité » sans devoir transiter par l'« Espace réception ». La configuration permet en effet de migrer au 1^{er} étage en transitant par le bâti terrasse.-
- L'« **Espace de convivialité** » devra pouvoir accueillir 100 à 150 personnes, et conformément aux exigences du PPRI, cet espace de convivialité sera également considéré comme une zone refuge. L'« Espace convivialité » devra pouvoir également avoir un accès terrasse, pour profiter d'une vue reposante sur la cathédrale en arrière-plan et le golf « Sainte-Rose » en premier plan.

- La terrasse permettra d'absorber un grand nombre de personnes supplémentaires. Bien entendu, pour accéder à l'étage de convivialité, les personnes emprunteront l'escalier prévu à cet effet ou un ascenseur, principalement dédié aux personnes à mobilité réduite.
- Dans le cadre de l'utilisation de l' « **espace convivialité** » comme zone refuge, il est demandé aux candidats de prévoir un espace sanitaire à l'étage. En temps normal, l'étage sera autonome et évitera également le croisement des familles.
- Les candidats pourront bien entendu, proposer d'autres alternatives le cas échéant

C) Bâtiment technique de crémation/filtration/préparation des cendres



- Pour respecter les exigences du PPRI, la structure technique sera installée à + 2m NGF dans le bâtiment dédié à cet effet. Attendu que le site devrait dans un avenir d'une quinzaine d'années dépasser les 1000 crémations, nous demandons que dès la conception, les réservations pour un second appareil puissent être programmées.
- Un escalier et un monte-charge seront à prévoir pour accéder de la zone RDC à la zone d'introduction du cercueil.
- Ce monte-charge devra pouvoir supporter une palette de réactifs, de fûts pleins, une palette de produits réfractaires ou d'organes lourds process.
- Dans le cadre de la réhabilitation du « hangar » qui deviendra « Espace technique », dans lequel 15 à 25 t de matériels seront installés à + 2 m environ du sol, les candidats devront proposer la solution ad hoc pour faciliter les ajouts ou retraits de matériels.
- Concernant les consommables, et la gestion des déchets, nous rappelons que dans le cadre des dispositions PPRI, tous les fûts de réactifs, les fûts de « déchets de filtration » et les containers « ferreux non ferreux » doivent être également en hors d'eau.

- Concernant le visuel des cheminées, les candidats devront également faire en sorte que les exhaures ne soient pas visibles à l'arrivée des convois funéraires.

D) Les espaces de stationnement

- Les parkings devront être de type « Evergreen » permettant au maximum l'infiltration des eaux de pluie sur la parcelle concernée. Les candidats devront intégrer **40** places minimum matérialisées sur la parcelle **CW49** et proposer un plan alternatif pour les cérémonies beaucoup plus importantes.

E) Chemin d'accès

- Cf .C- C3 en page 7

F) Jardin du souvenir

- Les candidats présenteront une approche aboutie en matière de Jardin du Souvenir en créant non seulement un espace pour la dispersion des cendres du défunt, mais un véritable parcours aménagé bucolique arboré et végétalisé donnant à ceux qui le souhaitent la possibilité de s'asseoir et de se recueillir.

Nous invitons les candidats à prendre également connaissance de l'étude géotechnique préalable - Mission G1-PGC



PLAN LOCAL D'URBANISME

Mise en compatibilité

**Pour la réalisation d'un complexe oenotouristique
au Château Capitoul**

REGLEMENT

Approbation PLU	DCM du 12 juillet 2006
	DCM du 25 octobre 2006
1 ^{ère} mise à jour	AM du 11 juillet 2007
2 ^{ème} mise à jour	AM du 26 mai 2008
1 ^{ère} modification	DCM du 18 décembre 2008
3 ^{ème} mise à jour	AM du 24 juin 2009
2 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
3 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
1 ^{ère} mise en compatibilité	AP du 15 septembre 2011
4 ^{ème} modification (annulée TA du 17 avril 2014)	DCM du 29 mars 2012
1 ^{ère} modification simplifiée	DCM du 3 octobre 2013
4 ^{ème} mise à jour	AM du 13 janvier 2014
4 ^{ème} modification	DCM du 24 septembre 2015
2 ^{ème} mise en compatibilité	AP du 18 janvier 2016
	DCM du 22 septembre 2016
5 ^{ème} modification	DCM du 19 janvier 2017
3 ^{ème} mise en compatibilité	DCM du 15 mars 2018

Contact :

Mairie de Narbonne
Services techniques municipaux
10, quai Dillon-BP823
11 108 NARBONNE CEDEX
Tel : 04 68 90 30 73
Email : urbanisme@mairie-narbonne.fr

Pièce n° :

E1

Sommaire

Titre I : Dispositions générales

- Article 1 : Champ d'application territorial
- Article 2 : Portées respectives du règlement à l'égard des autres législations relatives LU
- Article 3 : Division du territoire en zones
- Article 4 : Adaptations mineures
- Article 5 : Application de la Loi Littoral
- Article 6 : Plans de Prévention des Risques
- Article 7 : Protection du patrimoine archéologique
- Article 8 : Nuisances sonores
- Article 9 : Changement de destination des bâtiments agricoles présentant un intérêt patrimonial
- Article 10 : Prévention des incendies, des feux de forêts et débroussaillage

Extraits du Code de l'Urbanisme

Titres II : Dispositions particulières

ZONE UA.....	25
ZONE UB.....	43
ZONE UC.....	53
ZONE UD.....	63
ZONE UE.....	71
ZONE UPp.....	77
ZONE UY.....	83
ZONE 1AUh.....	95
ZONE 1AUy.....	105
ZONE 1AUz.....	113
ZONE 2AU.....	119
ZONE 2AUh.....	123
ZONE 2AUy.....	127
ZONE A.....	133
ZONE NS.....	143
ZONE N2.....	151
ZONE N3.....	159
ZONE N4.....	167



Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021



Affiché le

SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

Règlement

2



Titre I : Dispositions générales

Article 1 : Champ d'application territorial

Le présent règlement s'applique à la totalité de la commune de Narbonne.

Article 2 : Portées respectives du règlement à l'égard des autres législations relatives à l'occupation des sols

Sont et demeurent applicables sur le territoire concerné sans que cette liste soit limitative :

- les articles L.421-1 à L.421-8 du Code de l'Urbanisme (dispositions communes aux diverses autorisations et aux déclarations préalables),
- les articles R.111-2, R.111-4, et R.111-27 du Code de l'Urbanisme (permis de construire),
- les servitudes d'utilité publique mentionnées en annexe et reportées sur un document graphique,
- les articles du Code de l'Urbanisme et autres législations concernant :
 - o le Droit de Prémption Urbain
 - o les articles du Code Civil concernant les règles de constructibilité.

L'édification des clôtures est soumise à déclaration préalable prévue à l'article R.421-12 du Code de l'Urbanisme.

Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation préalable dans les espaces boisés classés en application de l'article R.421-23 du Code de l'Urbanisme,

Les travaux de ravalement de façade ne sont pas soumis à déclaration de travaux en dehors du secteur sauvegardé, des sites classés et des champs de visibilité d'un monument historique.

Les démolitions sont soumises au permis de démolir dans les conditions prévues aux articles L.421-3, L.451-1 et suivants et R.421-26 et suivants.

Tout accès sur une voie départementale en et hors agglomération suppose l'obtention préalable d'une permission de voirie, à demander par le pétitionnaire à la Division Territoriale de la Narbonnaise.

Article 3 : Division du territoire en zones

Le territoire concerné par le présent Plan Local d'Urbanisme est divisé en zones :

- urbaines => UA, UB, UC, UD, UE, UPp, UY
- à urbaniser => 1AUh, 1AUy, 1AUz, 2AU, 2AUh, 2AUy
- agricole => A
- naturelles => NS, N2, N3, N4

Dans chacune de ces zones, s'appliquent les dispositions particulières du chapitre II. Les différentes zones figurent sur les documents graphiques.

Sur les documents graphiques, outre le zonage, figurent :

- les terrains classés en espaces boisés à conserver, à protéger ou à créer conformément aux articles L.113-1 et suivants du Code de l'Urbanisme,
- les secteurs soumis à un risque identifié dans un Plan de Prévention des Risques auquel tout pétitionnaire devra se référer lors de projets d'extension ou de construction,
- les emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général et aux espaces verts.

Article 4 : Adaptations mineures

Conformément aux dispositions de l'article L.152-3 et suivants du Code de l'Urbanisme, les règles et servitudes définies par un plan local d'urbanisme peuvent faire l'objet d'adaptations mineures rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes ; elles ne peuvent faire l'objet d'aucune autre dérogation que celles prévues par les articles L.152-4, L.152-5 et L.152-6 du code de l'urbanisme.

Article 5 : Application de la Loi Littoral

Dans le cadre du respect des dispositions de la Loi Littoral, le Plan Local d'Urbanisme définit une bande de 100 mètres à partir de la limite des plus hautes eaux répertoriée par un indice « 100 ». Celle-ci a été déterminée par arrêté préfectoral du 19 juin 1992 sur l'Etang de Bages à 0,7 m NGF et 0,8 m NGF en bord de mer. Le tracé de cette limite a été défini précisément sur la partie Nord de l'étang en fonction d'études de cartes topographiques.

Au titre de la prise en compte des dispositions de la Loi Littoral, le PLU a déterminé une zone dite proche du rivage répertoriée par un sigle « p ».

En application de l'article L.121-8 du code de l'urbanisme, l'extension de l'urbanisation doit se réaliser soit en continuité avec les agglomérations et villages existants, soit en hameaux nouveaux intégrés à l'environnement.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent et selon l'article L.121-10 du code de l'urbanisme, les constructions ou installations liées aux activités agricoles ou forestières qui sont incompatibles avec le voisinage des zones habitées peuvent être autorisées, en dehors des espaces proches du rivage, avec l'accord du préfet après avis de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites. Cet accord est refusé si les constructions ou installations sont de nature à porter atteinte à l'environnement ou aux paysages.

Les dispositions du premier alinéa ne font pas obstacle à la réalisation de travaux de mise aux normes des exploitations agricoles, à condition que les effluents d'origine animale ne soient pas accrus.

Article 6 : Plans de Prévention des Risques

La commune dispose de 3 Plans de Prévention des Risques approuvés. Un quatrième est en projet sur les risques littoraux.

Les deux PPRI :

La commune est concernée par les Plans de Prévention des Risques Inondation (PPRI) des Basses Plaines de l'Aude et le PPRI du Rec de Veyret, tous deux approuvés le 8 septembre 2008. Ils sont annexés au document du PLU dans la partie « Servitudes d'Utilité Publique » et les zones soumises à un aléa inondation reportées sur les documents graphiques d'expression réglementaire.

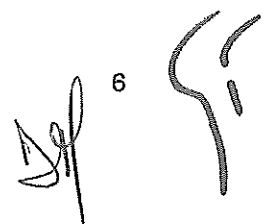
Un PPRT :

La commune est concernée par le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) de Comurhex (aujourd'hui appelé Areva NC) situé sur le site de Malvesi. Il a été approuvé le 23 janvier 2013 et il est annexé au document du PLU dans la partie « Servitudes d'Utilité Publique » et le périmètre de l'ensemble des zones soumises à un aléa correspondant à un cercle d'un rayon de 1200 m reporté sur les documents graphiques d'expression réglementaire.

Le projet de PPRL :

Un Plan de Prévention des Risques Prévisibles Littoraux (PPRL) concernant Narbonne Plage et la Nautique a été prescrit le 11 octobre 2012. Les services de l'Etat seront consultés dans le cadre des autorisations d'urbanisme sur Narbonne Plage pour prendre en compte les prescriptions du futur PPRL. L'Etat peut selon l'article R.111-2 du code de l'urbanisme s'opposer à tout projet situé dans la zone d'étude s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation.

6



Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne

Les projets de PPRIF :

Des Plans de Prévention contre les Risques d'Incendie de Feux de Forêt sont l'étude sur le massif de Fontfroide, le massif de la Clape et leurs abords. Tout projet situé dans ces secteurs devra prendre des mesures de protection adaptées contre les risques de feux de forêt mentionnées à l'article 10 du présent Titre.

Article 7 : Protection du patrimoine archéologique

Toutes les demandes d'utilisation du sol situées dans le champ d'une zone archéologique seront en raison de l'intérêt historique et archéologique soumises au visa du Conservateur Régional de l'Archéologie.

Article 8 : Nuisances sonores

Il est rappelé les dispositions de l'Arrêté Préfectoral n°99 1240 du 6 mai 1999 portant classement au bruit des infrastructures terrestres sur la commune et déterminant l'isolement acoustique des bâtiments à construire à leur voisinage.

Article 9 : Changement de destination des bâtiments agricoles présentant un intérêt patrimonial

En application de l'article L151-11 du code de l'urbanisme, dans les zones agricoles ou naturelles, le règlement peut désigner les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le changement de destination est soumis, en zone agricole, à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers prévue à l'article L.112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, et, en zone naturelle, à l'avis conforme de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Les documents graphiques du PLU de Narbonne identifient les domaines viticoles qui présentent un intérêt patrimonial ou architectural et dont le changement de destination ou l'extension limitée sera possible si cela ne compromet pas l'exploitation agricole ou la qualité des paysages en zone naturelle.

Le rapport de présentation justifie ce choix de zonage dans la mesure où il permet une diversification des activités en milieu agricole pour préserver et valoriser l'agriculture et la viticulture grâce à des activités connexes.

Article 10 : Prévention des incendies, des feux de forêts et débroussaillage

DEBROUSSAILLEMENT :

Afin de limiter les risques liés aux incendies de forêts, les occupations et utilisations du sol devront respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral relatif au débroussaillage obligatoire n° 2014 143 0006 du 2 juin 2014.

DEFENSE INCENDIE :

1 – Dans les zones urbaines et à urbaniser :

La défense contre l'incendie devra être assurée par des bouches ou poteaux d'incendie répondant, en tout temps, aux caractéristiques suivantes:

- Débit en eau minimum de 60 m³/h pendant 2 heures pour 1 bar de pression résiduelle;

- Distance maximale de 200 mètres entre le risque à défendre et le point d'eau par les cheminements carrossables ;
- Distance maximale de 200 mètres entre les points d'eau par les cheminements carrossables.

2 – Dans les: zones industrielles, zones commerciales :

La défense contre l'incendie devra être assurée par des bouches ou poteaux d'incendie répondant, en tout temps, aux caractéristiques suivantes :

- Débit en eau minimum de 120 m³/h pendant 2 heures pour 1 bar de pression résiduelle;
- Distance maximale de 200 mètres entre le risque à défendre et le point d'eau par les cheminements carrossables;
- Distance maximale de 200 mètres entre les points d'eau par les cheminements carrossables.

3 – En zone agricole ou naturelle :

La défense contre l'incendie devra être assurée par des bouches ou poteaux d'incendie répondant, en tout temps, aux caractéristiques suivantes :

- Débit en eau minimum de 60 m³/h pendant 2 heures pour 1 bar de pression résiduelle;
 - Distance maximale de 200 mètres entre le risque à défendre et le point d'eau par les cheminements carrossables ;
- Ou alors, par tout autre dispositif conforme à la réglementation permettant d'obtenir 120 m³ d'eau utilisables en 2 heures.

Les besoins en matière de défense contre l'incendie pour les risques particuliers tels que les industries ou les grands établissements recevant du public, seront étudiés lors de l'instruction des permis de construire et pourront être supérieurs aux prescriptions énoncées ci-dessus. »

Tout projet d'extension ou de changement de destination des bâtiments agricoles identifiés qui se trouvent dans ou à proximité immédiate des massifs de Fontfroide ou la Clape devra être accompagné de la mise en place de mesures visant à limiter les conséquences possibles du feu.

CARACTERISTIQUE DES VOIES ET ACCES POUR L'APPROCHE DU MATERIEL DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE :

Les caractéristiques minimales requises pour les voies et accès doivent permettre l'approche du matériel de lutte contre l'incendie.

Ces caractéristiques sont celles d'une voie engin :

- largeur : 3 mètres hors stationnement ;
- force portante pour un véhicule de 160 kN (avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 m)
- rayon intérieur : 11 mètres ;
- sur largeur S=15/R dans les virages dont le rayon est inférieur~ 50 mètres ;
- hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 3,30 mètres de hauteur majorée d'une marge de sécurité de 0,20 mètres;
- Pente inférieure à 15%.

De plus, et en aggravation, les voies et accès qui doivent permettre l'approche du matériel de lutte contre l'incendie pour les bâtiments dont le plancher bas est à plus de 8 mètres devront avoir les caractéristiques d'une voie échelle. La voie échelle est une partie de la voie engin dont les caractéristiques sont complétées et modifiées comme suit:

- Longueur minimale : 10 mètres ;
- Largeur: 4 mètres hors stationnement ;
- Pente inférieure à 10% ;
- Résistance au poinçonnement : 80 N/cm' sur une surface circulaire de 0,20 mètres de diamètre.

Enfin, ces contraintes pourront être complétées par des prescriptions définies lors de l'instruction des permis de construire de bâtiments particuliers tels que des industries, de grands établissements recevant du public, des habitations de plusieurs niveaux, ...

EXTRAITS DU CODE DE L'URBANISME :**Respect du plan local d'urbanisme****Article L152-1 :***Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015*

L'exécution par toute personne publique ou privée de tous travaux, constructions, aménagements, plantations, affouillements ou exhaussements des sols, et ouverture d'installations classées appartenant aux catégories déterminées dans le plan sont conformes au règlement et à ses documents graphiques.

Ces travaux ou opérations sont, en outre, compatibles, lorsqu'elles existent, avec les orientations d'aménagement et de programmation.

Déroptions au plan local d'urbanisme**Article L152-3***Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015*

Les règles et servitudes définies par un plan local d'urbanisme :

- 1° Peuvent faire l'objet d'adaptations mineures rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes ;
- 2° Ne peuvent faire l'objet d'aucune autre dérogation que celles prévues par les dispositions de la présente sous-section.

Article L152-4*Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015*

L'autorité compétente pour délivrer le permis de construire peut, par décision motivée, accorder des dérogations à une ou plusieurs règles du plan local d'urbanisme pour permettre :

- 1° La reconstruction de bâtiments détruits ou endommagés à la suite d'une catastrophe naturelle survenue depuis moins d'un an, lorsque les prescriptions imposées aux constructeurs en vue d'assurer la sécurité des biens et des personnes sont contraires à ces règles ;
 - 2° La restauration ou la reconstruction d'immeubles protégés au titre de la législation sur les monuments historiques, lorsque les contraintes architecturales propres à ces immeubles sont contraires à ces règles ;
 - 3° Des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant.
- L'autorité compétente recueille l'accord de l'autorité administrative compétente de l'Etat et du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, lorsqu'ils ne sont pas ceux qui délivrent le permis de construire.

Article L152-5*Modifié par LOI n°2016-925 du 7 juillet 2016 - art. 105*

L'autorité compétente pour délivrer le permis de construire ou le permis d'aménager et prendre la décision sur une déclaration préalable peut, par décision motivée, dans des limites fixées par un décret en Conseil d'Etat, déroger aux règles des plans locaux d'urbanisme relatives à l'emprise au sol, à la hauteur, à l'implantation et à l'aspect extérieur des constructions afin d'autoriser :

- 1° La mise en œuvre d'une isolation en saillie des façades des constructions existantes ;
 - 2° La mise en œuvre d'une isolation par surélévation des toitures des constructions existantes ;
 - 3° La mise en œuvre de dispositifs de protection contre le rayonnement solaire en saillie des façades.
- La décision motivée peut comporter des prescriptions destinées à assurer la bonne intégration architecturale du projet dans le bâti existant et dans le milieu environnant.

Le présent article n'est pas applicable :

- a) Aux immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques en application du titre II du livre VI du code du patrimoine ;
- b) Aux immeubles protégés au titre des abords en application de l'article L.621-30 du même code ;
- c) Aux immeubles situés dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable mentionné à l'article L.631-1 dudit code ;
- d) Aux immeubles protégés en application de l'article L.151-19 du présent code.

Le Règlement National d'Urbanisme :**Article R111-1 :***Créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015*

Le règlement national d'urbanisme est applicable aux constructions et aménagements faisant l'objet d'un permis de construire, d'un permis d'aménager ou d'une déclaration préalable ainsi qu'aux autres utilisations du sol régies par le présent code.

Toutefois :

1° Les dispositions des articles R.111-3, R.111-5 à R.111-19 et R.111-28 à R.111-30 ne sont pas applicables dans les territoires dotés d'un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu ;

2° Les dispositions de l'article R.111-27 ne sont applicables ni dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, ni dans les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, ni dans les territoires dotés d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur approuvé en application de l'article L.313-1. Les termes utilisés par le règlement national d'urbanisme peuvent être définis par un lexique national d'urbanisme, pris par arrêté du ministre chargé de l'urbanisme.

Localisation, implantation et desserte des constructions et aménagements**Article R111-2 :***Créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015*

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.

Article R111-4 :*Créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015*

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

Article L111-11 :*Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015*

Lorsque, compte tenu de la destination de la construction ou de l'aménagement projeté, des travaux portant sur les réseaux publics de distribution d'eau, d'assainissement ou de distribution d'électricité sont nécessaires pour assurer la desserte du projet, le permis de construire ou d'aménager ne peut être accordé si l'autorité compétente n'est pas en mesure d'indiquer dans quel délai et par quelle collectivité publique ou par quel concessionnaire de service public ces travaux doivent être exécutés.

Lorsqu'un projet fait l'objet d'une déclaration préalable, l'autorité compétente doit s'opposer à sa réalisation lorsque les conditions mentionnées au premier alinéa ne sont pas réunies.

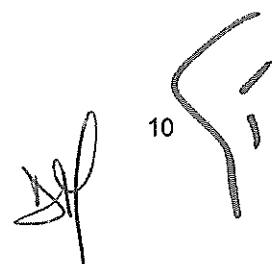
Les deux premiers alinéas s'appliquent aux demandes d'autorisation concernant les terrains aménagés pour permettre l'installation de résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

Un décret en Conseil d'Etat définit pour ces projets les conditions dans lesquelles le demandeur s'engage, dans le dossier de demande d'autorisation, sur le respect des conditions d'hygiène et de sécurité ainsi que les conditions de satisfaction des besoins en eau, assainissement et électricité des habitants, le cas échéant, fixées par le plan local d'urbanisme.

Article L111-12 :*Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015*

Les bâtiments, locaux ou installations soumis aux dispositions des articles L.421-1 à L.421-4 ou L.510-1, ne peuvent, nonobstant toutes clauses contractuelles contraires, être raccordés définitivement aux réseaux d'électricité, d'eau, de gaz ou de téléphone si leur construction ou leur transformation n'a pas été, selon le cas, autorisée ou agréée en vertu de ces dispositions.

10



Article L111-13 :*Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015*

Les propriétés riveraines des voies spécialisées non ouvertes à la circulation générale et, notamment, des autoroutes, voies de défense de la forêt contre l'incendie, pistes pour cyclistes et sentiers de touristes ne jouissent pas des droits reconnus aux riverains des voies publiques.

Les dispositions applicables à ces voies, notamment les conditions dans lesquelles l'exercice de certains droits pourra être accordé aux riverains, sont déterminées, soit par l'acte déclarant d'utilité publique l'ouverture de la voie, soit par décret en Conseil d'Etat.

Densité**Article L111-14 :***Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015*

Sous réserve des dispositions de l'article L.331-10, la surface de plancher de la construction s'entend de la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades du bâtiment.

Un décret en Conseil d'Etat précise notamment les conditions dans lesquelles peuvent être déduites les surfaces des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques, ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation.

Article R111-21 :*Créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015*

La densité de construction est définie par le rapport entre la surface de plancher de cette construction et la surface de terrain sur laquelle elle est ou doit être implantée.

La superficie des terrains cédés gratuitement en application de l'article R.332-16 est prise en compte pour la définition de la densité de construction.

Article R111-22 :*Créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015*

La surface de plancher de la construction est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades après déduction :

- 1° Des surfaces correspondant à l'épaisseur des murs entourant les embrasures des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur ;
- 2° Des vides et des trémies afférentes aux escaliers et ascenseurs ;
- 3° Des surfaces de plancher d'une hauteur sous plafond inférieure ou égale à 1,80 mètre ;
- 4° Des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules motorisés ou non, y compris les rampes d'accès et les aires de manœuvres ;
- 5° Des surfaces de plancher des combles non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial ;
- 6° Des surfaces de plancher des locaux techniques nécessaires au fonctionnement d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle au sens de l'article L.231-1 du code de la construction et de l'habitation, y compris les locaux de stockage des déchets ;
- 7° Des surfaces de plancher des caves ou des celliers, annexes à des logements, dès lors que ces locaux sont desservis uniquement par une partie commune ;
- 8° D'une surface égale à 10 % des surfaces de plancher affectées à l'habitation telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des alinéas précédents, dès lors que les logements sont desservis par des parties communes intérieures.

Reconstruction :**Article L111-15 :***Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015*

Lorsqu'un bâtiment régulièrement édifié vient à être détruit ou démoli, sa reconstruction à l'identique est autorisée dans un délai de dix ans nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sauf si la carte communale, le plan local d'urbanisme ou le plan de prévention des risques naturels prévisibles en dispose autrement.

Article L421-9 :

Modifié par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art. 6

Lorsqu'une construction est achevée depuis plus de dix ans, le refus de permis de construire ou la décision d'opposition à déclaration préalable ne peut être fondé sur l'irrégularité de la construction initiale au regard du droit de l'urbanisme.

Les dispositions du premier alinéa ne sont pas applicables :

1° Lorsque la construction est de nature, par sa situation, à exposer ses usagers ou des tiers à un risque de mort ou de blessures de nature à entraîner une mutilation ou une infirmité permanente ;

2° Lorsqu'une action en démolition a été engagée dans les conditions prévues par l'article L.480-13 ;

3° Lorsque la construction est située dans un parc national créé en application des articles L.331-1 et suivants du code de l'environnement ou dans un site classé en application des articles L.341-2 et suivants du même code ;

4° Lorsque la construction est située sur le domaine public ;

5° Lorsque la construction a été réalisée sans permis de construire ;

6° Dans les zones mentionnées au 1° du II de l'article L.562-1 du code de l'environnement.

Article L111-23 :

Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015

La restauration d'un bâtiment dont il reste l'essentiel des murs porteurs peut être autorisée, sauf dispositions contraires des documents d'urbanisme et sous réserve des dispositions de l'article L.111-11, lorsque son intérêt architectural ou patrimonial en justifie le maintien et sous réserve de respecter les principales caractéristiques de ce bâtiment.

Performances environnementales et énergétiques :**Article L111-16 :**

Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015

Nonobstant les règles relatives à l'aspect extérieur des constructions des plans locaux d'urbanisme, des plans d'occupation des sols, des plans d'aménagement de zone et des règlements des lotissements, le permis de construire ou d'aménager ou la décision prise sur une déclaration préalable ne peut s'opposer à l'utilisation de matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, à l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable correspondant aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernés. Le permis de construire ou d'aménager ou la décision prise sur une déclaration préalable peut néanmoins comporter des prescriptions destinées à assurer la bonne intégration architecturale du projet dans le bâti existant et dans le milieu environnant. La liste des dispositifs, procédés de construction et matériaux concernés est fixée par décret.

Article L111-17 :

Modifié par LOI n°2016-925 du 7 juillet 2016 - art. 105

Les dispositions de l'article L.111-16 ne sont pas applicables :

1° Aux abords des monuments historiques définis au titre II du livre VI du code du patrimoine, dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable créé en application du titre III du même livre VI, dans un site inscrit ou classé en application des articles L.341-1 et L.341-2 du code de l'environnement, à l'intérieur du cœur d'un parc national délimité en application de l'article L.331-2 du même code, ni aux travaux portant sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques ou sur un immeuble protégé, en application des articles L.151-18 et L.151-19 du présent code ;


2° Dans des périmètres délimités, après avis de l'architecte des Bâtiments de France, par délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, motivée par la protection du patrimoine bâti ou non bâti, des paysages ou des perspectives monumentales et urbaines.

Article L111-18 :

Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015

Toute règle nouvelle qui, à l'intérieur d'un des périmètres visés aux 1° et 2° de l'article L.111-17, interdit ou limite l'installation des dispositifs énumérés à l'article L.111-16 fait l'objet d'une motivation particulière.

12



Article R111-23 :*Créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015*

Pour l'application de l'article L.111-16, les dispositifs, matériaux ou procédés sont :

- 1° Les bois, végétaux et matériaux biosourcés utilisés en façade ou en toiture ;
- 2° Les systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables, lorsqu'ils correspondent aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée. Un arrêté du ministre chargé de l'urbanisme précise les critères d'appréciation des besoins de consommation précités ;
- 3° Les équipements de récupération des eaux de pluie, lorsqu'ils correspondent aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée ;
- 4° Les pompes à chaleur ;
- 5° Les brise-soleils.

Article R111-24 :*Créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015*

La délibération par laquelle, en application du 2° de l'article L.111-17, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent délimite un périmètre dans lequel les dispositions de l'article L.111-16 ne s'appliquent pas fait l'objet des procédures d'association du public et de publicité prévues aux articles L.153-47 et R.153-20.

L'avis de l'architecte des Bâtiments de France mentionné au 2° de l'article L.111-17 est réputé favorable s'il n'est pas rendu par écrit dans un délai de deux mois après la transmission du projet de périmètre par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent matière de plan local d'urbanisme.

Règles de stationnement :**Article L111-19 :***Modifié par Ordonnance n°2016-79 du 29 janvier 2016 - art. 9*

Nonobstant toute disposition contraire du plan local d'urbanisme, l'emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées aux aires de stationnement annexes d'un commerce soumis à l'autorisation d'exploitation commerciale prévue aux 1° et 4° du I de l'article L.752-1 du code de commerce et à l'autorisation prévue au 1° de l'article L.212-7 du code du cinéma et de l'image animée, ne peut excéder un plafond correspondant aux trois quarts de la surface de plancher des bâtiments affectés au commerce. Les espaces paysagers en pleine terre, les surfaces des aménagements relevant de l'article L.3114-1 du code des transports, les surfaces réservées à l'auto-partage et les places de stationnement destinées à l'alimentation des véhicules électriques ou hybrides rechargeables sont déduits de l'emprise au sol des surfaces affectées au stationnement. La surface des places de stationnement non imperméabilisées compte pour la moitié de leur surface.

Article L111-20 :*Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015*

Lorsqu'un établissement de spectacles cinématographiques soumis à l'autorisation prévue aux articles L.212-7 et L.212-8 du code du cinéma et de l'image animée n'est pas installé sur le même site qu'un commerce soumis aux autorisations d'exploitation commerciale prévues à l'article L.752-1 du code de commerce, l'emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées aux aires de stationnement annexes de cet établissement de spectacles cinématographiques ne doit pas excéder une place de stationnement pour trois places de spectateur.

Article L111-21 :*Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015*

Les dispositions des articles L.111-19 et L.111-20 ne font pas obstacle aux travaux de réfection et d'amélioration ou à l'extension limitée des bâtiments commerciaux existant le 15 décembre 2000.

Article L151-30 :*Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015*

Lorsque le règlement prévoit des obligations en matière de stationnement des véhicules motorisés, il fixe des obligations minimales pour les vélos pour les immeubles d'habitation et de bureaux, dans le respect des conditions prévues au I de l'article L.111-5-2 du code de la construction et de l'habitation.

Article L151-31 :

Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015

Lorsque le règlement impose la réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés, cette obligation est réduite de 15 % au minimum en contrepartie de la mise à disposition de véhicules électriques munis d'un dispositif de recharge adapté ou de véhicules propres en auto-partage, dans des conditions définies par décret.

Article L151-32 :

Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015

Lorsque les conditions de desserte par les transports publics réguliers le permettent, le règlement peut fixer un nombre maximal d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés à réaliser lors de la construction de bâtiments destinés à un usage autre que d'habitation.

Article L151-33 :

Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015

Lorsque le règlement impose la réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés, celles-ci peuvent être réalisées sur le terrain d'assiette ou dans son environnement immédiat.

Lorsque le bénéficiaire du permis ou de la décision de non-opposition à une déclaration préalable ne peut pas satisfaire aux obligations résultant du premier alinéa, il peut être tenu quitte de ces obligations en justifiant, pour les places qu'il ne peut réaliser lui-même, soit de l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation et situé à proximité de l'opération, soit de l'acquisition ou de la concession de places dans un parc privé de stationnement répondant aux mêmes conditions.

Lorsqu'une aire de stationnement a été prise en compte dans le cadre d'une concession à long terme ou d'un parc privé de stationnement, au titre des obligations prévues aux articles L.151-30 et L.151-32, elle ne peut plus être prise en compte, en tout ou en partie, à l'occasion d'une nouvelle autorisation.

Article L151-34 :

Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015

Le règlement peut ne pas imposer la réalisation d'aires de stationnement lors de la construction :

- 1° De logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat ;
- 2° Des établissements assurant l'hébergement des personnes âgées mentionnés au 6° du I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- 3° Des résidences universitaires mentionnées à l'article L.631-12 du code de la construction et de l'habitation.

Article L151-35 :

Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015

Il ne peut, nonobstant toute disposition du plan local d'urbanisme, être exigé pour les constructions destinées à l'habitation mentionnées aux 1° à 3° de l'article L.151-34 la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement.

Toutefois, lorsque les logements mentionnés aux 1° à 3° de l'article L.151-34 sont situés à moins de cinq cents mètres d'une gare ou d'une station de transport public guidé ou de transport collectif en site propre et que la qualité de la desserte le permet, il ne peut, nonobstant toute disposition du plan local d'urbanisme, être exigé la réalisation de plus de 0,5 aire de stationnement par logement.

L'obligation de réaliser des aires de stationnement n'est pas applicable aux travaux de transformation ou d'amélioration de bâtiments affectés à des logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat, y compris dans le cas où ces travaux s'accompagnent de la création de surface de plancher, dans la limite d'un plafond fixé par décret en Conseil d'Etat.

Pour la mise en œuvre des plafonds mentionnés aux premier et deuxième alinéas, la définition des établissements assurant l'hébergement des personnes âgées et des résidences universitaires mentionnés aux 2° et 3° de l'article L.151-34 est précisée par décret en Conseil d'Etat.

Article L151-36 :

Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015

Pour les constructions destinées à l'habitation, autres que celles mentionnées aux 1° à 3° de l'article L.151-34, situées à moins de cinq cents mètres d'une gare ou d'une station de transport public guidé ou de transport collectif en site propre et dès lors que la qualité de la desserte le permet, il ne peut,

14



nonobstant toute disposition du plan local d'urbanisme, être exigé la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement.

Article L151-37 :

Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015

Le plan local d'urbanisme peut augmenter le plafond défini à l'article L.111-19 pour le fixer à un niveau compris entre les trois quarts et la totalité de la surface de plancher affectée au commerce.

Article R431-26 :

Créé par Décret n°2007-18 du 5 janvier 2007 - art. 9

Lorsque le constructeur demande à réaliser tout ou partie des aires de stationnement imposées par le plan local d'urbanisme sur un autre terrain que le terrain d'assiette du projet ou demande à être tenu quitte de tout ou partie de ces obligations en justifiant de l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement ou de l'acquisition de places dans un parc privé de stationnement, la demande comprend en outre :

- a) Le plan de situation du terrain sur lequel seront réalisées les aires de stationnement et le plan des constructions ou aménagements correspondants ;
- b) Ou la promesse synallagmatique de concession ou d'acquisition, éventuellement assortie de la condition suspensive de l'octroi du permis.

Article R111-25 :

Créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015

Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable peut imposer la réalisation d'installations propres à assurer le stationnement hors des voies publiques des véhicules correspondant aux caractéristiques du projet.

Il ne peut être exigé la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement lors de la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat.

L'obligation de réaliser des aires de stationnement n'est pas applicable aux travaux de transformation ou d'amélioration de bâtiments affectés à des logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat, y compris dans le cas où ces travaux s'accompagnent de la création de surface de plancher, dans la limite d'un plafond de 50 % de la surface de plancher existant avant le commencement des travaux.

Préservation des éléments présentant un intérêt architectural, patrimonial, paysager ou écologique

Article L111-23 :

Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015

La restauration d'un bâtiment dont il reste l'essentiel des murs porteurs peut être autorisée, sauf dispositions contraires des documents d'urbanisme et sous réserve des dispositions de l'article L.111-11, lorsque son intérêt architectural ou patrimonial en justifie le maintien et sous réserve de respecter les principales caractéristiques de ce bâtiment.

Article R111-26 :

Créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015

Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable doit respecter les préoccupations d'environnement définies aux articles L.110-1 et L.110-2 du code de l'environnement. Le projet peut n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si, par son importance, sa situation ou sa destination, il est de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement.

Article R111-27 :

Créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Dispositions communes aux diverses autorisations et aux déclarations préalables**Article L421-1 :**

Les constructions, même ne comportant pas de fondations, doivent être précédées de la délivrance d'un permis de construire.

Un décret en Conseil d'Etat arrête la liste des travaux exécutés sur des constructions existantes ainsi que des changements de destination qui, en raison de leur nature ou de leur localisation, doivent également être précédés de la délivrance d'un tel permis.

Article L421-2 :

Les travaux, installations et aménagements affectant l'utilisation des sols et figurant sur une liste arrêtée par décret en Conseil d'Etat doivent être précédés de la délivrance d'un permis d'aménager.

Article L421-3 (Démolition) :

Les démolitions de constructions existantes doivent être précédées de la délivrance d'un permis de démolir lorsque la construction relève d'une protection particulière définie par décret en Conseil d'Etat ou est située dans une commune ou partie de commune où le conseil municipal a décidé d'instaurer le permis de démolir.

Article L421-4 :

Un décret en Conseil d'Etat arrête la liste des constructions, aménagements, installations et travaux qui, en raison de leurs dimensions, de leur nature ou de leur localisation, ne justifient pas l'exigence d'un permis et font l'objet d'une déclaration préalable.

Ce décret précise les cas où les clôtures sont également soumises à déclaration préalable.

Article L421-5 :

Un décret en Conseil d'Etat arrête la liste des constructions, aménagements, installations et travaux qui, par dérogation aux dispositions des articles L.421-1 à L.421-4, sont dispensés de toute formalité au titre du présent code en raison :

- a) De leur très faible importance ;
- b) De la faible durée de leur maintien en place ou de leur caractère temporaire compte tenu de l'usage auquel ils sont destinés ;
- c) Du fait qu'ils nécessitent le secret pour des raisons de sûreté ;
- d) Du fait que leur contrôle est exclusivement assuré par une autre autorisation ou une autre législation ;
- e) De leur nature et de leur implantation en mer, sur le domaine public maritime immergé au-delà de la laisse de la basse mer.

Article L421-6 :

Le permis de construire ou d'aménager ne peut être accordé que si les travaux projetés sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires relatives à l'utilisation des sols, à l'implantation, la destination, la nature, l'architecture, les dimensions, l'assainissement des constructions et à l'aménagement de leurs abords et s'ils ne sont pas incompatibles avec une déclaration d'utilité publique.

Le permis de démolir peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les travaux envisagés sont de nature à compromettre la protection ou la mise en valeur du patrimoine bâti, des quartiers, des monuments et des sites.

Article L421-7 :

Lorsque les constructions, aménagements, installations et travaux font l'objet d'une déclaration préalable, l'autorité compétente doit s'opposer à leur exécution ou imposer des prescriptions lorsque les conditions prévues à l'article L.421-6 ne sont pas réunies.

Article L421-8

A l'exception des constructions mentionnées aux b et e de l'article L.421-5, les constructions, aménagements, installations et travaux dispensés de toute formalité au titre du présent code doivent être conformes aux dispositions mentionnées à l'article L.421-6.

Opérations tenant lieu d'une autorisation prévue par une autre législation

Article L425-2 (immeuble de grande hauteur) :

Créé par Ordonnance n°2005-1527 du 8 décembre 2005 - art. 15

Lorsque le projet porte sur un immeuble de grande hauteur, le permis de construire tient lieu de l'autorisation prévue par l'article L.122-1 du code de la construction et de l'habitation, dès lors que la décision a fait l'objet d'un accord de l'autorité chargée de la police de la sécurité.

Article L425-3 (équipements recevant du public) :

Modifié par Ordonnance n°2011-1916 du 22 décembre 2011 - art. 1

Lorsque le projet porte sur un établissement recevant du public, le permis de construire tient lieu de l'autorisation prévue par l'article L.111-8 du code de la construction et de l'habitation dès lors que la décision a fait l'objet d'un accord de l'autorité administrative compétente qui peut imposer des prescriptions relatives à l'exploitation des bâtiments en application de l'article L.123-2 du code de la construction et de l'habitation. Le permis de construire mentionne ces prescriptions. Toutefois, lorsque l'aménagement intérieur d'un établissement recevant du public ou d'une partie de celui-ci n'est pas connu lors du dépôt d'une demande de permis de construire, le permis de construire indique qu'une autorisation complémentaire au titre de l'article L.111-8 du code de la construction et de l'habitation devra être demandée et obtenue en ce qui concerne l'aménagement intérieur du bâtiment ou de la partie de bâtiment concernée avant son ouverture au public.

Article L425-4 (exploitation commerciale) :

Modifié par LOI n°2015-990 du 6 août 2015 - art. 36

Lorsque le projet est soumis à autorisation d'exploitation commerciale au sens de l'article L.752-1 du code de commerce, le permis de construire tient lieu d'autorisation dès lors que la demande de permis a fait l'objet d'un avis favorable de la commission départementale d'aménagement commercial ou, le cas échéant, de la Commission nationale d'aménagement commercial. Une modification du projet qui revêt un caractère substantiel, au sens de l'article L.752-15 du même code, mais n'a pas d'effet sur la conformité des travaux projetés par rapport aux dispositions législatives et réglementaires mentionnées à l'article L.421-6 du présent code nécessite une nouvelle demande d'autorisation d'exploitation commerciale auprès de la commission départementale.

A peine d'irrecevabilité, la saisine de la commission nationale par les personnes mentionnées à l'article L.752-17 du même code est un préalable obligatoire au recours contentieux dirigé contre la décision de l'autorité administrative compétente pour délivrer le permis de construire.

Opposabilité des servitudes d'utilité publique

Article L152-7 :

Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015

Après l'expiration d'un délai d'un an à compter, soit de l'approbation du plan local d'urbanisme soit, s'il s'agit d'une servitude d'utilité publique nouvelle définie à l'article L.151-43, de son institution, seules les servitudes annexées au plan peuvent être opposées aux demandes d'autorisation d'occupation du sol. Dans le cas où le plan a été approuvé ou la servitude, instituée avant la publication du décret établissant ou complétant la liste mentionnée à l'article L.151-43, le délai d'un an court à compter de cette publication.

Droit de délaissement

Article L152-2 :

Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015

Le propriétaire d'un terrain bâti ou non bâti réservé par un plan local d'urbanisme en application de l'article L.151-41 peut, dès que ce plan est opposable aux tiers, et même si une décision de sursis à statuer qui lui a été opposée est en cours de validité, exiger de la collectivité ou du service public au bénéfice duquel le terrain a été réservé qu'il soit procédé à son acquisition dans les conditions et délais mentionnés aux articles L.230-1 et suivants.

Lorsqu'une servitude mentionnée à l'article L.151-41 est instituée, les propriétaires des terrains concernés peuvent mettre en demeure la commune de procéder à l'acquisition de leur terrain, dans les conditions et délais prévus aux articles L.230-1 et suivants.

17

Etude de sécurité publique

Article L114-1 :

Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015

Les projets d'aménagement et la réalisation des équipements collectifs et des programmes de construction qui, par leur importance, leur localisation ou leurs caractéristiques propres peuvent avoir des incidences sur la protection des personnes et des biens contre les menaces et les agressions, font l'objet d'une étude préalable de sécurité publique permettant d'en apprécier les conséquences.

Article L114-2 :

Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015

Lorsque l'opération porte sur un établissement recevant du public, le permis de construire ne peut être délivré si l'autorité compétente a constaté, après avis de la commission compétente en matière de sécurité publique, que l'étude remise ne remplit pas les conditions définies par le décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L.114-4.

Article L114-3 :

Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015

L'étude de sécurité publique n'est pas un document communicable pour l'application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal.

Le maire peut obtenir communication de cette étude.

Article L114-4 :

Créé par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015

Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application du présent chapitre. Il détermine :

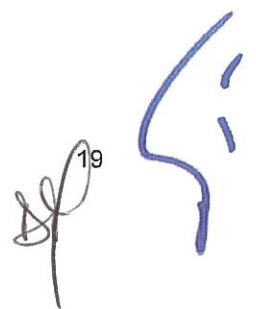
1° Les seuils à partir desquels les projets d'aménagement, les équipements collectifs et les programmes de construction sont soumis à l'obligation mentionnée à l'article L.114-1 et les conditions dans lesquelles l'autorité administrative compétente de l'Etat, à la demande ou après avis du maire, peut délimiter les secteurs dont les caractéristiques particulières justifient l'application de seuils inférieurs ;

2° Le contenu de l'étude de sécurité publique, celle-ci devant porter au minimum sur les risques que peut entraîner le projet pour la protection des personnes et des biens contre la délinquance et sur les mesures envisagées pour les prévenir.

Titre II

Dispositions particulières

19



Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC


Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne

Règlement

20
SH

ZONES URBAINES

21



Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne

Règlement



22

Ville de NARBONNE

PLAN LOCAL D'URBANISME

REGLEMENT

ZONE UA

Approbation PLU	DCM du 12 juillet 2006
	DCM du 25 octobre 2006
1 ^{ère} mise à jour	AM du 11 juillet 2007
2 ^{ème} mise à jour	AM du 26 mai 2008
1 ^{ère} modification	DCM du 18 décembre 2008
3 ^{ème} mise à jour	AM du 24 juin 2009
2 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
3 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
1 ^{ère} mise en compatibilité	AP du 15 septembre 2011
4 ^{ème} modification (annulée TA du 17 avril 2014)	DCM du 29 mars 2012
1 ^{ère} modification simplifiée	DCM du 3 octobre 2013
4 ^{ème} mise à jour	AM du 13 janvier 2014
4 ^{ème} modification	DCM du 24 septembre 2015
2 ^{ème} mise en compatibilité	AP du 18 janvier 2016
5 ^{ème} modification	DCM du 22 septembre 2016
	DCM du 19 janvier 2017
3 ^{ème} mise en compatibilité	DCM du 15 mars 2018

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne

Règlement

Article 10

Le règlement du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne est composé de :

- le règlement du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne
- le règlement du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne
- le règlement du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne

Article 11 - OCCUPATION DU SOL

- les zones d'habitat individuel
- les zones d'habitat collectif
- les zones d'habitat collectif
- les zones d'habitat collectif
- les zones d'habitat collectif
- les zones d'habitat collectif

Article 12 - OCCUPATION DU SOL

- les zones d'habitat individuel
- les zones d'habitat collectif
- les zones d'habitat collectif
- les zones d'habitat collectif
- les zones d'habitat collectif
- les zones d'habitat collectif

Article 13 - ALCOOL ET VIOLENCE

Le règlement du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne est composé de :



- les zones d'habitat individuel
- les zones d'habitat collectif
- les zones d'habitat collectif
- les zones d'habitat collectif
- les zones d'habitat collectif
- les zones d'habitat collectif

Le règlement du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne est composé de :

- les zones d'habitat individuel
- les zones d'habitat collectif
- les zones d'habitat collectif
- les zones d'habitat collectif
- les zones d'habitat collectif
- les zones d'habitat collectif

Le règlement du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne est composé de :

- les zones d'habitat individuel
- les zones d'habitat collectif
- les zones d'habitat collectif
- les zones d'habitat collectif
- les zones d'habitat collectif
- les zones d'habitat collectif

ZONE UA

Caractère de la zone : centre ancien.

Il s'agit d'une zone d'habitat de services et de commerces, où les constructions anciennes, pour une bonne part, sont en ordre continu et à l'alignement.

Elle comprend :

- un secteur UAa correspondant au périmètre du Secteur Sauvegardé
- un secteur UAb correspondant aux franges du Secteur Sauvegardé dont une partie sera inclus à terme dans le périmètre de la Zone de Protection de Patrimoine Architectural et Urbain

Article UA 1 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- les constructions à usage industriel,
- les constructions à usage agricole,
- les installations classées autres que celles visées à l'article UA 2,
- le stationnement de caravanes isolées ou dans des terrains spécialement aménagés,
- l'ouverture et l'exploitation de carrière,
- les dépôts de toute nature (ferrailles, matières fermentescibles, etc.),
- les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (éoliennes).

Article UA 2 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Sont admises sous conditions :

- les installations classées utiles à la vie urbaine si les nuisances peuvent être prévenues par des prescriptions techniques prises en application de la loi du 19 juillet 1976,

Article UA 3 - ACCES ET VOIRIE

L'accès à la voirie doit être direct ou aménagé sur fond voisin ou éventuellement obtenu par application de l'article 682 du Code Civil.

Les caractéristiques des accès et des voies de sécurité doivent permettre de satisfaire aux règles normales de sécurité de la défense contre l'incendie et de la protection civile. L'emprise de ces voies ne saurait être inférieure à 3 mètres.

Les voies doivent être aménagées, si elles se terminent en impasse, de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

La destination et l'importance des constructions ou installations doivent être compatibles avec la capacité de la voirie publique qui les dessert. Les accès donnant sur les voies départementales devront être regroupés au maximum voire évités, et les accès par les voies communales, privilégiés.

Tout accès direct sur les routes à grande circulation départementale est interdit.

L'ouverture des portes et portails devra impérativement s'effectuer à l'intérieur de la parcelle et sera proscrite sur la chaussée d'une voie de circulation.

Article UA 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1 - Eau : Toute construction ou installation nouvelle doit être desservie par une conduite publique de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes.

2 - Assainissement : Toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement, en respectant ses caractéristiques.

3 - Eaux pluviales : Les dispositifs d'évacuation des eaux pluviales doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement de ces eaux dans le réseau public. Pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, il sera nécessaire, pour tout projet générant une imperméabilisation sur plus de 300 m², de réaliser des installations de stockage. Ces dernières auront pour effet de ne pas accroître le débit d'eau rejeté au réseau.

4 – Défense contre l'incendie : La défense contre l'incendie devra être assurée par des bouches ou poteaux d'incendie dont les caractéristiques sont précisées dans l'article 10 des dispositions générales du présent règlement.

5 - Autres réseaux : Les raccordements aux réseaux seront réalisés en souterrain (EDF, téléphone,...). Les constructeurs devront intégrer dans leurs plans de composition les dispositions techniques et fonctionnelles relatives à la collecte des ordures ménagères en relation avec la commune (tri sélectif, collecte pneumatique, ...).

Article UA 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé.

Article UA 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions doivent être implantées à l'alignement des voies ouvertes à la circulation.

Des constructions peuvent toutefois être édifiées en retrait de l'alignement à condition que soient prévus des bâtiments en retour à l'alignement.

La surélévation ou l'extension de bâtiments existants implantés différemment est possible.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas lorsque le projet concerne la totalité d'un îlot (quelle que soit sa superficie) ou un terrain d'une superficie au moins égale à 3.000 m².

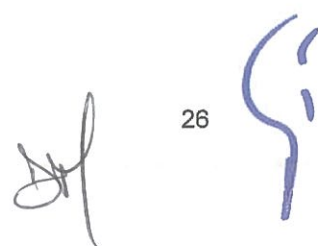
Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Les dispositions du présent article pourront ne pas s'appliquer dans l'emprise du secteur sauvegardé, afin de prendre en compte les prescriptions architecturales édictées au titre d'un avis conforme et sous réserve de justifications précises.

Article UA 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

A - Dans la bande de 15 mètres (par rapport à la voie):

Les constructions doivent être édifiées en ordre continu, d'une limite latérale à l'autre, à partir de l'alignement ou de la limite qui s'y substitue.



Toutefois, à l'exception de la partie en alignement sur rue pourront être admis des décrochements, dans ce cas, la distance du bâtiment à la limite séparative sera égale à la moitié de la hauteur du bâtiment prise à l'égout sans être inférieure à 3 mètres.

Dans le cas d'une construction implantée à l'alignement sur voie d'un côté, et en retrait de l'autre, la partie de bâtiment implantée à l'alignement devra respecter les dispositions ci-dessus par rapport à la limite séparative latérale.

B - Au-delà de la bande des 15 mètres :

1 - Des constructions peuvent être édifiées jusqu'à la limite séparative à condition que leur hauteur au faîte n'excède pas 3,50 mètres, où qu'elles soient adossées à un bâtiment existant de même gabarit.

2 - Les constructions devront respecter un recul minimum tel que la distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment à tout point de la limite séparative, soit au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points avec un minimum de 3 mètres ($L=H/2$).

C - Fond de parcelle :

La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points. Cette distance ne doit pas être inférieure à 3 mètres.

Cette disposition ne sera pas appliquée pour les parcelles ayant une profondeur égale ou inférieure à 15 mètres, sous réserve que la construction soit édifiée sur la limite séparative de fond de parcelle.

Les dispositions des paragraphes A, B et C ci-dessus ne s'appliquent pas lorsque le projet de construction intéresse la totalité d'un îlot ou d'un terrain d'une superficie au moins égale à 3.000 m².

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Les dispositions du présent article pourront ne pas s'appliquer dans l'emprise du secteur sauvegardé, afin de prendre en compte les prescriptions architecturales édictées au titre d'un avis conforme et sous réserve de justifications précises.

Article UA 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

a) Les bâtiments à usage d'habitation doivent être implantés de telle manière que les façades de chacun d'eux soient séparées du bâtiment voisin par une distance au moins égale à la hauteur du bâtiment le plus élevé ($L = H$).

Lorsqu'une des façades qui se font vis à vis est aveugle ou percée d'ouvertures indirectes ou « opaques », la distance visée ci-dessus peut être réduite de moitié ($L = H/2$).

b) En aucun cas, la distance entre deux bâtiments situés sur un même fond ne peut être inférieure à 3 mètres.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Les dispositions du présent article pourront ne pas s'appliquer dans l'emprise du secteur sauvegardé, afin de prendre en compte les prescriptions architecturales édictées au titre d'un avis conforme et sous réserve de justifications précises.

Article UA 9 - EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

Article UA 10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur se mesure à la ligne de faite en tout point du bâtiment. Cette hauteur maximale définie ne s'applique pas aux éléments de superstructure (souches de cheminée, cage d'ascenseur, éléments techniques, etc.).

En règle générale, la hauteur de construction ne sera pas supérieure à deux fois la largeur de la voie (d'alignement à alignement).

Si la construction est édifiée à l'angle des deux voies d'inégale largeur, la partie du bâtiment bordant la voie la plus étroite peut avoir la même hauteur que celle longeant la voie la plus large sur une longueur n'excédant pas 15 mètres, comptée à partir du point d'intersection des alignements ou, le cas échéant, des lignes qui en tiennent lieu (limite de voie privée).

Lorsque la distance entre deux voies d'inégale largeur ou de niveau différent est inférieure à 15 mètres, la hauteur de la construction édifiée entre les deux voies peut être celle déterminée à partir de la voie la plus large ou du niveau le plus élevé.

Dans le secteur UAa, la hauteur maximale des constructions, en tous points de celles-ci, ne doit pas excéder 16,50 m.

Dans le secteur UAb et sur les Boulevards Condorcet, Général de Gaulle, Marcel Sembat, Maréchal Joffre et Frédéric Mistral, la hauteur maximale des constructions, en tous points de celles-ci, ne devra pas excéder 18 m. Sur les quais d'Alsace et de Lorraine, les façades ne pourront excéder 12 m.

Dans le secteur UAb, avenue de Toulouse, avenue Frédéric Mistral et avenue Carnot, quai Victor Hugo et Vallière la hauteur au faîtage ne pourra être inférieure à 12 mètres.

Dans tous les cas, il est nécessaire de consulter la carte des non altius tollendi.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Les dispositions du présent article pourront ne pas s'appliquer dans l'emprise du secteur sauvegardé, afin de prendre en compte les prescriptions architecturales édictées au titre d'un avis conforme et sous réserve de justifications précises.

Article UA 11 - ASPECT EXTERIEUR

Dans l'ensemble de la zone UA, la hauteur des clôtures maçonnées ne pourra excéder 2 mètres.

1- Dans le secteur UAa uniquement**1-1 IMMEUBLES EXISTANTS A CONSERVER**

Par leur aspect extérieur, les constructions et autres modes d'occupation du sol, ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, au site et au paysage urbain.

COUVERTURES

- Les couvertures n'excéderont pas une pente de 30%.
- Les génoises seront conservées.
- Le dernier niveau doit être couvert obligatoirement en tuiles canal de terre cuite prioritairement de récupération en couvert au faîtage et à l'égout.

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne

Règlement

- Les tuiles neuves seront traditionnelles à courant ou à couvert de teinte soutenue et de préférence patinées. Les couvertures mouchetées sont interdites.
- Les corniches anciennes seront restaurées et les corniches nouvelles seront en pierre profilées comme celles qui existent.
- Les génoises seront à au moins deux rangs de tuiles.
- La collecte des eaux pluviales sera effectuée par des chenaux encaissés en retrait de l'avant-toit et des descentes en cuivre ou en zinc. Lorsqu'il est impossible d'installer le dispositif dans la couverture, alors la pose d'une gouttière pendante en zinc ou en cuivre peut être autorisée.

Souches de cheminée, ventilation

- Les conduits seront cachés dans des souches en maçonnerie enduite.
- Les prolongateurs sont interdits.
- Les souches anciennes seront conservées et restaurées. Les conduits et souches des édifices seront maintenus afin de permettre leur éventuelle utilisation.
- La ventilation des combles sera assurée par des tuiles chatières en terre cuite de même couleur que celles des tuiles de couvert.

Lucarnes et verrières

- Les chiens assis et les « skydome » sont proscrits.
- Les dispositifs d'éclairage situés dans le plan de la toiture peuvent être autorisés dans la mesure où leur dimension n'excède pas 1m² par unité et qu'ils sont placés à la limite de la première moitié inférieure de la couverture, sauf dans le cas du désenfumage des cages d'escalier lorsque la réglementation de lutte contre l'incendie l'impose.
- Les panneaux photovoltaïques sont interdits.

Toitures terrasses

- Les toitures terrasses sont interdites.

BALCONS

Les balcons et débords de toiture en saillie sur voie publique anciens seront conservés.

FACADESMatériaux

- Les maçonneries anciennes en pierre de taille, en pierre de blocage ou en pans de bois et briques même partielles doivent être conservées.
- Les bardages en bois, plastiques et métalliques, les plaques plastiques, « la frisette », les carreaux vernissés ou de grès, les briques à hauteur d'étage, les matériaux d'isolation thermique réalisée par l'extérieur, ainsi que les placages de pierre étrangère à l'architecture de l'édifice concerné sont interdits.
- Les pans de bois seront apparents ou crépis selon leur destination initiale. Les nouveaux pans de bois seront massifs et leur assemblage sera défini avec précision.
- Aucun matériau prévu pour être recouvert ne sera employé à nu.
- Une seule teinte d'enduit ou de mortier est autorisée par bâtiment.
- Les badigeons sont conseillés.
- Les peintures murales décoratives sont interdites.
- Les enduits à la chaux naturelle seront réalisés dans le respect des teintes et de la granulométrie des plus anciens enduits traditionnels. La finition sera fonction de la typologie de l'immeuble.
- Le couronnement des acrotères en maçonnerie de pierre sera réalisé par des chaperons définis en fonction de l'architecture de l'édifice.
- Les maçonneries de murs de clôture seront couronnées par des chaperons en pierre ou au mortier. Les formes des couronnements seront définies en fonction du statut du mur.

Décor et modénatures

- Tout décor ancien sera maintenu en place et restauré.
- Les décors manquants seront remplacés ou complétés.

Baies

- Les baies anciennes seront maintenues et, le cas échéant rétablies et restituées dans leur proportions et formes initiales.
- Aucune baie ancienne présentant un intérêt architectural ne sera obstruée.
- Il peut être autorisé de créer des baies nouvelles dans la mesure où celles-ci s'insèrent dans l'ordonnancement architectural de l'édifice. Les baies créées auront des proportions et formes correspondant aux baies anciennes.
- Les baies créées au rez-de-chaussée (portes, portails, fenêtres, baies commerciales) suivront l'ordonnancement et le style de l'ensemble de la façade.

Ferronneries

- Les ferronneries anciennes de qualité (garde-corps, grilles,...) seront maintenues et restaurées. Seules pourront être déposées les parties des ferronneries ne correspondant pas au style architectural qu'il a été convenu de privilégier sur l'édifice. En cas de complément, les parties neuves reproduiront les motifs anciens.

Balcons

- Les balcons anciens seront maintenus.
- La suppression des balcons récents peut être autorisée.

Menuiseries

- Les menuiseries anciennes de qualité et leur quincaillerie seront maintenues ou restaurées à l'identique (matériaux, proportions, détails de mouluration, quincaillerie, ...).
- Les vantaux vitrés sans menuiserie d'encadrement peuvent être exceptionnellement admis en fonction de la destination des locaux et la configuration de l'édifice.
- Seules les fenêtres ouvrant à la française sont admises pour les baies principales autres que médiévales.
- Les volets basculants ou roulant extérieurs sont interdits, hormis pour les constructions édifiées depuis la fin du XIXème siècle qui en comportent.
- Les petits bois rapportés sur vitrage sont interdits.
- Les menuiseries des portes de garage seront posées suivant les feuillures anciennes.
- Les contrevents ou volets manquants seront remplacés conformément au modèle ancien.
- Les menuiseries nouvelles seront en bois massif et devront être peintes.
- Les menuiseries, volets et contrevents en PVC sont interdits.

Branchements, évacuation, antennes

- Les conduits ou dispositifs d'aspiration et d'extraction (y compris les climatiseurs) posés nu sur la façade sont proscrits.
- Le parcours des réseaux sera enterré, encastré ou il suivra les corniches, débords de toit, bandeaux et limites latérales des bâtiments.
- Les coffrets de branchement, sont interdits en façade sauf en cas d'impossibilité où il seront encastrés et cachés par un portillon en bois ou en métal peint situé au nu de la façade.
- Les compteurs seront regroupés dans les locaux techniques accessibles aux services EDF-GDF.
- Le parcours des descentes des eaux pluviales suivra les limites des bâtiments ou, en cas d'impossibilité, le tracé le plus direct.
- Les coudes dans le plan de la façade sont interdits.
- La descente des eaux usées, les colonnes montantes et les conduits de gaz brûlés seront placés à l'intérieur du bâtiment.
- Les paraboles et autres antennes sont interdites en façade.
- Les paraboles de couleur blanche sont interdites.

Façades commerciales

- On entend par façade commerciale toute devanture, baie ou vitrine, établie ou utilisée dans un but de commerce ou d'activité.
- Les façades commerciales ne sont autorisées qu'au rez-de-chaussée et entresols, même lors de l'affectation des étages à des activités commerciales ou de service.

- Les aménagements des façades commerciales seront contenus dans l'ouverture des baies anciennes ou nouvelles et en retrait du nu de la façade hormis pour les devantures plaquées en bois.
- Les percements non-conformes à l'architecture originelle de l'édifice seront modifiés pour s'accorder avec celles-ci.
- Le percement de baies nouvelles peut être exceptionnellement autorisé, uniquement en rez-de-chaussée. Il ne dépassera pas 60% du linéaire de la façade hormis lors de percements originels.
- Les casquettes en béton et excroissances qui les accompagnent sont interdites.
- Aucune vitrine, peinture, placage ou panneau ne sera appliqué entre deux baies rapprochées, ni au-dessus de celles-ci.
- Les menuiseries seront en bois, acier ou aluminium laqué. Les boîtiers et stores métalliques de protection seront intérieurs. Pour la protection des entrées en retrait, les stores seront placés en fond de tableau.
- Les grilles de protection extérieures des magasins seront soit fixes, soit repliables dans les embrasures des baies
- Les stores seront en toile repliables dans les coffres intérieurs sous linteaux et entre tableaux et seront de couleur unie.
- Les devantures plaquées peuvent être autorisées. Elles seront en bois peint ou laqué. Les stores métalliques et les bannes seront intérieures ou repliables dans le coffre d'entablement.
- La suppression au rez-de-chaussée des portes d'accès aux étages ainsi que les escaliers est interdite. Lorsque cette suppression a déjà eu lieu, le rétablissement est préconisé.
- Les seuils devront être réalisés en pierre massive.
- La restauration des devantures plaquées bois anciennes ayant un intérêt architectural est imposée.

SERVITUDES D'ARCHITECTURE

Les immeubles bordant le Cours Mirabeau, la Rue Jean-Jaurès, le Cours de la République et le retour sur la Place de l'Hôtel-de-Ville, sont soumis aux dispositions suivantes :

- chaque immeuble doit être construit à l'alignement, sur toute la largeur de la parcelle,
- les immeubles, à l'exception des constructions comprises entre la Rue Gustave Fabre et l'Hôtel-de-Ville, doivent comporter obligatoirement quatre niveaux,
- entre la Rue Gustave Fabre et l'Hôtel-de-Ville, la hauteur hors tout des bâtiments ne peut excéder la cote d'altitude du sol du jardin du Musée,
- les balcons opaques en saillie sur l'alignement sont interdits,
- les garde-corps doivent être à barreaudage vertical.

1-2 IMMEUBLES NOUVEAUX

Le caractère des constructions nouvelles sera défini en fonction de l'environnement afin de préserver l'unité du paysage urbain.

COUVERTURES

- Les couvertures n'excéderont pas une pente de 30%.
- Les couvertures seront à rampants.
- Les toitures terrasse sont interdites.
- Les corniches anciennes seront restaurées et les corniches nouvelles seront en pierre profilées comme celles existantes.
- La collecte des eaux pluviales sera effectuée par des chenaux encaissés en retrait de l'avant-toit et des descentes en cuivre ou en zinc. Lorsqu'il est impossible d'installer le dispositif dans la couverture, alors la pose d'une gouttière pendante en zinc ou en cuivre peut être autorisée.
- L'emploi de plaques de support des tuiles, rigides ou souples sont autorisées sous les tuiles de courant et de couvert.
- Les corniches seront en pierre, épannelées ou profilées.
- Les génoises et corniches sont autorisées. Les génoises seront à au moins deux rangs de tuiles.

Lucarnes et verrières

- Les lucarnes, verrières et tabatières situés dans le plan de la toiture peuvent être autorisées
- Les chiens assis et les « skydome » sont proscrits.

Souches de cheminée et ventilations

- Les souches seront enduites et surmontées d'un chaperon en tuile ou elles seront droite sans chaperon débordant.
- La ventilation des combles sera assurée par des tuiles chatières en terre cuite ou métalliques lors des couvertures en métal.
- Les conduits seront cachés dans des souches en maçonnerie enduite.
- Les prolongateurs sont interdits.

FACADESMatériaux

- Les maçonneries nouvelles en pierre de taille, en pierre de blocage ou en pans de bois et briques sont recommandées.
- Les bardages en bois, plastiques et métalliques, les plaques plastiques, « la frissette », les carreaux vernissés ou de grès, les briques à hauteur d'étage, les matériaux d'isolation thermique réalisée par l'extérieur, ainsi que les placages de pierre étrangère à l'architecture de l'édifice concerné sont interdits.
- Les badigeons sont autorisés.
- Les peintures murales décoratives sont interdites.
- Les coloris et texture des enduits ainsi que des peintures et badigeons seront choisis pour s'intégrer aisément dans leur environnement.
- Les maçonneries qui ne sont pas en pierre seront enduites.
- Les constructions en ossature métallique ou en béton apparent ainsi que les murs rideaux peuvent être autorisés.
- Les mortiers de jointement des pierres seront liés à la chaux naturelle et de la pierre obtenue par l'emploi de poudre de la même pierre.
- Lors des maçonneries de pierre et de briques, les sous enduits au ciment pur sont proscrits.

Décors et modénatures

- Les modénatures suivront les rythmes verticaux et horizontaux des édifices anciens.

Baies

- La forme des baies du rez-de-chaussée sera fonction de l'architecture de l'édifice et des bâtiments en co-visibilité.
- Les baies des fenêtres seront à dominante verticale.
- Les appuis des baies seront en pierre, avec saillie et sans débord.
- Les encadrements seront en pierre.

Branchements et évacuation

- Les conduits ou dispositifs d'aspiration et d'extraction (y compris les climatiseurs) posés nu sur la façade sont proscrits.
- Le parcours des réseaux sera enterré, encastré ou il suivra les corniches, débords de toit, bandeaux et limites latérales des bâtiments.
- Les coffrets de branchement, sont interdits en façade sauf en cas d'impossibilité où ils seront encastrés et cachés par un portillon en bois ou en métal peint situé au nu de la façade.
- Les compteurs seront regroupés dans les locaux techniques accessibles aux services EDF-GDF.
- Le parcours des descentes des eaux pluviales suivra les limites des bâtiments ou, en cas d'impossibilité, le tracé le plus direct.
- Les coudes dans le plan de la façade sont interdits.
- La descente des eaux usées, les colonnes montantes et les conduits de gaz brûlés seront placés à l'intérieur du bâtiment.
- Les paraboles et autres antennes sont interdites en façade.
- Les paraboles de couleur blanche sont interdites.
- Les conduits ou dispositifs d'aspiration et d'extraction posés nus sur la façade sont proscrits.

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne

Règlement

Balcons

- Les balcons et débords de toiture en saillie sur voie publique sont autorisés d'une profondeur maximale de 80 centimètres. La hauteur depuis le sol ne peut être inférieure à 4,5 mètres. Néanmoins, lorsque l'emprise de la voie est au moins égale à 8 mètres et les largeurs de trottoirs au moins égales à 1,3 mètre, cette hauteur minimale peut être ramenée à 3,5 mètres du sol. Si l'emprise de la voie est inférieure à 8 mètres, les balcons sont limités à des garde-corps en saillie d'une largeur maximale de 16 cm.

Oriels et bow-windows

- Les oriels ou bow-windows en saillie sur le domaine public peuvent être autorisés quand il s'agit d'éléments ponctuels qui améliorent la qualité architecturale de la construction à condition que leur profondeur n'excède pas 80 centimètres.

Ferronneries

- Les grilles de protection extérieures seront fixes ou repliables en tableau ou rabattables sur les trumeaux et elles seront constituées d'un barreaudage droit assemblé par des lisses.

Menuiseries

- Les menuiseries nouvelles seront en bois massif. Peuvent être admises les menuiseries en acier ou aluminium laqué. Les menuiseries en bois seront peintes, les menuiseries métalliques seront laquées ou peintes.
- Les menuiseries, volets et contrevents en PVC sont interdits.
- Les menuiseries seront placées à mi-tableau ou en fond de tableau, hormis le cas de murs rideaux et structures métalliques.
- Les menuiseries des fenêtres seront subdivisées en fonction de l'architecture de l'édifice. Les petits bois rapportés sur vitrage sont interdits.
- Les contrevents sont autorisés : ils seront persiennés ou pleins, à larges planches d'au moins 10cm à joints vifs et à traverses ou cadres et ils peuvent être battants ou comporter une seule articulation.
- Les volets roulants comme les volets basculants ou en accordéon sont interdits.
- Les vantaux des portes et portails neufs, y compris pour les garages seront réalisés suivant l'architecture de l'édifice.
- Les ouvrants articulés en rouleau à déroulement horizontal ou vertical et les rideaux métalliques extérieurs sont proscrits.
- Le vitrage en miroir est interdit

Façades commerciales

- On entend par façade commerciale toute devanture, baie ou vitrine, établie ou utilisée dans un but de commerce ou d'activité.
- Les façades commerciales ne sont autorisées qu'au rez-de-chaussée et entresols, même lors de l'affectation des étages à des activités commerciales ou de service.
- Les aménagements des façades commerciales seront contenus dans l'ouverture des baies anciennes ou nouvelles et en retrait du nu de la façade hormis pour les devantures plaquées en bois.
- Aucune vitrine, peinture, placage ou panneau ne sera appliqué entre deux baies rapprochées, ni au-dessus de celles-ci.
- Les menuiseries seront en bois, acier ou aluminium laqué. Les boîtiers et stores métalliques de protection seront intérieurs. Pour la protection des entrées en retrait, les stores seront placés en fond de tableau.
- Les stores seront en toile repliables dans les coffres intérieurs sous linteaux et entre tableaux et seront de couleur unie.
- Les terrasses fermées sur les espaces publics sont interdites sauf sur les boulevards à condition qu'elles aient obtenu les autorisations précaires et révocables accordées par la ville de Narbonne.

2- Dans le secteur UAb uniquement**2-1 IMMEUBLES EXISTANTS A CONSERVER**

Par leur aspect extérieur, les constructions et autres modes d'occupation du sol, ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, au site et au paysage urbain.

COUVERTURES

- Les couvertures n'excéderont pas une pente de 30%.
- Les génoises seront conservées.
- Le dernier niveau doit être couvert obligatoirement en tuiles canal de terre cuite prioritairement de récupération en couvert au faîtage et à l'égout.
- Les tuiles neuves seront traditionnelles à courant ou à couvert de teinte soutenue et de préférence patinées. Les couvertures mouchetées sont interdites.
- Les corniches anciennes seront restaurées.
- Les génoises seront à au moins deux rangs de tuiles.

Souches de cheminée, ventilation

- Les conduits seront cachés dans des souches en maçonnerie enduite.
- Les prolongateurs sont interdits.
- Les souches anciennes seront conservées et restaurées. Les conduits et souches des édifices seront maintenus afin de permettre leur éventuelle utilisation.

Lucarnes et verrières

- Les chiens assis et les « skydome » sont proscrits.
- Les dispositifs d'éclairage situés dans le plan de la toiture peuvent être autorisés dans la mesure où leur dimension n'excède pas 1m² par unité et qu'ils sont placés à la limite de la première moitié inférieure de la couverture, sauf dans le cas du désenfumage des cages d'escalier lorsque la réglementation de lutte contre l'incendie l'impose.

BALCONS

- Les balcons et débords de toiture en saillie sur voie publique anciens seront conservés.
- Les nouveaux balcons et débords de toiture en saillie sur voie publique sont autorisés d'une profondeur maximale de 80 centimètres. La hauteur depuis le sol ne peut être inférieure à 4,5 mètres. Néanmoins, lorsque l'emprise de la voie est au moins égale à 8 mètres et les largeurs de trottoirs au moins égales à 1,3 mètre, cette hauteur minimale peut être ramenée à 3,5 mètres du sol. Si l'emprise de la voie est inférieure à 8 mètres, les balcons sont limités à des garde-corps en saillie d'une largeur maximale de 16 cm.

FACADES**Matériaux**

- Les maçonneries anciennes en pierre de taille, en pierre de blocage ou en pans de bois et briques même partielles doivent être conservées.
- Les bardages en bois, plastiques et métalliques, les plaques plastiques, « la frisette », les carreaux vernissés ou de grès, les briques à hauteur d'étage, les matériaux d'isolation thermique réalisée par l'extérieur, ainsi que les placages de pierre étrangère à l'architecture de l'édifice concerné sont interdits.
- Les pans de bois seront apparents ou crépis selon leur destination initiale. Les nouveaux pans de bois seront massifs et leur assemblage sera défini avec précision.
- Aucun matériau prévu pour être recouvert ne sera employé à nu.
- Les peintures murales décoratives sont interdites.
- Le couronnement des acrotères en maçonnerie de pierre sera réalisé par des chaperons définis en fonction de l'architecture de l'édifice.
- Les maçonneries de murs de clôture seront couronnées par des chaperons en pierre ou au mortier. Les formes des couronnements seront définies en fonction du statut du mur.

Décor et modénatures

- Tout décor ancien sera maintenu en place et restauré.
- Les décors manquants seront remplacés ou complétés.

Baies

- Les baies anciennes seront maintenues et, le cas échéant rétablies et restituées dans leur proportions et formes initiales.
- Aucune baie ancienne présentant un intérêt architectural ne sera obstruée.
- Il peut être autorisé de créer des baies nouvelles dans la mesure où celles-ci s'insèrent dans l'ordonnancement architectural de l'édifice. Les baies créées auront des proportions et formes correspondant aux baies anciennes.
- Les baies créées au rez-de-chaussée (portes, portails, fenêtres, baies commerciales) suivront l'ordonnancement et le style de l'ensemble de la façade.

Ferronneries

- Les ferronneries anciennes de qualité (garde-corps, grilles,...) seront maintenues et restaurées. Seules pourront être déposées les parties des ferronneries ne correspondant pas au style architectural qu'il a été convenu de privilégier sur l'édifice. En cas de complément, les parties neuves reproduiront les motifs anciens.

Balcons

- Les balcons anciens seront maintenus.
- La suppression des balcons récents peut être autorisée.

Menuiseries

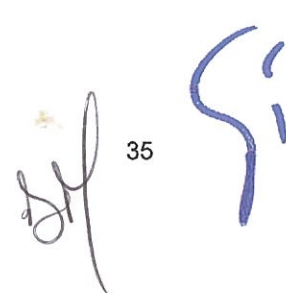
- Les menuiseries anciennes de qualité et leur quincaillerie seront maintenues ou restaurées à l'identique (matériaux, proportions, détails de mouluration, quincaillerie, ...).
- Les vantaux vitrés sans menuiserie d'encadrement peuvent être exceptionnellement admis en fonction de la destination des locaux et la configuration de l'édifice.
- Seules les fenêtres ouvrant à la française sont admises pour les baies principales autres que médiévales.
- Les volets basculants ou roulant extérieurs sont interdits, hormis pour les constructions édifiées depuis la fin du XIXème siècle qui en comportent.
- Les petits bois rapportés sur vitrage sont interdits.
- Les menuiseries des portes de garage seront posées suivant les feuillures anciennes.
- Les contrevents ou volets manquants seront remplacés conformément au modèle ancien.
- Les menuiseries nouvelles seront en bois massif et devront être peintes.
- Les menuiseries, volets et contrevents en PVC sont interdits.

Branchements, évacuation, antennes

- Les conduits ou dispositifs d'aspiration et d'extraction (y compris les climatiseurs) posés nu sur la façade sont proscrits.
- Le parcours des réseaux sera enterré, encastré ou il suivra les corniches, débords de toit, bandeaux et limites latérales des bâtiments.
- Les coffrets de branchement, sont interdits en façade sauf en cas d'impossibilité où ils seront encastrés et cachés par un portillon en bois ou en métal peint situé au nu de la façade.
- Les compteurs seront regroupés dans les locaux techniques accessibles aux services EDF-GDF.
- Le parcours des descentes des eaux pluviales suivra les limites des bâtiments ou, en cas d'impossibilité, le tracé le plus direct.
- Les coudes dans le plan de la façade sont interdits.
- La descente des eaux usées, les colonnes montantes et les conduits de gaz brûlés seront placés à l'intérieur du bâtiment.
- Les paraboles et autres antennes sont interdites en façade.
- Les paraboles de couleur blanche sont interdites.

Façades commerciales

- On entend par façade commerciale toute devanture, baie ou vitrine, établie ou utilisée dans un but de commerce ou d'activité.



- Les façades commerciales ne sont autorisées qu'au rez-de-chaussée et entresols, même lors de l'affectation des étages à des activités commerciales ou de service.
- Les aménagements des façades commerciales seront contenus dans l'ouverture des baies anciennes ou nouvelles et en retrait du nu de la façade hormis pour les devantures plaquées en bois.
- Les percements non-conformes à l'architecture originelle de l'édifice seront modifiés pour s'accorder avec celles-ci.
- Le percement de baies nouvelles peut être exceptionnellement autorisé, uniquement en rez-de-chaussée. Il ne dépassera pas 60% du linéaire de la façade hormis lors de percements originels.
- Les casquettes en béton et excroissances qui les accompagnent sont interdites.
- Aucune vitrine, peinture, placage ou panneau ne sera appliqué entre deux baies rapprochées, ni au-dessus de celles-ci.
- Les menuiseries seront en bois, acier ou aluminium laqué. Les boîtiers et stores métalliques de protection seront intérieurs. Pour la protection des entrées en retrait, les stores seront placés en fond de tableau.
- Les grilles de protection extérieures des magasins seront soit fixes, soit repliables dans les embrasures des baies
- Les stores seront en toile repliables dans les coffres intérieurs sous linteaux et entre tableaux et seront de couleur unie.
- Les devantures plaquées peuvent être autorisées. Elles seront en bois peint ou laqué. Les stores métalliques et les bannes seront intérieures ou repliables dans le coffre d'entablement.
- La restauration des devantures plaquées bois anciennes ayant un intérêt architectural est imposée.

2-2 IMMEUBLES NOUVEAUX

Le caractère des constructions nouvelles sera défini en fonction de l'environnement afin de préserver l'unité du paysage urbain.

COUVERTURES

- Les couvertures n'excéderont pas une pente de 30%.
- Les corniches anciennes seront restaurées et les corniches nouvelles seront en pierre profilées comme celles existantes.
- La collecte des eaux pluviales sera effectuée par des chenaux encaissés en retrait de l'avant-toit et des descentes en cuivre ou en zinc. Lorsqu'il est impossible d'installer le dispositif dans la couverture, alors la pose d'une gouttière pendante en zinc ou en cuivre peut être autorisée.
- L'emploi de plaques de support des tuiles, rigides ou souples sont autorisées sous les tuiles de courant et de couvert.
- Les corniches seront en pierre, épannelées ou profilées.
- Les génoises et corniches sont autorisées. Les génoises seront à au moins deux rangs de tuiles.

Lucarnes et verrières

- Les lucarnes, verrières et tabatières situés dans le plan de la toiture peuvent être autorisées
- Les chiens assis et les « skydome » sont proscrits.

Souches de cheminée et ventilations

- Les souches seront enduites et surmontées d'un chaperon en tuile ou elles seront droite sans chaperon débordant.
- La ventilation des combles sera assurée par des tuiles chatières en terre cuite ou métalliques lors des couvertures en métal.
- Les conduits seront cachés dans des souches en maçonnerie enduite.
- Les prolongateurs sont interdits.

FACADES

Matériaux

- Les maçonneries nouvelles en pierre de taille, en pierre de blocage ou en pans de bois et briques sont recommandées.
- Les bardages en bois, plastiques et métalliques, les plaques plastiques, « la frissette », les carreaux vernissés ou de grès, les briques à hauteur d'étage, les matériaux d'isolation thermique réalisée par l'extérieur, ainsi que les placages de pierre étrangère à l'architecture de l'édifice concerné sont interdits.
- Les peintures murales décoratives sont interdites.
- Les coloris et texture des enduits ainsi que des peintures et badigeons seront choisis pour s'intégrer aisément dans leur environnement.
- Les maçonneries qui ne sont pas en pierre seront enduites.
- Les constructions en ossature métallique ou en béton apparent ainsi que les murs rideaux peuvent être autorisés.

Décor et modénatures

- Les modénatures suivront les rythmes verticaux et horizontaux des édifices anciens.

Baies

- La forme des baies du rez-de-chaussée sera fonction de l'architecture de l'édifice et des bâtiments en co-visibilité.
- Les baies des fenêtres seront à dominante verticale.
- Les appuis des baies seront en pierre, avec saillie et sans débord.
- Les encadrements seront en pierre.

Branchements et évacuation

- Les conduits ou dispositifs d'aspiration et d'extraction (y compris les climatiseurs) posés nu sur la façade sont proscrits.
- Le parcours des réseaux sera enterré, encastré ou il suivra les corniches, débords de toit, bandeaux et limites latérales des bâtiments.
- Les coffrets de branchement, sont interdits en façade sauf en cas d'impossibilité où ils seront encastrés et cachés par un portillon en bois ou en métal peint situé au nu de la façade.
- Les compteurs seront regroupés dans les locaux techniques accessibles aux services EDF-GDF.
- Le parcours des descentes des eaux pluviales suivra les limites des bâtiments ou, en cas d'impossibilité, le tracé le plus direct.
- Les coudes dans le plan de la façade sont interdits.
- La descente des eaux usées, les colonnes montantes et les conduits de gaz brûlés seront placés à l'intérieur du bâtiment.
- Les paraboles et autres antennes sont interdites en façade.
- Les paraboles de couleur blanche sont interdites.
- Les conduits ou dispositifs d'aspiration et d'extraction posés nus sur la façade sont proscrits.

Balcons

- Les balcons et débords de toiture en saillie sur voie publique sont autorisés d'une profondeur maximale de 80 centimètres. La hauteur depuis le sol ne peut être inférieure à 4,5 mètres. Néanmoins, lorsque l'emprise de la voie est au moins égale à 8 mètres et les largeurs de trottoirs au moins égales à 1,3 mètre, cette hauteur minimale peut être ramenée à 3,5 mètres du sol. Si l'emprise de la voie est inférieure à 8 mètres, les balcons sont limités à des garde-corps en saillie d'une largeur maximale de 16 cm.

Oriels et bow-windows

- Les oriels ou bow-windows en saillie sur le domaine public peuvent être autorisés quand il s'agit d'éléments ponctuels qui améliorent la qualité architecturale de la construction à condition que leur profondeur n'excède pas 80 centimètres.

Menuiseries

- Les menuiseries nouvelles seront en bois massif. Peuvent être admises les menuiseries en acier ou aluminium laqué. Les menuiseries en bois seront peintes, les menuiseries métalliques seront laquées ou peintes.
- Les menuiseries, volets et contrevents en PVC sont interdits.
- Les menuiseries seront placées à mi-tableau ou en fond de tableau, hormis le cas de murs rideaux et structures métalliques.
- Les menuiseries des fenêtres seront subdivisées en fonction de l'architecture de l'édifice. Les petits bois rapportés sur vitrage sont interdits.
- Les contrevents sont autorisés : ils seront persiennés ou pleins, à larges planches d'au moins 10cm à joints vifs et à traverses ou cadres et ils peuvent être battants ou comporter une seule articulation.
- Les volets roulants comme les volets basculants ou en accordéon sont interdits.
- Les vantaux des portes et portails neufs, y compris pour les garages seront réalisés suivant l'architecture de l'édifice.
- Les ouvrants articulés en rouleau à déroulement horizontal ou vertical et les rideaux métalliques extérieurs sont proscrits.
- Le vitrage en miroir est interdit

Façades commerciales

- On entend par façade commerciale toute devanture, baie ou vitrine, établie ou utilisée dans un but de commerce ou d'activité.
- Les façades commerciales ne sont autorisées qu'au rez-de-chaussée et entresols, même lors de l'affectation des étages à des activités commerciales ou de service.
- Les aménagements des façades commerciales seront contenus dans l'ouverture des baies anciennes ou nouvelles et en retrait du nu de la façade hormis pour les devantures plaquées en bois.
- Aucune vitrine, peinture, placage ou panneau ne sera appliqué entre deux baies rapprochées, ni au-dessus de celles-ci.
- Les menuiseries seront en bois, acier ou aluminium laqué. Les boîtiers et stores métalliques de protection seront intérieurs. Pour la protection des entrées en retrait, les stores seront placés en fond de tableau.
- Les stores seront en toile repliables dans les coffres intérieurs sous linteaux et entre tableaux et seront de couleur unie.
- Les terrasses fermées sur les espaces publics sont interdites sauf sur les boulevards à condition qu'elles aient obtenu les autorisations précaires et révocables accordées par la ville de Narbonne.

Les dispositions du présent article UA11 ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article UA 12 - STATIONNEMENT

Non réglementé dans le secteur UAa.

Dans le secteur UAb, uniquement :

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques et à l'intérieur de la propriété. Lorsque le nombre de places à réserver au stationnement n'est pas un entier, celui-ci sera systématiquement arrondi au nombre supérieur.

Il est exigé au minimum :

a) pour les constructions à usage d'habitation collective : 1 place de stationnement + 1 place de stationnement par tranche de 50 m² de surface de plancher créée (exemple pour un programme de 1000 m² de surface de plancher : 1+ (1000/50) soit 21 places obligatoires au minimum).

Il sera en outre réservé pour toute opération une surface close commune de 0,8 m² par tranche de 50 m² de surface de plancher créée pour le stationnement des 2 roues ainsi qu'un local pour accueillir les conteneurs de tri sélectif et ordures ménagères conformément aux dispositions précisées en annexes.

b) pour les constructions à usage d'habitation individuelles : 2 places de stationnement.

c) pour les constructions à usage de bureaux, une surface affectée au stationnement au moins égale à 60 % de la surface de plancher de l'établissement,

d) pour les établissements hospitaliers, les cliniques et maisons de retraite, une place de stationnement pour deux lits,

e) pour les établissements judiciaires, une surface affectée au stationnement au moins égale à 25% de la surface de plancher de l'établissement.

f) - pour les établissements commerciaux, si la surface de vente est supérieure à 100 m², la surface affectée au stationnement sera au moins égale à 60 % de la surface de plancher de l'établissement.

g) Hôtels restaurants : une place de stationnement par chambre et une place par 10 m² de salle de restaurant lorsque le projet intéresse plus de 10 chambres ou plus de 100 m² de salle de restaurant.

h) en ce qui concerne les travaux de réhabilitation, d'aménagement, de changement d'affectation ou de destination d'un immeuble existant, sous réserve de ne pas accroître son volume, il ne sera exigé aucune place de stationnement supplémentaire. Les aménagements réalisés devront être compatibles avec le caractère et la typologie du bâtiment existant. Le stationnement éventuellement existant devra obligatoirement être conservé.

Tout projet ne répondant pas aux conditions ci-dessus (h 1er alinéa) devra respecter les dispositions générales de l'article UA12- secteur UAb.

La règle applicable aux constructions ou établissements non prévus ci-dessus, est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.

Les groupes de garages individuels doivent être disposés dans les parcelles, de façon à aménager une cour d'évolution à l'intérieur desdites parcelles et ne présenter qu'un minimum d'accès sur la voie publique. Néanmoins, cette règle ne s'applique pas lorsqu'il est impossible d'aménager une cour d'évolution de gabarit suffisant.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article UA 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Les espaces non bâtis doivent être plantés.

Article UA 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

ARTICLE UA 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES.

1) Recours aux énergies renouvelables et aux éco-constructions

Le recours aux technologies et matériaux nécessaires à l'utilisation ou à la production d'énergies renouvelables et/ou à la conception de constructions de qualité environnementale (bâtiment basse consommation, bâtiment à énergie positive, construction écologique, construction bioclimatique, construction intégrant des procédés de récupération des eaux pluviales pour un ré-usage domestique, ...) est autorisé sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant et de ne pas porter atteinte au caractère patrimonial des lieux avoisinants.

Les dispositifs d'architecture bioclimatique tels que murs et toitures végétalisés sont autorisés sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère et notamment patrimonial, des lieux avoisinants.

2) Gestion des eaux pluviales

Pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, il sera nécessaire, pour tout projet générant une imperméabilisation sur plus de 300 m², de réaliser des installations de stockage.

Ces dernières auront pour effet de ne pas accroître le débit d'eau rejeté au réseau quand il existe ou d'aggraver le comportement hydraulique naturel sur l'assiette foncière

Les espaces de rétention à ciel ouvert (bassins de rétention) doivent faire l'objet d'un projet paysager. Le traitement par noues végétalisées est préconisé.

Les eaux pluviales dites « propres » (eaux de toiture notamment) seront, sauf en cas d'impossibilité technique, réutilisées ou infiltrées sur le terrain (arrosage, épandage, ...).

ARTICLE UA 16 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Toute opération d'aménagement devra prévoir la mise en place du réseau en fibre optique intégré ou la mise en place des supports réservés à cet effet (fourreaux et points de mutualisation) si la connexion au réseau existant n'est pas réalisable dans un délai connu.

Ville de NARBONNE

PLAN LOCAL D'URBANISME

REGLEMENT

ZONE UB

Approbation PLU	DCM du 12 juillet 2006
	DCM du 25 octobre 2006
1 ^{ère} mise à jour	AM du 11 juillet 2007
2 ^{ème} mise à jour	AM du 26 mai 2008
1 ^{ère} modification	DCM du 18 décembre 2008
3 ^{ème} mise à jour	AM du 24 juin 2009
2 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
3 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
1 ^{ère} mise en compatibilité	AP du 15 septembre 2011
4 ^{ème} modification (annulée TA du 17 avril 2014)	DCM du 29 mars 2012
1 ^{ère} modification simplifiée	DCM du 3 octobre 2013
4 ^{ème} mise à jour	AM du 13 janvier 2014
4 ^{ème} modification	DCM du 24 septembre 2015
2 ^{ème} mise en compatibilité	AP du 18 janvier 2016
5 ^{ème} modification	DCM du 22 septembre 2016
	DCM du 19 janvier 2017
3 ^{ème} mise en compatibilité	DCM du 15 mars 2018

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

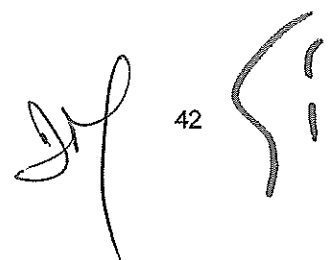
SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne

Règlement

42

Handwritten signature and a stylized mark resembling a large 'S' or '5'.

ZONE UB

Caractère de la zone : zone vouée à être densifiée comprenant de l'habitat collectif et individuel, des commerces et activités où les constructions pour une bonne part sont en ordre continu voire à l'alignement. Certains secteurs peuvent faire l'objet de prescriptions particulières dans le cadre des Plans de Prévention des Risques Inondation du Rec de Veyret et des Basses Plaines de l'Aude.

La zone UB se répartit suivant les secteurs :

- UB1 - Secteur à densifier autour du centre ancien
- UB2 - Secteur de développement autour du théâtre
- UBp - Secteur proche du rivage (Narbonne Plage)

Article UB 1 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites dans l'ensemble de la zone :

- les constructions à usage industriel,
- les opérations d'aménagement à usage d'activité,
- les installations classées autres que celles visées à l'article UB 2,
- le stationnement de caravanes isolées ou dans des terrains spécialement aménagés,
- l'ouverture et l'exploitation de carrière,
- les constructions à usage agricole,
- les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (éoliennes).
- les dépôts de toute nature (ferrailles, matières fermentescibles, etc.).
- toutes excavations et exhaussements à moins de 5 m de la limite du domaine public des routes départementales.

Article UB 2 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Sont admises sous conditions, dans l'ensemble de la zone :

- Les installations classées utiles à la vie urbaine et dont les nuisances peuvent être prévenues par des prescriptions techniques prises en application de la loi du 19 juillet 1976,

Article UB 3 - ACCES ET VOIRIE

Les caractéristiques minimales requises pour les accès et voies doivent respecter les règles normales de sécurité de la défense contre l'incendie et de la protection civile. Elles sont précisées dans l'article 10 (Prévention des incendies, des feux de forêts et débroussaillage) des dispositions générales du présent règlement.

Les accès et voies nouvellement créés devront avoir les caractéristiques édictées dans le cahier des prescriptions techniques de la Ville de NARBONNE joint en annexe.

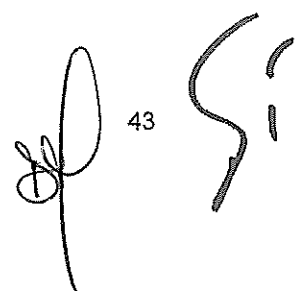
L'accès à la voirie doit être direct ou aménagé sur fond voisin, ou éventuellement obtenu par application de l'article 682 du Code Civil.

La destination et l'importance des constructions ou installations doivent être compatibles avec la capacité de la voirie publique qui les dessert.

La largeur des voies ou des impasses publiques ou privées ainsi que des servitudes de passage ne sera pas inférieure à 5 m.

Cette largeur peut être ramenée à 3 m de large si la voie ne dessert qu'un seul logement.

43



Les voies doivent être aménagées, si elles se terminent en impasse, de telle sorte que les véhicules, notamment de sécurité et de ramassage des ordures ménagères, puissent faire demi-tour.

Les accès donnant sur les voies à grande circulation, avenues et boulevards devront être regroupés au maximum. Tout accès direct sur les routes à grande circulation départementale est interdit.

Les accès donnant sur les voies départementales devront être regroupés au maximum voire évités, et les accès par les voies communales, privilégiés.

L'ouverture des portes et portails devra impérativement s'effectuer à l'intérieur de la parcelle et sera proscrite sur la chaussée d'une voie de circulation.

Article UB 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1 - Eau : Toute construction ou installation nouvelle doit être desservie par une conduite publique de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes.

2 - Assainissement : Toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement en respectant ses caractéristiques.

3 - Eaux pluviales : Les dispositifs d'évacuation des eaux pluviales doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement de ces eaux dans le réseau public.

Pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, il sera nécessaire, pour tout projet générant une imperméabilisation sur plus de 300m², de réaliser des installations de stockage. Ces dernières auront pour effet de ne pas accroître le débit d'eau rejeté au réseau.

Non réglementé dans le secteur UB2.

4 – Défense contre l'incendie : La défense contre l'incendie devra être assurée par des bouches ou poteaux d'incendie dont les caractéristiques sont précisées dans l'article 10 des dispositions générales du présent règlement.

5 - Autres réseaux : Les raccordements aux réseaux seront réalisés en souterrain (EDF, téléphone,...). Les constructeurs devront intégrer dans leurs plans de composition les dispositions techniques et fonctionnelles relatives à la collecte des ordures ménagères en relation avec la commune (tri sélectif, collecte pneumatique, ...).

Article UB 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé.

Article UB 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Dans le secteur UB1 :

En règle générale les constructions seront implantées à l'alignement des voies ou en limite de parcelle si la voie est privée.

Lorsque des constructions sur un ou plusieurs fond(s) voisin(s) sont édifiées à l'alignement, les constructions nouvelles doivent également être édifiées à l'alignement.

Lorsque le projet de construction nouvelle jouxte des bâtiments existants, celui-ci peut s'aligner sur la construction existante sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants et au fonctionnement de l'espace public.

Toutefois, les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas lorsque le projet concerne la totalité d'un îlot (quelle que soit sa superficie) ou un terrain d'une superficie au moins égale à 3.000 m².

Dans le secteur UBp :

Les constructions seront implantées avec un recul de 5 mètres. Les constructions à l'alignement sont autorisées uniquement dans la zone du boulevard de la Méditerranée simplement sur le niveau rez-de-chaussée.

Dans le secteur UB2 :

L'implantation des constructions par rapport aux voies publiques et privées sont libres.

Dans l'ensemble de la zone, y compris les secteurs UB1, UB2 et UBp :

Les piscines et bassins de rétention enterrés dont la hauteur dépasse 0,6 m par rapport au terrain naturel devront respecter les règles de prospects. Si la hauteur n'excède pas 0,6 m, ceux-ci pourront être implantés avec un retrait minimum de 1 mètre de l'alignement.

L'extension ou la surélévation de bâtiments existants implantés différemment est possible. Dans ce cas l'implantation par rapport aux voies et emprises publiques observe le même recul que la construction existante ou respecte les règles établies ci-dessus.

Des constructions peuvent être édifiées en retrait de l'alignement à condition que soient prévus des bâtiments en retour à l'alignement sur au moins 50% de la façade.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif. Ces dispositions ne s'appliquent pas non plus pour les dispositifs de rétention ou de dépollution des eaux pluviales.

Article UB 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Dans les secteurs UB1 et UBp :

Les constructions sur les limites séparatives sont autorisées à l'exception des limites de fond de parcelle.

Pour toutes constructions qui ne sont pas édifiées sur les limites séparatives ainsi que sur les limites de fond de parcelle, la distance comptée horizontalement de tout point de ces constructions au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points ($L=H/2$), sans pouvoir être inférieure à trois mètres.

Dans le secteur UB2 :

Les constructions peuvent être édifiées sur l'une au moins des deux limites séparatives.

Dans l'ensemble de la zone :

Les piscines et bassins de rétention enterrés dont la hauteur dépasse 0,6 m par rapport au terrain naturel devront respecter les règles de prospects. Si la hauteur n'excède pas 0,6 m, ceux-ci pourront être implantés avec un retrait minimum de 1 mètre de la limite séparative.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif

Article UB 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Les bâtiments à usage d'habitation doivent être implantés de telle manière que les façades de chacun d'eux soient séparées du bâtiment voisin par une distance au moins égale à la hauteur du plus élevé ($L = H$).

Lorsqu'une des façades qui se font vis à vis est aveugle ou percée d'ouvertures indirectes ou « opaques », la distance visée ci-dessus peut être réduite de moitié ($L = H/2$).

En aucun cas, la distance entre deux bâtiments principaux situés sur un même fond ne peut être inférieure à 3 mètres.

Dans les secteurs UB_p et UB₂, cet article n'est pas réglementé.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article UB 9 - EMPRISE AU SOL

L'emprise au sol des constructions ne devra pas excéder 60% de la superficie totale du terrain.

Non règlementé dans le secteur UB₂.

Article UB 10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur se mesure à la ligne de faite, par rapport au terrain naturel.

La hauteur de la construction sera au plus égale à la distance de tout point de l'immeuble au point le plus proche de l'alignement opposé $H = L$. Toutefois, dans la mesure où il existe, sur une des limites séparatives, une construction excédant ce seuil, il sera possible de construire à la même hauteur sans dépasser les hauteurs maximales fixées ci-après.

Si la construction est édifiée à l'angle des deux voies d'inégale largeur, la partie du bâtiment bordant la voie la plus étroite peut avoir la même hauteur que celle longeant la voie la plus large, sur une longueur n'excédant pas 15 mètres, comptée à partir du point d'intersection des alignements ou, le cas échéant, des lignes qui en tiennent lieu (limite de voie privée).

Cette prescription ne s'applique pas dans le secteur UB₂.

Dans tous les cas, il est nécessaire de consulter la carte des non altius tollendi.

Dans le secteur UB₁ :

La hauteur maximale des constructions à la ligne de faite ne doit pas excéder 18 mètres.

Toutefois, afin de préserver certaines vues lointaines ou proches sur Saint-Just ou Saint-Paul, une cote de non altius tollendi de 14,50 mètres, applicable à la hauteur hors tout des constructions, est établie sur les Boulevards Gambetta, Docteur Ferroul et Docteur Lacroix.

Sur les Boulevards 1848, 1830, la hauteur au faîtage ne pourra être inférieure à 12 mètres. Les servitudes d'architecture de 12 mètres de hauteur minimum ne s'appliquent pas à l'extension ou à la surélévation d'une construction existante

Dans le secteur UB₂ :

La hauteur peut être portée partiellement à 21 m dans le cadre d'une opération d'aménagement ou d'un programme de construction.

Dans le secteur UBp :

La hauteur des constructions ne doit pas excéder 15,5 mètres à la ligne de faite.
La côte altimétrique des planchers ne saurait être inférieure à 2,60 mètres NGF.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Les règles de hauteur maximales ci-dessus définies, ne s'appliquent pas aux éléments de superstructures (souches de cheminées, cage d'ascenseur, éléments techniques, etc.).

Article UB 11 - ASPECT EXTERIEUR

Par leur aspect extérieur, les constructions et autres modes d'occupation du sol ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, au site et au paysage urbain. Les annexes (garages, boxes, locaux techniques, remises, ...) doivent être construites avec des matériaux en harmonie avec le bâtiment principal. Toute construction susceptible, par son aspect, de porter atteinte à l'environnement naturel ou bâti pourra être interdite.

Les nouvelles lignes de distribution électrique, d'éclairage public et de télécommunications doivent être installées en souterrain, en torsade ou de telle manière que l'installation soit la plus discrète possible et ne nuise pas au caractère des lieux.

Matériaux

Aucun matériau prévu pour être recouvert ne sera employé à nu.

Les bâtiments annexes seront réalisés dans des matériaux proches de ceux de la construction principale.

Dans les secteurs UB1 et UBp uniquement :**Couverture**

En général les couvertures sont à deux pentes de l'ordre de 25% à 35%.

Les couvertures en terrasse peuvent être autorisées. Néanmoins, lorsque les constructions sont à l'alignement et que l'un au moins des fonds voisins possède une toiture à deux pans, il peut être imposé de construire, à partir du nu de la façade, une partie de couverture respectant une pente de l'ordre de 25% à 35% pour assurer une continuité visuelle depuis la voie.

Clôtures

Les clôtures devront être à l'alignement ou le long de la limite de recul imposée et le long des limites séparatives au-delà de la marge de recul éventuelle.

Construits à l'intersection de deux ou plusieurs voies, les murs de clôtures devront respecter un arrondi de 5 mètres de rayon.

Les clôtures doivent s'intégrer à l'architecture environnante (harmonie des formes, matériaux et couleurs à rechercher).

Les clôtures en panneaux ajourés ne peuvent comporter qu'un matériau unique.

Les clôtures en limites séparatives pourront être en mur plein et faire une hauteur maximale de 1m80 sous réserve des prescriptions d'un Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) ou d'un Plan de Prévention des Risques Littoraux (PPRL).

Les clôtures sur voies et emprises publiques doivent être constituées par des grilles, des haies vives ou des claires-voies établies ou non sur murs bahuts. La hauteur maximale de la clôture est de 1m80 et celle du mur bahut, de 1m20.

Saillies

Les balcons et débords de toiture en saillie sur voie publique sont autorisés d'une profondeur maximale de 80 centimètres. La hauteur depuis le sol ne peut être inférieure à 4,5 mètres.

Néanmoins, lorsque l'emprise de la voie est au moins égale à 8 mètres et les largeurs de trottoirs au moins égales à 1,3 mètre, cette hauteur minimale peut être ramenée à 3,5 mètres du sol.

Si l'emprise de la voie est inférieure à 8 mètres, les balcons sont limités à des garde-corps en saillie d'une largeur maximale de 16 cm.

Les balcons sont autorisés dans les marges de recul observées en façade ou limites latérales. Leur largeur ne peut excéder 1 mètre.

Les oriel ou bow-windows en saillie sur le domaine public peuvent être autorisés quand il s'agit d'éléments ponctuels de la construction à condition que leur profondeur n'excède pas 80 centimètres.

Dans le seul secteur UBp :

Les matériaux utilisés devront être résistants à la poussée des vagues lorsque la construction est située en front de mer.

Dans l'ensemble de la zone :

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article UB 12 - STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques. Lorsque le nombre de places à réserver au stationnement n'est pas un entier, celui-ci sera systématiquement arrondi au nombre inférieur.

Il est exigé au minimum :

a) pour les constructions à usage d'habitation collective : 1 place de stationnement + 1 place de stationnement par tranche de 50 m² de surface de plancher créée (exemple pour un programme de 1000 m² de surface de plancher : 1+ (1000/50) soit 21 places obligatoires au minimum).

Il sera en outre réservé pour toute opération une surface close commune de 0,8 m² par tranche de 50 m² de surface de plancher créée pour le stationnement des 2 roues ainsi qu'un local pour accueillir les conteneurs de tri sélectif et ordures ménagères conformément aux dispositions précisées en annexes.

b) pour les constructions à usage d'habitation individuelles : 2 places de stationnement.

c) pour les constructions à usage de bureaux, une surface affectée au stationnement au moins égale à 60 % de la surface de plancher de l'établissement,

d) pour les établissements hospitaliers, les cliniques et maisons de retraite, une place de stationnement pour deux lits,

e) pour les établissements commerciaux, si la surface de vente est supérieure à 100 m², la surface affectée au stationnement sera au moins égale à 60 % de la surface de plancher de l'établissement.

f) Hôtels restaurants : une place de stationnement par chambre et une place par 10 m² de salle de restaurant lorsque le projet intéresse plus de 10 chambres ou plus de 100 m² de salle de restaurant. Non réglementé dans le secteur UB2.

h) En ce qui concerne les travaux de réhabilitation, d'aménagement, de changement d'affectation ou de destination d'un immeuble existant, sous réserve de ne pas accroître son volume et de le destiner

exclusivement à des logements ou des bureaux, il ne sera exigé aucune place de stationnement supplémentaire. Les aménagements réalisés devront être compatibles avec le caractère et la typologie du bâtiment existant. Le stationnement éventuellement existant devra obligatoirement être conservé. Tout projet ne répondant pas aux conditions ci-dessus (h 1er alinéa) devra respecter les dispositions générales de l'article UB12.

Dans le secteur UBp, le stationnement n'est pas réglementé.

La règle applicable aux constructions ou établissements non prévus ci-dessus, est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.

Les groupes de garages individuels doivent être disposés dans les parcelles, de façon à aménager une cour d'évolution à l'intérieur desdites parcelles et ne présenter qu'un minimum d'accès sur la voie publique. Néanmoins, cette règle ne s'applique pas lorsqu'il est impossible d'aménager une cour d'évolution.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics.

Article UB 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Les plantations existantes sont maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes.

Les espaces non bâtis ainsi que les aires de stationnement doivent être plantés à raison d'un arbre au moins par 50 m² de terrain.

Article UB 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

Pour information : dans le cadre d'une ZAC ou d'un lotissement, se reporter au tableau des surfaces des lots.

ARTICLE UB 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES.

1) Recours aux énergies renouvelables et aux éco-constructions

Le recours aux technologies et matériaux nécessaires à l'utilisation ou à la production d'énergies renouvelables et/ou à la conception de constructions de qualité environnementale (bâtiment basse consommation, bâtiment à énergie positive, construction écologique, construction bioclimatique, construction intégrant des procédés de récupération des eaux pluviales pour un ré-usage domestique, ...) est autorisé sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant et de ne pas porter atteinte au caractère patrimonial des lieux avoisinants.

Les dispositifs d'architecture bioclimatique tels que murs et toitures végétalisés sont autorisés sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère et notamment patrimonial, des lieux avoisinants.

2) Gestion des eaux pluviales

Pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, il sera nécessaire, pour tout projet générant une imperméabilisation sur plus de 300 m², de réaliser des installations de stockage.

Ces dernières auront pour effet de ne pas accroître le débit d'eau rejetée au réseau quand il existe ou d'aggraver le comportement hydraulique naturel sur l'assiette foncière

Les espaces de rétention à ciel ouvert (bassins de rétention) doivent faire l'objet d'un projet paysager. Le traitement par noues végétalisées est préconisé.

Les eaux pluviales dites « propres » (eaux de toiture notamment) seront, sauf en cas d'impossibilité technique, réutilisées ou infiltrées sur le terrain (arrosage, épandage, ...).

Non réglementé dans le secteur UB2.

ARTICLE UB 16 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Toute opération d'aménagement devra prévoir la mise en place du réseau en fibre optique intégré ou la mise en place des supports réservés à cet effet (fourreaux et points de mutualisation) si la connexion au réseau existant n'est pas réalisable dans un délai connu.

Ville de NARBONNE

PLAN LOCAL D'URBANISME



REGLEMENT

ZONE UC

Approbation PLU	DCM du 12 juillet 2006
	DCM du 25 octobre 2006
1 ^{ère} mise à jour	AM du 11 juillet 2007
2 ^{ème} mise à jour	AM du 26 mai 2008
1 ^{ère} modification	DCM du 18 décembre 2008
3 ^{ème} mise à jour	AM du 24 juin 2009
2 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
3 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
1 ^{ère} mise en compatibilité	AP du 15 septembre 2011
4 ^{ème} modification (annulée TA du 17 avril 2014)	DCM du 29 mars 2012
1 ^{ère} modification simplifiée	DCM du 3 octobre 2013
4 ^{ème} mise à jour	AM du 13 janvier 2014
4 ^{ème} modification	DCM du 24 septembre 2015
2 ^{ème} mise en compatibilité	AP du 18 janvier 2016
5 ^{ème} modification	DCM du 22 septembre 2016
	DCM du 19 janvier 2017
3 ^{ème} mise en compatibilité	DCM du 15 mars 2018

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne

Règlement

 52 

ZONE UC

Caractère de la zone : zone d'habitat de densité moyenne constituée de logements individuels groupés et de constructions individuelles sur petites parcelles ainsi que de l'habitat collectif. Certains secteurs peuvent faire l'objet de prescriptions particulières dans le cadre des Plans de Prévention des Risques Inondation du Rec de Veyret et des Basses Plaines de l'Aude.

Cette zone comprend :

- un secteur UCa, correspondant aux secteurs A à M de la ZAC des Hauts de Narbonne.
- un secteur UCp, correspondant aux espaces proches du rivage.
- un secteur UCp1, correspondant à l'ancien lotissement communal de Narbonne Plage.
- un secteur UCp2, correspondant à des secteurs anciens de Narbonne Plage.

Article UC 1 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites dans l'ensemble de la zone :

- les constructions à usage industriel,
- les installations classées autres que celles visées à l'article UC 2,
- le stationnement de caravanes isolées,
- l'ouverture et l'exploitation de carrière,
- les dépôts de toute nature (ferrailles, matières fermentescibles, etc.).
- les campings-caravaning et les parcs résidentiels de loisir,
- les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (éoliennes).
- toutes excavations et exhaussements à moins de 5 m de la limite du domaine public des routes départementales.

Article UC 2 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Sont admises sous conditions dans l'ensemble de la zone :

- Les installations classées utiles à la vie urbaine et dont les nuisances peuvent être prévenues par des prescriptions techniques prises en application de la loi du 19 juillet 1976,

Article UC 3 - ACCES ET VOIRIE

Les caractéristiques minimales requises pour les accès et voies doivent respecter les règles normales de sécurité de la défense contre l'incendie et de la protection civile. Elles sont précisées dans l'article 10 (Prévention des incendies, des feux de forêts et débroussaillage) des dispositions générales du présent règlement.

Les accès et voies nouvellement créés devront avoir les caractéristiques édictées dans le cahier des prescriptions techniques de la Ville de NARBONNE joint en annexe.

L'accès à la voirie doit être direct ou aménagé sur fond voisin, ou éventuellement obtenu par application de l'article 682 du Code Civil.

La destination et l'importance des constructions ou installations doivent être compatibles avec la capacité de la voirie publique qui les dessert.

La largeur des voies ou des impasses publiques ou privées ainsi que des servitudes de passage ne sera pas inférieure à 5 m.

Cette largeur peut être ramenée à 3 m de large si la voie ne dessert qu'un seul logement.

Les voies doivent être aménagées, si elles se terminent en impasse, de telle sorte que les véhicules, notamment de sécurité et de ramassage des ordures ménagères, puissent faire demi-tour.

Les accès donnant sur les voies à grande circulation, avenues et boulevards devront être regroupés au maximum. Tout accès direct sur les routes à grande circulation départementale est interdit.

Les accès donnant sur les voies départementales devront être regroupés au maximum voire évités, et les accès par les voies communales, privilégiés.

L'ouverture des portes et portails devra impérativement s'effectuer à l'intérieur de la parcelle et sera proscrite sur la chaussée d'une voie de circulation.

Article UC 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1 - Eau : Toute construction ou installation nouvelle doit être desservie par une conduite publique de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes.

2 - Assainissement : Toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement en respectant ses caractéristiques. Toutefois, un assainissement individuel pourra être admis dans l'attente de la réalisation d'un réseau public.

3 - Eaux pluviales : Les dispositifs d'évacuation des eaux pluviales doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement de ces eaux dans le réseau public.

Pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, il sera nécessaire pour tout projet générant une imperméabilisation sur plus de 300m², de réaliser des installations de stockage. Ces dernières auront pour effet de ne pas accroître le débit d'eau rejeté au réseau.

4 – Défense contre l'incendie : La défense contre l'incendie devra être assurée par des bouches ou poteaux d'incendie dont les caractéristiques sont précisées dans l'article 10 des dispositions générales du présent règlement.

4 – Autres réseaux : Les raccordements aux réseaux seront réalisés en souterrain (EDF, téléphone, ...). Les constructeurs devront intégrer dans leurs plans de composition les dispositions techniques et fonctionnelles relatives à la collecte des ordures ménagères en relation avec la commune (tri sélectif, collecte pneumatique, ...).

Article UC 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé.

Article UC 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Dans la zone UC, en bordure de toutes les voies ouvertes à la circulation publique, toutes les constructions doivent être édifiées à une distance de l'alignement au moins égale à 5 mètres pour les voies publiques ou privées.

Des constructions peuvent néanmoins être implantées différemment

- lorsque le projet s'adosse à une construction existante qui serait différemment implantée hormis les pergolas et tonnelles sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants et au fonctionnement de l'espace public ou,
- lorsqu'un plan masse est établi dans le cadre d'une procédure d'ensemble (lotissement).

Dans la zone UC, hormis les secteurs UCp1, UCp2 et Uca, les constructions seront implantées à :

- 40 m minimum de l'axe de la RD 6009 dans sa partie comprise entre la Route de Carcassonne et la limite Sud de la zone IAUh 1 de Crabit
- 20 m minimum par rapport à la limite d'emprise de l'emplacement réservé n° 1 « Création Rocade Nord-Est »
- 15 m minimum de l'axe des routes départementales (autres que les RD 6009, RD 6113 et RD 168).

Dans le secteur UCp2, le recul minimum de toute construction sur les voies et emprises publiques est fixé à 4 m de la limite d'emprise sauf s'il est adossé à un bâtiment différemment implanté ;

Dans le secteur UCp1, le recul minimum de toute construction sur les voies et emprises publiques est fixé à 4 m de l'avenue des Cigales et du Port et à 2 mètres des autres voies. La surélévation ou l'extension de bâtiments implantés différemment est néanmoins possible.

Dans le secteur UCa, le recul minimum de toute construction sur les voies et emprises publiques est fixé à 4 m sur l'avenue de la Corniche et l'avenue des Hauts de Narbonne,... Il n'est pas réglementé pour les autres voies.

Dans la zone UC et tous les secteurs qui la subdivisent, la surélévation et l'extension de bâtiments implantés différemment sont possible si elles suivent le bâtiment existant. Des balcons peuvent être réalisés dans les marges de recul précédemment déterminées, d'une profondeur maximale de 1mètre

Les piscines et bassins de rétention enterrés dont la hauteur dépasse 0,6 m par rapport au terrain naturel devront respecter les règles de prospects. Si la hauteur n'excède pas 0,6 m, ceux-ci pourront être implantés avec un retrait minimum de 1 mètre de l'alignement.

Les pergolas et les tonnelles ne sont pas soumises aux règles de prospects sous réserve de s'intégrer dans le milieu environnant (harmonie des formes, des matériaux et des couleurs à rechercher) et de ne pas dépasser une hauteur hors tout de 3 mètres en tout point par rapport au sol naturel.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article UC 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1. La distance comptée horizontalement, de tout point d'un bâtiment au point le plus proche des limites séparatives de la parcelle, doit être au moins égale à 3 mètres et jamais inférieure à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points mesurée à l'égout le plus élevé.
2. Dans la marge de reculement ainsi déterminée, les saillies non fermées, balcons, escaliers extérieurs, sont autorisés dans la limite maximum d'un mètre.
3. Toutefois, hormis dans le secteur UCp1, la construction d'un bâtiment joignant la limite séparative est admise :
 - a) lorsqu'il existe un bâtiment en limite séparative sur le fond voisin et que la hauteur au faîtage (ou à l'arête pour les toits plats) de la construction projetée ne dépasse pas de plus de 4 mètres ce bâtiment voisin existant,
 - b) à l'intérieur d'un lotissement ou d'un groupe d'habitations, dans la mesure où cette disposition est indiquée sur le plan masse approuvé,
 - c) lorsque la partie du bâtiment dans la marge de reculement présente une hauteur maximale de 3,5 m et une longueur maximale de 10 m. Les bâtiments annexes (abris, garages...) peuvent être implantés sur chaque limite séparative sous réserve d'une hauteur maximale de 3,5 m au faîtage et que le cumul de la longueur des bâtiments mesuré sur cette limite n'excède pas 10 m au total. Dans tous les cas, la longueur maximale cumulée des constructions (bâtiment principal et annexes) édifiées sur chaque limite séparative ne pourra excéder 10 m.
4. Les pergolas ne sont pas soumises aux règles de prospects sous réserve de s'intégrer dans le milieu environnant (harmonie des formes, des matériaux et des couleurs à rechercher) et de ne pas dépasser une hauteur hors tout de 3 mètres en tout point par rapport au sol naturel.
5. Les piscines et bassins de rétention enterrés dont la hauteur dépasse 0,6 m par rapport au terrain naturel devront respecter les règles de prospects. Si la hauteur n'excède pas 0,6 m, ceux-ci pourront être implantés avec un retrait minimum de 1 mètre de la limite séparative.

6. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article UC 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Dans l'ensemble de la zone UC à l'exception du secteur UCa :

Les bâtiments à usage d'habitation doivent être implantés de telle manière que les façades de chacun d'eux soient séparées du bâtiment voisin par une distance au moins égale à la hauteur du plus élevé ($L = H$).

Lorsqu'une des façades qui se font vis à vis est aveugle ou percée d'ouvertures indirectes ou « opaques », la distance visée ci-dessus peut être réduite de moitié ($L = H/2$).

Dans le secteur UCa, cet article n'est pas réglementé.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article UC 9 - EMPRISE AU SOL

L'emprise au sol des constructions ne devra pas excéder 60% de la superficie totale du terrain.

Article UC 10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

Dans l'ensemble de la zone UC à l'exception des secteurs UCa, UCp1 et UCp2 :

La hauteur des constructions ne peut excéder 9 mètres en tous points de la construction entre le terrain naturel et la ligne de faîte.

Toutefois, à l'intérieur d'un plan de masse intéressant un terrain d'une superficie supérieure ou égale à 3.000 m², la hauteur maximale fixée ci-dessus pourra être portée à 12 mètres au faîtage.

Par ailleurs, la hauteur maximale des équipements d'intérêt collectif est portée à 15 mètres au faîtage. Dans tous les cas, il est nécessaire de consulter la carte des non altius tollendi.

Dans le secteur UCa, la hauteur des constructions ne pourra excéder un étage sur rez de chaussée, sans pouvoir excéder 8 mètres en tout point de la construction entre le terrain naturel et la ligne de faîte.

Dans le secteur UCp1 :

La hauteur des constructions ne pourra excéder 8,5 m hors tout.

La cote altimétrique des planchers ne saurait être inférieure à 2,60 mètres NGF.

Dans le secteur UCp2 :

La hauteur des constructions ne pourra excéder 15,5 m hors tout.

La cote altimétrique des planchers ne saurait être inférieure à 2,60 mètres NGF.

Les règles de hauteur maximale définies ci-dessus ne s'appliquent pas aux éléments de superstructure (souches de cheminée, cages d'ascenseur, éléments techniques, etc.).

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article UC 11 - ASPECT EXTERIEUR

Dans l'ensemble de la zone UC :

Par leur aspect extérieur, les constructions et autres modes d'occupation du sol ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, au site et au paysage urbain. Les annexes (garages, boxes, locaux techniques, remises, ...) doivent être construites avec des matériaux en harmonie avec le bâtiment principal. Toute construction susceptible, par son aspect, de porter atteinte à l'environnement naturel ou bâti pourra être interdite.

Les nouvelles lignes de distribution électrique, d'éclairage public et de télécommunications doivent être installées en souterrain, en torsade ou de telle manière que l'installation soit la plus discrète possible et ne nuise pas au caractère des lieux.

Couvertures

En général les couvertures sont à deux pentes de l'ordre de 25% à 35%.

Les couvertures en terrasse peuvent être autorisées.

Néanmoins, lorsque les constructions sont à l'alignement et que l'un au moins des fonds voisins possède une toiture à deux pans, il peut être imposé de construire, à partir du nu de la façade, une partie de couverture respectant une pente de l'ordre de 25% à 35% pour assurer une continuité visuelle depuis la voie.

Clôtures

Les clôtures devront être à l'alignement ou le long de la limite de recul imposée et le long des limites séparatives au-delà de la marge de recul éventuelle.

Construits à l'intersection de deux ou plusieurs voies, les murs de clôtures devront respecter un arrondi de 5 mètres de rayon.

Les clôtures doivent s'intégrer à l'architecture environnante.

Les clôtures en panneaux ajourés ne peuvent comporter qu'un matériau unique.

Les clôtures en limites séparatives pourront être en mur plein et faire une hauteur maximale de 1m80 sous réserve des prescriptions d'un Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) ou d'un Plan de Prévention des Risques Littoraux (PPRL).

Les clôtures sur voies et emprises publiques doivent être constituées par des grilles, des haies vives ou des claires-voies établies ou non sur murs bahuts. La hauteur maximale de la clôture est de 1m80 et celle du mur bahut, de 1m20.

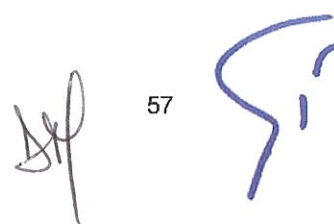
Non réglementé pour toute clôture liée à une construction ou un aménagement nécessaire au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Saillies

Les balcons et débords de toiture en saillie sur voie publique sont autorisés d'une profondeur maximale de 80 centimètres. La hauteur depuis le sol ne peut être inférieure à 4,5 mètres.

Néanmoins, lorsque l'emprise de la voie est au moins égale à 8 mètres et les largeurs de trottoirs au moins égales à 1,3 mètre, cette hauteur minimale peut être ramenée à 3,5 mètres du sol.

Les oriels ou bow-windows en saillie sur le domaine public peuvent être autorisés quand il s'agit d'éléments ponctuels qui améliorent la qualité architecturale de la construction à condition que leur profondeur n'excède pas 80 centimètres.



Matériaux

Aucun matériau prévu pour être recouvert ne sera employé à nu.

Les bâtiments annexes seront réalisés dans des matériaux proches de ceux de la construction principale.

Dans les seuls secteurs UCp1 et UCp2 :

Les matériaux utilisés devront être résistants à la poussée des vagues lorsque la construction est située en front de mer.

Article UC 12 - STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques et à l'intérieur de la propriété. Lorsque le nombre de places ou la surface à réserver au stationnement n'est pas un entier, celui-ci sera systématiquement arrondi au nombre de place ou à la tranche inférieure.

Il est exigé au minimum :

a) pour les constructions à usage d'habitation collective : 1 place de stationnement + 1 place de stationnement par tranche de 50 m² de surface de plancher créée (exemple pour un programme de 1000 m² de surface de plancher : 1+ (1000/50) soit 21 places obligatoires au minimum).

Il sera en outre réservé pour toute opération une surface close commune de 0,8 m² par tranche de 50 m² de surface de plancher créée pour le stationnement des 2 roues ainsi qu'un local pour accueillir les conteneurs de tri sélectif et ordures ménagères conformément aux dispositions précisées en annexes.

b) pour les constructions à usage d'habitation individuelle :
2 places de stationnement.

c) pour les groupes d'habitations :

- 1 place de stationnement par tranche de 100 m² de surface de plancher réalisée dans l'emprise des voies,
- 1 place de stationnement par tranche de 100 m² de surface de plancher intégrée à la « propriété privée ».

d) pour les lotissements :

- 1 place de stationnement publique par lot,
- le nombre de place exigé par le présent article pour chacun des lots créés selon leur destination.

e) pour les constructions à usage de bureaux : une surface affectée au stationnement au moins égale à 60 % de la surface de plancher de l'immeuble.

f) pour les établissements hospitaliers, les cliniques et maisons de retraite : une place de stationnement pour deux lits.

g) pour les établissements commerciaux :

. commerces de proximité :

- Si la surface de vente est supérieure à 100 m², la surface affectée au stationnement sera au moins égale à 60 % de la surface de plancher de l'établissement.
- Au-delà de 1500 m² de surface de vente, la surface affectée au stationnement sera au plus égale à 1,5 fois la surface de vente de l'établissement.

. autres commerces : Le nombre de places sera déterminé suivant les besoins de l'activité.

h) pour les bâtiments à usage d'activité : une place par 200 m² de surface de plancher minimum.

i) pour les hôtels restaurants : une place de stationnement par chambre et une place par 10 m² de salle de restaurant au-delà de 10 chambres et de 100 m² de salle de restaurant.

La règle applicable aux constructions ou établissements non prévus ci-dessus, est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.

Les groupes de garages individuels doivent être disposés dans les parcelles de façon à aménager une cour d'évolution à l'intérieur des dites parcelles et ne présenter qu'un accès minimum sur la voie publique. Néanmoins, cette règle ne s'applique pas lorsqu'il est impossible d'aménager une cour d'évolution.

Article UC 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Dans l'ensemble de la zone UC à l'exception du secteur UCa :

Les plantations existantes sont maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes.

Tout projet de construction nécessitera la plantation ou le maintien d'arbres ou arbustes sur la parcelle dont le nombre minimum obligatoire correspond au nombre de m² de la surface de l'assiette foncière du projet divisé par 100 et arrondi au chiffre inférieur (exemple : projet sur 450 m² de terrain = 450/100 = 4 arbres).

Les espaces non bâtis ainsi que les aires de stationnement doivent être plantés à raison d'un arbre au moins par 50 m² de terrain.

Article UC 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

Pour information : dans le cadre d'une ZAC ou d'un lotissement, se reporter au tableau des surfaces des lots.

ARTICLE UC 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES.

1) Recours aux énergies renouvelables et aux éco-constructions

Le recours aux technologies et matériaux nécessaires à l'utilisation ou à la production d'énergies renouvelables et/ou à la conception de constructions de qualité environnementale (bâtiment basse consommation, bâtiment à énergie positive, construction écologique, construction bioclimatique, construction intégrant des procédés de récupération des eaux pluviales pour un ré-usage domestique, ...) est autorisé sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant et de ne pas porter atteinte au caractère patrimonial des lieux avoisinants.

Les dispositifs d'architecture bioclimatique tels que murs et toitures végétalisés sont autorisés sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère et notamment patrimonial, des lieux avoisinants.

2) Gestion des eaux pluviales

Pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, il sera nécessaire, pour tout projet générant une imperméabilisation sur plus de 300 m², de réaliser des installations de stockage.

Ces dernières auront pour effet de ne pas accroître le débit d'eau rejeté au réseau quand il existe ou d'aggraver le comportement hydraulique naturel sur l'assiette foncière

Les espaces de rétention à ciel ouvert (bassins de rétention) doivent faire l'objet d'un projet paysager. Le traitement par noues végétalisées est préconisé.

Les eaux pluviales dites « propres » (eaux de toiture notamment) seront, sauf en cas d'impossibilité technique, réutilisées ou infiltrées sur le terrain (arrosage, épandage, ...).

ARTICLE UC 16 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Toute opération d'aménagement devra prévoir la mise en place du réseau en fibre optique intégré ou la mise en place des supports réservés à cet effet (fourreaux et points de mutualisation) si la connexion au réseau existant n'est pas réalisable dans un délai connu.

Ville de NARBONNE

PLAN LOCAL D'URBANISME

REGLEMENT

ZONE UD

Approbation PLU	DCM du 12 juillet 2006
	DCM du 25 octobre 2006
1 ^{ère} mise à jour	AM du 11 juillet 2007
2 ^{ème} mise à jour	AM du 26 mai 2008
1 ^{ère} modification	DCM du 18 décembre 2008
3 ^{ème} mise à jour	AM du 24 juin 2009
2 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
3 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
1 ^{ère} mise en compatibilité	AP du 15 septembre 2011
4 ^{ème} modification (annulée TA du 17 avril 2014)	DCM du 29 mars 2012
1 ^{ère} modification simplifiée	DCM du 3 octobre 2013
4 ^{ème} mise à jour	AM du 13 janvier 2014
4 ^{ème} modification	DCM du 24 septembre 2015
2 ^{ème} mise en compatibilité	AP du 18 janvier 2016
5 ^{ème} modification	DCM du 22 septembre 2016
	DCM du 19 janvier 2017
3 ^{ème} mise en compatibilité	DCM du 15 mars 2018

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne

Règlement

62

Si

ZONE UD

Caractère de la zone : zone d'habitat de densité faible, constituée d'individuels isolés et d'individuels groupés.

Certains secteurs peuvent faire l'objet de prescriptions particulières dans le cadre des Plans de Prévention des Risques Inondation du Rec de Veyret et des Basses Plaines de l'Aude.

Elle comprend :

- un secteur UD1 de densité moyenne à faible correspondant à la ZAC des hauts de Narbonne
- un secteur UD2 de faible densité correspondant à d'anciens secteurs NB sur Plaisance et Roches Grises
- un secteur UDP proche du rivage correspondant au hameau de La Nautique.

Article UD 1 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits :

- les constructions à usage industriel,
- les opérations d'aménagement à usage d'activité,
- les installations classées autres que celles visées à l'article UD 2,
- le stationnement de caravanes isolées,
- les terrains de camping-caravaning,
- l'ouverture de carrière,
- les commerces dont la surface de vente excède 800 m²,
- les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (éoliennes).
- les dépôts de toute nature (ferrailles, matières fermentescibles, etc.).
- toutes excavations et exhaussements à moins de 5 m de la limite du domaine public des routes départementales.

Article UD 2 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Dans tous les secteurs, sont admises sous conditions :

- Les installations classées utiles à la vie urbaine dont les nuisances peuvent être prévenues par des prescriptions techniques prises en application de la loi du 19 juillet 1976,

Article UD 3 - ACCES ET VOIRIE

Les caractéristiques minimales requises pour les accès et voies doivent respecter les règles normales de sécurité de la défense contre l'incendie et de la protection civile. Elles sont précisées dans l'article 10 (Prévention des incendies, des feux de forêts et débroussaillage) des dispositions générales du présent règlement.

Les accès et voies nouvellement créés devront avoir les caractéristiques édictées dans le cahier des prescriptions techniques de la Ville de NARBONNE joint en annexe.

L'accès à la voirie doit être direct ou aménagé sur fond voisin, ou éventuellement obtenu par application de l'article 682 du Code Civil.

La destination et l'importance des constructions ou installations doivent être compatibles avec la capacité de la voirie publique qui les dessert.

La largeur des voies ou des impasses publiques ou privées ainsi que des servitudes de passage ne sera pas inférieure à 5 m.

Cette largeur peut être ramenée à 3 m de large si la voie ne dessert qu'un seul logement.

Les voies doivent être aménagées, si elles se terminent en impasse, de telle sorte que les véhicules, notamment de sécurité et de ramassage des ordures ménagères, puissent faire demi-tour.

Les accès donnant sur les voies à grande circulation, avenues et boulevards devront être regroupés au maximum. Tout accès direct sur les routes à grande circulation départementale est interdit.

Les accès donnant sur les voies départementales devront être regroupés au maximum voire évités, et les accès par les voies communales, privilégiés.

L'ouverture des portes et portails devra impérativement s'effectuer à l'intérieur de la parcelle et sera proscrite sur la chaussée d'une voie de circulation.

Article UD 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1 - Eau : Toute construction ou installation nouvelle doit être desservie par une conduite publique de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes.

2 - Assainissement : Toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement en respectant ses caractéristiques. Toutefois, un assainissement individuel pourra être admis dans l'attente de la réalisation d'un réseau public (tout rejet dans les étangs étant interdit).

3 - Eaux pluviales : Les dispositifs d'évacuation des eaux pluviales doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement de ces eaux dans le réseau public

Pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, il sera nécessaire, pour tout projet générant une imperméabilisation sur plus de 300 m², de réaliser des installations de stockage. Ces dernières auront pour effet de ne pas accroître le débit d'eau rejeté au réseau.

4 - Défense contre l'incendie : La défense contre l'incendie devra être assurée par des bouches ou poteaux d'incendie dont les caractéristiques sont précisées dans l'article 10 des dispositions générales du présent règlement.

5 - Autres réseaux : Les raccordements aux réseaux seront réalisés en souterrain (EDF, téléphone,...). Les constructeurs devront intégrer dans leurs plans de composition les dispositions techniques et fonctionnelles relatives à la collecte des ordures ménagères en relation avec la commune (tri sélectif, collecte pneumatique, ...).

Article UD 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé

Article UD 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

En bordure de toutes les voies ouvertes à la circulation publique, tous les bâtiments doivent être édifiés en retrait à une distance de l'alignement au moins égale à 5 mètres pour les voies publiques ou privées. Les constructions seront implantées à :

- 100 m minimum de l'axe des autoroutes,
- 75 m minimum de l'axe de la RD 6009, la RD 6113 et la RD 168,
- 15 m minimum de l'axe des routes départementales autres que les RD 6009, 6113 et 168.

La surélévation et l'extension de bâtiments implantés différemment est possible. Dans ce cas l'implantation par rapport aux voies et emprises publiques observe le même recul que la construction existante ou respecte les règles établies ci-dessus.



Lorsque le projet de construction nouvelle jouxte des bâtiments existants, celui-ci peut s'aligner sur les bâtiments existants sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants et au fonctionnement de l'espace public.

Les pergolas et les tonnelles ne sont pas soumises aux règles de prospects sous réserve de s'intégrer dans le milieu environnant (harmonie des formes, des matériaux et des couleurs à rechercher) et de ne pas dépasser une hauteur hors tout de 3 mètres en tout point par rapport au sol naturel.

Des balcons peuvent être réalisés dans les marges de recul précédemment déterminées dans la limite de 1 mètre.

Les piscines et bassins de rétention enterrés dont la hauteur dépasse 0,6 m par rapport au terrain naturel devront respecter les règles de prospects. Si la hauteur n'excède pas 0,6 m, ceux-ci pourront être implantés avec un retrait minimum de 1 mètre de l'alignement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article UD 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1. La distance comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point le plus proche des limites séparatives de la parcelle, doit être au moins égale à 3 mètres et jamais inférieure à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points mesurée à l'égout le plus élevé.
2. La construction d'un bâtiment joignant la limite séparative est admise :
 - a) lorsqu'il existe un bâtiment en limite séparative sur le fond voisin et que la hauteur au faitage (ou à l'arête pour les toits plats) de la construction projetée ne dépasse pas de plus de 4 mètres ce bâtiment voisin existant.
 - b) à l'intérieur d'un lotissement ou d'un groupe d'habitations, dans la mesure où cette disposition est indiquée sur le plan masse approuvé,
 - c) lorsque la partie du bâtiment dans la marge de reculement présente une hauteur maximale de 3,5 m et une longueur maximale de 10 m. Les bâtiments annexes (abris, garages...) peuvent être implantés sur chaque limite séparative sous réserve d'une hauteur maximale de 3,5 m au faitage et que le cumul de la longueur des bâtiments mesuré sur cette limite n'excède pas 10 m au total. Dans tous les cas, la longueur maximale cumulée des constructions (bâtiment principal et annexes) édifiées sur chaque limite séparative ne pourra excéder 10 m.
3. Les pergolas et les tonnelles ne sont pas soumises aux règles de prospects sous réserve de s'intégrer dans le milieu environnant (harmonie des formes, des matériaux et des couleurs à rechercher) et de ne pas dépasser une hauteur hors tout de 3 mètres en tout point par rapport au sol naturel.
4. Des balcons peuvent être réalisés dans les marges de recul précédemment déterminées dans la limite de 1 mètre.
5. Les piscines et bassins de rétention des eaux pluviales enterrés de plus de 0,6 m par rapport au terrain naturel seront implantés avec un retrait minimum de 1 mètre de la limite séparative.
6. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.



Article UD 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Les bâtiments à usage d'habitation doivent être implantés de telle manière que les façades de chacun d'eux soient séparées du bâtiment voisin par une distance au moins égale à la hauteur du plus élevé ($L=H$). Si les façades qui se font vis-à-vis sont aveugles ou percées d'ouvertures indirectes ou « opaques », la distance visée ci-dessus peut être réduite de moitié ($L= H/2$).

En aucun cas, la distance entre deux bâtiments, situés sur un même fonds, ne peut être inférieure à 3 mètres.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article UD 9 - EMPRISE AU SOL

L'emprise au sol des constructions ne devra pas excéder 60% de la superficie totale du terrain.

Article UD 10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions ne doit pas excéder 9 mètres à la ligne de faite depuis le terrain naturel.

Les règles de hauteur maximale définies ci-dessus ne s'appliquent pas aux éléments de superstructure (souches de cheminée, cages d'ascenseur, éléments techniques, etc.).

Les dispositions évoquées ci-dessus ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Dans le secteur UDp :

La cote altimétrique des planchers ne saurait être inférieure à 2,60 mètres NGF.

Article UD 11 - ASPECT EXTERIEUR

Par leur aspect extérieur, les constructions et autres modes d'occupation du sol ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, au site et au paysage urbain. Les annexes (garages, boxes, locaux techniques, remises, ...) doivent être construites avec des matériaux en harmonie avec le bâtiment principal. Toute construction susceptible, par son aspect, de porter atteinte à l'environnement naturel ou bâti pourra être interdite.

Les nouvelles lignes de distribution électrique, d'éclairage public et de télécommunications doivent être installées en souterrain, en torsade ou de telle manière que l'installation soit la plus discrète possible et ne nuise pas au caractère des lieux.

Clôtures

Les clôtures devront être à l'alignement ou le long de la limite de recul imposée et le long des limites séparatives au-delà de la marge de recul éventuelle.

Construits à l'intersection de deux ou plusieurs voies, les murs de clôtures devront respecter un arrondi de 5 mètres de rayon.

Les clôtures doivent s'intégrer à l'architecture environnante (harmonie des formes, matériaux et couleurs à rechercher).

Les clôtures en panneaux ajourés ne peuvent comporter qu'un matériau unique.

Les clôtures en limites séparatives pourront être en mur plein et faire une hauteur maximale de 1m80 sous réserve des prescriptions d'un Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) ou d'un Plan de Prévention des Risques Littoraux (PPRL).

Les clôtures sur voies et emprises publiques doivent être constituées par des grilles, des haies vives ou des claires-voies établies ou non sur murs bahuts. La hauteur maximale de la clôture est de 1m80 et celle du mur bahut, de 1m20.

Non réglementé pour toute clôture liée à une construction ou un aménagement nécessaire au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Matériaux :

Aucun matériau prévu pour être recouvert ne sera employé à nu.

Article UD 12 - STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques et à l'intérieur de la propriété. Lorsque le nombre de places ou la surface à réserver au stationnement n'est pas un entier, celui-ci sera systématiquement arrondi au nombre de place ou à la tranche inférieure.

Il est exigé au minimum :

a) pour les constructions à usage d'habitation collective :

1 place de stationnement et 1 place de stationnement par tranche de 50 m² de surface de plancher créée (exemple pour un programme de 1000 m² de surface de plancher : 1+ (1000/50) soit 21 places obligatoires au minimum).

Il sera en outre réservé pour toute opération une surface close commune de 0,8 m² par tranche de 50 m² de surface de plancher créée pour le stationnement des 2 roues ainsi qu'un local pour accueillir les conteneurs de tri sélectif et ordures ménagères conformément aux dispositions précisées en annexes.

b) pour les constructions à usage d'habitation individuelle :

2 places de stationnement.

c) pour les lotissements :

- 1 place de stationnement publique par lot,
- le nombre de place exigé par le présent article pour chacun des lots créés selon leur destination.

d) pour les groupes d'habitations :

- 1 place de stationnement par tranche de 100 m² de surface de plancher réalisée dans l'emprise des voies,
- 1 place de stationnement par tranche de 100 m² de surface de plancher intégrée à la « propriété privée ».

e) pour les constructions à usage de bureaux : une surface affectée au stationnement au moins égale à 60 % de la surface de plancher de l'immeuble.

. pour les établissements hospitaliers, les cliniques et maisons de retraite : une place de stationnement pour deux lits.

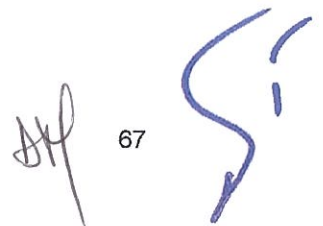
f) pour les établissements commerciaux : si la surface de vente est supérieure à 100 m², la surface affectée au stationnement sera au moins égale à 60 % de la surface de plancher de l'établissement.

g) pour les autres activités : une place de stationnement par tranche de 200 m² de surface de plancher.

h) hôtels restaurants : une place de stationnement par chambre et une place par 10 m² de salle de restaurant.

La règle applicable aux constructions ou établissements non prévus ci-dessus, est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.

67



Article UD 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Les plantations existantes doivent être maintenues. Les arbres abattus doivent être remplacés par des plantations au moins équivalentes.

Dans les lotissements et groupes d'habitations réalisés sur un terrain d'une superficie supérieure à 1 ha, 10 % du terrain doivent être traités en espace libre commun à tous les lots, et plantés.

Tout projet de construction nécessitera la plantation ou le maintien d'arbres ou arbustes sur la parcelle dont le nombre minimum obligatoire correspond au nombre de m² de la surface de l'assiette foncière du projet divisé par 100 et arrondi au chiffre inférieur (exemple : projet sur 450 m² de terrain = 450/100 = 4 arbres).

Les espaces non bâtis ainsi que les aires de stationnement doivent être plantés à raison d'un arbre au moins par 50 m² de terrain.

Article UD 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

Pour information : dans le cadre d'une ZAC ou d'un lotissement, se reporter au tableau des surfaces des lots.

ARTICLE UD 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES.**1) Recours aux énergies renouvelables et aux éco-constructions**

Le recours aux technologies et matériaux nécessaires à l'utilisation ou à la production d'énergies renouvelables et/ou à la conception de constructions de qualité environnementale (bâtiment basse consommation, bâtiment à énergie positive, construction écologique, construction bioclimatique, construction intégrant des procédés de récupération des eaux pluviales pour un ré-usage domestique, ...) est autorisé sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant et de ne pas porter atteinte au caractère patrimonial des lieux avoisinants.

Les dispositifs d'architecture bioclimatique tels que murs et toitures végétalisés sont autorisés sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère et notamment patrimonial, des lieux avoisinants.

2) Gestion des eaux pluviales

Pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, il sera nécessaire, pour tout projet générant une imperméabilisation sur plus de 300 m², de réaliser des installations de stockage.

Ces dernières auront pour effet de ne pas accroître le débit d'eau rejeté au réseau quand il existe ou d'aggraver le comportement hydraulique naturel sur l'assiette foncière

Les espaces de rétention à ciel ouvert (bassins de rétention) doivent faire l'objet d'un projet paysager. Le traitement par noues végétalisées est préconisé.

Les eaux pluviales dites « propres » (eaux de toiture notamment) seront, sauf en cas d'impossibilité technique, réutilisées ou infiltrées sur le terrain (arrosage, épandage, ...).

ARTICLE UD 16 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Toute opération d'aménagement devra prévoir la mise en place du réseau en fibre optique intégré ou la mise en place des supports réservés à cet effet (fourreaux et points de mutualisation) si la connexion au réseau existant n'est pas réalisable dans un délai connu.

Ville de NARBONNE

PLAN LOCAL D'URBANISME

REGLEMENT

ZONE UE

Approbation PLU	DCM du 12 juillet 2006
	DCM du 25 octobre 2006
1 ^{ère} mise à jour	AM du 11 juillet 2007
2 ^{ème} mise à jour	AM du 26 mai 2008
1 ^{ère} modification	DCM du 18 décembre 2008
3 ^{ème} mise à jour	AM du 24 juin 2009
2 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
3 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
1 ^{ère} mise en compatibilité	AP du 15 septembre 2011
4 ^{ème} modification (annulée TA du 17 avril 2014)	DCM du 29 mars 2012
1 ^{ère} modification simplifiée	DCM du 3 octobre 2013
4 ^{ème} mise à jour	AM du 13 janvier 2014
4 ^{ème} modification	DCM du 24 septembre 2015
2 ^{ème} mise en compatibilité	AP du 18 janvier 2016
5 ^{ème} modification	DCM du 22 septembre 2016
	DCM du 19 janvier 2017
3 ^{ème} mise en compatibilité	DCM du 15 mars 2018

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

SLOW

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne

Règlement

Del

70

5

ZONE UE

Caractère de la zone : zone principalement réservée à l'implantation d'équipements publics. Certains secteurs peuvent faire l'objet de prescriptions particulières dans le cadre des Plans de Prévention des Risques Inondation du Rec de Veyret et des Basses Plaines de l'Aude.
Cette zone comprend un secteur UE1 dans lequel les constructions à usage d'habitation sont interdites et un secteur UEp proche du rivage.

Article UE 1 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits dans l'ensemble de la zone UE :

- les installations classées autres que celles visées à l'article UE 2,
- le stationnement de caravanes isolées,
- l'ouverture de carrière,
- les dépôts de toute nature (ferrailles, matières fermentescibles, etc.).
- toutes excavations et exhaussements à moins de 5 m de la limite du domaine public des routes départementales.

Dans le secteur UE1 :

- les constructions à usage d'habitat sauf celles définies à l'article UE2,

Dans l'ensemble de la zone UE, à l'exception de la zone UEp :

- les terrains de camping-caravaning,

Article UE 2 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Sont admises sous conditions dans l'ensemble de la zone UE, y compris les secteurs UE1 et UEp.

- les installations classées utiles à la vie urbaine dont les nuisances peuvent être prévenues par des prescriptions techniques prises en application de la loi du 19 juillet 1976,

Dans le secteur UE1 seulement :

- les constructions à usage d'habitation à condition que celles-ci soient nécessaires au fonctionnement des équipements

Article UE 3 - ACCES ET VOIRIE

Les caractéristiques minimales requises pour les accès et voies doivent respecter les règles normales de sécurité de la défense contre l'incendie et de la protection civile. Elles sont précisées dans l'article 10 (Prévention des incendies, des feux de forêts et débroussaillage) des dispositions générales du présent règlement.

Les accès et voies nouvellement créés devront avoir les caractéristiques édictées dans le cahier des prescriptions techniques de la Ville de NARBONNE joint en annexe.

L'accès à la voirie doit être direct ou aménagé sur fond voisin, ou éventuellement obtenu par application de l'article 682 du Code Civil.

La destination et l'importance des constructions ou installations doivent être compatibles avec la capacité de la voirie publique qui les dessert.

La largeur des voies ou des impasses publiques ou privées ainsi que des servitudes de passage ne sera pas inférieure à 5 m.

Cette largeur peut être ramenée à 3 m de large si la voie ne dessert qu'un seul logement.

Les voies doivent être aménagées, si elles se terminent en impasse, de telle sorte que les véhicules, notamment de sécurité et de ramassage des ordures ménagères, puissent faire demi-tour.

Les accès donnant sur les voies à grande circulation, avenues et boulevards devront être regroupés au maximum. Tout accès direct sur les routes à grande circulation départementale est interdit.

Les accès donnant sur les voies départementales devront être regroupés au maximum voire évités, et les accès par les voies communales, privilégiés.

L'ouverture des portes et portails devra impérativement s'effectuer à l'intérieur de la parcelle et sera proscrite sur la chaussée d'une voie de circulation.

Article UE 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1 - Eau : Toute construction ou installation nouvelle doit être desservie par une conduite publique de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes.

2 - Assainissement : Toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement en respectant ses caractéristiques.

3 - Eaux pluviales : Les dispositifs d'évacuation des eaux pluviales doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement de ces eaux dans le réseau public.

Pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, il sera nécessaire pour tout projet générant une imperméabilisation sur plus de 300m², de réaliser des installations de stockage. Ces dernières auront pour effet de ne pas accroître le débit d'eau rejeté au réseau.

4 - Défense contre l'incendie : La défense contre l'incendie devra être assurée par des bouches ou poteaux d'incendie dont les caractéristiques sont précisées dans l'article 10 des dispositions générales du présent règlement.

5 - Autres réseaux : Les raccordements aux réseaux seront réalisés en souterrain (EDF, téléphone,...). Les constructeurs devront intégrer dans leurs plans de composition les dispositions techniques et fonctionnelles relatives à la collecte des ordures ménagères en relation avec la commune (tri sélectif, collecte pneumatique, ...).

Article UE 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé.

Article UE 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Dans tous les secteurs de la zone UE, en bordure de toutes les voies ouvertes à la circulation publique ou privée, tous les bâtiments doivent être édifiés à une distance de l'alignement au moins égale à 5 mètres. Dans la marge de reculement ainsi déterminée, les saillies non fermées, balcons, escaliers extérieurs, sont autorisés dans la limite maximum d'un mètre.

Toutefois, quand le projet jouxte une construction existante la construction projetée peut s'aligner sur celle-ci (observe le même recul).

Les constructions seront implantées à :

- 100 m minimum de l'axe des autoroutes
- 35 m minimum de l'axe de la RD 6009 pour les habitations et 25 m pour les autres constructions.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article UE 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

La construction d'un bâtiment en limite séparative est autorisée.

Lorsque l'implantation est différente, la distance comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point le plus proche des limites séparatives de la parcelle, doit être au moins égale à 3 mètres et jamais inférieure à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points mesurée à la ligne de faite la plus élevée.

Dans la marge de reculement ainsi déterminée, les saillies non fermées, balcons, escaliers extérieurs, sont autorisés dans la limite maximum d'un mètre.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article UE 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé

Article UE 9 - EMPRISE AU SOL

Non réglementé

Article UE 10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions ne doit pas excéder 15 mètres entre le terrain naturel et la ligne de faite.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Dans le secteur UEp :

La cote altimétrique des planchers ne saurait être inférieure à 2,60 mètres NGF.

Article UE 11 - ASPECT EXTERIEUR

Par leur aspect extérieur, les constructions et autres modes d'occupation du sol ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, au site et au paysage urbain. Les annexes (garages, boxes, locaux techniques, remises, ...) doivent être construites avec des matériaux en harmonie avec le bâtiment principal. Toute construction susceptible, par son aspect, de porter atteinte à l'environnement naturel ou bâti pourra être interdite.

Les nouvelles lignes de distribution électrique, d'éclairage public et de télécommunications doivent être installées en souterrain, en torsade ou de telle manière que l'installation soit la plus discrète

Signature

Signature

Article UE 12 – STATIONNEMENT

Non réglementé

Article UE 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Le doublage végétal des clôtures et les écrans végétaux des aires de stockage seront constitués d'arbres ou de plantes à feuilles persistantes. Les espaces libres seront plantés.

Article UE 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

ARTICLE UE 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES.

1) Recours aux énergies renouvelables et aux éco-constructions

Le recours aux technologies et matériaux nécessaires à l'utilisation ou à la production d'énergies renouvelables et/ou à la conception de constructions de qualité environnementale (bâtiment basse consommation, bâtiment à énergie positive, construction écologique, construction bioclimatique, construction intégrant des procédés de récupération des eaux pluviales pour un ré-usage domestique, ...) est autorisé sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant et de ne pas porter atteinte au caractère patrimonial des lieux avoisinants.

Les dispositifs d'architecture bioclimatique tels que murs et toitures végétalisés sont autorisés sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère et notamment patrimonial, des lieux avoisinants.

2) Gestion des eaux pluviales

Pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, il sera nécessaire, pour tout projet générant une imperméabilisation sur plus de 300 m², de réaliser des installations de stockage.

Ces dernières auront pour effet de ne pas accroître le débit d'eau rejeté au réseau quand il existe ou d'aggraver le comportement hydraulique naturel sur l'assiette foncière

Les espaces de rétention à ciel ouvert (bassins de rétention) doivent faire l'objet d'un projet paysager. Le traitement par noues végétalisées est préconisé.

Les eaux pluviales dites « propres » (eaux de toiture notamment) seront, sauf en cas d'impossibilité technique, réutilisées ou infiltrées sur le terrain (arrosage, épandage, ...).

ARTICLE UE 16 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Toute opération d'aménagement devra prévoir la mise en place du réseau en fibre optique intégré ou la mise en place des supports réservés à cet effet (fourreaux et points de mutualisation) si la connexion au réseau existant n'est pas réalisable dans un délai connu.



Ville de NARBONNE

PLAN LOCAL D'URBANISME

REGLEMENT

ZONE UPp

Approbation PLU	DCM du 12 juillet 2006
	DCM du 25 octobre 2006
1 ^{ère} mise à jour	AM du 11 juillet 2007
2 ^{ème} mise à jour	AM du 26 mai 2008
1 ^{ère} modification	DCM du 18 décembre 2008
3 ^{ème} mise à jour	AM du 24 juin 2009
2 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
3 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
1 ^{ère} mise en compatibilité	AP du 15 septembre 2011
4 ^{ème} modification (annulée TA du 17 avril 2014)	DCM du 29 mars 2012
1 ^{ère} modification simplifiée	DCM du 3 octobre 2013
4 ^{ème} mise à jour	AM du 13 janvier 2014
4 ^{ème} modification	DCM du 24 septembre 2015
2 ^{ème} mise en compatibilité	AP du 18 janvier 2016
5 ^{ème} modification	DCM du 22 septembre 2016
	DCM du 19 janvier 2017
3 ^{ème} mise en compatibilité	DCM du 15 mars 2018

[Signature]

[Signature]

ZONE UPp

Caractère de la zone : zones portuaires de la commune.

Article UPp 1 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits dans l'ensemble de la zone UPp :

- toutes les constructions et installations non liées au fonctionnement du port
- toutes excavations et exhaussements à moins de 5 m de la limite du domaine public des routes départementales.

Article UPp 2 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Sont admises sous conditions :

- les installations et constructions à condition qu'elles soient liées et nécessaires à l'activité portuaire

Article UPp 3 - ACCES ET VOIRIE

Les caractéristiques minimales requises pour les accès et voies doivent respecter les règles normales de sécurité de la défense contre l'incendie et de la protection civile. Elles sont précisées dans l'article 10 (Prévention des incendies, des feux de forêts et débroussaillage) des dispositions générales du présent règlement.

Article UPp 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1 - Eau : Toute construction ou installation nouvelle doit être desservie par une conduite publique de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes.

2 - Assainissement : Toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement en respectant ses caractéristiques.

3 - Défense contre l'incendie : La défense contre l'incendie devra être assurée par des bouches ou poteaux d'incendie dont les caractéristiques sont précisées dans l'article 10 des dispositions générales du présent règlement.

Article UPp 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

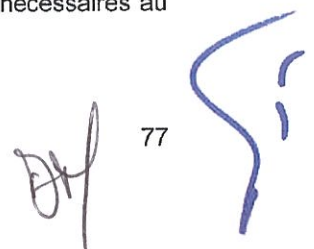
Non réglementé.

Article UPp 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

En bordure de toutes les voies ouvertes à la circulation publiques ou privées, tous les bâtiments doivent être édifiés à une distance de l'alignement au moins égale à 5 mètres.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

77



Article UPp 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

La construction d'un bâtiment en limite séparative est autorisée.

Lorsque l'implantation est différente, la distance comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point le plus proche des limites séparatives de la parcelle, doit être au moins égale à 3 mètres et jamais inférieure à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points mesurée à la ligne de faite la plus élevée.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article UPp 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé

Article UPp 9 - EMPRISE AU SOL

Non réglementé

Article UPp 10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions ne doit pas excéder 8 mètres entre le terrain naturel et la ligne de faite.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

La côte altimétrique des planchers ne saurait être inférieure à 2,60 mètres NGF.

Article UPp 11 - ASPECT EXTERIEUR

Par leur aspect extérieur, les constructions et autres modes d'occupation du sol ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, au site et au paysage urbain. Les annexes (garages, boxes, locaux techniques, remises, ...) doivent être construites avec des matériaux en harmonie avec le bâtiment principal. Toute construction susceptible, par son aspect, de porter atteinte à l'environnement naturel ou bâti pourra être interdite.

Les nouvelles lignes de distribution électrique, d'éclairage public et de télécommunications doivent être installées en souterrain, en torsade ou de telle manière que l'installation soit la plus discrète

Article UPp 12 - STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

Article UPp 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Non réglementé.



Article UPp 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

ARTICLE UPp 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES.

1) Recours aux énergies renouvelables et aux éco-constructions

Le recours aux technologies et matériaux nécessaires à l'utilisation ou à la production d'énergies renouvelables et/ou à la conception de constructions de qualité environnementale (bâtiment basse consommation, bâtiment à énergie positive, construction écologique, construction bioclimatique, construction intégrant des procédés de récupération des eaux pluviales pour un ré-usage domestique, ...) est autorisé sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant et de ne pas porter atteinte au caractère patrimonial des lieux avoisinants.

Les dispositifs d'architecture bioclimatique tels que murs et toitures végétalisés sont autorisés sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère et notamment patrimonial, des lieux avoisinants.

2) Gestion des eaux pluviales

Pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, il sera nécessaire, pour tout projet générant une imperméabilisation sur plus de 300 m², de réaliser des installations de stockage.

Ces dernières auront pour effet de ne pas accroître le débit d'eau rejeté au réseau quand il existe ou d'aggraver le comportement hydraulique naturel sur l'assiette foncière

Les espaces de rétention à ciel ouvert (bassins de rétention) doivent faire l'objet d'un projet paysager. Le traitement par noues végétalisées est préconisé.

Les eaux pluviales dites « propres » (eaux de toiture notamment) seront, sauf en cas d'impossibilité technique, réutilisées ou infiltrées sur le terrain (arrosage, épandage, ...).

ARTICLE UPp 16 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Toute opération d'aménagement devra prévoir la mise en place du réseau en fibre optique intégré ou la mise en place des supports réservés à cet effet (fourreaux et points de mutualisation) si la connexion au réseau existant n'est pas réalisable dans un délai connu.

Drf

A hand-drawn diagram of a simple circuit. It consists of a battery (represented by two cells), a light bulb, and a switch. The components are connected in a loop, with the switch being an open switch.

Ville de NARBONNE

PLAN LOCAL D'URBANISME

REGLEMENT

ZONE UY

Approbation PLU	DCM du 12 juillet 2006
	DCM du 25 octobre 2006
1 ^{ère} mise à jour	AM du 11 juillet 2007
2 ^{ème} mise à jour	AM du 26 mai 2008
1 ^{ère} modification	DCM du 18 décembre 2008
3 ^{ème} mise à jour	AM du 24 juin 2009
2 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
3 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
1 ^{ère} mise en compatibilité	AP du 15 septembre 2011
4 ^{ème} modification (annulée TA du 17 avril 2014)	DCM du 29 mars 2012
1 ^{ère} modification simplifiée	DCM du 3 octobre 2013
4 ^{ème} mise à jour	AM du 13 janvier 2014
4 ^{ème} modification	DCM du 24 septembre 2015
2 ^{ème} mise en compatibilité	AP du 18 janvier 2016
5 ^{ème} modification	DCM du 22 septembre 2016
	DCM du 19 janvier 2017
3 ^{ème} mise en compatibilité	DCM du 15 mars 2018

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne

Règlement

SP

82

Si

ZONE UY

Caractère de la zone :

Il s'agit d'une zone à vocation : artisanat, commerces, hébergement hôtelier, hébergement collectif spécialisé, dépôts, entrepôts, bureaux. Certains secteurs peuvent faire l'objet de prescriptions particulières dans le cadre des Plans de Prévention des Risques Inondation du Rec de Veyret et des Basses Plaines de l'Aude.

La zone comprend 1 secteur correspondant à la ZAC de Bonne Source (UYB) subdivisée en sous-secteurs comme suit :

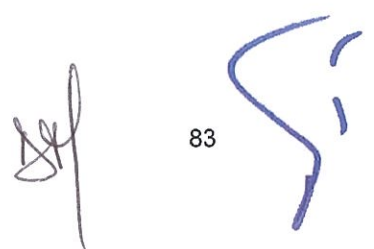
- Le secteur UYBa : destiné à l'accueil de commerces, de restauration et de services, aux logements de fonction dont la présence est justifiée pour assurer le fonctionnement des établissements et services de la zone.
- Le secteur UYBb : destiné à l'accueil d'activité d'immobilier d'entreprises et de bureaux, de restauration, d'hôtellerie, de services, de commerces, d'activités artisanales, de vente ou encore de fabrication non polluante et non bruyante ; les constructions à usage d'habitation ou les logements de fonction dont la présence est justifiée pour assurer le fonctionnement des établissements et services de la zones. Toutefois sont interdites :
 - Dans les sous-secteurs UYBb1, les constructions à usage de commerce de détail alimentaire, ainsi que les constructions à usage principal de commerce dont la surface de vente serait supérieure à 500m² par activité ainsi que les constructions à usage d'activité artisanale, de vente ou encore de fabrication non polluante et non bruyantes lorsqu'elles sont accompagnées de dépôt ou aires de stockage extérieurs.
 - Dans les sous-secteurs UYBb2 et UYBb4, les constructions à usage principal de commerce autres que celles relatives aux moyens de locomotion, quel qu'en soit leur nature ou autres que celles complémentaires et relatives aux activités citées précédemment et liées notamment à leurs équipements leur entretiens, leurs transformations.
- Le secteur UYc destiné à un quartier économique mixte autorisant du logement.

Article UY 1 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits :

Dans l'ensemble de la zone :

- les constructions nouvelles à usage d'habitation à l'exception de celles autorisées à l'article UY2,
- l'ouverture de toute carrière,
- le stationnement de caravanes isolées,
- les campings-caravanings et les parcs résidentiels de loisirs,
- les villages de vacances,
- les installations et travaux divers autres que ceux visés à l'article UY 2
- les installations de type précaire, démontables et transportables
- toutes excavations et exhaussements à moins de 5 m de la limite du domaine public des routes départementales.



Dans l'ensemble des secteurs UYB :

- Les activités industrielles susceptibles d'apporter des nuisances ou des dangers incompatibles avec l'aménagement de l'environnement de la zone.
- Les installations classées soumises à autorisation ou à déclaration sauf celles citées à l'article UY2.
- La création d'hôpitaux, cliniques et maisons de retraite
- Les installations et travaux divers non liés à une opération autorisée

Dans le secteur UYBa : les constructions à usage d'hôtellerie

Dans le secteur UYBb1:

- les constructions à usage de commerce de détail alimentaire, quel que soit leur surface de vente
- les constructions à usage principal de commerce dont la surface de vente serait supérieure à 500 m² par activité ainsi que les constructions à usage d'activités artisanales, de vente ou encore de fabrication non polluante et non bruyante lorsqu'elles sont accompagnées de dépôts ou aires de stockage extérieur.

Dans les secteurs UYBb2 et UYBb4 : les constructions à usage principal de commerces, autres que celles relatives aux moyens de locomotion, quel qu'en soit la nature (automobile, vélo, moto, motocyclettes, bateau, ...) ou autres que celles complémentaires et relatives aux activités citées précédemment et liées notamment aux équipements, leurs entretiens, leurs transformations,...

Article UY 2 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Sont admises sous conditions :

Dans l'ensemble de la zone hormis les sous-secteurs UYBb1, UYBb2, UYBb3, UYBb4 et UYBb5 :

- l'agrandissement ou l'aménagement des constructions à usage d'habitation existantes, dans la limite de 50 % de la surface de plancher existante avec un maximum de 250 m² une fois cumulée avec celle de l'agrandissement,
- les installations classées nouvelles soumises à autorisation à condition qu'elles soient utiles à la vie urbaine et dont les nuisances pourront être prévenues par des prescriptions techniques prises en application de la loi du 19 juillet 1976, ainsi que l'extension limitée des établissements déjà implantés dans la zone.
- les constructions à usage d'habitation à condition qu'elles soient liées à l'exercice d'une activité autorisée dans la zone (logement de fonction) ou nécessaire à l'exercice d'un service public

Dans le secteur UYc : les opérations d'aménagement à vocation mixte avec un maximum de 50% de la surface de plancher créée pour du logement.

Article UY 3 - ACCES ET VOIRIE

Les caractéristiques minimales requises pour les accès et voies doivent respecter les règles normales de sécurité de la défense contre l'incendie et de la protection civile. Elles sont précisées dans l'article 10 (Prévention des incendies, des feux de forêts et débroussaillage) des dispositions générales du présent règlement.

Les accès et voies nouvellement créés devront avoir les caractéristiques édictées dans le cahier des prescriptions techniques de la Ville de NARBONNE joint en annexe.

L'accès à la voirie doit être direct ou aménagé sur fond voisin, ou éventuellement obtenu par application de l'article 682 du Code Civil.

La destination et l'importance des constructions ou installations doivent être compatibles avec la capacité de la voirie publique qui les dessert.



La largeur des voies ou des impasses publiques ou privées ainsi que des servitudes de passage ne sera pas inférieure à 5 m.

Cette largeur peut être ramenée à 3 m de large si la voie ne dessert qu'un seul logement.

Les voies doivent être aménagées, si elles se terminent en impasse, de telle sorte que les véhicules, notamment de sécurité et de ramassage des ordures ménagères et les poids-lourds, puissent faire demi-tour.

Les accès donnant sur les voies à grande circulation, avenues et boulevards devront être regroupés au maximum. Tout accès direct sur les routes à grande circulation départementale est interdit.

Aucun accès direct ne sera toléré sur la voie centrale reliant l'Avenue de la Mer à la route départementale 32.

Le long de la RD 32 les accès directs seront limités.

Les accès donnant sur les voies départementales devront être regroupés au maximum voire évités, et les accès par les voies communales, privilégiés.

L'ouverture des portes et portails devra impérativement s'effectuer à l'intérieur de la parcelle et sera proscrite sur la chaussée d'une voie de circulation.

Article UY 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1 - Alimentation en eau potable : Toute construction ou installation nouvelle doit être desservie par une conduite publique de distribution d'eau potable.

2 - Assainissement :

a) Eaux résiduaires industrielles : Les installations industrielles ne doivent rejeter au réseau public d'assainissement que des effluents pré-épurés, conformément aux dispositions législatives réglementaires en vigueur.

Les eaux de refroidissement ainsi que les eaux résiduaires industrielles ne nécessitant pas de prétraitement, pourront être rejetées dans le réseau public d'assainissement dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

b) Eaux usées domestiques : Pour les autres constructions, le raccordement au réseau public existant est obligatoire.

3 - Eaux pluviales : Le raccordement au réseau public est obligatoire lorsque celui-ci existe.

Pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, il sera nécessaire, pour tout projet générant une imperméabilisation sur plus de 300 m² de réaliser des installations de stockage. Ces dernières auront pour effet de ne pas accroître le débit d'eau rejeté au réseau.

4 - Défense contre l'incendie : La défense contre l'incendie devra être assurée par des bouches ou poteaux d'incendie dont les caractéristiques sont précisées dans l'article 10 des dispositions générales du présent règlement.

5 - Autres réseaux : Les raccordements aux réseaux seront réalisés en souterrain (EDF, téléphone,...). Les constructeurs devront intégrer dans leurs plans de composition les dispositions techniques et fonctionnelles relatives à la collecte des ordures ménagères en relation avec la commune (tri sélectif, collecte pneumatique, ...).



Article UY 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé.

Article UY 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Dans la zone UY, hormis les secteurs UYBa, UYBb1, UYBb2, UYBb3, UYBb4 et UYBb5 :

Toute construction nouvelle doit être implantée à une distance des limites d'emprise des voies publiques ou privées au moins égale à :

- 50 m de l'axe des autoroutes,
- 35 m de l'axe de la RD 6009 entre le Pont de l'Autoroute A 61 (limite Sud de la zone UY) et le Chemin des Fours à Chaux (limite Sud de la zone IAUy)
- 35 m de l'axe de la Route Communale (Route de Perpignan) entre le « Trèfle » accès Sud de l'autoroute et le Pont SNCF (avant le Giratoire de la Liberté)
- 75 m de l'axe de la RD 6009 dans la partie de la zone UY au niveau du giratoire formé par les RD 6009 et 607
- 5 m des limites d'emprise publique.

Lorsque le projet s'adosse à une construction existante qui serait différemment implantée hormis les pergolas et tonnelles sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants et au fonctionnement de l'espace public, celui-ci peut s'aligner sur la construction existante.

Dans les secteurs UYBa, UYBb1, UYBb2, UYBb3, UYBb4, UYBb5 :

Seules les constructions ou installations de superstructure, tels les transformateurs EDF, les postes de distribution France TELECOM, les locaux conteneurs... nécessaires à la desserte en réseau de la ZAC pourront être implantées en limite des emprises publiques, et ne sont pas, de ce fait, concernées par les reculs imposés dans le cadre des trouées.

Les constructions doivent être distantes d'au moins :

- 9 mètres de l'axe des voies ouvertes à la circulation automobile, autres que les voies de desserte des aires de stationnement et les voies de services ou accès livraison pour lesquelles aucun recul n'est imposé.
- 15 mètres des rue Desmoge, Badu et Pollet
- 23 mètres du Boulevard de Cressel.

Des retraits supplémentaires peuvent être imposés aux carrefours pour tout motif d'aménagement urbain.

Les constructions devront en tout état de cause être implantées à 35 m de l'axe du canal de la Robine.

Article UY 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

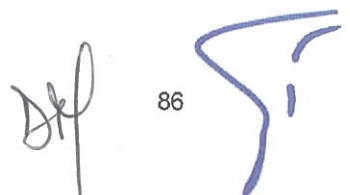
La distance de tout point du bâtiment au point le plus proche de la limite séparative devra être supérieure ou égale à la moitié de sa hauteur mesurée à l'égout le plus élevé, sans être inférieure à 5 mètres.

Toutefois, des constructions sur limites pourront être autorisées lorsque des mesures indispensables sont prises pour éviter la propagation des incendies (murs coupe-feu) et lorsque la circulation est aisément assurée le long de la limite séparative opposée.

Les bassins de rétention enterrés dont la hauteur dépasse 0,6 m par rapport au terrain naturel devront respecter les règles de prospects. Si la hauteur n'excède pas 0,6 m, ceux-ci pourront être implantés avec un retrait minimum de 1,5 mètre de la limite séparative.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

86



Dans les secteurs UYBa, UYBb1, UYBb2, UYBb3, UYBb4 et UYBb5 :

Lorsque les constructions ne jouxtent pas les limites séparatives, elles seront implantées à une distance d'au moins 5 mètres des limites séparatives entre lots ou entre lots et espaces publics.

Article UY 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

La distance comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point d'un bâtiment qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, ($L=H/2$), sans pouvoir être inférieure à trois mètres.

Les constructions à usage d'habitation autorisées dans la zone devront s'intégrer au bâtiment d'activités.

Article UY 9 - EMPRISE AU SOL

L'emprise au sol des constructions ne devra pas excéder 60% de la superficie totale du terrain.

Article UY 10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions ne peut excéder 15 m à la ligne de faîte.

Cette règle ne concerne pas les bâtiments techniques à superstructure liés à une activité industrielle en rapport avec l'activité ferroviaire.

La règle de hauteur maximum ci-dessus définie ne s'applique pas aux éléments de superstructure (souches de cheminées, cages d'ascenseur, éléments techniques, etc.).

Zone UYB (ZAC de Bonne Source) :

La hauteur maximale mesurée en tout point du bâtiment est de :

- 17 mètres dans le secteur UYBa hors éléments architecturaux structurants
- 16 mètres dans le sous-secteur UYBb1
- 11 mètres dans le sous-secteur UYBb2
- 11 mètres dans le sous-secteur UYBb3
- 11 mètres dans le sous-secteur UYBb4
- 12 mètres dans le sous-secteur UYBb5

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

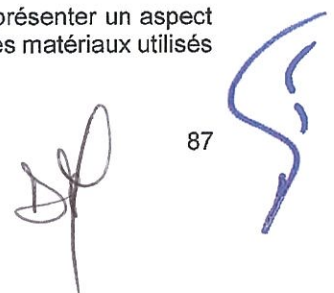
Article UY 11 - ASPECT EXTERIEUR

Par leur aspect extérieur, les constructions et autres occupations du sol ne doivent pas porter atteinte au caractère et à l'intérêt des lieux avoisinants, au site et au paysage naturel.

Les matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'enduit, tels que carreaux de plâtre, briques creuses, parpaings, ne peuvent être laissés apparents sur les parements extérieurs des constructions ni sur les clôtures.

Les façades latérales et postérieures des constructions doivent être traitées avec le même soin que les façades principales et en harmonie avec elles.

Dans les secteurs UYBa, UYBb et le sous-secteur UYBb1, les bâtiments devront présenter un aspect harmonisé. Une attention particulière devra être portée à la nature et à la couleur des matériaux utilisés



en façade et en toiture, au traitement des enseignes et pré-enseignes ainsi qu'au traitement des espaces non bâtis.

Dans le sous-secteur UYBb5, une attention particulière sera portée au traitement des façades et espaces libres ou aires de stockage vues depuis l'autoroute A9.

Les plans de masse des installations seront étudiés pour rejeter au maximum les dépôts ou aires de stockage sur la façade opposée à la façade sur la voie publique. Toutefois les dépôts ou aires de stockage sont autorisés le long de la façade donnant sur la voie publique, à condition qu'ils soient bordés d'un mur écran d'une hauteur suffisante pour les masquer. Une attention particulière devra être portée au traitement du mur écran qu'il soit végétal ou non.

Les aires de stockage nécessaire au fonctionnement de l'entreprise seront traitées en continuité et en harmonie avec l'architecture du bâtiment et avec le paysage extérieur. Les abords seront traités de façon à former un écran visuel pour les espaces publics et les lots voisins.

L'objet de ces aires de stockage et leur traitement devront figurer au permis de construire.

Les clôtures sont autorisées. Elles devront être réduites, et ne pourront en aucun cas délimiter une ou plusieurs parcelles privatives. Elles seront réalisées de façon sobre et avec un nombre limité de matériaux. Le long d'une même voie, et dans un souci d'homogénéité, des contraintes d'ordonnancement pourront être imposées. Les plans détaillés des clôtures, portails et portes, accès et tous renseignements particuliers devront être joints au permis de construire.

Les clôtures ne devront en aucun cas gêner la circulation sur la zone, notamment en diminuant la visibilité aux sorties d'établissements et aux carrefours.

La hauteur maximale des clôtures situées le long des voies est fixée à 2 m. À l'exception du secteur UYBa dans lequel la hauteur des clôtures n'est pas réglementée, celle-ci sera limitée à 2,50 mètres.

Article UY 12 – STATIONNEMENT

Lorsque le nombre de places ou la surface à réserver au stationnement n'est pas un entier, celui-ci sera systématiquement arrondi au nombre de place ou à la tranche inférieure.

Afin d'assurer, en dehors des voies publiques, le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations, il est exigé au minimum :

1 - Pour les constructions à usage de bureau : une surface affectée au stationnement au moins égale à 60 % de la surface de plancher de l'immeuble.

2 - Pour les établissements artisanaux et industriels : une place de stationnement par 80 m² de la surface de plancher de la construction. Toutefois, le nombre d'emplacements pour le stationnement des véhicules peut être réduit sans être inférieur à une place par 200 m² de surface de plancher si la densité d'occupation des locaux industriels à construire est inférieure à un emploi par 25 m².

3 - Pour les établissements commerciaux :

a - Si la surface de vente est inférieure à 1000 m², la surface affectée au stationnement sera au moins égale à 60 % de la surface de plancher de l'établissement.

b - A partir de 1000 m² de surface de vente, la surface affectée au stationnement sera égale à la surface de plancher totale de l'établissement.

Les espaces paysagers en pleine terre, les surfaces réservées à l'auto-partage et les places de stationnement dédiées à l'alimentation des véhicules électriques ou hybrides rechargeables sont déduits de l'emprise au sol des surfaces affectées au stationnement. La surface des places de stationnement non imperméabilisées compte pour la moitié de leur surface

Ces dispositions ne font pas obstacle aux travaux de réfection et d'amélioration ou à l'extension limitée des bâtiments commerciaux existant le 15 décembre 2000.

4 – Pour les établissements de spectacles cinématographiques soumis à l'autorisation prévue aux articles L. 212-7 et L. 212-8 du code du cinéma et de l'image animée :

- une place de stationnement maximum pour trois places de spectateur
- Non réglementé si l'établissement est installé sur le même site qu'un commerce soumis aux autorisations d'exploitation commerciale prévues à l'article L. 752-1 du code de commerce.

Ces dispositions ne font pas obstacle aux travaux de réfection et d'amélioration ou à l'extension limitée des bâtiments commerciaux existant le 15 décembre 2000.

5 – Pour les hôtels, hébergement collectif spécialisé et restaurants :

1 place de stationnement par chambre et 1 place de stationnement par 10 m² de salle de restaurant lorsque le projet intéresse plus de 10 chambres ou plus de 100 m² de salle de restaurant.

6 - Pour les logements collectifs :

1 place de stationnement + 1 place de stationnement par tranche de 50 m² de surface de plancher projeté (exemple pour un programme de 1000 m² de surface de plancher : 1+ (1000/50) soit 21 places obligatoires au minimum).

7 – Pour les autres logements et notamment les logements de fonction :

1 place de stationnement + 1 place de stationnement par tranche de 60 m² de surface de plancher. (exemple pour un projet de 100 m² de surface de plancher : 1+ (100/60) = 2,6 soit 2 places obligatoires au minimum).

La règle applicable aux constructions ou établissements non prévus ci-dessus, est celle des opérations auxquelles les établissements sont le plus directement assimilables.

Concernant la zone UYB, la superficie totale affectée aux stationnements ne doit pas être inférieure à :

- Une place pour 20m² de surface de plancher affectée aux moyennes et grandes surfaces et leurs annexes. Sont concernés l'ensemble des commerces dont la surface de plancher par activité est supérieure à 1500m².
- Une place pour 25m² de surface de plancher affectée aux petits commerces et activités de services.
- Une place pour 40m² de surface de plancher affectée aux bureaux, une place de 100m² de surface de plancher affectée à d'autres usages d'activité.
- Une place pour 100m² de surface de plancher affectée au logement sans être inférieure à une place.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas pour les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics.

Article UY 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Les espaces réservés au stationnement seront plantés à raison d'un arbre par tranche de 4 places de stationnement.

Dans le secteur UYB, le doublage végétal des clôtures et les écrans végétaux des aires de stockage seront constitués d'arbres ou de plantes à feuilles persistantes. Un arbre de haute tige devra être planté pour 10 emplacements.

Tout projet de construction nécessitera la plantation ou le maintien d'arbres ou arbustes sur la parcelle dont le nombre minimum obligatoire correspond au nombre de m² de la surface de l'assiette foncière du projet divisé par 100 et arrondi au chiffre inférieur (exemple : projet sur 450 m² de terrain = 450/100 = 4 arbres).

Article UY 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

La surface de plancher constructible dans la ZAC Bonne Source ne pourra être supérieure à :

- 50 000m² dans le secteur UYBa
- 73 000m² dans le secteur UYBb1
- 12 000m² dans le secteur UYBb2
- 40 000m² dans le secteur UYBb3
- 12 000m² dans le secteur UYBb4
- 18 000m² dans le secteur UYBb5

ARTICLE UY 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES.

1) Recours aux énergies renouvelables et aux éco-constructions

Le recours aux technologies et matériaux nécessaires à l'utilisation ou à la production d'énergies renouvelables et/ou à la conception de constructions de qualité environnementale (bâtiment basse consommation, bâtiment à énergie positive, construction écologique, construction bioclimatique, construction intégrant des procédés de récupération des eaux pluviales pour un ré-usage domestique, ...) est autorisé sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant et de ne pas porter atteinte au caractère patrimonial des lieux avoisinants.

Les dispositifs d'architecture bioclimatique tels que murs et toitures végétalisés sont autorisés sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère et notamment patrimonial, des lieux avoisinants.

2) Gestion des eaux pluviales

Pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, il sera nécessaire, pour tout projet générant une imperméabilisation sur plus de 300 m², de réaliser des installations de stockage.

Ces dernières auront pour effet de ne pas accroître le débit d'eau rejeté au réseau quand il existe ou d'aggraver le comportement hydraulique naturel sur l'assiette foncière

Les espaces de rétention à ciel ouvert (bassins de rétention) doivent faire l'objet d'un projet paysager. Le traitement par noues végétalisées est préconisé.

Les eaux pluviales dites « propres » (eaux de toiture notamment) seront, sauf en cas d'impossibilité technique, réutilisées ou infiltrées sur le terrain (arrosage, épandage, ...).

ARTICLE UY 16 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Toute opération d'aménagement devra prévoir la mise en place du réseau en fibre optique intégré ou la mise en place des supports réservés à cet effet (fourreaux et points de mutualisation) si la connexion au réseau existant n'est pas réalisable dans un délai connu.



ZONES D'URBANISATION FUTURE



Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

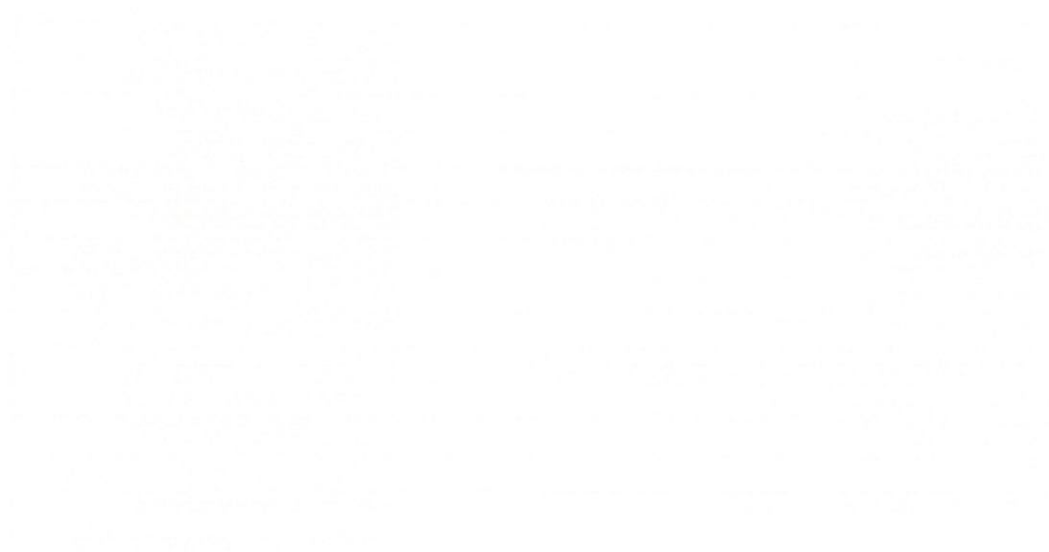
Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne

Règlement



Le plan de zonage est approuvé par le conseil municipal le 11/09/2021.

11/09/2021 - 18h00



92

Ville de NARBONNE

PLAN LOCAL D'URBANISME

REGLEMENT

ZONE 1AUh

Approbation PLU	DCM du 12 juillet 2006
	DCM du 25 octobre 2006
1 ^{ère} mise à jour	AM du 11 juillet 2007
2 ^{ème} mise à jour	AM du 26 mai 2008
1 ^{ère} modification	DCM du 18 décembre 2008
3 ^{ème} mise à jour	AM du 24 juin 2009
2 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
3 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
1 ^{ère} mise en compatibilité	AP du 15 septembre 2011
4 ^{ème} modification (annulée TA du 17 avril 2014)	DCM du 29 mars 2012
1 ^{ère} modification simplifiée	DCM du 3 octobre 2013
4 ^{ème} mise à jour	AM du 13 janvier 2014
4 ^{ème} modification	DCM du 24 septembre 2015
2 ^{ème} mise en compatibilité	AP du 18 janvier 2016
	DCM du 22 septembre 2016
5 ^{ème} modification	DCM du 19 janvier 2017
3 ^{ème} mise en compatibilité	DCM du 15 mars 2018

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne

Règlement



ZONE 1AUh

Caractère de la zone :

Cette zone est à vocation principale d'habitat dans des secteurs non ou insuffisamment desservis.

Elle comprend les secteurs suivants :

- 1AUh1 correspondant à l'extension urbaine à densité moyenne des quartiers de Crabit, de la Coupe et des Collines de Réveillon,
- 1AUh2 correspondant à l'extension urbaine du quartier de Crabit et des Amarats à densité faible,
- 1AUh3 correspondant à la partie basse des Collines de Réveillon composée de collectifs et le secteur de Sainte Louise,
- 1AUh4 correspondant à l'extension urbaine sur le haut des versants du secteur de Montplaisir et de la ZAC de Réveillon au Sud de Narbonne,
- 1AUhp correspondant à la seule extension urbaine de Narbonne Plage au lieu-dit Les Karantes dans la limite de 20 000 m² de surface de plancher.
- 1AUh5 correspondant à l'extension urbaine du secteur des Geyssières

Se reporter au cahier des charges de la ZAC Les Collines de Réveillon pour toute autorisation d'urbanisme demandée dans les secteurs 1AUh1, 1AUh3 et 1AUh4 situés dans le périmètre de cette ZAC.

Article 1AUh 1 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits :

Dans l'ensemble de la zone :

- Les constructions et les occupations du sol incompatibles avec le caractère résidentiel de la zone,
- Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- Les garages collectifs de caravanes, les campings-caravanings et le stationnement de caravanes isolées visés aux articles R.443-1 et suivants du Code de l'Urbanisme
- Les Parcs Résidentiels de Loisirs et implantations d'Habitations Légères de Loisirs visés aux articles R.444-1 et suivants du Code de l'Urbanisme
- Les constructions légères de loisirs,
- Les constructions industrielles,
- Les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (éoliennes).
- Les constructions et extensions de bâtiments à usage agricole
- L'ouverture et l'exploitation de carrière,
- Les dépôts de toute nature (ferrailles, matières fermentescibles, etc.).
- Les constructions à usage d'activités.
- toutes excavations et exhaussements à moins de 5 m de la limite du domaine public des routes départementales.

Dans les secteurs 1AUh1, 1AUh2 et 1AUh3 uniquement : les constructions commerciales dont la surface de vente excède 300m² par cellule commerciale.

Dans le secteur 1AUh4 : les constructions commerciales.

Article 1AUh 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Sont admises sous conditions :

Sous réserve de la réalisation des équipements correspondants dans le cadre de procédures d'ensemble (lotissement, ZAC,...), les installations et constructions non mentionnées à l'article 1AUh 1 notamment les constructions à usage d'habitation, de bureaux, de service, d'équipement collectif,

l'agrandissement des constructions à usage d'habitation existantes même en l'absence de raccordement aux réseaux d'assainissement, etc.

L'extension des constructions à usage d'habitation et des activités existantes dans la mesure où elles ne font pas obstacle à l'aménagement futur de la zone.

Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises au régime déclaratif utiles à la vie urbaine dont les nuisances peuvent être prévenues par des prescriptions techniques prises en application de la loi du 19 juillet 1976.

En secteur 1AUhp uniquement :

Les équipements médicaux et paramédicaux et tout équipement lié à l'activité médicale ou paramédicale et sportive (hébergement, commerce, hôtellerie, thalassothérapie, stationnement, vestiaires, aires de jeux...).

Article 1AUh 3 - ACCES ET VOIRIE

Les caractéristiques minimales requises pour les accès et voies doivent respecter les règles normales de sécurité de la défense contre l'incendie et de la protection civile. Elles sont précisées dans l'article 10 (Prévention des incendies, des feux de forêts et débroussaillage) des dispositions générales du présent règlement.

Les accès et voies nouvellement créés devront avoir les caractéristiques édictées dans le cahier des prescriptions techniques de la Ville de NARBONNE joint en annexe.

L'accès à la voirie doit être direct ou aménagé sur fond voisin, ou éventuellement obtenu par application de l'article 682 du Code Civil.

La destination et l'importance des constructions ou installations doivent être compatibles avec la capacité de la voirie publique qui les dessert.

La largeur des voies ou des impasses publiques ou privées ainsi que des servitudes de passage ne sera pas inférieure à 5 m.

Cette largeur peut être ramenée à 3 m de large si la voie ne dessert qu'un seul logement.

Les voies doivent être aménagées, si elles se terminent en impasse, de telle sorte que les véhicules, notamment de sécurité et de ramassage des ordures ménagères, puissent faire demi-tour.

Les accès donnant sur les voies à grande circulation, avenues et boulevards devront être regroupés au maximum. Tout accès direct sur les routes à grande circulation départementale est interdit.

Les accès donnant sur les voies départementales devront être regroupés au maximum voire évités, et les accès par les voies communales, privilégiés.

L'ouverture des portes et portails devra impérativement s'effectuer à l'intérieur de la parcelle et sera proscrite sur la chaussée d'une voie de circulation.

Article 1AUh 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1 - Eau Potable : Toute construction ou installation nouvelle doit être desservie par une conduite publique de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes.

Dans le secteur 1AUh4, les constructions situées au-dessus de la côte NGF 74 mètres devront être équipées au besoin d'un sur-presseur.

2 - Eaux Usées :

Toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement.

Toutefois, dans les seuls secteurs 1AUh2 et 1AUh5 non raccordables au réseau, l'assainissement autonome sera autorisé sous réserve du respect de la réglementation en vigueur.

3 - Eaux Pluviales :

Pour compenser l'imperméabilisation des sols, à l'exception des constructions édifiées sur des terrains inclus dans des programmes d'ensemble (ZAC, Lotissements, groupes d'habitation,...) pour lesquels des principes seront imposés, il sera nécessaire afin de maîtriser le débit et l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, de réaliser sur le terrain une rétention des eaux pour toute construction d'une surface de plancher supérieure à 200 m².

4 - Défense contre l'incendie :

La défense contre l'incendie devra être assurée par des bouches ou poteaux d'incendie dont les caractéristiques sont précisées dans l'article 10 des dispositions générales du présent règlement.

5 - Autres réseaux :

Les raccordements aux réseaux seront réalisés en souterrain (EDF, téléphone, ...). Les constructeurs devront intégrer dans leurs plans de composition les dispositions techniques et fonctionnelles relatives à la collecte des ordures ménagères en relation avec la commune (tri sélectif, collecte pneumatique, ...).

Article 1AUh 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé.

Article 1AUh 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions seront implantées à 5 mètres minimum de l'alignement des voies publiques ou privées. Toutefois, les constructions pourront être différemment implantées :

- a) le long des voies privées dans le cadre d'opérations d'ensemble (lotissements ou groupe d'habitations). Dans ce cas, l'implantation y sera libre.
- b) en bordure des zones de parking avec un minimum de 3 mètres, dans la mesure où ces zones seraient en retrait de l'alignement principal de la voirie.
- c) en bordure des passages piétons ou d'espaces verts. Dans ce cas, la distance sera égale à la moitié de la hauteur du bâtiment mesurée à l'égout le plus haut sans toutefois être inférieure à 3 mètres.

Lorsqu'elles bordent les RD 6009, 6113 et 168, les constructions seront implantées à 75 m de l'axe minimum.

Lorsqu'elles bordent les autoroutes, les constructions seront implantées à 100 m de l'axe minimum.

Lorsqu'elles bordent les routes départementales (autres que les RD 6009, 6113 et 168), les constructions seront implantées à 15 m minimum de l'axe de celles-ci.

Lorsque le projet de construction nouvelle jouxte des bâtiments existants, celui-ci peut s'aligner sur le bâtiment existant sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants et au fonctionnement de l'espace public.

Les pergolas et les tonnelles ne sont pas soumises aux règles de prospects sous réserve de s'intégrer dans le milieu environnant (harmonie des formes, des matériaux et des couleurs à rechercher) et de ne pas dépasser une hauteur hors tout de 3 mètres en tout point par rapport au sol naturel.

Les piscines et bassins de rétention enterrés dont la hauteur dépasse 0,6 m par rapport au terrain naturel devront respecter les règles de prospects. Si la hauteur n'excède pas 0,6 m, ceux-ci pourront être implantés avec un retrait minimum de 1 mètre de l'alignement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension des constructions existantes.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article 1AUh 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Dans l'ensemble de la zone, la distance comptée horizontalement du bâtiment au point le plus proche des limites séparatives de la parcelle, doit être au moins égale à 3 mètres et jamais inférieure à la moitié de la hauteur du bâtiment à l'égout du toit.

Toutefois, la construction d'un bâtiment joignant la limite séparative est admise :

- a) lorsqu'il existe un bâtiment en limite séparative sur le fond voisin et que la hauteur au faîtage (ou à l'arête pour les toits plats) de la construction projetée ne dépasse pas de plus de 4 mètres ce bâtiment voisin existant,
- b) à l'intérieur d'un plan de masse de lotissement, dans la mesure où cette disposition est indiquée sur le plan de masse,
- c) lorsque la partie du bâtiment dans la marge de reculement présente une hauteur maximale de 3,5 m et une longueur maximale de 10 m. Les bâtiments annexes (abris, garages...) peuvent être implantés sur chaque limite séparative sous réserve d'une hauteur maximale de 3,5 m au faîtage et que le cumul de la longueur des bâtiments mesuré sur cette limite n'excède pas 10 m au total. Dans tous les cas, la longueur maximale cumulée des constructions (bâtiment principal et annexes) édifiées sur chaque limite séparative ne pourra excéder 10 m.

Les pergolas et les tonnelles ne sont pas soumises aux règles de prospects sous réserve de s'intégrer dans le milieu environnant (harmonie des formes, des matériaux et des couleurs à rechercher) et de ne pas dépasser une hauteur hors tout de 3 mètres en tout point par rapport au sol naturel.

Les piscines et bassins de rétention enterrés dont la hauteur dépasse 0,6 m par rapport au terrain naturel devront respecter les règles de prospects. Si la hauteur n'excède pas 0,6 m, ceux-ci pourront être implantés avec un retrait minimum de 1,5 mètre de la limite séparative.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article 1AUh 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Les bâtiments à usage d'habitation doivent être implantés de telle manière que les façades de chacun d'eux soient séparées du bâtiment voisin par une distance au moins égale à la hauteur du plus élevé ($L = H$).

Si les façades qui se font vis-à-vis sont aveugles ou percées d'ouvertures n'éclairant pas de pièces principales, la distance visée ci-dessus peut être réduite de moitié ($L = H/2$). En aucun cas, la distance entre deux bâtiments situés sur un même fonds, ne peut être inférieure à 3 mètres.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article 1AUh 9 - EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

Dans l'ensemble de la zone (sauf 1AUh2 et 1AUh5), l'emprise au sol des constructions ne devra pas excéder 60% de la superficie du terrain.

Dans le secteur 1AUh2, l'emprise au sol n'excèdera pas 30% de la superficie du terrain.

Dans le secteur 1AUh5, l'emprise au sol n'excèdera pas 40% de la superficie du terrain.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article 1AUh 10 - HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur se mesure en tout point extrême du bâtiment par rapport au terrain naturel.

La hauteur maximale des constructions est fixée à 9 mètres à l'égout dans le cas des toitures à pans ou à l'acrotère dans le cas des toits-terrasses.

Dans le secteur 1AUh3, la hauteur maximale des constructions est de 14 mètres à la ligne de faite ou à l'acrotère dans le cas des toits-terrasses.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Dans le secteur 1AUhp :

La cote altimétrique des planchers ne saurait être inférieure à 2,60 mètres NGF.

Article 1AUh 11 - ASPECT EXTERIEUR

Par leur aspect extérieur, les constructions et autres modes d'occupation du sol ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, au site et au paysage urbain. Les annexes (garages, boxes, locaux techniques, remises, ...) doivent être construites avec des matériaux en harmonie avec le bâtiment principal. Toute construction susceptible, par son aspect, de porter atteinte à l'environnement naturel ou bâti pourra être interdite.

Les couvertures n'excéderont pas une pente de 30 %.

Les nouvelles lignes de distribution électrique, d'éclairage public et de télécommunications doivent être installées en souterrain, en torsade ou de telle manière que l'installation soit la plus discrète possible et ne nuise pas au caractère des lieux.

Clôtures :

Les clôtures devront être à l'alignement ou le long de la limite de recul imposée et le long des limites séparatives au-delà de la marge de recul éventuelle.

Construits à l'intersection de deux ou plusieurs voies, les murs de clôtures devront respecter un arrondi de 5 mètres de rayon.

Les clôtures doivent s'intégrer à l'architecture environnante (harmonie des formes, matériaux et couleurs à rechercher).

Les clôtures en panneaux ajourés ne peuvent comporter qu'un matériau unique.

Les clôtures en limites séparatives pourront être en mur plein et faire une hauteur maximale de 1m80 sous réserve des prescriptions d'un Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) ou d'un Plan de Prévention des Risques Littoraux (PPRL).

Les clôtures sur voies et emprises publiques doivent être constituées par des grilles, des haies vives ou des claires-voies établies ou non sur murs bahuts. La hauteur maximale de la clôture est de 1m80 et celle du mur bahut, de 1m20.

Dans le cadre d'une opération d'aménagement ou d'un programme de constructions, les clôtures en limite des voies privées ou publiques et des emprises publiques ou espaces communs, pourront être composées de haies vives doublées d'un mur grillagé en retrait de 0,8 m de l'alignement.

Non réglementé pour toute clôture liée à une construction ou un aménagement nécessaire au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Matériaux :

Aucun matériau prévu pour être recouvert ne sera employé à nu.

Panneaux photovoltaïques :

Les panneaux solaires peuvent être autorisés :

- dans les jardins et espaces libres de construction
- sur toiture sous réserve d'une insertion paysagère de qualité

Article 1AUh 12 - STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques et à l'intérieur de la propriété.

Lorsque le nombre de places ou la surface à réserver au stationnement n'est pas un entier, celui-ci sera systématiquement arrondi au nombre de place ou à la tranche inférieure.

Il est exigé au minimum :

a) pour les constructions à usage d'habitation collective : 1 place de stationnement + 1 place de stationnement par tranche de 50 m² de surface de plancher créée (exemple pour un programme de 1000 m² de surface de plancher : 1+ (1000/50) soit 21 places obligatoires au minimum).

Il sera en outre réservé pour toute opération une surface close commune de 0,8 m² par tranche de 50 m² de surface de plancher créée pour le stationnement des 2 roues ainsi qu'un local pour accueillir les conteneurs de tri sélectif et ordures ménagères conformément aux dispositions précisées en annexes.

b) pour les constructions à usage d'habitation individuelle :

2 places de stationnement. Sont prises en compte dans le calcul, les places de stationnement réalisées dans le cadre d'une opération d'aménagement.

c) pour les lotissements :

- 0,5 place de stationnement publique par lot + 2 places privées par lot.

d) pour les groupes d'habitations : 1 place de stationnement par tranche de 100 m² de surface de plancher réalisée dans l'emprise des voies + 1 place de stationnement par tranche de 100 m² de surface de plancher intégrée à la « propriété privée ».

e) pour les constructions à usage de bureaux, y compris les bâtiments publics, une surface affectée au stationnement au moins égale à 60 % de la surface de plancher de l'immeuble.

f) pour les établissements hospitaliers, les cliniques et maisons de retraite : une place de stationnement pour deux lits.

g) pour les établissements commerciaux :

Si la surface de vente est supérieure à 100 m², la surface affectée au stationnement sera au moins égale à 60 % de la surface de plancher de l'établissement.

h) pour les hôtels restaurants : une place de stationnement par chambre et une place par 10 m² de salle de restaurant.

La règle applicable aux constructions ou établissements non prévus ci-dessus, est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas pour les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics.

Article 1AUh 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Les plantations existantes doivent être maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes.

Dans les opérations réalisées sur un terrain d'une superficie supérieure à 1 ha, 10 % du terrain doivent être traités en espace libre commun à tous les lots, et plantés avec des essences méditerranéennes.

Tout projet de construction nécessitera la plantation ou le maintien d'arbres ou arbustes sur la parcelle dont le nombre minimum obligatoire correspond au nombre de m² de la surface de l'assiette foncière du projet divisé par 100 et arrondi au chiffre inférieur (exemple : projet sur 450 m² de terrain = 450/100 = 4 arbres).

Les espaces non bâtis ainsi que les aires de stationnement doivent être plantés à raison d'un arbre au moins par 50 m² de terrain.

Article 1AUh 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Dans le secteur 1AUhp, la surface de plancher maximale autorisée est de 20 000 m².

Pour information : dans le cadre d'une ZAC ou d'un lotissement, se reporter au tableau des surfaces des lots.

ARTICLE 1AUh 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES.

1) Recours aux énergies renouvelables et aux éco-constructions

Le recours aux technologies et matériaux nécessaires à l'utilisation ou à la production d'énergies renouvelables et/ou à la conception de constructions de qualité environnementale (bâtiment basse consommation, bâtiment à énergie positive, construction écologique, construction bioclimatique, construction intégrant des procédés de récupération des eaux pluviales pour un ré-usage domestique, ...) est autorisé sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant et de ne pas porter atteinte au caractère patrimonial des lieux avoisinants.

Les dispositifs d'architecture bioclimatique tels que murs et toitures végétalisés sont autorisés sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère et notamment patrimonial, des lieux avoisinants.

2) Gestion des eaux pluviales

Pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, il sera nécessaire, pour tout projet générant une imperméabilisation sur plus de 300 m², de réaliser des installations de stockage.

Ces dernières auront pour effet de ne pas accroître le débit d'eau rejeté au réseau quand il existe ou d'aggraver le comportement hydraulique naturel sur l'assiette foncière

Les espaces de rétention à ciel ouvert (bassins de rétention) doivent faire l'objet d'un projet paysager. Le traitement par noues végétalisées est préconisé.

Les eaux pluviales dites « propres » (eaux de toiture notamment) seront, sauf en cas d'impossibilité technique, réutilisées ou infiltrées sur le terrain (arrosage, épandage, ...).

ARTICLE 1AUh 16 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Toute opération d'aménagement devra prévoir la mise en place du réseau en fibre optique intégré ou la mise en place des supports réservés à cet effet (fourreaux et points de mutualisation) si la connexion au réseau existant n'est pas réalisable dans un délai connu.

Ville de NARBONNE

PLAN LOCAL D'URBANISME

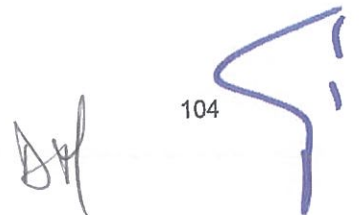
REGLEMENT

ZONE 1AUy

Approbation PLU	DCM du 12 juillet 2006
	DCM du 25 octobre 2006
1 ^{ère} mise à jour	AM du 11 juillet 2007
2 ^{ème} mise à jour	AM du 26 mai 2008
1 ^{ère} modification	DCM du 18 décembre 2008
3 ^{ème} mise à jour	AM du 24 juin 2009
2 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
3 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
1 ^{ère} mise en compatibilité	AP du 15 septembre 2011
4 ^{ème} modification (annulée TA du 17 avril 2014)	DCM du 29 mars 2012
1 ^{ère} modification simplifiée	DCM du 3 octobre 2013
4 ^{ème} mise à jour	AM du 13 janvier 2014
4 ^{ème} modification	DCM du 24 septembre 2015
2 ^{ème} mise en compatibilité	AP du 18 janvier 2016
5 ^{ème} modification	DCM du 22 septembre 2016
	DCM du 19 janvier 2017
3 ^{ème} mise en compatibilité	DCM du 15 mars 2018

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne

Règlement



ZONE 1AUy**Caractère de la zone :**

Il s'agit d'une zone à vocation : artisanat, commerce, dépôts entrepôts. Certains secteurs peuvent faire l'objet de prescriptions particulières dans le cadre des Plans de Prévention des Risques Inondation du Rec de Veyret et des Basses Plaines de l'Aude.

Il comprend deux secteurs :

- 1AUya destiné aux installations de l'aérodrome
- 1AUyl destiné aux loisirs

Article 1AUy 1 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Dans l'ensemble de la zone, y compris les secteurs 1AUya et 1AUyl :

- Les constructions à usage d'habitation non strictement liées à l'exercice d'une activité autorisée dans la zone ou nécessaire à l'exercice d'un service public,
- L'ouverture de carrière,
- Les bâtiments agricoles,
- Les stationnements de caravanes isolées,
- les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (éoliennes),
- Les campings-caravanings et parcs résidentiels de loisirs,
- Les abris légers ou les constructions légères de loisirs,
- toutes excavations et exhaussements à moins de 5 m de la limite du domaine public des routes départementales.

Dans le secteur 1AUya :

Toutes les constructions non mentionnées à l'article 1AUy2.

Dans le secteur 1AUyl :

Les constructions à usage d'activité, de commerce ou de services sans lien avec les activités de loisirs.

Article 1AUy 2 - OCCUPATION OU UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Sont admises sous réserve de prise en compte des dispositions des Plans de Prévention des Risques inondation (secteurs tramés sur le document graphique) et sous réserve de la réalisation des équipements correspondants les installations et constructions non mentionnées à l'article 1AUy 1 notamment :

- dans tous les secteurs de la zone 1AUy à l'exception du secteur 1AUya :
 - l'agrandissement, dans la limite de 50 % de la surface de plancher existante ou l'aménagement des constructions à usage d'habitation existantes avec un maximum de 250 m² de surface de plancher (anciennes et nouvelles constructions cumulées),
 - les installations classées soumises à autorisation au titre du code de l'environnement.
- dans le seul secteur 1AUya :
 - les constructions et installations liées aux activités aéronautiques et leurs annexes

Article 1AUy 3 - ACCES ET VOIRIE

Les caractéristiques minimales requises pour les accès et voies doivent respecter les règles normales de sécurité de la défense contre l'incendie et de la protection civile. Elles sont précisées dans l'article 10 (Prévention des incendies, des feux de forêts et débroussaillage) des dispositions générales du présent règlement.

Les accès et voies nouvellement créés devront avoir les caractéristiques édictées dans le cahier des prescriptions techniques de la Ville de NARBONNE joint en annexe.

L'accès à la voirie doit être direct ou aménagé sur fond voisin, ou éventuellement obtenu par application de l'article 682 du Code Civil.

La destination et l'importance des constructions ou installations doivent être compatibles avec la capacité de la voirie publique qui les dessert.

La largeur des voies ou des impasses publiques ou privées ainsi que des servitudes de passage ne sera pas inférieure à 5 m.

Cette largeur peut être ramenée à 3 m de large si la voie ne dessert qu'un seul logement.

Les voies doivent être aménagées, si elles se terminent en impasse, de telle sorte que les véhicules, notamment de sécurité et de ramassage des ordures ménagères et les poids-lourds, puissent faire demi-tour.

Les accès donnant sur les voies à grande circulation, avenues et boulevards devront être regroupés au maximum. Tout accès direct sur les routes à grande circulation départementale est interdit.

Les accès donnant sur les voies départementales devront être regroupés au maximum voire évités, et les accès par les voies communales, privilégiés.

L'ouverture des portes et portails devra impérativement s'effectuer à l'intérieur de la parcelle et sera proscrite sur la chaussée d'une voie de circulation.

Article 1AUy 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1 - Alimentation en eau potable :

Toute construction nouvelle doit être desservie par une conduite publique de distribution d'eau potable.

2 - Assainissement :

a) Eaux résiduaires industrielles : Les installations industrielles ne doivent rejeter au réseau public d'assainissement que des effluents pré-épurés, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Les eaux de refroidissement ainsi que les eaux résiduaires industrielles ne doivent rejeter au réseau public d'assainissement que des effluents pré-épurés, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Les eaux de refroidissement ainsi que les eaux résiduaires industrielles ne nécessitant pas de pré-traitement, pourront être rejetées dans le réseau public d'assainissement dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

b) Eaux usées domestiques : Pour les constructions, le raccordement au réseau public existant est obligatoire.

3 - Eaux pluviales :

Le raccordement au réseau public est obligatoire, lorsque celui-ci existe.

Pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, il sera nécessaire pour tout projet générant une imperméabilisation sur plus de 300m², de réaliser des installations de stockage. Ces dernières auront pour effet de ne pas accroître le débit d'eau rejeté au réseau.

Dans les secteurs 1AUya et 1AUyl, un assainissement particulier pourra être exécuté dans l'attente de la réalisation du réseau collectif, sous réserve du respect de la réglementation en vigueur.

4 - Défense contre l'incendie :

La défense contre l'incendie devra être assurée par des bouches ou poteaux d'incendie dont les caractéristiques sont précisées dans l'article 10 des dispositions générales du présent règlement.

5 – Autres réseaux :

Les raccordements aux réseaux seront réalisés en souterrain (EDF, téléphone,...). Les constructeurs devront intégrer dans leurs plans de composition les dispositions techniques et fonctionnelles relatives à la collecte des ordures ménagères en relation avec la commune.

Article 1AUy 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé.

Article 1AUy 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Toute construction nouvelle doit être implantée à une distance minimum des limites d'emprise des voies publiques ou privées communes, de 5 m.

Dans les parties non urbaines, les constructions devront être implantées à minimum :

- 100 m minimum de l'axe des autoroutes
- 35 m minimum de l'axe de la RD 6009 et de la RD 6113 pour les habitations et 25 m minimum pour les autres constructions
- 15 m minimum de l'axe des RD 68 et RD 607.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux extensions et surélévations des constructions existantes différemment implantées. L'extension projetée devra être dans l'alignement du bâti existant ou respecter le recul réglementaire.

Article 1AUy 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

La distance de tout point du bâtiment au point le plus proche de la limite séparative devra être supérieure ou égale à la moitié de sa hauteur mesurée à l'égout le plus élevé sans être inférieure à 5 m.

Toutefois, des constructions sur limite pourront être autorisées lorsque des mesures indispensables sont prises pour éviter la propagation des incendies (murs coupe-feu) et lorsque :

- la circulation est aisément assurée le long de la limite séparative opposée
- la construction s'adosse à une construction existante en bon état

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article 1AUy 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Les bâtiments doivent être implantés de telle manière que les façades soient séparées par une distance au moins égale à la hauteur la plus élevée avec un minimum de 8 mètres.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article 1AUy 9 - EMPRISE AU SOL

L'emprise au sol des constructions ne pourra excéder 50 % de la superficie du terrain.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article 1AUy 10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur se mesure à la ligne de faite en tout point du terrain naturel. Lorsque la voie est en pente, la hauteur est mesurée à la partie médiane de la construction.

La hauteur des constructions ne pourra excéder 15 mètres à la ligne de faite, à l'exception des éléments techniques ou de superstructure.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article 1AUy 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS

Les matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'enduit, tels que carreaux de plâtre, briques creuses, parpaings, ne peuvent être laissés apparents sur les parements extérieurs des constructions ni sur les clôtures.

Pour ces terrains situés en bordures des autoroutes, des routes nationales ou de la RD 607 ou perceptibles depuis ces axes, les façades latérales et postérieures des constructions seront traitées avec le même soin que les façades principales et en harmonie avec elles.

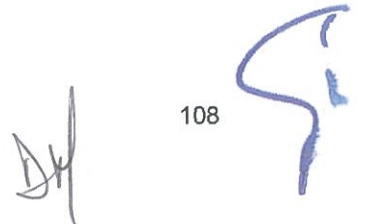
Les éventuels logements de fonction seront situés côtés opposés à ces voies.

Le volet paysager des permis de construire sera complété par une ou des vues d'insertion prises à partir de ces axes routiers permettant de juger de la parfaite intégration du bâtiment. Le traitement de l'aspect extérieur sera étudié de manière à adoucir l'impact visuel.

Le choix des matériaux, des couleurs et des formes sera prépondérant.

Les clôtures doivent être constituées par des grilles, des haies vives ou des claires-voies établies ou non sur murs bahuts. Les clôtures en panneaux ajourés ne peuvent comporter qu'un matériau unique et doivent s'intégrer à l'architecture environnante. Les murs pleins sont interdits. La hauteur maximale des murs bahuts ne devra pas excéder 1m. Des prescriptions particulières peuvent être édictées sur les parcelles situées près des carrefours ou dans la partie intérieure des virages afin d'assurer la visibilité et la sécurité de la circulation des véhicules et des piétons.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.



Article 1AUy 12 - STATIONNEMENT

Afin d'assurer, en dehors des voies publiques, le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations, il est exigé au minimum :

1 - Pour les constructions à usage d'habitation individuelle : une place de stationnement doit être aménagée sur la propriété.

2 - Pour les constructions à usage de bureau : une surface affectée au stationnement au moins égale à 60 % de la surface de plancher de l'immeuble.

3 - Pour les établissements artisanaux et industriels : une place de stationnement par 80 m² de la surface de plancher de la construction. Toutefois, le nombre d'emplacements pour le stationnement des véhicules peut être réduit sans être inférieur à une place par 200 m² de la surface de plancher si la densité d'occupation des locaux industriels à construire est inférieure à un emploi par 25 m².
A ces espaces à aménager pour le stationnement des véhicules de transport des personnes, s'ajoutent les espaces à réserver pour le stationnement des camions et divers véhicules utilitaires.

4 - Pour les établissements commerciaux :

a - Si la surface de vente est inférieure à 1000 m², la surface affectée au stationnement sera au moins égale à 60 % de la surface de plancher de l'établissement.

b - A partir de 1000 m² de surface de vente, la surface affectée au stationnement sera égale à la surface de plancher totale de l'établissement.

Les espaces paysagers en pleine terre, les surfaces réservées à l'auto-partage et les places de stationnement dédiées à l'alimentation des véhicules électriques ou hybrides rechargeables sont déduits de l'emprise au sol des surfaces affectées au stationnement. La surface des places de stationnement non imperméabilisées compte pour la moitié de leur surface

Ces dispositions ne font pas obstacle aux travaux de réfection et d'amélioration ou à l'extension limitée des bâtiments commerciaux existant le 15 décembre 2000.

5 - Pour les établissements de spectacles cinématographiques soumis à l'autorisation prévue aux articles L. 212-7 et L. 212-8 du code du cinéma et de l'image animée :

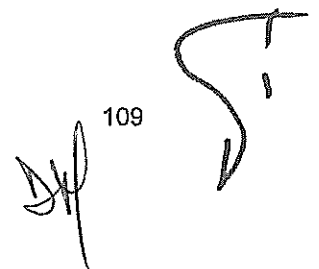
- une place de stationnement maximum pour trois places de spectateur
- Non réglementé si l'établissement est installé sur le même site qu'un commerce soumis aux autorisations d'exploitation commerciale prévues à l'article L. 752-1 du code de commerce,

Ces dispositions ne font pas obstacle aux travaux de réfection et d'amélioration ou à l'extension limitée des bâtiments commerciaux existant le 15 décembre 2000.

6 - Pour les hôtels et restaurants : une place de stationnement par chambre et une place de stationnement par 10 m² de salle de restaurant.

La règle applicable aux constructions ou établissements non prévus ci-dessus est celle des opérations auxquelles les établissements sont le plus directement assimilables.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas pour les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics.



Article 1AUy 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Non réglementé

Article 1AUy 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé

ARTICLE 1AUy 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES.

1) Recours aux énergies renouvelables et aux éco-constructions

Le recours aux technologies et matériaux nécessaires à l'utilisation ou à la production d'énergies renouvelables et/ou à la conception de constructions de qualité environnementale (bâtiment basse consommation, bâtiment à énergie positive, construction écologique, construction bioclimatique, construction intégrant des procédés de récupération des eaux pluviales pour un ré-usage domestique, ...) est autorisé sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant et de ne pas porter atteinte au caractère patrimonial des lieux avoisinants.

Les dispositifs d'architecture bioclimatique tels que murs et toitures végétalisés sont autorisés sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère et notamment patrimonial, des lieux avoisinants.

2) Gestion des eaux pluviales

Pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, il sera nécessaire, pour tout projet générant une imperméabilisation sur plus de 300 m², de réaliser des installations de stockage.

Ces dernières auront pour effet de ne pas accroître le débit d'eau rejeté au réseau quand il existe ou d'aggraver le comportement hydraulique naturel sur l'assiette foncière

Les espaces de rétention à ciel ouvert (bassins de rétention) doivent faire l'objet d'un projet paysager. Le traitement par noues végétalisées est préconisé.

Les eaux pluviales dites « propres » (eaux de toiture notamment) seront, sauf en cas d'impossibilité technique, réutilisées ou infiltrées sur le terrain (arrosage, épandage, ...).

ARTICLE 1AUy 16 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Toute opération d'aménagement devra prévoir la mise en place du réseau en fibre optique intégré ou la mise en place des supports réservés à cet effet (fourreaux et points de mutualisation) si la connexion au réseau existant n'est pas réalisable dans un délai connu.

Ville de NARBONNE

PLAN LOCAL D'URBANISME

REGLEMENT

ZONE 1AUz

Approbation PLU	DCM du 12 juillet 2006
	DCM du 25 octobre 2006
1 ^{ère} mise à jour	AM du 11 juillet 2007
2 ^{ème} mise à jour	AM du 26 mai 2008
1 ^{ère} modification	DCM du 18 décembre 2008
3 ^{ème} mise à jour	AM du 24 juin 2009
2 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
3 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
1 ^{ère} mise en compatibilité	AP du 15 septembre 2011
4 ^{ème} modification (annulée TA du 17 avril 2014)	DCM du 29 mars 2012
1 ^{ère} modification simplifiée	DCM du 3 octobre 2013
4 ^{ème} mise à jour	AM du 13 janvier 2014
4 ^{ème} modification	DCM du 24 septembre 2015
2 ^{ème} mise en compatibilité	AP du 18 janvier 2016
	DCM du 22 septembre 2016
5 ^{ème} modification	DCM du 19 janvier 2017
3 ^{ème} mise en compatibilité	DCM du 15 mars 2018

ZONE 1AUz**Caractère de la zone :**

Il s'agit d'une zone industrielle en partie couverte par le plan de prévention des risques technologiques d'Areva NC approuvé le 23 janvier 2013 et par le plan de prévention des risques d'inondation des Basses Plaines de l'Aude approuvé le 08 septembre 2008.

Article 1AUZ 1 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits :

- tout ce qui n'est pas mentionné dans l'article 1AUz 2.
- toutes excavations et exhaussements à moins de 5 m de la limite du domaine public des routes départementales.

Article 1AUz 2 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Les aménagements, les constructions, les extensions ou rénovations des constructions sous réserve :

- des prescriptions du plan de prévention des risques technologiques d'Areva NC approuvé le 23 janvier 2013 et du plan de prévention des risques d'inondation des Basses Plaines de l'Aude approuvé le 08 septembre 2008.
- de faire l'objet d'une intégration paysagère dans le site par le choix des matériaux, des couleurs et du traitement végétal.

Article 1AUz 3 - ACCES ET VOIRIE

Les caractéristiques minimales requises pour les accès et voies doivent respecter les règles normales de sécurité de la défense contre l'incendie et de la protection civile. Elles sont précisées dans l'article 10 (Prévention des incendies, des feux de forêts et débroussaillage) des dispositions générales du présent règlement.

Les accès et voies nouvellement créés devront avoir les caractéristiques édictées dans le cahier des prescriptions techniques de la Ville de NARBONNE joint en annexe.

L'accès à la voirie doit être direct ou aménagé sur fond voisin, ou éventuellement obtenu par application de l'article 682 du Code Civil.

La destination et l'importance des constructions ou installations doivent être compatibles avec la capacité de la voirie publique qui les dessert.

La largeur des voies ou des impasses publiques ou privées ainsi que des servitudes de passage ne sera pas inférieure à 5 m.

Cette largeur peut être ramenée à 3 m de large si la voie ne dessert qu'un seul logement.

Les voies doivent être aménagées, si elles se terminent en impasse, de telle sorte que les véhicules, notamment de sécurité et de ramassage des ordures ménagères et les poids-lourds, puissent faire demi-tour.

Les accès donnant sur les voies à grande circulation, avenues et boulevards devront être regroupés au maximum. Tout accès direct sur les routes à grande circulation départementale est interdit.

Les accès donnant sur les voies départementales devront être regroupés au maximum voire évités, et les accès par les voies communales, privilégiés.

L'ouverture des portes et portails devra impérativement s'effectuer à l'intérieur de la parcelle et sera proscrite sur la chaussée d'une voie de circulation.

Article 1AUz 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1 - Alimentation en eau potable :

Toute construction nouvelle doit être desservie par une conduite publique de distribution d'eau potable.

2 - Assainissement :

Eaux résiduaires industrielles : Les installations industrielles ne doivent rejeter au réseau public d'assainissement que des effluents pré-épurés, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Les eaux de refroidissement ainsi que les eaux résiduaires industrielles ne doivent rejeter au réseau public d'assainissement que des effluents pré-épurés, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Les eaux de refroidissement ainsi que les eaux résiduaires industrielles ne nécessitant pas de pré-traitement, pourront être rejetées dans le réseau public d'assainissement dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

Eaux usées domestiques : Pour les constructions, le raccordement au réseau public existant est obligatoire.

3 - Eaux pluviales :

Le raccordement au réseau public est obligatoire, lorsque celui-ci existe.

4 - Défense contre l'incendie :

La défense contre l'incendie devra être assurée par des bouches ou poteaux d'incendie dont les caractéristiques sont précisées dans l'article 10 des dispositions générales du présent règlement.

Article 1AUz 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé

Article 1AUz 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Toute construction nouvelle doit être implantée à une distance des limites d'emprise des voies publiques ou privées communes, au moins égale à la moitié de sa hauteur à l'égout des toits, sans toutefois être inférieure à 5 m.

En bordure de la route départementale n° 169, toute construction respectera un recul minimum de 15 mètres par rapport à l'axe et 10 mètres par rapport à l'alignement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article 1AUz 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

La distance de tout point du bâtiment au point le plus proche de la limite séparative devra être supérieure ou égale à la moitié de sa hauteur à l'égout le plus élevé sans être inférieure à 5 mètres.

Toutefois, des constructions sur limite pourront être autorisées lorsque des mesures indispensables sont prises pour éviter la propagation des incendies (murs coupe-feu) et lorsque la circulation est

aisément assurée le long de la limite séparative opposée. Des marges plus importantes peuvent être imposées lorsque des conditions de sécurité doivent être strictement respectées.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article 1AUz 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

Article 1AUz 9 - EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

Article 1AUz 10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions ne peut excéder 30 mètres à la ligne de faite, à l'exception des éléments de superstructures (cheminées, silos).

La hauteur n'est pas réglementée pour les constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article 1AUz 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS

Les matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'enduit, tels que carreaux de plâtre, briques creuses, parpaings, ne peuvent être laissés apparents sur les parements extérieurs des constructions ni sur les clôtures.

Les façades latérales et postérieures des constructions doivent être traitées avec le même soin que les façades principales et en harmonie avec elles.

Les couvertures en tôle ondulée, en papier goudronné sont interdites.

Pour des raisons de sécurité, des clôtures autres que celles définies au titre 1 du présent règlement (murs pleins) pourront être autorisées.

Article 1AUz 12 - STATIONNEMENT DES VEHICULES

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

Article 1AUz 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Les zones de reculement en bordure des voies publiques ou privées sont obligatoirement mises en gazon ou plantées d'arbres de haute tige, de préférence groupées.

Article 1AUz 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

ARTICLE 1AUz 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES.

1) Recours aux énergies renouvelables et aux éco-constructions

Le recours aux technologies et matériaux nécessaires à l'utilisation ou à la production d'énergies renouvelables et/ou à la conception de constructions de qualité environnementale (bâtiment basse consommation, bâtiment à énergie positive, construction écologique, construction bioclimatique, construction intégrant des procédés de récupération des eaux pluviales pour un ré-usage domestique, ...) est autorisé sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant et de ne pas porter atteinte au caractère patrimonial des lieux avoisinants.

Les dispositifs d'architecture bioclimatique tels que murs et toitures végétalisés sont autorisés sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère et notamment patrimonial, des lieux avoisinants.

2) Gestion des eaux pluviales

Pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, il sera nécessaire, pour tout projet générant une imperméabilisation sur plus de 300 m², de réaliser des installations de stockage.

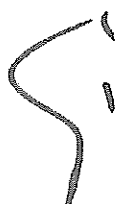
Ces dernières auront pour effet de ne pas accroître le débit d'eau rejeté au réseau quand il existe ou d'aggraver le comportement hydraulique naturel sur l'assiette foncière

Les espaces de rétention à ciel ouvert (bassins de rétention) doivent faire l'objet d'un projet paysager. Le traitement par noues végétalisées est préconisé.

Les eaux pluviales dites « propres » (eaux de toiture notamment) seront, sauf en cas d'impossibilité technique, réutilisées ou infiltrées sur le terrain (arrosage, épandage, ...).

ARTICLE 1AUZ 16 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Toute opération d'aménagement devra prévoir la mise en place du réseau en fibre optique intégré ou la mise en place des supports réservés à cet effet (fourreaux et points de mutualisation) si la connexion au réseau existant n'est pas réalisable dans un délai connu.



Ville de NARBONNE

PLAN LOCAL D'URBANISME

REGLEMENT

ZONE 2AU

Approbation PLU	DCM du 12 juillet 2006
	DCM du 25 octobre 2006
1 ^{ère} mise à jour	AM du 11 juillet 2007
2 ^{ème} mise à jour	AM du 26 mai 2008
1 ^{ère} modification	DCM du 18 décembre 2008
3 ^{ème} mise à jour	AM du 24 juin 2009
2 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
3 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
1 ^{ère} mise en compatibilité	AP du 15 septembre 2011
4 ^{ème} modification (annulée TA du 17 avril 2014)	DCM du 29 mars 2012
1 ^{ère} modification simplifiée	DCM du 3 octobre 2013
4 ^{ème} mise à jour	AM du 13 janvier 2014
4 ^{ème} modification	DCM du 24 septembre 2015
2 ^{ème} mise en compatibilité	AP du 18 janvier 2016
5 ^{ème} modification	DCM du 22 septembre 2016
	DCM du 19 janvier 2017
3 ^{ème} mise en compatibilité	DCM du 15 mars 2018

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

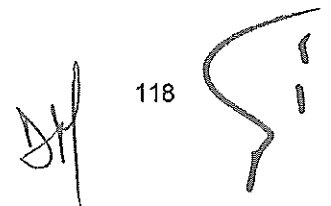
SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne

Règlement

118

Handwritten signature and a stylized mark resembling a large 'S' or a signature flourish.

ZONE 2AU

Caractère de la zone :

C'est une zone d'urbanisation future dont la vocation et le schéma d'aménagement ne sont pas définis. Cette zone pourra être ouverte par voie de révision du Plan Local d'Urbanisme. Certains secteurs peuvent faire l'objet de prescriptions particulières dans le cadre des Plans de Prévention des Risques Inondation du Rec de Veyret et des Basses Plaines de l'Aude.

L'ouverture à l'urbanisation ne pourra se faire que sous les conditions suivantes :

- Préservation de la capacité du champ d'expansion des crues,
- Vérification que l'urbanisation de la zone ne concourt pas à augmenter la hauteur d'eau sur les zones construites avoisinantes,
- Conception des bâtiments leur permettant de limiter leur vulnérabilité à l'inondation,
- Mise hors d'eau des accès de la zone (routiers et piétons).

En ce qui concerne la zone 2AU à l'aval du barrage de Cap de Pla, il conviendra de plus qu'une étude des dangers soit effectuée et qu'elle conclut à la possibilité d'ouvrir la zone à l'urbanisation.

Article 2AU 1 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Toute construction nouvelle est interdite, quel qu'en soit l'usage, à l'exception des aménagements nécessaires à l'allongement du raccordement ferroviaire de Narbonne.

Toutes excavations et exhaussements à moins de 5 m de la limite du domaine public des routes départementales sont interdits.

Article 2AU 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

L'extension des constructions et activités existantes à condition qu'elle ne soit pas supérieure à 50% de la surface de plancher existante sans dépasser 250m² de surface de plancher après réalisation (ancienne + nouvelle).

Article 2AU 3 - ACCES ET VOIRIE

Non réglementé

Article 2AU 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

Non réglementé

Article 2AU 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé

Article 2AU 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Non règlementé.

Article 2AU 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Dans l'ensemble de la zone, la distance comptée horizontalement du bâtiment au point le plus proche des limites séparatives de la parcelle, doit être au moins égale à 3 mètres et jamais inférieure à la moitié de la hauteur du bâtiment à l'égout du toit.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif et notamment l'allongement ferroviaire de Narbonne.

Article 2AU 8 -IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé

Article 2AU 9 - EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

Non réglementé

Article 2AU 10 - HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Non réglementé

Article 2AU 11 - ASPECT EXTERIEUR

Non réglementé

Article 2AU 12 – STATIONNEMENT

Non réglementé

Article 2AU 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Non réglementé

Article 2AU 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

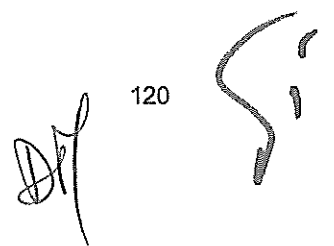
Non réglementé.

ARTICLE 2AU 15 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES.

Non réglementé

ARTICLE 2AU 16 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementé



Ville de NARBONNE

PLAN LOCAL D'URBANISME

REGLEMENT

ZONE 2AUh

Approbation PLU	DCM du 12 juillet 2006
	DCM du 25 octobre 2006
1 ^{ère} mise à jour	AM du 11 juillet 2007
2 ^{ème} mise à jour	AM du 26 mai 2008
1 ^{ère} modification	DCM du 18 décembre 2008
3 ^{ème} mise à jour	AM du 24 juin 2009
2 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
3 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
1 ^{ère} mise en compatibilité	AP du 15 septembre 2011
4 ^{ème} modification (annulée TA du 17 avril 2014)	DCM du 29 mars 2012
1 ^{ère} modification simplifiée	DCM du 3 octobre 2013
4 ^{ème} mise à jour	AM du 13 janvier 2014
4 ^{ème} modification	DCM du 24 septembre 2015
2 ^{ème} mise en compatibilité	AP du 18 janvier 2016
5 ^{ème} modification	DCM du 22 septembre 2016
	DCM du 19 janvier 2017
3 ^{ème} mise en compatibilité	DCM du 15 mars 2018

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne

Règlement



ZONE 2AUh

Caractère de la zone :

C'est une zone d'urbanisation future à vocation d'habitat non ouverte au développement. Cette zone pourra être ouverte par voie de modification. Certains secteurs peuvent faire l'objet de prescriptions particulières dans le cadre des Plans de Prévention des Risques Inondation du Rec de Veyret et des Basses Plaines de l'Aude.

Article 2AUh 1 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits :

- toute construction nouvelle quel qu'en soit l'usage,
- toutes excavations et exhaussements à moins de 5 m de la limite du domaine public des routes départementales.

Article 2AUh 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

L'extension des constructions et activités existantes à condition qu'elle ne soit pas supérieure à 50% de la surface de plancher existante sans dépasser 250 m² de surface de plancher après réalisation (ancienne + nouvelle).

Article 2AUh 3 - ACCES ET VOIRIE

Non réglementé

Article 2AUh 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

Non réglementé

Article 2AUh 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé

Article 2AUh 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Non règlementé.

Article 2AUh 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Dans l'ensemble de la zone, la distance comptée horizontalement du bâtiment au point le plus proche des limites séparatives de la parcelle, doit être au moins égale à 3 mètres et jamais inférieure à la moitié de la hauteur du bâtiment à l'égout du toit.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article 2AUh 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé

Article 2AUh 9 - EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

Non réglementé

Article 2AUh 10 - HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Non réglementé

Article 2AUh 11 - ASPECT EXTERIEUR

Non réglementé

Article 2AUh 12 – STATIONNEMENT

Non réglementé

Article 2AUh 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Non réglementé

Article 2AUh 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

ARTICLE 2AUh 15 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES.

Non réglementé

ARTICLE 2AUh 16 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementé



Ville de NARBONNE

PLAN LOCAL D'URBANISME

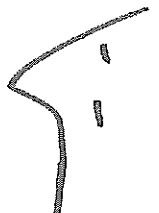
REGLEMENT

ZONE 2AUy

Approbation PLU	DCM du 12 juillet 2006
	DCM du 25 octobre 2006
1 ^{ère} mise à jour	AM du 11 juillet 2007
2 ^{ème} mise à jour	AM du 26 mai 2008
1 ^{ère} modification	DCM du 18 décembre 2008
3 ^{ème} mise à jour	AM du 24 juin 2009
2 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
3 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
1 ^{ère} mise en compatibilité	AP du 15 septembre 2011
4 ^{ème} modification (annulée TA du 17 avril 2014)	DCM du 29 mars 2012
1 ^{ère} modification simplifiée	DCM du 3 octobre 2013
4 ^{ème} mise à jour	AM du 13 janvier 2014
4 ^{ème} modification	DCM du 24 septembre 2015
2 ^{ème} mise en compatibilité	AP du 18 janvier 2016
5 ^{ème} modification	DCM du 22 septembre 2016
	DCM du 19 janvier 2017
3 ^{ème} mise en compatibilité	DCM du 15 mars 2018

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne

Règlement



ZONE 2AUy

Caractère de la zone :

C'est une zone d'urbanisation future à vocation économique non ouverte au développement. Cette zone pourra être ouverte par voie de modification. Certains secteurs peuvent faire l'objet de prescriptions particulières dans le cadre des Plans de Prévention des Risques Inondation du Rec de Veyret et des Basses Plaines de l'Aude.

Article 2AUy 1 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Toute construction nouvelle quel qu'en soit l'usage.

Article 2AUy 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

L'extension des constructions et activités existantes à condition qu'elle ne soit pas supérieure à 50% de la surface de plancher existante sans dépasser 250m² de surface de plancher après réalisation (ancienne + nouvelle).

Article 2AUy 3 - ACCES ET VOIRIE

Non réglementé.

Article 2AUy 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

Non réglementé.

Article 2AUy 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé.

Article 2AUy 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Non réglementé.

Article 2AUy 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Dans l'ensemble de la zone, la distance comptée horizontalement du bâtiment au point le plus proche des limites séparatives de la parcelle, doit être au moins égale à 3 mètres et jamais inférieure à la moitié de la hauteur du bâtiment à l'égout du toit.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article 2AUy 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé

Article 2AUy 9 - EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

Non réglementé

Article 2AUy 10 - HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Non réglementé

Article 2AUy 11 - ASPECT EXTERIEUR

Non réglementé

Article 2AUy 12 - STATIONNEMENT

Non réglementé

Article 2AUy 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Non réglementé

Article 2AUy 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

ARTICLE 2AUh 15 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES.

Non réglementé

ARTICLE 2AUh 16 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementé

ZONES AGRICOLE



ARTICLE 10

ARTICLE 11

ARTICLE 12

ARTICLE 13

ARTICLE 14

ARTICLE 15

ARTICLE 16

ARTICLE 17

ARTICLE 18

ARTICLE 19

ARTICLE 20

ARTICLE 21

ARTICLE 22

ARTICLE 23

ARTICLE 24

ARTICLE 25

ARTICLE 26

ARTICLE 27

ARTICLE 28

ARTICLE 29

ARTICLE 30

ARTICLE 31

ARTICLE 32

ARTICLE 33

ARTICLE 34

ARTICLE 35

ARTICLE 36

ARTICLE 37

ARTICLE 38

ARTICLE 39

ARTICLE 40

ARTICLE 41

ARTICLE 42

ARTICLE 43

ARTICLE 44

ARTICLE 45

ARTICLE 46

ARTICLE 47

ARTICLE 48

ARTICLE 49

ARTICLE 50

ARTICLE 51

ARTICLE 52

ARTICLE 53

ARTICLE 54

ARTICLE 55

ARTICLE 56

ARTICLE 57

ARTICLE 58

ARTICLE 59

ARTICLE 60

ARTICLE 61

ARTICLE 62

ARTICLE 63

ARTICLE 64

ARTICLE 65

ARTICLE 66

ARTICLE 67

ARTICLE 68

ARTICLE 69

ARTICLE 70

ARTICLE 71

ARTICLE 72

ARTICLE 73

ARTICLE 74

ARTICLE 75

ARTICLE 76

ARTICLE 77

ARTICLE 78

ARTICLE 79

ARTICLE 80

ARTICLE 81

ARTICLE 82

ARTICLE 83

ARTICLE 84

ARTICLE 85

ARTICLE 86

ARTICLE 87

ARTICLE 88

ARTICLE 89

ARTICLE 90

ARTICLE 91

ARTICLE 92

ARTICLE 93

ARTICLE 94

ARTICLE 95

ARTICLE 96

ARTICLE 97

ARTICLE 98

ARTICLE 99

ARTICLE 100

[Signature]

[Signature]

Ville de NARBONNE

PLAN LOCAL D'URBANISME

REGLEMENT

ZONE A

Approbation PLU	DCM du 12 juillet 2006
	DCM du 25 octobre 2006
1 ^{ère} mise à jour	AM du 11 juillet 2007
2 ^{ème} mise à jour	AM du 26 mai 2008
1 ^{ère} modification	DCM du 18 décembre 2008
3 ^{ème} mise à jour	AM du 24 juin 2009
2 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
3 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
1 ^{ère} mise en compatibilité	AP du 15 septembre 2011
4 ^{ème} modification (annulée TA du 17 avril 2014)	DCM du 29 mars 2012
1 ^{ère} modification simplifiée	DCM du 3 octobre 2013
4 ^{ème} mise à jour	AM du 13 janvier 2014
4 ^{ème} modification	DCM du 24 septembre 2015
2 ^{ème} mise en compatibilité	AP du 18 janvier 2016
5 ^{ème} modification	DCM du 22 septembre 2016
	DCM du 19 janvier 2017
3 ^{ème} mise en compatibilité	DCM du 15 mars 2018

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne

Règlement



ZONE A

Caractère de la zone : Il s'agit de la zone agricole de Narbonne qui comprend un secteur Ap, correspondant aux espaces proches du rivage au titre de la loi Littoral, un secteur Ac correspondant au site classé du Massif de Fontfroide ou du Massif de la Clape, un secteur Aer spécifique pour la production d'énergie renouvelable et un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL) en espace proche du rivage, nommé Ah, comprenant le hameau nouveau intégré à l'environnement du Capitoul.

Certains secteurs peuvent faire l'objet de prescriptions particulières dans le cadre des Plans de Prévention des Risques Inondation du Rec de Veyret et des Basses Plaines de l'Aude ainsi que du Plan de Prévention des Risques Technologiques de Comurhex et du projet de Plan de Prévention des Risques Littoraux.

Article A 1 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites les occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article A2 et notamment :

- Les parcs résidentiels de loisirs,
- Le stationnement de camping-cars et de caravanes isolés ou groupés,
- Les aires de grand passage,
- Les terrains de camping et de camping-caravaning,
- Les abris de jardin non mentionnés dans l'article A2,
- Les installations et travaux divers :
 - . dépôts de véhicules,
 - . parcs d'attraction - aires de jeux non mentionnés dans l'article A2,
 - . aires de stationnement non mentionnées dans l'article A2,
 - . affouillements et exhaussements du sol non mentionnés à l'article A2 et A4,
- les lotissements sont interdits en secteur Ah,
- toute nouvelles constructions et extensions à usage d'habitation non mentionnées dans l'article A2.

Article A 2 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

A titre d'information :

Pour les bâtiments agricoles identifiés qui se trouvent dans une zone à risque d'inondation ou technologique, se référer au règlement du plan de prévention des risques d'inondation ou des risques technologiques où des prescriptions sont énoncées pour ne pas aggraver la vulnérabilité.

Dans le secteur Ac (en site classé), une autorisation spéciale est nécessaire pour tous travaux en application des articles L.341-10 et R.341-10 du code de l'environnement.

Dans l'ensemble de la zone A, y compris les secteurs Ap, Ac et Aer, sauf le secteur Ah, sont admis :

- Les adaptations mineures et la réfection des constructions existantes.
- L'extension limitée à 30% de la surface de plancher existante du groupe d'habitations formant un ensemble bâti ou un domaine agricole sans dépasser un total de 250 m² de surface de plancher (surface existante et créée cumulée) :
 - * des constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole,
 - * des bâtiments d'habitation dès lors que cette extension ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.
 - * des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics dès lors qu'ils ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

*Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne**Règlement*

- le changement de destination dans l'emprise existante des bâtiments agricoles identifiés dans les documents graphiques du règlement parce qu'ils présentent un intérêt architectural ou patrimonial et dès lors que ce changement ne compromet pas l'activité agricole et la qualité paysagère du site et après l'avis conforme de la commission départementale de la consommation des espaces agricoles (CDCEA).

Pour les bâtiments agricoles identifiés qui se trouvent dans ou à proximité immédiate des massifs de Fontfroide ou La Clape, tout changement de destination qui aura pour conséquence l'augmentation de la vulnérabilité de personnes face aux incendies de forêts devra être accompagné de mise en place de mesures visant à limiter les conséquences possibles du feu.

- les ouvrages, constructions et aménagements nécessaires au bon fonctionnement du réseau routier et du réseau ferré national dès lors qu'ils ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

- les affouillements et les exhaussements du sol rendus nécessaires par tout projet d'infrastructure.

- Les aménagements nécessaires à l'exercice des activités agricoles, pastorales et forestières ne créant pas de surface de plancher qui ne compromettent pas la qualité paysagère du site.

Dans la zone A, à l'exception des secteurs Ap, Ac et Ah, sont admis :

- Les constructions ou installations liées aux activités agricoles ou forestières qui sont incompatibles avec le voisinage des zones habitées avec l'accord du préfet après avis de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites à condition qu'elles ne sont pas de nature à porter atteinte à l'environnement ou aux paysages.

- Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics dès lors :

* qu'elles ne constituent pas une extension de l'urbanisation non limitée et en discontinuité de l'agglomération existante,

* qu'ils ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et

* qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

- les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent à condition que leur usage soit uniquement lié aux besoins de la construction (éoliennes individuelles).

- les abris de jardin d'une superficie inférieure ou égale à 12 m² s'ils sont situés à moins de 50 m d'une construction à usage d'habitation ou dans un secteur dans lequel au moins 10 abris sont recensés dans un rayon de 100 mètres et s'ils ne portent pas atteinte à l'activité agricole et à la qualité paysagère du site.

Dans le secteur Aer, sont autorisés :

Toutes nouvelles installations, aménagements et constructions liés à l'activité de production d'énergie solaire.

Dans le secteur Ah, sont autorisés :

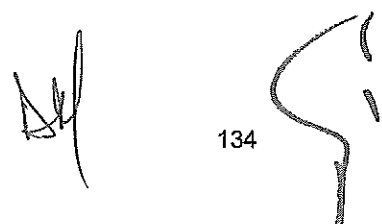
- le changement de destination des bâtiments existants identifiés,

- toutes extensions dans la limite de 30 % de la surface de plancher existante,

- la réalisation d'un seul hameau nouveau intégré à l'environnement conforme à la loi Littoral,

- toutes nouvelles constructions, aménagements et installations liés à la réalisation d'un complexe oenotouristique selon l'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) du STECAL et notamment, les hébergements les aires de stationnement et de jeux, les cheminements, les piscines, les installations liées à la station d'épuration et les exhaussements et affouillements nécessaires à l'aménagement du secteur.

La surface de plancher totale autorisée dans le secteur Ah est limitée à 10 000 m².



Article A 3 - ACCES ET VOIRIE

Les caractéristiques minimales requises pour les accès et voies doivent respecter les règles normales de sécurité de la défense contre l'incendie et de la protection civile. Elles sont précisées dans l'article 10 (Prévention des incendies, des feux de forêts et débroussaillage) des dispositions générales du présent règlement.

Les accès et voies nouvellement créés devront avoir les caractéristiques édictées dans le cahier des prescriptions techniques de la Ville de NARBONNE joint en annexe.

L'accès à la voirie doit être direct ou aménagé sur fond voisin, ou éventuellement obtenu par application de l'article 682 du Code Civil.

La destination et l'importance des constructions ou installations doivent être compatibles avec la capacité de la voirie publique qui les dessert.

La largeur des voies ou des impasses publiques ou privées ainsi que des servitudes de passage ne sera pas inférieure à 5 m (sauf dans le secteur Ah). Cette largeur peut être ramenée à 3 m de large si la voie ne dessert qu'un seul logement.

Dans le secteur Ah, la largeur des voies ou des impasses (sauf cheminement piétonnier) ne sera pas inférieure à 3 m.

Les voies doivent être aménagées, si elles se terminent en impasse, de telle sorte que les véhicules, notamment de sécurité et de ramassage des ordures ménagères et les poids-lourds, puissent faire demi-tour.

Les accès donnant sur les voies à grande circulation, avenues et boulevards devront être regroupés au maximum. Tout accès direct sur les routes à grande circulation départementale est interdit.

Les accès donnant sur les voies départementales devront être regroupés au maximum voire évités, et les accès par les voies communales, privilégiés.

L'ouverture des portes et portails devra impérativement s'effectuer à l'intérieur de la parcelle et sera proscrite sur la chaussée d'une voie de circulation.

Article A 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX**1 - Eau potable :**

Toute construction ou toute installation nouvelle doit être alimentée en eau potable par une conduite de distribution publique si elle dessert le terrain ou à défaut par captages, forages ou puits particuliers conformément à la réglementation en vigueur.

2 - Eaux usées :

Toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement s'il existe.

En l'absence de réseau d'assainissement, les eaux et matières usées doivent être dirigées sur les dispositifs de traitement, individuels ou groupés, répondant aux exigences des textes réglementaires.

En secteur Ah : La réalisation d'une micro station d'épuration est autorisée sous réserve de la mise en place d'un dispositif de phyto-épuration de type « Filtres plantés de roseaux », de bénéficier d'une insertion paysagère et d'avoir une capacité minimale de 350 équivalents-habitants.

3 - Eaux pluviales :

Si le réseau existe, les aménagements doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement normal des eaux pluviales.

En l'absence de réseau, les constructions ne peuvent être autorisées que si le constructeur réalise les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux, compte tenu des caractéristiques des exutoires.

4 – Lignes électriques et téléphoniques :

Il est fait obligation d'enfouissement des réseaux électriques ou téléphoniques ou, pour les lignes électriques d'une tension inférieure à 19 000 volts, d'utilisation de techniques de réseaux torsadés en façade d'habitation, lors de la création de lignes électriques nouvelles ou de réseaux téléphoniques nouveaux.

Une dérogation exceptionnelle à cette interdiction est possible lorsque des nécessités techniques impératives ou des contraintes topographiques rendent l'enfouissement impossible, ou bien lorsque les impacts de cet enfouissement sont jugés supérieurs à ceux d'une pose de ligne aérienne.

Pour information, en secteur Ac, cette dérogation exceptionnelle à cette interdiction est accordée par arrêté conjoint du ministre chargé de l'énergie ou des télécommunications et du ministre chargé de l'environnement.

5 - Défense contre l'incendie :

La défense contre l'incendie devra être assurée par des bouches ou poteaux d'incendie dont les caractéristiques sont précisées dans l'article 10 des dispositions générales du présent règlement.

Article A 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé.

Article A 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les bâtiments doivent être édifiés à une distance de :

- 100 m de l'axe des autoroutes,
- 75 m de l'axe des RD 6009, 6113 et 168,
- 15 m de l'axe des routes départementales (autres que la RD 6009, 6113 et 168),
- 5 m de l'alignement des autres voies existantes ou prévues ouvertes à la circulation générale ainsi que des voies de desserte qui pourraient être établies en bordure des autoroutes ou des routes rapides.

Les bâtiments doivent être édifiés à une distance de 35 mètres de l'axe du Canal de la Robine et du Rec de Veyret.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension des constructions existantes.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

En secteur Ah uniquement :

- Les nouveaux bâtiments (à l'exception des locaux techniques comme le transformateur EDF, ...) devront être à une distance minimale de 100 m depuis l'axe de la RD32.
- L'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises privées est libre à l'intérieur d'une opération d'ensemble.

Article A 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

La distance horizontale de tout point des bâtiments à édifier au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points, cette distance n'étant jamais inférieure à 5 m.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Dans le secteur Aer uniquement :

Les constructions et installations liées au projet de ferme solaire devront être implantées à 20 mètres minimum des limites séparatives des parcelles situées en zone agricole ou naturelle.

En secteur Ah : Non réglementée à l'intérieur d'une opération d'ensemble. Prendre en compte l'orientation d'aménagement et de programmation du hameau du Capitoul.

Article A 8 -IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé

Article A 9 - EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

Article A 10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur maximum des nouvelles constructions est fixée à 10 mètres au faîtage en zone A et à 6 mètres au faîtage dans les secteurs Ac et Ap.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

La hauteur des superstructures ponctuelles des installations agricoles n'est pas réglementée.

La cote altimétrique des planchers ne saurait être inférieure à 2,60 mètres NGF.

En secteur Ah uniquement :

- la hauteur maximale des nouvelles constructions est limitée à 7 m à l'égout.
- pour les extensions des constructions existantes, la hauteur absolue ne doit pas dépasser celle de la construction initiale.

Article A 11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS

Par leur aspect extérieur, les bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, au site, aux paysages naturels.

Les bâtiments fonctionnels et les logements, strictement liés à l'exploitation agricole, devront, dans la mesure du possible, s'organiser en un volume compact.

Les travaux de terrassement nécessaires à l'aménagement de terrains et à la construction des bâtiments, seront limités au strict nécessaire. Chaque fois que cela sera possible, le terrain sera laissé à l'état naturel.

Les caractéristiques architecturales originelles (volumes extérieurs, couvertures, façades, ouvertures et boiseries) des bâtiments d'intérêt architectural et patrimonial doivent être respectées.

Les matériaux devront être employés dans leur technologie. Les imitations de matériaux telles que faux pans de bois, fausses briques ainsi que l'emploi extérieur à nu des matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'un enduit, sont interdits.

Une harmonie de couleurs devra être recherchée dans les teintes traditionnelles utilisées dans la région.

En secteur Aer : les parcs solaires devront être traités par la plantation d'une zone boisée permanente de 15 m de large suffisamment dense pour obstruer en toute saison toute vue sur ledit parc solaire depuis les propriétés voisines situées en zone agricole ou naturelle. Cette zone boisée sera composée de végétaux qui feront au minimum 3 mètres de hauteur.

En secteur Ah :

- Le hameau nouveau devra être intégré à l'environnement, aux paysages environnants et présenter une architecture vernaculaire : les couleurs des façades doivent avoir des tons naturels (terres, bruns, ...), le blanc est interdit pour les menuiseries, les couvertures des nouvelles constructions (sauf éléments techniques comme poste électricité) doivent être en pente et en tuiles canal.
- Les piscines sont autorisées mais la couleur bleue pour les revêtements est interdite par souci d'intégration paysagère.

Article A 12 - STATIONNEMENT DES VEHICULES

Les dispositions nécessaires seront prises afin d'assurer, en dehors des voies publiques, le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions ou installations prévues.

Article A 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Les plantations existantes doivent être maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes d'essences méditerranéennes.

Des plantations d'arbres de haute tige ou la création d'un écran de verdure, pourront être demandées pour une meilleure insertion des bâtiments fonctionnels dans le paysage.

En secteur Ah : Les plantations existantes pourront être supprimées pour permettre la réalisation du complexe oenotouristique mais devront être compensées par des plantations qui devront assurer l'intégration des nouvelles constructions dans le site.

Article A 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

ARTICLE A 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES**1) Recours aux énergies renouvelables et aux éco-constructions**

Le recours aux technologies et matériaux nécessaires à l'utilisation ou à la production d'énergies renouvelables et/ou à la conception de constructions de qualité environnementale (bâtiment basse consommation, bâtiment à énergie positive, construction écologique, construction bioclimatique, construction intégrant des procédés de récupération des eaux pluviales pour un ré-usage domestique, ...) est autorisé sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant et de ne pas porter atteinte au caractère patrimonial des lieux avoisinants.

Les dispositifs d'architecture bioclimatique tels que murs et toitures végétalisés sont autorisés sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère et notamment patrimonial, des lieux avoisinants.

2) Gestion des eaux pluviales

Pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, il sera nécessaire, pour tout projet générant une imperméabilisation sur plus de 300 m², de réaliser des installations de stockage.

Ces dernières auront pour effet de ne pas accroître le débit d'eau rejeté au réseau quand il existe ou d'aggraver le comportement hydraulique naturel sur l'assiette foncière

Les espaces de rétention à ciel ouvert (bassins de rétention) doivent faire l'objet d'un projet paysager. Le traitement par noues végétalisées est préconisé.

Les eaux pluviales dites « propres » (eaux de toiture notamment) seront, sauf en cas d'impossibilité technique, réutilisées ou infiltrées sur le terrain (arrosage, épandage, ...).

En secteur Ah : L'arrosage avec l'eau d'adduction publique ou l'eau pompée dans les nappes phréatiques du secteur est interdit pour les jardins d'ornement.

Les piscines devront présenter des caractéristiques pour limiter la consommation d'eau.

ARTICLE A 16 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Toute opération d'aménagement devra prévoir la mise en place du réseau en fibre optique intégré ou la mise en place des supports réservés à cet effet (fourreaux et points de mutualisation) si la connexion au réseau existant n'est pas réalisable dans un délai connu.

ZONES NATURELLES

PLAN LOCAL D'URBANISME

RÈGLEMENT

ZONE NS

Article 1. Définition de la zone NS	La zone NS est destinée à recevoir des constructions nouvelles et des constructions existantes.
Article 2. Caractéristiques de la zone NS	La zone NS est soumise aux prescriptions du règlement.
Article 3. Conditions d'implantation des constructions	Les constructions doivent être implantées conformément aux prescriptions du règlement.
Article 4. Conditions de construction des constructions	Les constructions doivent être construites conformément aux prescriptions du règlement.
Article 5. Conditions d'entretien des constructions	Les constructions doivent être entretenues conformément aux prescriptions du règlement.
Article 6. Conditions de destruction des constructions	Les constructions doivent être détruites conformément aux prescriptions du règlement.
Article 7. Conditions de réhabilitation des constructions	Les constructions doivent être réhabilitées conformément aux prescriptions du règlement.
Article 8. Conditions de rénovation des constructions	Les constructions doivent être rénovées conformément aux prescriptions du règlement.
Article 9. Conditions de reconstruction des constructions	Les constructions doivent être reconstruites conformément aux prescriptions du règlement.
Article 10. Conditions de reconstruction des constructions	Les constructions doivent être reconstruites conformément aux prescriptions du règlement.

[Signature]

[Signature]

Ville de NARBONNE

PLAN LOCAL D'URBANISME

REGLEMENT

ZONE NS

Approbation PLU	DCM du 12 juillet 2006
	DCM du 25 octobre 2006
1 ^{ère} mise à jour	AM du 11 juillet 2007
2 ^{ème} mise à jour	AM du 26 mai 2008
1 ^{ère} modification	DCM du 18 décembre 2008
3 ^{ème} mise à jour	AM du 24 juin 2009
2 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
3 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
1 ^{ère} mise en compatibilité	AP du 15 septembre 2011
4 ^{ème} modification (annulée TA du 17 avril 2014)	DCM du 29 mars 2012
1 ^{ère} modification simplifiée	DCM du 3 octobre 2013
4 ^{ème} mise à jour	AM du 13 janvier 2014
4 ^{ème} modification	DCM du 24 septembre 2015
2 ^{ème} mise en compatibilité	AP du 18 janvier 2016
5 ^{ème} modification	DCM du 22 septembre 2016
	DCM du 19 janvier 2017
3 ^{ème} mise en compatibilité	DCM du 15 mars 2018

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne

Règlement

[Signature]

[Signature]

ZONE NS

Caractère de la zone : Il s'agit d'une zone de protection des sites naturels. Elle intéresse des sites classés et espaces remarquables au sens de la Loi Littoral.

Elle comprend un secteur NSc qui correspond aux sites classés de La Clape et de Fontfroide.

Certains secteurs peuvent faire l'objet de prescriptions particulières dans le cadre des Plans de Prévention des Risques Inondation du Rec de Veyret et des Basses Plaines de l'Aude.

Article NS 1 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits dans l'ensemble de la zone, les constructions et établissements de toute nature à l'exception de ceux permis par l'article NS 2, et notamment :

- Le stationnement de caravanes isolées ou groupés,
- Les terrains de camping et de camping-caravaning,
- Les parcs résidentiels de loisirs,
- Les abris de jardin,
- Les extensions et changements d'affectation relatifs aux abris de jardin.

Article NS 2 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Dans l'ensemble de la zone NS, à l'exception du secteur NSc :

Peuvent être implantés dans les espaces et milieux mentionnés à cet article, après enquête publique dans les cas prévus par le décret no 85-453 du 23 avril 1985, les aménagements légers suivants, à condition que leur localisation et leur aspect ne dénaturent pas le caractère des sites, ne compromettent pas leur qualité architecturale et paysagère et ne portent pas atteinte à la préservation des milieux :

a) Lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces espaces ou milieux, les cheminements piétonniers et cyclables et les sentes équestres ni cimentés, ni bitumés, les objets mobiliers destinés à l'accueil ou à l'information du public, les postes d'observation de la faune ainsi que les équipements démontables liés à l'hygiène et à la sécurité tels que les sanitaires et les postes de secours lorsque leur localisation dans ces espaces est rendue indispensable par l'importance de la fréquentation du public ;

b) Les aires de stationnement indispensables à la maîtrise de la fréquentation automobile et à la prévention de la dégradation de ces espaces par la résorption du stationnement irrégulier, sans qu'il en résulte un accroissement des capacités effectives de stationnement, à condition que ces aires ne soient ni cimentées ni bitumées et qu'aucune autre implantation ne soit possible ;

c) La réfection des bâtiments existants et l'extension limitée des bâtiments et installations nécessaires à l'exercice d'activités économiques ;

d) A l'exclusion de toute forme d'hébergement et à condition qu'ils soient en harmonie avec le site et les constructions existantes :

- les aménagements nécessaires à l'exercice des activités agricoles, pastorales et forestières ne créant pas plus de 50 mètres carrés de surface de plancher ;

- dans les zones de pêche, de cultures marines ou lacustres, de conchyliculture, de saliculture et d'élevage d'ovins de prés salés, les constructions et aménagements exigeant la proximité immédiate de l'eau liés aux activités traditionnellement implantées dans ces zones, à la condition que leur localisation soit rendue indispensable par des nécessités techniques ;

e) Les aménagements nécessaires à la gestion et à la remise en état d'éléments de patrimoine bâti reconnus par un classement au titre de la loi du 31 décembre 1913 ou localisés dans un site inscrit ou classé au titre des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement.

f) Le changement de destination dans l'emprise existante des bâtiments agricoles identifiés dans les documents graphiques du règlement parce qu'ils présentent un intérêt architectural ou patrimonial et dès lors que ce changement ne compromet pas l'activité agricole et la qualité paysagère du site et après l'avis conforme de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en zone naturelle (CDNPS).

A titre d'information : Pour les bâtiments agricoles identifiés qui se trouvent dans une zone à risque d'inondation ou technologique, se référer au règlement du plan de prévention des risques d'inondation ou des risques technologiques où des prescriptions sont énoncées pour ne pas aggraver la vulnérabilité.

g) L'extension des constructions existantes dans la limite de 30% de la surface de plancher existante du groupe d'habitations formant un ensemble bâti ou un domaine agricole et sans pouvoir excéder 250m² de surface de plancher (ancienne et nouvelle construction cumulées).

Les aménagements mentionnés aux a, b et d du présent article doivent être conçus de manière à permettre un retour du site à l'état naturel.

Dans le secteur NSc :

Les aménagements nécessaires à la gestion et à la remise en état d'éléments de patrimoine bâti.

Les constructions, installations ou aménagements susvisés après accord ministériel.

Article NS 3 - ACCES ET VOIRIE

Les caractéristiques minimales requises pour les accès et voies doivent respecter les règles normales de sécurité de la défense contre l'incendie et de la protection civile. Elles sont précisées dans l'article 10 (Prévention des incendies, des feux de forêts et débroussaillage) des dispositions générales du présent règlement.

Les accès et voies nouvellement créés devront avoir les caractéristiques édictées dans le cahier des prescriptions techniques de la Ville de NARBONNE joint en annexe.

L'accès à la voirie doit être direct ou aménagé sur fond voisin, ou éventuellement obtenu par application de l'article 682 du Code Civil.

La destination et l'importance des constructions ou installations doivent être compatibles avec la capacité de la voirie publique qui les dessert.

La largeur des voies ou des impasses publiques ou privées ainsi que des servitudes de passage ne sera pas inférieure à 5 m.

Cette largeur peut être ramenée à 3 m de large si la voie ne dessert qu'un seul logement.

Les voies doivent être aménagées, si elles se terminent en impasse, de telle sorte que les véhicules, notamment de sécurité et de ramassage des ordures ménagères et les poids-lourds, puissent faire demi-tour.

Les accès donnant sur les voies à grande circulation, avenues et boulevards devront être regroupés au maximum. Tout accès direct sur les routes à grande circulation départementale est interdit.

Les accès donnant sur les voies départementales devront être regroupés au maximum voire évités, et les accès par les voies communales, privilégiés.

L'ouverture des portes et portails devra impérativement s'effectuer à l'intérieur de la parcelle et sera proscrite sur la chaussée d'une voie de circulation.

Article NS 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1 - Eau potable :

Toute construction ou toute installation nouvelle doit être alimentée en eau potable par une conduite de distribution publique si elle dessert le terrain ou à défaut par captages, forages ou puits particuliers conformément à la réglementation en vigueur.

2 - Eaux usées :

Toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement s'il existe.

En l'absence de réseau d'assainissement, les eaux et matières usées doivent être dirigées sur les dispositifs de traitement, individuels ou groupés, répondant aux exigences des textes réglementaires.

3 - Eaux pluviales :

Si le réseau existe, les aménagements doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement normal des eaux pluviales.

En l'absence de réseau, les constructions ne peuvent être autorisées que si le constructeur réalise les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux, compte tenu des caractéristiques des exutoires.

4 - Défense contre l'incendie : La défense contre l'incendie devra être assurée par des bouches ou poteaux d'incendie dont les caractéristiques sont précisées dans l'article 10 des dispositions générales du présent règlement.

5 - Autres réseaux :

Les raccordements aux réseaux seront réalisés en souterrain (EDF, téléphone,...). Les constructeurs devront intégrer dans leurs plans de composition les dispositions techniques et fonctionnelles relatives à la collecte des ordures ménagères en relation avec la commune.

Article NS 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé

Article NS 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Sans objet.

Article NS 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Sans objet.

Article NS 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Sans objet.

Article NS 9 - EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

Article NS 10 - HAUTEUR DES BATIMENTS

La cote altimétrique des planchers ne saurait être inférieure à 2,60 mètres NGF.

Article NS 11 - ASPECT EXTERIEUR

Les lignes de distribution électrique, les lignes d'éclairage public et les lignes de télécommunications doivent être enterrées ; en cas d'impossibilité technique, elles devront être installées de telle manière que l'installation soit la plus discrète possible et ne nuise pas au caractère des lieux.

Les caractéristiques architecturales originelles (volumes extérieurs, couvertures, façades, ouvertures et boiseries) des bâtiments d'intérêt architectural et patrimonial doivent être respectées.

Article NS 12 – STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions, installations et exploitations présentes dans la zone doit être assuré en dehors des voies publiques.

Article NS 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Les espaces boisés classés figurant au plan sont soumis aux dispositions des articles L 130.1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Les plantations existantes doivent être maintenues. Les arbres abattus doivent être remplacés par des plantations deux fois plus denses avec des essences méditerranéennes.

Article NS 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

Signature

Signature

ARTICLE Ns 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES.

1) Recours aux énergies renouvelables et aux éco-constructions

Le recours aux technologies et matériaux nécessaires à l'utilisation ou à la production d'énergies renouvelables et/ou à la conception de constructions de qualité environnementale (bâtiment basse consommation, bâtiment à énergie positive, construction écologique, construction bioclimatique, construction intégrant des procédés de récupération des eaux pluviales pour un ré-usage domestique, ...) est autorisé sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant et de ne pas porter atteinte au caractère patrimonial des lieux avoisinants.

Les dispositifs d'architecture bioclimatique tels que murs et toitures végétalisés sont autorisés sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère et notamment patrimonial, des lieux avoisinants.

2) Gestion des eaux pluviales

Pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, il sera nécessaire, pour tout projet générant une imperméabilisation sur plus de 300 m², de réaliser des installations de stockage.

Ces dernières auront pour effet de ne pas accroître le débit d'eau rejeté au réseau quand il existe ou d'aggraver le comportement hydraulique naturel sur l'assiette foncière

Les espaces de rétention à ciel ouvert (bassins de rétention) doivent faire l'objet d'un projet paysager. Le traitement par noues végétalisées est préconisé.

Les eaux pluviales dites « propres » (eaux de toiture notamment) seront, sauf en cas d'impossibilité technique, réutilisées ou infiltrées sur le terrain (arrosage, épandage, ...).

ARTICLE Ns16 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Toute opération d'aménagement devra prévoir la mise en place du réseau en fibre optique intégré ou la mise en place des supports réservés à cet effet (fourreaux et points de mutualisation) si la connexion au réseau existant n'est pas réalisable dans un délai connu.



Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne

Règlement



148



Ville de NARBONNE

PLAN LOCAL D'URBANISME

REGLEMENT

ZONE N2

Approbation PLU	DCM du 12 juillet 2006
	DCM du 25 octobre 2006
1 ^{ère} mise à jour	AM du 11 juillet 2007
2 ^{ème} mise à jour	AM du 26 mai 2008
1 ^{ère} modification	DCM du 18 décembre 2008
3 ^{ème} mise à jour	AM du 24 juin 2009
2 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
3 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
1 ^{ère} mise en compatibilité	AP du 15 septembre 2011
4 ^{ème} modification (annulée TA du 17 avril 2014)	DCM du 29 mars 2012
1 ^{ère} modification simplifiée	DCM du 3 octobre 2013
4 ^{ème} mise à jour	AM du 13 janvier 2014
4 ^{ème} modification	DCM du 24 septembre 2015
2 ^{ème} mise en compatibilité	AP du 18 janvier 2016
5 ^{ème} modification	DCM du 22 septembre 2016
	DCM du 19 janvier 2017
3 ^{ème} mise en compatibilité	DCM du 15 mars 2018

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

SLO

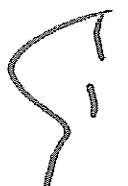
ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Narbonne

Règlement



150



ZONE N2

Caractère de la zone : Il s'agit d'une zone naturelle protégée.

Elle comprend un secteur :

- N2p, proche du rivage
- N2m, maritime
- N2-100 qui intègre la bande des 100 mètres (Loi Littoral)
- N2j, caractérisé par les jardins familiaux.
- N2a caractérisé par une aire d'accueil de camping-cars.

Certains secteurs peuvent faire l'objet de prescriptions particulières dans le cadre des Plans de Prévention des Risques Inondation du Rec de Veyret et des Basses Plaines de l'Aude.

Article N2 1 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits dans l'ensemble de la zone, les constructions et établissements de toute nature à l'exception de ceux permis par l'article N2-2, et notamment :

- Le stationnement de caravanes isolées ou groupés,
- Les terrains de camping et de camping-caravaning,
- Les parcs résidentiels de loisirs,
- Les abris de jardin,
- Les extensions et changements d'affectation relatifs aux abris de jardin.

Article N2 2 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITION

Dans la zone N2 hormis les secteurs N2p, N2m et N2-100 :

- l'extension des constructions à usage d'habitation existantes sous condition de ne pas générer un accroissement de plus 50 % de la surface de plancher existante du groupe d'habitations formant un ensemble bâti ou un domaine agricole et sans pouvoir excéder 250 m² de plancher (ancienne et nouvelle construction cumulées).
- les décharges contrôlées et les bâtiments liés à leur fonctionnement après étude d'impact,
- l'ouverture de carrières nouvelles, à condition que le front de taille ne soit pas visible de la R.N. 9 ou des grands axes existants, ou projetés, et qu'une étude d'impact prévoyant un plan de réaménagement soit présentée,
- les installations et travaux divers après mise en place de rideaux de plantation pour les masquer.
- les ouvrages de production électrique d'énergies renouvelables après étude d'impact,
- à proximité des autoroutes et bretelles de liaisons : les constructions, installations et aménagements à condition qu'ils soient nécessaires au fonctionnement, à l'exploitation, à la gestion ou à l'entretien du domaine public autoroutier
- le changement de destination dans l'emprise existante des bâtiments agricoles identifiés dans les documents graphiques du règlement parce qu'ils présentent un intérêt architectural ou patrimonial et dès lors que ce changement ne compromet pas l'activité agricole et la qualité paysagère du site et après l'avis conforme de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en zone naturelle (CDNPS).

A titre d'information : Pour les bâtiments agricoles identifiés qui se trouvent dans une zone à risque d'inondation ou technologique, se référer au règlement du plan de prévention des risques d'inondation ou des risques technologiques où des prescriptions sont énoncées pour ne pas aggraver la vulnérabilité.

Dans le secteur N2p :

- l'extension des constructions à usage d'habitation existantes sous condition de ne pas générer un accroissement de plus 35 % de la surface de plancher existante et sans pouvoir excéder 250 m² de plancher (ancienne et nouvelle construction cumulées).
- le changement de destination dans l'emprise existante des bâtiments agricoles identifiés dans les documents graphiques du règlement parce qu'ils présentent un intérêt architectural ou

patrimonial et dès lors que ce changement ne compromet pas l'activité agricole et la qualité paysagère du site.

- les installations et travaux divers et mise en place de rideaux de plantation pour les masquer.

Dans le secteur N2-100 :

- les constructions ou installations nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau à condition que le site puisse être remis à l'état naturel.

Dans le secteur N2a : les aménagements et les installations nécessaires à la réalisation d'une aire d'accueil de camping-cars.

Article N2 3 - ACCES ET VOIRIE

Les caractéristiques minimales requises pour les accès et voies doivent respecter les règles normales de sécurité de la défense contre l'incendie et de la protection civile. Elles sont précisées dans l'article 10 (Prévention des incendies, des feux de forêts et débroussaillage) des dispositions générales du présent règlement.

Les accès et voies nouvellement créés devront avoir les caractéristiques édictées dans le cahier des prescriptions techniques de la Ville de NARBONNE joint en annexe.

L'accès à la voirie doit être direct ou aménagé sur fond voisin, ou éventuellement obtenu par application de l'article 682 du Code Civil.

La destination et l'importance des constructions ou installations doivent être compatibles avec la capacité de la voirie publique qui les dessert.

Les voies nouvelles carrossables doivent avoir au moins 8 mètres de largeur dont 5 mètres de chaussée.

Cette largeur peut être ramenée à 3 m de large si la voie ne dessert qu'un seul logement.

Les voies doivent être aménagées, si elles se terminent en impasse, de telle sorte que les véhicules, notamment de sécurité et de ramassage des ordures ménagères et les poids-lourds, puissent faire demi-tour.

Les accès donnant sur les voies à grande circulation, avenues et boulevards devront être regroupés au maximum. Tout accès direct sur les routes à grande circulation départementale est interdit.

Les accès donnant sur les voies départementales devront être regroupés au maximum voire évités, et les accès par les voies communales, privilégiés.

L'ouverture des portes et portails devra impérativement s'effectuer à l'intérieur de la parcelle et sera proscrite sur la chaussée d'une voie de circulation.

L'entrée de la propriété notamment doit être implantée avec un retrait suffisant par rapport à l'alignement, pour dégager la visibilité et pour permettre aux véhicules d'évoluer et au besoin, de stationner en dehors de la voie publique.

Article N2 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1 - Eau potable :

Toute construction ou toute installation nouvelle doit être alimentée en eau potable par une conduite de distribution publique si elle dessert le terrain ou à défaut par captages, forages ou puits particuliers conformément à la réglementation en vigueur.

2 - Eaux usées :

Toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement s'il existe.

En l'absence de réseau d'assainissement, les eaux et matières usées doivent être dirigées sur les dispositifs de traitement, individuels ou groupés, répondant aux exigences des textes réglementaires.

3 - Eaux pluviales :

Si le réseau existe, les aménagements doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement normal des eaux pluviales.

En l'absence de réseau, les constructions ne peuvent être autorisées que si le constructeur réalise les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux, compte tenu des caractéristiques des exutoires.

4 - Défense contre l'incendie :

La défense contre l'incendie devra être assurée par des bouches ou poteaux d'incendie dont les caractéristiques sont précisées dans l'article 10 des dispositions générales du présent règlement.

5 - Autres réseaux :

Les raccordements aux réseaux seront réalisés en souterrain (EDF, téléphone,...). Les constructeurs devront intégrer dans leurs plans de composition les dispositions techniques et fonctionnelles relatives à la collecte des ordures ménagères en relation avec la commune.

Article N2 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé.

Article N2 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les bâtiments doivent être édifiés à une distance minimale de :

- 100 m de l'axe des autoroutes,
- 75 m de l'axe de la RD 6009,
- 15 m de l'axe des routes départementales (autres que la RD 6009),
- 10 m de l'axe et 5 m de l'alignement des autres voies existantes ou prévues ouvertes à la circulation générale ainsi que des voies de desserte qui pourraient être établies en bordure des autoroutes ou des routes rapides.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension des constructions existantes.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article N2 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Dans toute la zone N2:

Les constructions à usage d'habitation doivent être édifiées à une distance au moins égale à 5 mètres des limites séparatives des parcelles.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension des constructions existantes.

Article N2 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Les bâtiments non contigus doivent être éloignés les uns des autres d'une distance au moins égale à 3 mètres.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article N2 9 - EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

Article N2 10 - HAUTEUR DES BATIMENTS

Hauteur maximale : 8 mètres au faîtage.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

La cote altimétrique des planchers ne saurait être inférieure à 2,60 mètres NGF.

Article N2 11 - ASPECT EXTERIEUR

Les constructions, les aménagements et les installations ne doivent pas porter atteinte au caractère et à l'intérêt des lieux avoisinants, au site et au paysage naturel.

Les caractéristiques architecturales originelles (volumes extérieurs, couvertures, façades, ouvertures et boiseries) des bâtiments d'intérêt architectural et patrimonial doivent être respectées.

Les lignes de distribution électrique, les lignes d'éclairage public et les lignes de télécommunications doivent être enterrées ; en cas d'impossibilité technique, elles devront être installées de telle manière que l'installation soit la plus discrète possible et ne nuise pas au caractère des lieux.

Article N2 12 – STATIONNEMENT

Sans objet

Article N2 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Les espaces boisés classés figurant au plan sont soumis aux dispositions des articles L 130.1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Article N2 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

ARTICLE N2 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES.

1) Recours aux énergies renouvelables et aux éco-constructions

Le recours aux technologies et matériaux nécessaires à l'utilisation ou à la production d'énergies renouvelables et/ou à la conception de constructions de qualité environnementale (bâtiment basse consommation, bâtiment à énergie positive, construction écologique, construction bioclimatique, construction intégrant des procédés de récupération des eaux pluviales pour un ré-usage domestique, ...) est autorisé sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant et de ne pas porter atteinte au caractère patrimonial des lieux avoisinants.

Les dispositifs d'architecture bioclimatique tels que murs et toitures végétalisés sont autorisés sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère et notamment patrimonial, des lieux avoisinants.

2) Gestion des eaux pluviales

Pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, il sera nécessaire, pour tout projet générant une imperméabilisation sur plus de 300 m², de réaliser des installations de stockage.

Ces dernières auront pour effet de ne pas accroître le débit d'eau rejeté au réseau quand il existe ou d'aggraver le comportement hydraulique naturel sur l'assiette foncière

Les espaces de rétention à ciel ouvert (bassins de rétention) doivent faire l'objet d'un projet paysager. Le traitement par noues végétalisées est préconisé.

Les eaux pluviales dites « propres » (eaux de toiture notamment) seront, sauf en cas d'impossibilité technique, réutilisées ou infiltrées sur le terrain (arrosage, épandage, ...).

ARTICLE N2 16 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Toute opération d'aménagement devra prévoir la mise en place du réseau en fibre optique intégré ou la mise en place des supports réservés à cet effet (fourreaux et points de mutualisation) si la connexion au réseau existant n'est pas réalisable dans un délai connu.



Ville de NARBONNE

PLAN LOCAL D'URBANISME

REGLEMENT

ZONE N3

Approbation PLU	DCM du 12 juillet 2006
	DCM du 25 octobre 2006
1 ^{ère} mise à jour	AM du 11 juillet 2007
2 ^{ème} mise à jour	AM du 26 mai 2008
1 ^{ère} modification	DCM du 18 décembre 2008
3 ^{ème} mise à jour	AM du 24 juin 2009
2 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
3 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
1 ^{ère} mise en compatibilité	AP du 15 septembre 2011
4 ^{ème} modification (annulée TA du 17 avril 2014)	DCM du 29 mars 2012
1 ^{ère} modification simplifiée	DCM du 3 octobre 2013
4 ^{ème} mise à jour	AM du 13 janvier 2014
4 ^{ème} modification	DCM du 24 septembre 2015
2 ^{ème} mise en compatibilité	AP du 18 janvier 2016
5 ^{ème} modification	DCM du 22 septembre 2016
	DCM du 19 janvier 2017
3 ^{ème} mise en compatibilité	DCM du 15 mars 2018

CHAPITRE IV

Le présent chapitre définit les règles d'urbanisme applicables aux zones d'habitat individuel et aux zones d'habitat collectif.

Les règles d'urbanisme applicables aux zones d'habitat individuel sont définies dans le présent chapitre. Les règles d'urbanisme applicables aux zones d'habitat collectif sont définies dans le chapitre V.

Les règles d'urbanisme applicables aux zones d'habitat individuel sont définies dans le présent chapitre. Les règles d'urbanisme applicables aux zones d'habitat collectif sont définies dans le chapitre V.

ARTICLE 10 - ZONES D'HABITAT INDIVIDUEL

Les règles d'urbanisme applicables aux zones d'habitat individuel sont définies dans le présent chapitre. Les règles d'urbanisme applicables aux zones d'habitat collectif sont définies dans le chapitre V.

ARTICLE 11 - ZONES D'HABITAT COLLECTIF

Les règles d'urbanisme applicables aux zones d'habitat collectif sont définies dans le présent chapitre. Les règles d'urbanisme applicables aux zones d'habitat individuel sont définies dans le chapitre IV.

Les règles d'urbanisme applicables aux zones d'habitat collectif sont définies dans le présent chapitre. Les règles d'urbanisme applicables aux zones d'habitat individuel sont définies dans le chapitre IV.

Les règles d'urbanisme applicables aux zones d'habitat collectif sont définies dans le présent chapitre. Les règles d'urbanisme applicables aux zones d'habitat individuel sont définies dans le chapitre IV.

ZONE N3

Caractère de la zone : Il s'agit d'une zone naturelle destinée à la création d'espaces verts publics. Future zone de loisirs.

Elle comprend :

- un secteur N3tc réservé aux activités de tourisme
- un secteur N3tcp réservé aux activités de tourisme et proches du rivage
- un secteur N3p proche du rivage
- un secteur N3tc-100 dans la bande des 100 mètres.

Certains secteurs peuvent faire l'objet de prescriptions particulières dans le cadre des Plans de Prévention des Risques Inondation du Rec de Veyret et des Basses Plaines de l'Aude.

Article N3-1 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits dans l'ensemble de la zone :

- les constructions à usage d'habitation, de commerce ou d'activité sans liens avec la vocation naturelle et touristique,
- le stationnement isolé ou groupé de caravanes,
- les parcs résidentiels de loisirs,
- l'ouverture de toute carrière,
- les dépôts de toute nature,
- les abris de jardin,
- les extensions et changements d'affectation relatifs aux abris de jardin.

Sont interdits dans l'ensemble de la zone hormis dans les secteurs N3tcp et N3tc :

Les terrains de camping et de camping-caravaning.

Article N3 2 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS


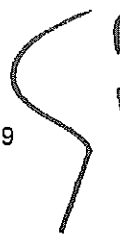
Sont admises sous condition de réalisation des équipements correspondants :

Dans la zone N3, hormis le secteur N3tc-100 :

- la réalisation de voies de désenclavement,
- les constructions d'habitation liées au bon fonctionnement et au gardiennage des équipements autorisés,
- les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent à condition que leur usage soit uniquement lié aux besoins de la construction (éoliennes individuelles).
- l'agrandissement mesuré des constructions à usage d'habitation existantes sous condition de ne pas accroître la surface de plancher de plus de 30% dans la limite de 250 m² de surface de plancher totale.
- les équipements et constructions liés à l'animation des espaces verts urbains, ainsi que les installations sportives après étude d'impact,
- le changement de destination dans l'emprise existante des bâtiments agricoles identifiés dans les documents graphiques du règlement parce qu'ils présentent un intérêt architectural ou patrimonial et dès lors que ce changement ne compromet pas l'activité agricole et la qualité paysagère du site. »

Dans la zone N3, à l'exception des secteurs N3tc N3tc-100 et N3tcp :

- les extensions des constructions existantes à condition qu'elles n'excèdent pas 30% de la surface de plancher existante du groupe d'habitations formant un ensemble bâti ou un domaine agricole et sont limitées à 250 m² de surface de plancher (ancienne et nouvelle construction cumulées).

Dans le secteur N3tc-100 uniquement :

- les constructions ou installations nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau susceptibles d'être démontées au moins 4 mois de l'année,

Dans le secteur N3tcp uniquement :

- Les équipements liés à l'aménagement touristique (thalassothérapie, village de vacances, aire de stationnement, ...) et à l'animation des espaces verts urbains, ainsi que les installations sportives.
- Le camping-caravaning dans la limite de 50 emplacements par hectare.

Article N3 3 - ACCES ET VOIRIE

Les caractéristiques minimales requises pour les accès et voies doivent respecter les règles normales de sécurité de la défense contre l'incendie et de la protection civile. Elles sont précisées dans l'article 10 (Prévention des incendies, des feux de forêts et débroussaillage) des dispositions générales du présent règlement.

Les accès et voies nouvellement créés devront avoir les caractéristiques édictées dans le cahier des prescriptions techniques de la Ville de NARBONNE joint en annexe.

L'accès à la voirie doit être direct ou aménagé sur fond voisin, ou éventuellement obtenu par application de l'article 682 du Code Civil.

La destination et l'importance des constructions ou installations doivent être compatibles avec la capacité de la voirie publique qui les dessert.

La largeur des voies ou des impasses publiques ou privées ainsi que des servitudes de passage ne sera pas inférieure à 5 m.

Cette largeur peut être ramenée à 3 m de large si la voie ne dessert qu'un seul logement.

Les voies doivent être aménagées, si elles se terminent en impasse, de telle sorte que les véhicules, notamment de sécurité et de ramassage des ordures ménagères et les poids-lourds, puissent faire demi-tour.

Les accès donnant sur les voies à grande circulation, avenues et boulevards devront être regroupés au maximum. Tout accès direct sur les routes à grande circulation départementale est interdit.

Les accès donnant sur les voies départementales devront être regroupés au maximum voire évités, et les accès par les voies communales, privilégiés.

L'ouverture des portes et portails devra impérativement s'effectuer à l'intérieur de la parcelle et sera proscrite sur la chaussée d'une voie de circulation.



Article N3 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1 - Eau :

Toute construction, tout établissement ou installation abritant des activités ou des loisirs, doivent être alimentés en eau potable.

2 - Assainissement :

Toutes les eaux et matières usées doivent être traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur relative à l'assainissement des agglomérations et à la protection sanitaire.

L'évacuation des eaux ménagères sera conforme aux exigences du règlement sanitaire départemental.

3 - Eaux pluviales :

Pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, il sera nécessaire de réaliser des installations de stockage. Ces dernières auront pour effet de ne pas accroître le débit d'eau rejeté au réseau.

4 - Défense contre l'incendie :

La défense contre l'incendie devra être assurée par des bouches ou poteaux d'incendie dont les caractéristiques sont précisées dans l'article 10 des dispositions générales du présent règlement.

5 - Autres réseaux :

Les raccordements aux réseaux seront réalisés en souterrain (EDF, téléphone,...). Les constructeurs devront intégrer dans leurs plans de composition les dispositions techniques et fonctionnelles relatives à la collecte des ordures ménagères en relation avec la commune.

Article N3 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé.

Article N3 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les bâtiments doivent être édifiés à une distance minimale de :

- 100 m de l'axe des autoroutes,
- 75 m de l'axe de la RD 6009 et RD 6113,
- 15 m de l'axe des routes départementales (autres que la RD 6009 et RD 6113),
- 10 m de l'axe et 5 m de l'alignement des autres voies existantes ou prévues ouvertes à la circulation générale ainsi que des voies de desserte qui pourraient être établies en bordure des autoroutes ou des routes rapides.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension des constructions existantes.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Signature

Article N3 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions seront implantées à une distance au moins égale à la demi-hauteur de la construction sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article N3 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Les bâtiments non contigus doivent être éloignés les uns des autres d'une distance au moins égale à 3 mètres.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article N3 9 - EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

Article N3 10 - HAUTEUR DES BATIMENTS

Hauteur maximale 8 mètres au faîtage et de 15 mètres pour les équipements publics collectifs.

La cote altimétrique des planchers ne saurait être inférieure à 2,60 mètres NGF.

Article N3 11 - ASPECT EXTERIEUR

Les constructions, les aménagements et les installations ne doivent pas porter atteinte au caractère et à l'intérêt des lieux avoisinants, au site et au paysage naturel.

Les caractéristiques architecturales originelles (volumes extérieurs, couvertures, façades, ouvertures et boiseries) des bâtiments d'intérêt architectural et patrimonial doivent être respectées.

Les lignes de distribution électrique, les lignes d'éclairage public et les lignes de télécommunications doivent être enterrées ; en cas d'impossibilité technique, elles devront être installées de telle manière que l'installation soit la plus discrète possible et ne nuise pas au caractère des lieux.

Article N3 12 – STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions, installations et exploitations doit être assuré en dehors des voies publiques.

Elles ne seront jamais inférieures à une place par emplacement pour les campings-caravanings et 1,5 place par logement.

La superficie à prendre en compte pour le stationnement d'un véhicule est de 25 m² y compris les accès.

Article N3 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Les plantations existantes doivent être maintenues. Les arbres abattus doivent être remplacés en raison de deux pour un.

20 % de la superficie de terrain recevant des constructions ou installations doivent être plantés avec des essences méditerranéennes.

Dans le sous-secteur N3tc, les abords des voies seront traités en espaces végétalisés permettant de masquer les équipements à créer.

Article N3 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

ARTICLE N3 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES.

1) Recours aux énergies renouvelables et aux éco-constructions

Le recours aux technologies et matériaux nécessaires à l'utilisation ou à la production d'énergies renouvelables et/ou à la conception de constructions de qualité environnementale (bâtiment basse consommation, bâtiment à énergie positive, construction écologique, construction bioclimatique, construction intégrant des procédés de récupération des eaux pluviales pour un ré-usage domestique, ...) est autorisé sous réserve d'une bonne intégration dans le paysage urbain et naturel environnant et de ne pas porter atteinte au caractère patrimonial des lieux avoisinants.

Les dispositifs d'architecture bioclimatique tels que murs et toitures végétalisés sont autorisés sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère et notamment patrimonial, des lieux avoisinants.

2) Gestion des eaux pluviales

Pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, il sera nécessaire, pour tout projet générant une imperméabilisation sur plus de 300 m², de réaliser des installations de stockage.



Ces dernières auront pour effet de ne pas accroître le débit d'eau rejeté au réseau quand il existe ou d'aggraver le comportement hydraulique naturel sur l'assiette foncière

Les espaces de rétention à ciel ouvert (bassins de rétention) doivent faire l'objet d'un projet paysager. Le traitement par noues végétalisées est préconisé.

Les eaux pluviales dites « propres » (eaux de toiture notamment) seront, sauf en cas d'impossibilité technique, réutilisées ou infiltrées sur le terrain (arrosage, épandage, ...).

ARTICLE N3 16 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Toute opération d'aménagement devra prévoir la mise en place du réseau en fibre optique intégré ou la mise en place des supports réservés à cet effet (fourreaux et points de mutualisation) si la connexion au réseau existant n'est pas réalisable dans un délai connu.

 163 

Signature

Signature

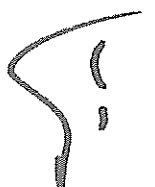
Ville de NARBONNE

PLAN LOCAL D'URBANISME

REGLEMENT

ZONE N4

Approbation PLU	DCM du 12 juillet 2006
	DCM du 25 octobre 2006
1 ^{ère} mise à jour	AM du 11 juillet 2007
2 ^{ème} mise à jour	AM du 26 mai 2008
1 ^{ère} modification	DCM du 18 décembre 2008
3 ^{ème} mise à jour	AM du 24 juin 2009
2 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
3 ^{ème} modification	DCM du 30 septembre 2010
1 ^{ère} mise en compatibilité	AP du 15 septembre 2011
4 ^{ème} modification (annulée TA du 17 avril 2014)	DCM du 29 mars 2012
1 ^{ère} modification simplifiée	DCM du 3 octobre 2013
4 ^{ème} mise à jour	AM du 13 janvier 2014
4 ^{ème} modification	DCM du 24 septembre 2015
2 ^{ème} mise en compatibilité	AP du 18 janvier 2016
	DCM du 22 septembre 2016
5 ^{ème} modification	DCM du 19 janvier 2017
3 ^{ème} mise en compatibilité	DCM du 15 mars 2018



ZONE N4

Caractère de la zone : Il s'agit d'une zone réservée aux activités militaires.

Article N4-1 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits :

- Toute construction ou installation non liée à l'activité militaire.
- Les constructions liées à l'habitation et à l'hébergement, même en lien avec les activités militaires.

Article N4 2 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Sans objet.

Article N4 3 - ACCES ET VOIRIE

Les caractéristiques minimales requises pour les accès et voies doivent respecter les règles normales de sécurité de la défense contre l'incendie et de la protection civile. Elles sont précisées dans l'article 10 (Prévention des incendies, des feux de forêts et débroussaillage) des dispositions générales du présent règlement.

Article N4 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

Non réglementé.

Article N4 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé.

Article N4 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les bâtiments doivent être édifiés à une distance minimale de :

- 100 m de l'axe des autoroutes et des routes nationales,
- 75 m de l'axe des routes classées à grande circulation et nationales,
- 15 m de l'axe des autres routes départementales,
- 10 m de l'axe et 5 m de l'alignement des autres voies existantes ou prévues ouvertes à la circulation générale ainsi que des voies de desserte qui pourraient être établies en bordure des autoroutes ou des routes rapides.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension des constructions existantes.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article N4 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions seront implantées à 3 mètres au moins de la limite séparative.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou répondant à un intérêt collectif.

Article N4 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

Article N4 9 - EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

Article N4 10 - HAUTEUR DES BATIMENTS

Non réglementé.

Article N4 11 - ASPECT EXTERIEUR

Les constructions, les aménagements et les installations ne doivent pas porter atteinte au caractère et à l'intérêt des lieux avoisinants, au site et au paysage naturel.

Article N4 12 – STATIONNEMENT

Non réglementé.

Article N4 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Non réglementé.

Article N4 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

ARTICLE N4 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES.

Non réglementé.

ARTICLE N4 16 – OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementé.

REGLEMENT DU PPRI

Bassin du TRAPEL

Crue rapide

décembre 2003



Sommaire

<u>Dispositions générales</u>	p. 3
<u>Titre I - Règles liées à l'utilisation des sols :</u>	p. 5
• Zone Ri1	p. 6
• Zone Ri2	p. 12
• Zone Ri3	p. 19
• Zone Ri4	p. 25
<u>Titre II - Dispositions communes :</u>	p. 26
<u>Titre III - Règles de construction :</u>	p. 29
Lexique	p. 30

DISPOSITIONS GENERALES

1 - CONTENU DU RÈGLEMENT :

Le présent règlement est décliné selon trois parties :

- **Le titre I** concerne les dispositions réglementaires particulières liées à l'utilisation du sol .

Il comprend les règlements de chacune des 4 zones figurées au zonage réglementaire à savoir :

La zone RI1 relative aux **secteurs urbanisés** soumis à un **aléa fort** .

La zone RI2 relative aux **secteurs urbanisés** soumis à un **aléa modéré**.

La zone RI3 relative aux **secteurs non ou peu urbanisés** en zone inondable (aléa indifférencié) correspondant au champ d'expansion des crues.

La zone RI4 relative aux **secteurs urbanisés** situés dans la zone **hydrogéomorphologique potentiellement inondable**.

Pour chacune de ces zones, le règlement précise :

- 1 - les interdictions générales propres à la zone
- 2 - les occupations et utilisation des sols admises sous réserve de prescriptions.

- **Le titre II** regroupe les dispositions communes à toutes les zones inondables et hydrogéomorphologique potentiellement inondables, à savoir les réglementations relatives aux clôtures, exhaussements, affouillements, stockage, épandage de matériaux, arrimage des cuves, travaux d'infrastructures(...).

- **Le titre III** concerne les règles de construction qui s'appliquent à l'ensemble des zones inondables et hydrogéomorphologiquement potentiellement inondables.

En dernière partie, **un lexique** définit les termes utilisés dans le règlement.

2 - DEFINITION DE LA COTE DE REFERENCE :

Les informations nécessaires à l'instruction sont obtenues à partir :

- ♦ d'une lecture directe du PPRI pour ce qui concerne le zonage réglementaire.
- ♦ du niveau de la crue de référence à prendre en compte donné par les laisses de crues historiques ou/et par le modèle hydraulique (au droit des zones à enjeux Ri1 et Ri2 par lecture directe des étiquettes des profils de référence ou interpolé entre deux profils) et par l'analyse hydrogéomorphologique. Le secteur Ri3 renvoie aux deux méthodes de détermination de l'aléa.

♦ de la hauteur d'eau affectant une parcelle établie par différence entre la cote du terrain naturel et la cote de crue (ces cotes étant exprimées en m NGF).

Le service gestionnaire de la servitude dispose d'un état initial de la topographie daté du début d'élaboration du PPRI (1998) qui ne devrait pas avoir sensiblement évolué. Cependant, la fourniture d'une topographie terrestre plus récente établie par un géomètre sera prise en compte, sous réserve de l'accord du gestionnaire de la servitude qui s'assurera que des adaptations illégales du sol n'ont pas précédé le relevé.

En raison de ces dispositions, il faut donc considérer qu'il y a prééminence du règlement sur le zonage réglementaire des documents graphiques.

3 - MISE EN OEUVRE DU REGLEMENT :

Pour mettre en oeuvre correctement le règlement, il faut s'appuyer sur la partie lexicale.

Une attention particulière sera portée à la notion d'altitude du terrain naturel, qui conditionne en partie le niveau d'aléa et après croisement avec les enjeux, la classification du zonage réglementaire.

Il convient de prendre en compte les adaptations du sol prévues au projet, mais ces modifications ne peuvent avoir pour unique objet de diminuer le niveau d'aléas sans prise en compte des parcelles riveraines et il convient de se reporter à la rubrique clôtures, exhaussements et affouillements.

Il faut rappeler également qu'en zone inondable sont soumises à déclaration ou autorisation au titre de la loi sur l'eau (rubrique 2.5.4 du décret 93-753 modifié), les modifications du terrain naturel correspondant à une superficie remblayée supérieure ou égale à 1000 m² et dont la hauteur est supérieure à 50 cm.

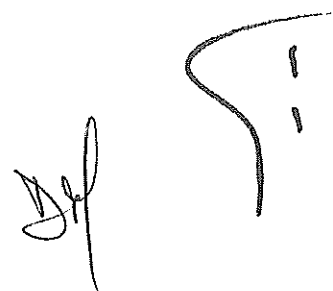
Enfin, lorsqu'un enjeu particulier de par son importance ou sa spécificité peut poser des problèmes d'application du règlement (notamment en cas de nécessité d'interpréter les dispositions du règlement ou si le type de projet envisagé n'est pas explicitement traité dans le règlement) ; le recours au gestionnaire de la servitude est requis.

Titre I

Règles liées à l'utilisation du sol

ABRÉVIATIONS UTILISÉES

PRL	parc résidentiel de loisirs
SHON	surface hors œuvre nette
T.N.	terrain naturel

Handwritten signature and initials in the bottom right corner of the page.

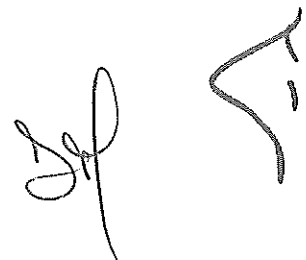
Zone Ri1

Le règlement de la présente zone concerne les **secteurs urbanisés soumis à un aléa fort** .
On distingue **5 catégories** de constructions ou (et) d'équipements à savoir :

- 1 les constructions à usage **d'habitation** et autres que celles visées ci-après.
- 2 les constructions à usage **agricole**.
- 3 les **constructions et installations à usage d'activité commerciale, artisanale, industrielle ou tertiaire**.
- 4 les **campings, parcs résidentiels de loisir**.
- 5 les constructions, équipements et installations **d'intérêt général ayant une fonction collective y compris les constructions à caractère vulnérable**.

Article I : SONT INTERDITS :

- toutes les constructions nouvelles à l'exception de celles admises à l'article II,
- toute construction, occupation et aménagement du sol nouveaux **susceptibles de perturber l'écoulement ou d'aggraver le risque**,
- les reconstructions de bâtiments, remblai, aires de stockage ou de stationnement dont tout ou partie du gros-œuvre a été endommagé par une crue,
- les extensions et les travaux sur l'existant visant à augmenter la capacité d'accueil des constructions à caractère vulnérable,
- Les changements de destination visant la création de locaux d'hébergement hôtelier ou autres à caractère touristique,
- la création et l'extension des sous-sols,
- les stockages nouveaux de véhicules,
- les créations de campings et parcs résidentiels de loisirs,
- les extensions de périmètre ou l'augmentation du nombre d'emplacements des campings et parcs résidentiels de loisirs existants.
- Les ouvertures en dessous de la crue de référence qui ne sont pas strictement nécessaires aux accès des bâtiments.



Article II : SONT AUTORISEES :

Pour les bâtiments existants, quelle que soit la nature de leur occupation actuelle, sont admis :

Les **travaux d'entretien et de gestion courants** des bâtiments implantés antérieurement à l'approbation du PPRI, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection de toitures, sauf s'ils augmentent les risques ou en créent de nouveaux, ou conduisent à une augmentation significative de la population exposée.

La **reconstruction de bâtiments sinistrés** dans les cinq ans suivant un sinistre dûment constaté ou déclaré en mairie et sous réserve de diminuer leur vulnérabilité (cote planchers identique à bâtiments neufs, orientation, moindre accueil, ...). La reconstruction n'est pas admise si le sinistre est la conséquence d'une inondation.

Les **occupations du sol énumérées ci-dessous au-delà d'une bande de 7 m** à partir de la crête des berges des cours d'eau.

II.1 - Pour les constructions à usage d'habitation et autres que celles relevant des catégories 2 à 5 susvisées :**a - Les extensions sans création de nouveau logement dans les conditions suivantes :**

- **augmentation de l'emprise au sol** : une seule fois dans la limite de 20 m² pour les constructions à usage d'habitation ou dans la limite de 20 % de l'emprise au sol du bâtiment existant pour les autres constructions.
- **sous réserve** que le niveau des planchers créés soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence. Cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, ...).

b - Les autres travaux sur l'existant:

- **sous réserve** que le niveau des planchers aménagés et constitutifs de SHON soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence s'il y a augmentation de la vulnérabilité.
- **sous réserve** de ne pas créer plus d'un logement et une seule fois

En cas de **réhabilitation**, cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, ...).

En cas de **rénovation** (démolition-reconstruction) ou de **changement de destination**, le niveau des planchers aménagés et constitutifs de SHON sera situé au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence. Les parties situées sous le niveau de la crue de référence ne pourront faire l'objet d'aucun changement de destination allant dans le sens d'une augmentation de la vulnérabilité.

Les locaux annexe ou technique (abri de jardin, local poubelle, local technique de piscine, halls d'entrée d'immeubles collectifs et cage d'ascenseur) ou ceux non constitutifs de SHON sont admis à une cote inférieure à celles mentionnées ci-dessus aux points a) et b); leur niveau de plancher devra être situé au moins 0,20 m au-dessus du terrain naturel.

II.2 - Pour les constructions à caractère agricole strict (sans habitation associée) :**a - les constructions nouvelles :**

- **seulement** si elles se font dans le cadre d'exploitations existantes,
- **sous réserve** que le niveau des planchers créés et des locaux abritant les animaux soit au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence.

b - les extensions :

- **sous réserve** que le niveau des planchers créés et des locaux abritant les animaux soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence ;

c - les autres travaux sur l'existant :

- **sous réserve** que le niveau des planchers créés ou aménagés et des locaux abritant les animaux soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence .

II.3 - Pour les constructions à usage d'activité commerciale, artisanale, industrielle ou tertiaire :**a - Les extensions dans les conditions suivantes :**

- **augmentation de l'emprise au sol** : une seule fois dans la limite de 20 % de l'emprise au sol du bâtiment existant.
- **sous réserve** que le niveau des planchers créés soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence.

Toutefois les rez-de-chaussée obligatoirement surélevés de 0,20 m par rapport au terrain naturel peuvent être utilisés comme garages, lieux de chargement-déchargement et locaux indispensables pour assurer l'accès aux bâtiments.

De même, les surfaces de planchers nécessaires à l'accueil du public et à l'activité commerciale –à l'exclusion de ceux liés à l'hébergement (hôtellerie par exemple)- sont admises à une cote inférieure à la cote de référence à la condition que cette cote soit, en tout point, au moins égale à celle du terrain naturel + 0,60 m et sous réserve :

- qu'il existe ou que soit créé un espace refuge suffisant (10% au moins de la SHON totale, dans le cas d'un ERP, 0,50 m² minimum par effectif reçu déclaré). Ce refuge qui doit donner accès vers l'extérieur peut être constitué de bureaux, salles de réunions mais aussi d'une terrasse même non couverte.
- que les stocks soient constitués hors d'eau.
- de mise hors d'eau de tous les équipements sensibles et électriques.
- d'utilisation de matériaux insensibles à l'eau pour les parties susceptibles d'être inondées.
- de mise en oeuvre de dispositifs étanches pour les accès (batardeaux , portes étanches ...).

Une notice technique descriptive précisera utilement les contraintes de fonctionnement de l'activité et les dispositions techniques répondant aux prescriptions du règlement à l'appui de la demande d'autorisation d'urbanisme déposée par le pétitionnaire.

b - Les autres travaux sur l'existant:

- **sous réserve** que le niveau des planchers aménagés et constitutifs de SHON soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence s'il y a augmentation de la vulnérabilité.

En cas de **réhabilitation**, cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, ...) ou s'il s'agit d'abris de jardin ou de locaux non constitutifs de SHON comme les garages.

En cas de **renovation** (démolition-reconstruction) ou de **changement de destination**, le niveau des planchers aménagés et constitutifs de SHON sera situé au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence.

Toutefois les rez-de-chaussée obligatoirement surélevés de 0,20 m par rapport au terrain naturel peuvent être utilisés comme garages, lieux de chargement-déchargement et locaux indispensables pour assurer l'accès aux bâtiments.

De même, les surfaces de planchers nécessaires à l'accueil du public et à l'activité commerciale –à l'exclusion de ceux liés à l'hébergement (hôtellerie par exemple)- sont admises à une cote inférieure à la cote de référence à la condition que cette cote soit, en tout point, au moins égale à celle du terrain naturel + 0,60 m et sous réserve :

- qu'il existe ou que soit créé un espace refuge suffisant (10% au moins de la SHON totale, dans le cas d'un ERP, 0,50 m² minimum par effectif reçu déclaré). Ce refuge qui doit donner accès vers l'extérieur peut être constitué de bureaux, salles de réunions mais aussi d'une terrasse même non couverte.
- que les stocks soient constitués hors d'eau.
- de mise hors d'eau de tous les équipements sensibles et électriques.
- d'utilisation de matériaux insensibles à l'eau pour les parties susceptibles d'être inondées.
- de mise en oeuvre de dispositifs étanches pour les accès (batardeaux , portes étanches ...).

Une notice technique descriptive précisera utilement les contraintes de fonctionnement de l'activité et les dispositions techniques répondant aux prescriptions du règlement à l'appui de la demande d'autorisation d'urbanisme déposée par le pétitionnaire.

II.4 - Pour les campings et parcs résidentiels de loisirs :

- l'exploitation des campings et PRL existants strictement limitée aux dispositions des arrêtés qui les réglementent.
- les constructions, extensions et aménagements de locaux à caractère technique des campings et parcs résidentiels de loisir directement liés à l'activité, **sous réserve** de leur mise hors d'eau et qu'ils contribuent à la diminution de la vulnérabilité (création d'espace refuge...).
- aménagement des campings et PRL **sous réserve** que cela ne génère pas une augmentation de la vulnérabilité.

II.5 - Pour les constructions, équipements et installations d'intérêt général ayant une fonction collective :

Les constructions ou ouvrages nouveaux participant à la protection contre les risques naturels sous réserve de ne pas aggraver le risque d'inondation après accord du gestionnaire de la servitude PPR.

a - Pour les équipements et installations techniques :

Les constructions nouvelles, les aménagements et les extensions.

- **sous réserve** de la mise hors d'eau ou de la protection des parties sensibles de l'équipement (étanchéité par exemple) et **dans la mesure où aucun autre site n'est techniquement possible**.

b - Pour les équipements de sport et de loisir collectifs :

- la création, l'extension et l'aménagement de terrains de sport et de loisirs de plein air.
- l'extension et l'aménagement de locaux à usage de sport et de loisir, **sous réserve** de leur mise hors d'eau et qu'ils n'impliquent pas une augmentation de risque pour les riverains.

c - Pour les autres types de constructions :

c1 - Les extensions dans les conditions suivantes :

- **augmentation de l'emprise au sol : une seule fois** dans la limite de 20 % de l'emprise au sol du bâtiment existant,
- **sous réserve** que le niveau des planchers créés constitutifs de SHON soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence,
- **sous réserve** de l'existence ou de la création d'un espace refuge suffisant pour recevoir l'ensemble de la population de l'établissement (0,50 m² par effectif reçu déclaré) et dont le niveau des planchers sera situé au minimum 0,20 m (0,50 m pour les constructions à caractère vulnérable) au-dessus du niveau de la crue de référence,
- **sous réserve** de ne pas augmenter la capacité d'accueil (nombre de personnes).

c2 – les autres travaux sur l'existant :

- **sous réserve, en cas de changement de destination** qu'il n'y ait pas augmentation de la vulnérabilité.
- **sous réserve, en cas de réhabilitation**, que le niveau des planchers aménagés et constitutifs de SHON soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence s'il y a augmentation de la vulnérabilité. Cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, ...) ou s'il s'agit d'abris de jardin ou de locaux non constitutifs de SHON comme les garages.
- **sous réserve en cas de rénovation** (démolition-reconstruction), que le niveau des planchers aménagés et constitutifs de SHON soit situé au moins 0,20 m (0,50 m pour les constructions à caractère vulnérable) au-dessus du niveau de la crue de référence.
- **sous réserve**, dans l'hypothèse d'une augmentation de la capacité d'accueil ; de l'existence ou de la création d'un espace refuge suffisant pour recevoir l'ensemble de la population de l'établissement (0,50 m² par effectif reçu déclaré) et dont le niveau des planchers sera situé au minimum 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence.



Zone Ri2

Le règlement de la présente zone concerne les **secteurs urbanisés** soumis à un **aléa modéré**.
On distingue **5 catégories** de constructions ou (et) d'équipements à savoir :

- 1 les constructions à usage **d'habitation et autres** que celles visées ci-après.
- 2 les constructions à usage **agricole**.
- 3 les **constructions et installations à usage d'activité commerciale, artisanale, industrielle ou tertiaire**.
- 4 les **campings, parcs résidentiels de loisir**.
- 5 les constructions, équipements et installations **d'intérêt général ayant une fonction collective y compris les constructions à caractère vulnérable**.

Article I : SONT INTERDITS :

- toute construction, occupation et aménagement du sol nouveaux **susceptibles de perturber l'écoulement ou d'aggraver le risque**,
- les reconstructions de bâtiments, de stockage ou de garage dont tout ou partie du gros-œuvre a été endommagé par une crue,
- la création et l'extension des sous-sols,
- les stockages nouveaux de véhicules,
- les créations de campings et parcs résidentiels de loisirs,
- les extensions de périmètre ou l'augmentation du nombre d'emplacements des campings et parcs résidentiels de loisirs existants.
- les ouvertures en dessous de la crue de référence qui ne sont pas strictement nécessaires aux accès des bâtiments.
- les constructions nouvelles à caractère vulnérable



Article II : SONT AUTORISEES

Pour les **bâtiments existants**, quelle que soit la nature de leur occupation actuelle, sont admis :

Les **travaux d'entretien et de gestion courants** des bâtiments implantés antérieurement à l'approbation du PPRI, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection de toitures, sauf s'ils augmentent les risques ou en créent de nouveaux, ou conduisent à une augmentation significative de la population exposée.

La **reconstruction de bâtiments sinistrés** dans les cinq ans suivant un sinistre dûment constaté ou déclaré en mairie et sous réserve de diminuer leur vulnérabilité (cote planchers identique à bâtiments neufs, orientation, moindre accueil,). La reconstruction n'est pas admise si le sinistre est la conséquence d'une inondation.

Les **occupations du sol énumérées ci-dessous** au-delà d'une bande de 7 m à partir de la crête des berges des cours d'eau.

II.1 - Pour les constructions à usage d'habitation et autres que celles relevant des catégories 2 à 5 susvisées :

a - Les constructions nouvelles :

- **sous réserve** que le niveau des planchers soit situé au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence avec un minimum de + 0,60 m par rapport à la cote moyenne du terrain d'assiette après adaptation .

b - Les extensions :

- **sous réserve** que le niveau des planchers soit situé au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence, avec un minimum de + 0,60 m par rapport à la cote moyenne du terrain d'assiette après adaptation . Cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au moins 0,20 m au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, ...).

c - Les autres travaux sur l'existant :

- **sous réserve** que le niveau des planchers aménagés constitutifs de SHON soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence s'il y a augmentation de la vulnérabilité.
- En cas de **réhabilitation**, cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, ...).

En cas de **rénovation** (démolition-reconstruction) ou de **changement de destination**, le niveau des planchers aménagés et constitutifs de SHON sera situé au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence

Les parties situées sous le niveau de la crue de référence ne pourront faire l'objet d'aucun changement de destination allant dans le sens d'une augmentation de la vulnérabilité.

Les locaux annexe ou technique (abri de jardin, local poubelle, local technique de piscine, halls d'entrée d'immeubles collectifs et cage d'ascenseur) ou ceux non constitutifs de SHON sont admis à une cote inférieure à celles mentionnées ci-dessus aux points a), b) et c); leur niveau de plancher devra être situé au moins 0,20 m au-dessus du terrain naturel.

II.2 - Pour les constructions à caractère agricole strict (sans habitation associée) :

a - les constructions nouvelles :

- **seulement** si elles se font dans le cadre d'exploitations existantes.
- **sous réserve** que le niveau des planchers créés et des locaux abritant les animaux soit au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence avec un minimum de + 0,60 m par rapport à la cote moyenne du terrain d'assiette après adaptation .

b - les extensions :

- **sous réserve** que le niveau des planchers créés et des locaux abritant les animaux soit situé 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence avec un minimum de + 0,60 m par rapport à la cote moyenne du terrain d'assiette après adaptation .

c - Les autres travaux sur l'existant :

- **sous réserve** que le niveau des planchers aménagés et des locaux abritant les animaux soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence.

II.3 - Pour les constructions et installations à caractère commercial, artisanal ou industriel et tertiaire. :

Les installations seront implantées au moins 0,20 m au-dessus de la cote de la crue de référence.

a - Les constructions nouvelles :

- **sous réserve** que le niveau des planchers soit situé au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence avec un minimum de + 0,60 m par rapport à la cote moyenne du terrain d'assiette après adaptation . Toutefois les rez-de-chaussée obligatoirement surélevés de 0,20 m par rapport au terrain naturel peuvent être utilisés comme garages, lieux de chargement-déchargement et locaux indispensables pour assurer l'accès aux bâtiments.

De plus, les locaux non constitutifs de SHON ne sont pas soumis à la règle ci-dessus ; leur niveau de plancher devra être situé au moins 0,20 m au-dessus du terrain naturel.

b - Les extensions dans les conditions suivantes :

- **sous réserve** que le niveau des planchers créés soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence.

Toutefois les rez-de-chaussée obligatoirement surélevés de 0,20 m par rapport au terrain naturel peuvent être utilisés comme garages, lieux de chargement-déchargement et locaux indispensables pour assurer l'accès aux bâtiments.

De même, les surfaces de planchers nécessaires à l'accueil du public et à l'activité commerciale [à

l'exclusion de ceux liés à l'hébergement (hôtellerie par exemple)] sont admises à une cote inférieure à la cote de référence à la condition que cette cote soit, en tout point, au moins égale à celle du terrain naturel + 0,20 m et sous réserve :

- qu'il existe ou que soit créé un espace refuge suffisant (10% au moins de la SHON totale, dans le cas d'un ERP 0,50 m² minimum par effectif reçu déclaré). Ce refuge qui doit donner accès vers l'extérieur peut être constitué de bureaux, salles de réunions mais aussi d'une terrasse même non couverte.
- que les stocks soient constitués hors d'eau.
- de mise hors d'eau de tous les équipements de production, sensibles et électriques.
- d'utilisation de matériaux insensibles à l'eau pour les parties susceptibles d'être inondées.
- de mise en oeuvre de dispositifs étanches pour les accès (batardeaux, portes étanches ...).

Une notice technique descriptive précisera utilement les contraintes de fonctionnement de l'activité et les dispositions techniques répondant aux prescriptions du règlement à l'appui de la demande d'autorisation d'urbanisme déposée par le pétitionnaire.

c - Les autres travaux sur l'existant :

- **sous réserve** que le niveau des planchers aménagés et constitutifs de SHON soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence s'il y a augmentation de la vulnérabilité.

En cas de **réhabilitation**, cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, ...) ou s'il s'agit d'abris de jardin ou de locaux non constitutifs de SHON comme les garages.

En cas de **renovation** (démolition-reconstruction) ou de **changement de destination**, le niveau des planchers aménagés et constitutifs de SHON sera situé au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence.

Toutefois les rez-de-chaussée obligatoirement surélevés de 0,20 m par rapport au terrain naturel peuvent être utilisés comme garages, lieux de chargement-déchargement et locaux indispensables pour assurer l'accès aux bâtiments.

De même, les surfaces de planchers nécessaires à l'accueil du public et à l'activité commerciale –à l'exclusion de ceux liés à l'hébergement (hôtellerie par exemple)- sont admises à une cote inférieure à la cote de référence à la condition que cette cote soit, en tout point, au moins égale à celle du terrain naturel + 0,20 m et sous réserve :

- qu'il existe ou que soit créé un espace refuge suffisant (10% au moins de la SHON totale, dans le cas d'un ERP, 0,50 m² minimum par effectif reçu déclaré). Ce refuge qui doit donner accès vers l'extérieur peut être constitué de bureaux, salles de réunions mais aussi d'une terrasse même non couverte.
- que les stocks soient constitués hors d'eau.
- de mise hors d'eau de tous les équipements sensibles et électriques.

- d'utilisation de matériaux insensibles à l'eau pour les parties susceptibles d'être inondées.
- de mise en oeuvre de dispositifs étanches pour les accès (batardeaux , portes étanches ...).

Une notice technique descriptive précisera utilement les contraintes de fonctionnement de l'activité et les dispositions techniques répondant aux prescriptions du règlement à l'appui de la demande d'autorisation d'urbanisme déposée par le pétitionnaire.

II.4 - Pour les campings et parcs résidentiels de loisirs :

- l'exploitation des campings et PRL existants strictement limitée aux dispositions des arrêtés qui les réglementent.
- les constructions extensions et aménagements de locaux à caractère technique des campings et parcs résidentiels de loisir directement liés à l'activité, **sous réserve** de leur mise hors d'eau et qu'ils contribuent à la diminution de la vulnérabilité (création d'espace refuge...).
- aménagement des campings et PRL **sous réserve** que cela ne génère pas une augmentation de la vulnérabilité

II.5 - Pour les constructions, équipements et installations d'intérêt général ayant une fonction collective :

Les constructions ou ouvrages nouveaux participant à la protection contre les risques naturels sous réserve de ne pas perturber l'écoulement et de ne pas aggraver le risque d'inondation, après accord du gestionnaire de la servitude PPR.

a - Pour les équipements et installations techniques :

Les constructions nouvelles, les aménagements et les extensions.

- **sous réserve** de la mise hors d'eau ou de la protection des parties sensibles de l'équipement (étanchéité par exemple) et **dans la mesure où aucun autre site n'est techniquement possible** .

b- Pour les équipements de sport et de loisir collectifs :

- la création, l'extension et l'aménagement de terrains de sport et de loisirs de plein air.
- La création, l'extension et l'aménagement de locaux à usage de sport et de loisir, **sous réserve** de leur mise hors d'eau et qu'ils n'impliquent pas une augmentation de risque pour les riverains.



c - Pour les autres types de constructions :**c1 - les constructions nouvelles à l'exclusion des constructions à caractère vulnérable**

- **sous réserve** que le niveau des planchers soit situé au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence avec un minimum de + 0,60 m par rapport à la cote moyenne du terrain d'assiette après adaptation .
- les locaux non constitutifs de SHON sont admis à la cote minimale de 0,20 m au-dessus du terrain naturel. Il en est de même des garages, lieux de chargement-déchargement et locaux indispensables pour assurer l'accès aux bâtiments.
Dans tous les cas, les stocks, tous les équipements sensibles et électriques seront situés au-dessus du niveau de la crue de référence. Les parties susceptibles d'être inondées seront constituées de matériaux insensibles à l'eau. Des dispositifs pour l'étanchéité des accès tels que batardeaux amovibles, portes étanches,... seront mis en œuvre.

c2 - Les extensions dans les conditions suivantes :

- **sous réserve** que le niveau des planchers créés constitutifs de SHON soit situé au moins 0,20 m (0,50 m pour les constructions à caractère vulnérable) au-dessus du niveau de la crue de référence,
- **sous réserve** de ne pas augmenter la capacité d'accueil des constructions à caractère vulnérable (nombre de personnes) de plus de 20 % une seule fois.

A l'exclusion des constructions à caractère vulnérable, la cote de plancher peut être adaptée à l'existant. Les surfaces de planchers nécessaires à l'accueil du public [à l'exclusion de ceux liés à l'hébergement] sont admises à une cote inférieure à la cote de référence à la condition que cette cote soit, en tout point, au moins égale à celle du terrain naturel + 0,20 m et sous réserve :

- qu'il existe ou que soit créé un espace refuge suffisant (10% au moins de la SHON totale, dans le cas d'un ERP 0,50 m² minimum par effectif reçu déclaré). Ce refuge qui doit donner accès vers l'extérieur peut être constitué de bureaux, salles de réunions mais aussi d'une terrasse même non couverte.
- que les stocks soient constitués hors d'eau.
- de mise hors d'eau de tous les équipements de production, sensibles et électriques.
- d'utilisation de matériaux insensibles à l'eau pour les parties susceptibles d'être inondées.
- de mise en oeuvre de dispositifs étanches pour les accès (batardeaux , portes étanches ...).

c3 - Les autres travaux sur l'existant :

- **sous réserve**, en cas de **changement de destination** que le niveau des planchers aménagés et constitutifs de SHON soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence
- **sous réserve**, en cas de **réhabilitation**, que le niveau des planchers aménagés et constitutifs de SHON soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence s'il y a augmentation de la

vulnérabilité. Cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, ...).

- **sous réserve**, en cas de **rénovation**, que le niveau des planchers soit situé au moins 0,20 m (0,50 m pour les constructions à caractère vulnérable) au-dessus du niveau de la crue de référence avec un minimum de + 0,60 m par rapport à la cote moyenne du terrain d'assiette après adaptation
- **sous réserve**, dans l'hypothèse d'une **augmentation de la capacité d'accueil**, de l'existence ou de la création d'un espace refuge suffisant pour recevoir l'ensemble de la population de l'établissement (0,50 m² par effectif reçu déclaré) et dont le niveau des planchers sera situé au minimum 0,20 m (0,50 m pour les constructions à caractère vulnérable) au-dessus du niveau de la crue de référence, et **sous réserve** de ne pas augmenter la capacité d'accueil des constructions à caractère vulnérable (nombre de personnes) de plus de 20 % une seule fois.

Les locaux annexe ou technique (abri de jardin, local poubelle, local technique de piscine, halls d'entrée d'immeubles collectifs et cage d'ascenseur) ou ceux non constitutifs de SHON sont admis à une cote inférieure à celles mentionnées ci-dessus aux points c1), c2) et c3); leur niveau de plancher devra être situé au moins 0,20 m au-dessus du terrain naturel.

Zone Ri3

Le règlement de la présente zone concerne les **secteurs non ou peu urbanisés** en zone inondable d'aléa indifférencié qui correspond au champ d'expansion des crues.

On distingue **5 catégories** de constructions ou (et) d'équipements à savoir :

- 1 les constructions à usage **d'habitation et autres** que celles visées ci-après.
- 2 les constructions liées à l'exploitation **agricole**.
- 3 les **constructions et installations à usage d'activité commerciale, artisanale, industrielle ou tertiaire**.
- 4 les **campings , parcs résidentiels de loisir**.
- 5 les constructions, équipements et installations **d'intérêt général ayant une fonction collective y compris les constructions à caractère vulnérable**.

Article I : SONT INTERDITS :

- **toute construction, occupation et aménagement du sol nouveaux susceptibles de perturber l'écoulement ou d'aggraver le risque,**
- les reconstructions de bâtiments, de stockage ou de garage dont tout ou partie du gros-œuvre a été endommagé par une crue,
- toutes les constructions nouvelles à l'exception de celles admises à l'article II,
- les extensions et aménagements visant à augmenter la capacité d'accueil des constructions à caractère vulnérable,
- tous les changements de destination ayant pour effet d'augmenter la vulnérabilité d'une construction ,
- la création et l'extension des sous-sols,
- les stockages nouveaux de véhicules,
- les créations et extensions de campings et parcs résidentiels de loisirs,
- l'augmentation du nombre d'emplacements des campings et parcs résidentiels de loisirs existants.
- Les ouvertures en dessous de la crue de référence qui ne sont pas strictement nécessaires aux accès des bâtiments .

Article II : SONT AUTORISEES :

Pour les bâtiments existants, quelle que soit la nature de leur occupation actuelle, sont admis :

Les **travaux d'entretien et de gestion courants** des bâtiments implantés antérieurement à l'approbation du PPRI, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection de toitures, sauf s'ils augmentent les risques ou en créent de nouveaux, ou conduisent à une augmentation significative de la population exposée.

La **reconstruction de bâtiments sinistrés** dans les cinq ans suivant un sinistre dûment constaté ou déclaré en mairie et sous réserve de diminuer leur vulnérabilité (cote planchers identique à bâtiments neufs, orientation, moindre accueil,). La reconstruction n'est pas admise si le sinistre est la conséquence d'une inondation.

Les **occupations du sol énumérées ci-dessous en dehors du lit moyen** (tel que défini par l'analyse hydrogéomorphologique) et **au minimum au-delà d'une bande de 7 m** à partir de la crête des berges des cours d'eau.

II.1 - Pour les constructions à usage d'habitation et autres que celles relevant des catégories 2 à 5 susvisées :

a - Les extensions sans création de nouveau logement dans les conditions suivantes :

- **augmentation de l'emprise au sol** : une seule fois dans la limite de 20 m² pour les constructions à usage d'habitation et dans la limite de 20 % de l'emprise au sol du bâtiment existant pour les autres constructions,
- **sous réserve** que le niveau des planchers soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence avec un minimum de + 0,60 m par rapport à la cote moyenne du terrain d'assiette après adaptation. Cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, ...).

b - Les autres travaux sur l'existant sans création de nouveau logement :

sous réserve que le niveau des planchers aménagés et constitutifs de SHON soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence s'il y a augmentation de la vulnérabilité,

En cas de **réhabilitation**, cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, ...).

En cas de **rénovation** (démolition-reconstruction) ou de **changement de destination**, le niveau des planchers aménagés et constitutifs de SHON sera situé au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la cote de référence

Les parties situées sous le niveau de la crue de référence ne pourront faire l'objet d'aucun changement de destination allant dans le sens d'une augmentation de la vulnérabilité.

Les locaux annexe ou technique (abri de jardin, local poubelle, local technique de piscine, halls d'entrée d'immeubles collectifs et cage d'ascenseur) ou ceux non constitutifs de SHON sont admis à une cote inférieure à celles mentionnées ci-dessus aux points a) et b); leur niveau de plancher devra être situé au moins 0,20 m au-dessus du terrain naturel.

II.2 - Pour les constructions liées à l'exploitation agricole :

a - les constructions nouvelles :

- les constructions nouvelles à usage d'habitation strictement nécessaire à l'exploitation agricole sous réserve que les planchers habitables nouvellement créés soient situés au moins 0,50 m au-dessus de la crue de référence avec un minimum de + 0,60 m par rapport à la cote moyenne du terrain d'assiette après adaptation :
 - dans la mesure où la présence permanente in situ est justifiée par le demandeur,
 - dans la limite d'un logement par exploitation (situé au siège de l'exploitation) composé avec les bâtiments d'exploitation.
- les constructions nouvelles à usage strict d'activité agricole :
 - **seulement si** cette nouvelle construction est indispensable à l'exploitation et ne peut pas être localisée hors zone inondable,
 - **sous réserve** que le niveau des planchers créés et des locaux abritant les animaux soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence avec un minimum de + 0,60 m par rapport à la cote moyenne du terrain d'assiette après adaptation .

b - les extensions sans création de nouveau logement:

sous réserve que le niveau des planchers créés et des locaux abritant les animaux soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence avec un minimum de + 0,60 m par rapport à la cote moyenne du terrain d'assiette après adaptation.

c - Les autres travaux sur l'existant sans création de nouveau logement:

sous réserve que le niveau des planchers aménagés et des locaux abritant les animaux soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence

II.3 - Pour les constructions à caractère commercial, artisanal ou industriel et tertiaire :

Les installations seront implantées au moins 0,20 m au-dessus de la cote de la crue de référence.

a - Les extensions dans les conditions suivantes :

- **augmentation de l'emprise au sol : une seule fois** dans la limite de 20 % de l'emprise au sol du bâtiment existant.
- **sous réserve** que le niveau des planchers créés soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence.

Toutefois les rez-de-chaussée obligatoirement surélevés de 0,20 m par rapport au terrain naturel

peuvent être utilisés comme garages, lieux de chargement-déchargement et locaux indispensables pour assurer l'accès aux bâtiments.

De même, les surfaces de planchers nécessaires à l'accueil du public et à l'activité commerciale –à l'exclusion de ceux liés à l'hébergement (hôtellerie par exemple)- sont admises à une cote inférieure à la cote de référence à la condition que cette cote soit, en tout point, au moins égale à celle du terrain naturel + 0,60 m et sous réserve :

- qu'il existe ou que soit créé un espace refuge suffisant (10% au moins de la SHON totale, dans le cas d'un ERP, 0,50 m² minimum par effectif reçu déclaré). Ce refuge qui doit donner accès vers l'extérieur peut être constitué de bureaux, salles de réunions mais aussi d'une terrasse même non couverte.
- que les stocks soient constitués hors d'eau.
- de mise hors d'eau de tous les équipements sensibles et électriques.
- d'utilisation de matériaux insensibles à l'eau pour les parties susceptibles d'être inondées.
- de mise en oeuvre de dispositifs étanches pour les accès (batardeaux , portes étanches ...).

Une notice technique descriptive précisera utilement les contraintes de fonctionnement de l'activité et les dispositions techniques répondant aux prescriptions du règlement à l'appui de la demande d'autorisation d'urbanisme déposée par le pétitionnaire.

b - Les autres travaux sur l'existant :

- sous réserve de ne pas augmenter la vulnérabilité.
- sous réserve que le niveau des planchers aménagés et constitutifs de SHON soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence.

En cas de **réhabilitation**, cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, ...) ou s'il s'agit d'abris de jardin ou de locaux non constitutifs de SHON comme les garages.

En cas de **rénovation** (démolition-reconstruction) ou de **changement de destination**, le niveau des planchers aménagés et constitutifs de SHON sera situé au moins 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence.

Toutefois les rez-de-chaussée obligatoirement surélevés de 0,20 m par rapport au terrain naturel peuvent être utilisés comme garages, lieux de chargement-déchargement et locaux indispensables pour assurer l'accès aux bâtiments.

De même, les surfaces de planchers nécessaires à l'accueil du public et à l'activité commerciale –à l'exclusion de ceux liés à l'hébergement (hôtellerie par exemple)- sont admises à une cote inférieure à la cote de référence à la condition que cette cote soit, en tout point, au moins égale à celle du terrain naturel + 0,60 m et sous réserve :

- qu'il existe ou que soit créé un espace refuge suffisant (10% au moins de la SHON totale, dans le cas d'un ERP, 0,50 m² minimum par effectif reçu déclaré). Ce refuge qui doit donner accès vers l'extérieur peut être constitué de bureaux, salles de réunions mais aussi d'une terrasse même non couverte.
- que les stocks soient constitués hors d'eau.
- de mise hors d'eau de tous les équipements sensibles et électriques.
- d'utilisation de matériaux insensibles à l'eau pour les parties susceptibles d'être inondées.
- de mise en oeuvre de dispositifs étanches pour les accès (batardeaux , portes étanches ...).

Une notice technique descriptive précisera utilement les contraintes de fonctionnement de l'activité et les dispositions techniques répondant aux prescriptions du règlement à l'appui de la demande d'autorisation d'urbanisme déposée par le pétitionnaire.

II.4 - Pour les campings et parcs résidentiels de loisirs :

- l'exploitation des campings et PRL existants strictement limitée aux dispositions des arrêtés qui les réglementent.
- les constructions extensions et aménagements de locaux à caractère technique des campings et parcs résidentiels de loisir directement liés à l'activité, **sous réserve** de leur mise hors d'eau et qu'ils contribuent à la diminution de la vulnérabilité (création d'espace refuge...)
- aménagement des campings et PRL **sous réserve** que cela ne génère pas une augmentation de la vulnérabilité.

II.5 - Pour les équipements et installations d'intérêt général ayant une fonction collective:

Les constructions ou ouvrages nouveaux participant à la protection contre les risques naturels sous réserve de ne pas aggraver le risque d'inondation après accord du gestionnaire de la servitude PPR.

a - Pour les équipements et installations techniques :

Les constructions nouvelles, les aménagements et les extensions.

- **sous réserve** de la mise hors d'eau ou de la protection des parties sensibles de l'équipement (étanchéité par exemple) et **dans la mesure où aucun autre site n'est techniquement possible** .

b - Pour les équipements de sport et de loisir collectifs :

- la création, l'extension et l'aménagement de terrains de sport et de loisirs de plein air.
- l'extension et l'aménagement de locaux à usage de sport et de loisir, **sous réserve** de leur mise hors d'eau et qu'ils n'impliquent pas une augmentation de risque pour les riverains

c - Pour les autres types de constructions :**c1 – Les extensions dans les conditions suivantes :**

- **augmentation de l'emprise au sol : une seule fois** dans la limite de 20 % de l'emprise au sol du bâtiment existant,
- **sous réserve** que le niveau des planchers créés constitutifs de SHON soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence,
- **sous réserve** de l'existence ou de la création d'un espace refuge suffisant pour recevoir l'ensemble de la population de l'établissement (0,50 m² par effectif reçu déclaré) et dont le niveau des planchers sera situé au minimum 0,20 m (0,50m pour les constructions à caractère vulnérable) au-dessus du niveau de la crue de référence,
- **sous réserve** de ne pas augmenter la capacité d'accueil (nombre de personnes)

c2 – Les autres travaux sur l'existant :

- **sous réserve, en cas de changement de destination** qu'il n'y ait pas augmentation de la vulnérabilité
- **sous réserve, en cas de réhabilitation**, que le niveau des planchers aménagés et constitutifs de SHON soit situé au-dessus du niveau de la crue de référence s'il y a augmentation de la vulnérabilité
- Cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé au-dessus de la crue de référence) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, ...).
- **sous réserve**, à l'exclusion des constructions à caractère vulnérable, dans l'hypothèse d'une augmentation de la capacité d'accueil ; de l'existence ou de la création d'un espace refuge suffisant pour recevoir l'ensemble de la population de l'établissement (0,50 m² par effectif reçu déclaré) et dont le niveau des planchers sera situé au minimum 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence,

Les locaux annexe ou technique (abri de jardin, local poubelle, local technique de piscine, halls d'entrée d'immeubles collectifs et cage d'ascenseur) ou ceux non constitutifs de SHON sont admis à une cote inférieure à celles mentionnées ci-dessus aux points c1), c2) et c3); leur niveau de plancher devra être situé au moins 0,20 m au-dessus du terrain naturel.

Zone Ri4

La présente zone est constituée des **secteurs urbanisés** situés dans la zone dite « **hydrogéomorphologique potentiellement inondable** ».

Cette zone correspond à l'emprise du lit majeur dont on n'a pas connaissance aujourd'hui qu'elle ait été récemment affectée par une crue mais dont on sait que, par définition, elle pourrait être inondée.

Cette zone n'est soumise à aucune interdiction mais seulement aux prescriptions ci-après mettant en œuvre des dispositions préventives :

Article 1 : Toutes les **constructions et installations nouvelles** sont autorisées mais devront comporter un vide sanitaire, de sorte que la cote du plancher se situe au moins 0,60 m (0,90 m pour les constructions à caractère vulnérable) au-dessus de la cote moyenne de la plate-forme d'assiette, après adaptation éventuelle avant construction.

Article 2 : Tous les **extensions, réhabilitations, rénovations et changements de destination** sont autorisés mais devront comporter un vide sanitaire, de sorte que la cote du plancher se situe au moins 0,60 m au-dessus de la cote moyenne de la plate-forme d'assiette.

A l'exception des constructions à caractère vulnérable, cette cote pourra être adaptée à l'existant si le bâtiment intègre un espace refuge (situé 0,60m au-dessus de la cote du terrain naturel) accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur (fenêtre en façade ou de toit, balcon, ...).

Les locaux annexe ou technique (abri de jardin, local poubelle, local technique de piscine, halls d'entrée d'immeubles collectifs et cage d'ascenseur) ou ceux non constitutifs de SHON sont admis à une cote inférieure à celles mentionnées ci-dessus aux articles 1 et 2; leur niveau de plancher devra être situé au moins 0,20 m au-dessus du terrain naturel.

Titre II

Dispositions communes à toutes les zones

Handwritten signature and initials in blue ink, located at the bottom right of the page.

Les règles ci-après s'appliquent à l'ensemble des zones inondables et des zones dites hydrogéomorphologiques potentiellement inondables. Elles concernent les travaux divers liés ou non à des constructions existantes ou à créer en complément des dispositions particulières explicitées au titre I.

Article I - SONT INTERDITS :

- tous les exhaussements et affouillements des sols non visés au titre I et à l'article 2 du présent titre,
- la construction de digues qui n'ont pas pour objet la protection des lieux habités,
- les stockages de plus de 10 m³ de flottants susceptibles de se révéler dangereux s'ils sont mobilisés par une crue tels que rondins et billes de bois, produits de scierie, etc...,
- l'installation de cuves non enterrées autres que celles visées à l'article II,
- les stockages autres que ceux visés à l'article II de produits ou matériaux polluants ou (et) susceptibles de se révéler dangereux pour la sécurité et (ou) pour la santé des personnes ou pour la pérennité des biens,
- la création de décharges quelle que soit la nature des matériaux, déchets ou produits concernés,
- les plantations d'arbres à racines traçantes sur les digues et berges,
- les plantations d'arbres en alignement espacés de moins de 5 m (sauf si l'alignement est parallèle au sens de l'écoulement principal ou fait un angle inférieur ou égal à 20° avec celui-ci).

Article II - SONT AUTORISÉS

II.1) Clôtures, exhaussements, affouillements, piscines

a - clôtures :

- sous réserve que leur perméabilité (pourcentage de vide) soit supérieure à 80% (mur bahut éventuel limité à 0,20 m de hauteur).

b - exhaussements aux abords des constructions :

- les exhaussements de parcelle (bâtie ou sur le point de l'être) jusqu'au niveau de la voie de desserte sous réserve de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux de ruissellement superficiel des parcelles voisines et donc de se limiter à leur altitude moyenne.
Cette modification de la cote du terrain naturel correspond à un objectif d'adaptation du sol à l'environnement de la construction et sera prise en compte pour la détermination du niveau d'aléas.
- exhaussements directement liés à la construction des bâtiments à savoir :

- liaisons des planchers avec le terrain naturel (remblais en talus uniquement),
- établissement des accès aux bâtiments et passage des réseaux,
- création d'une éventuelle zone de refuge,

c – affouillements aux abords des constructions

- affouillement pour construction d'une piscine, sous réserve qu'elle soit calée au niveau du terrain naturel et qu'un balisage permettant d'en visualiser l'emprise soit mis en place

II.2 - Pour les travaux d'infrastructures :

- les travaux de construction, de modification (ou de réaménagement) d'infrastructures dans la mesure où il est démontré qu'ils n'engendreront pas une modification de la ligne d'eau de plus de 5 cm pour la crue de référence par rapport à la situation initiale et s'ils ne sont pas de nature à engendrer des érosions ou dégradations par augmentation des champs de vitesse.
- tous les exhaussements et affouillements liés à la réalisation ou (et) au confortement d'ouvrages ayant pour objet la protection des lieux habités (digues et bassin de rétention notamment).

II.3 - Pour les stockages et épandages de matériaux et pratiques diverses :

- les épandages de boues ou de compost à base de boues de stations ainsi que les dispositifs de stockage ou/et de fabrication de ces boues ou compost, dans la mesure où ils satisfont aux dispositions et règles édictées dans le cadre des procédures dont ils relèvent (notamment autorisation ou déclaration au titre de la loi sur l'eau ou des installations classées).
- les cuves de stockage enterrées sous réserve qu'elles soient solidement arrimées à des massifs béton ancrés dans le sol évitant tout risque de flottaison.
- les cuves de stockage non enterrées solidement arrimées à un massif en béton ancré dans le sol et dont la surface sera située au minimum 0,60 m au-dessus du niveau de la crue de référence et uniquement dans les secteurs suivants :
 - ⇒ zones Ri2 et Ri4,
 - ⇒ zones Ri3 au voisinage immédiat d'une construction existante ou dans une zone d'activité existante ;
- les stockages de matériaux ou produits polluants dont l'étude d'impact démontrera qu'ils ne constituent pas de risque significatif pour la sécurité et la santé des personnes en cas d'entraînement ou de dilution par une crue.

Uniquement dans les secteurs suivants et sous réserve que le niveau de stockage soit situé au moins 0,60m au-dessus du niveau de référence :

- ⇒ zones Ri2 et Ri4,
- ⇒ zones Ri3 au voisinage immédiat d'une construction existante, ou dans une zone d'activité existante.

Outre le respect des cotes de mise hors d'eau, tous les stockages de produits ou matériaux polluants, liquides ou susceptibles de changement d'état physique devront être garantis par le confinement dans des bacs de rétention de capacité au moins égale à celle du stockage

Titre III

Règles de construction

Les règles ci-après s'appliquent à l'ensemble des zones inondables et des zones dites hydrogéomorphologiques potentiellement inondables :

- ♦ **les constructions, équipements, ouvrages et installations** seront conçues de façon à **résister aux pressions** de la crue de référence **ainsi qu'à des tassements ou érosions localisés**.
- ♦ **les matériaux de gros oeuvre utilisés** seront **insensibles à l'eau** et parfaitement imperméabilisés jusqu'à une hauteur égale au niveau de la crue de référence majoré de 0,50 m minimum et, de surcroît, ne conduisant pas l'eau par capillarité.
- ♦ dans les garages, abris de jardin et autres locaux pour lesquels il n'y a pas obligation d'implanter le plancher au-dessus du niveau de la crue de référence :
 - ⇒ les équipements électriques sensibles seront implantées au moins 0,50 m au dessus du niveau de cette dernière.
 - ⇒ les revêtements intérieurs (sols et murs) seront insensibles à l'eau au moins jusqu'à 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence,
 - ⇒ les appareils de chauffage (chaudières et radiateurs) qui pourraient être installés dans un tel local seront implantés 0,20 m au-dessus du niveau de la crue de référence.
 - ⇒ les matériaux d'isolation verticale et de plancher seront insensibles à l'eau
- ♦ les isolations des planchers et murs verticaux seront constituées de matériaux insensibles à l'eau.



LEXIQUE

[Signature]

[Signature]

Aléa

Phénomène naturel d'occurrence et d'intensité données.

Aménagement des bâtiments existants

Les aménagements ne peuvent se justifier que par des travaux de faible importance.

L'aménagement exclut, entre autres, ce type de travaux :

- la transformation d'un hôtel-restaurant en immeuble d'habitation
- la réhabilitation d'un bâtiment

la construction d'un garage alors que le POS n'autorise que les travaux destinés à améliorer le confort des habitations ; l'aménagement s'apparente dans ce cas à une extension.

Autres travaux sur l'existant

Dans le présent règlement, ce terme recouvre les changements de destination, les réhabilitations et les rénovations.

Construction

Cette notion englobe toutes constructions, travaux, ouvrages et installations, hors sol et enterrés, qui entrent ou pas dans le champ d'application du permis de construire.

Par exemple :

- construction nouvelle à usage d'habitation ou non (y compris les maisons légères, les maisons flottantes, les ouvrages techniques d'une hauteur supérieure à 12 m)
- les travaux exécutés sur les constructions existantes s'ils ont pour effet de modifier :
 - leur volume (extension ou surélévation)
 - leur aspect extérieur
 - le nombre et la forme des ouvertures
 - les matériaux des couvertures, adjonction, suppression des balcons
 - ou de créer un ou plusieurs niveaux supplémentaires à l'intérieur du volume existant
 - de changer la destination des constructions.

Equipements de loisirs

Utilisation du sol en y réalisant des terrains de jeux (jeux d'enfants, parcours de santé, tennis, golf, football, sports motorisés, etc...). Ces terrains sont soumis à installation et travaux divers (ITD) si aucune construction n'y est réalisée : article R 442-2 du code de l'urbanisme.

Constructions, équipements et installations d'intérêt général ayant une fonction collective :

Sont concernés toutes les constructions ou ouvrages à vocation collective. (mairie, salle des fêtes, école, caserne de pompiers, gendarmerie, poste de police...) dont notamment les constructions à caractère vulnérable (cf ci-dessous)

Sont également concernés les équipements techniques dont notamment :

- | | |
|--------------------------------|---|
| - l'électricité, le gaz, | - l'eau potable, l'assainissement, |
| - les télécommunications, | - l'annonce de crues et les dispositifs |
| - les locaux à usage de refuge | de mesure près des cours d'eau. |

Construction à caractère vulnérable

Ce sont des constructions d'intérêt général ayant une fonction collective, destinées à accueillir des populations particulièrement vulnérables telles que notamment (liste non exhaustive) :

- | | |
|---------------------------------|---|
| - les crèches, | - les hôpitaux, |
| - les centres de vacances, | - les maisons de retraite, |
| - les établissements scolaires, | - les centres d'accueil des handicapés, |
| - les cliniques, | - les divers établissements de soin |

Emprise au sol

Correspond à la projection verticale du volume de la construction au sol (même en cas de construction sur pilotis). Sont toutefois exclues les saillies telles que balcons, marquises, débords de toiture (dans la limite d'un débord de 0,80 par rapport à la façade).

Le terme «**une seule fois**» qui s'applique uniquement à l'augmentation limitée de l'emprise au sol s'entend par rapport à l'emprise initiale du bâtiment avant extension à **compter de l'approbation du PPRI**.

Extension

Réalisation de travaux visant à étendre la construction existante.

Au-delà de son aménagement, de sa rénovation, un bâtiment existant peut faire l'objet d'une extension qui se mesure en hauteur ou en volume, et plus particulièrement en emprise au sol.

Cette notion tire sa définition de la jurisprudence. Le non respect des conditions fixées par elle pour définir la notion d'extension signifie que l'on rentre dans le cadre d'une construction autonome nouvelle ou a contrario les travaux sont regardés comme étant des travaux visant à améliorer le confort et la solidité des constructions existantes.

Pour qu'il y ait extension d'un bâtiment existant, il est exigé que cette construction ou ces travaux ne soient pas trop importants et ne bouleversent pas la construction existante.

Par exemple :

– L'élévation d'un pavillon d'une hauteur qui double la hauteur initiale du pavillon ne saurait être regardée comme l'extension d'une construction existante. CE 23/02/90 Basquin

- Idem pour l'extension d'une construction dont les dimensions sont comparables ou équivalentes à 50 % de celle de la construction existante ou encore lorsque l'emprise au sol est augmentée de 73 %.

- La construction ou les travaux doivent se faire en continuité de la construction existante sinon il s'agit d'une construction nouvelle.

Par ailleurs, la construction d'un garage attenant à une construction à usage d'habitation ne peut être considéré comme des travaux visant à améliorer le confort et la solidité de la construction existante.

CE 22 Avril 1992, M. Jean DUHAMEL.

– La construction et les travaux ne doivent pas se doubler d'un changement de destination.

Reconstruction

C'est l'opération qui consiste à rétablir en son état antérieur un bâtiment démoli ou sinistré en totalité ou en partie.

La reconstruction d'un bâtiment ne doit pas porter atteinte à l'environnement.

Définie négativement, la reconstruction ne concerne ni des travaux de réfection qui concernent davantage l'intérieur des bâtiments, ni des travaux d'adaptation voire d'extension des bâtiments existants et enfin ni la réparation ne mettant pas en péril la structure du bâtiment.

La reconstruction porte donc sur la remise en état d'un bâtiment en ruine ou incendié ou démoli après la réalisation d'une catastrophe naturelle ou plus largement d'un sinistre.

Elle est réalisée à l'emplacement de cet ancien bâtiment.

Elle peut porter sur une partie du bâtiment, une façade qui s'est écroulée, par exemple.

Dans tous les cas la reconstruction d'un immeuble sinistré nécessite un PC, même si les fondations préexistantes ont été conservées.

Les travaux de reconstruction sont assimilés au regard du champ d'application du permis de construire aux constructions nouvelles.

La reconstruction d'un bâtiment incendié n'est pas une opération de réparation mais bien celle d'une reconstruction alors même que l'on utilise des matériaux épargnés par le feu

CE 20/06/69 "PORGOZALEK"MC333

A l'inverse les travaux de réfection d'un bâtiment existant entrepris à la suite d'un incendie ne nécessitent pas de PC dès lors qu'ils n'entraînent :

- ni modification extérieure
- ni création d'un niveau supplémentaire
- ni changement de destination
- ni accroissement de volume.

(Rép. Min. J.O. Débat Assemblée Nationale 8 Novembre 93)

La seule exception concerne les immeubles classés monuments historiques pour lesquels les travaux de reconstruction ne nécessitent qu'une déclaration préalable. (R 422-2. du code de l'urbanisme - alinéa b)

Le propriétaire n'a pas de droits acquis à la reconstruction d'un bâtiment détruit.

Bien entendu la reconstruction doit se faire dans le respect des dispositions du POS SAUF cas particulier où le POS a prévu explicitement la reconstruction à l'identique du bâtiment sinistré.

La reconstruction peut être alors autorisée à l'identique (volume, densité....) ou dans le respect de certaines dispositions du POS (définies à l'article 1 du règlement : volume du bâtiment démoli, destination, emprise ...)

Si le POS autorise la reconstruction des immeubles détruits après un sinistre quelconque celle-ci est possible quelle que soit la date du sinistre.

(CE 06/07/88 Couillaud et commune de Beauvoir sur Mer).

D'où la nécessité de fixer un délai d'intervention entre la démolition et la reconstruction afin d'éviter la reconstruction des ruines anciennes.

C'est l'affectation du bâtiment qui existait avant la date d'approbation du POS qui doit être prise en considération.

(CE 28/09/90 Ass. culturelle des témoins de Jéhovah de la région Nord de la France).

A l'inverse si le POS s'oppose à la construction dans une zone, le relèvement des immeubles en ruine est interdit (CE 8/06/88 Ep. Antiéro n° 81 478).

Réhabilitation

Ensemble de travaux visant à remettre aux normes d'habitabilité actuelles un bâtiment ancien (**conditions de confort et d'habitabilité au sens du code de la construction et de l'habitat**).

Cette opération peut comporter la restructuration interne d'un logement, voire la division de l'immeuble en appartements pour les adapter à des exigences de taille en particulier. Elle peut comporter par ailleurs l'installation d'un ascenseur, la réfection de toitures, le ravalement ou la consolidation des façades.

La réhabilitation suppose le respect architectural du bâtiment. Les travaux toucheront le gros œuvre mais sans ne jamais porter atteinte à son équilibre existant.

Le rapport Nora distingue 4 niveaux de réhabilitation :

a) La réhabilitation légère : elle consiste en l'installation d'un équipement sanitaire complet avec salle d'eau (y compris les canalisations, l'électricité et les peintures accompagnant ces agencements). Elle ne comporte pas de travaux sur les parties communes de l'immeuble ni l'installation du chauffage central.

b) La réhabilitation moyenne : outre l'équipement sanitaire comme au cas précédent, celle-ci s'accompagne de travaux plus complets sur les parties privatives de l'immeuble, c'est à dire l'intérieur du logement : réfection de l'électricité et des peintures. le chauffage central ou électrique est ajouté, ce qui implique une amélioration de l'isolation (changement de croisées).

En règle générale, la distribution intérieure du logement et le cloisonnement ne sont pas modifiés. Sur les parties communes de l'immeuble, des travaux légers sont entrepris (peinture des cages d'escalier et ravalement de la façade, sans reprise de toiture).

c) *La réhabilitation lourde : elle comprend des travaux précédemment décrits. De plus une redistribution des pièces dans le logement ou une redistribution des logements par étage pourront être effectuées. L'intervention est surtout beaucoup plus complète sur les parties communes de l'immeuble. Non seulement le ravalement des façades, mais aussi la réfection des toitures seront entrepris. Les travaux toucheront le gros oeuvre, avec des reprises de maçonnerie et de charpente, de planchers quelquefois.*

d) *La réhabilitation exceptionnelle : cette catégorie doit être distinguée de la précédente. Dans les cas courants de restauration lourde, l'intervention touche le gros oeuvre, mais sans porter atteinte à son équilibre existant. Au contraire, dans certains cas, la réhabilitation peut aller jusqu'à reprendre la structure porteuse de l'immeuble, lorsque sa solidité est atteinte en profondeur.*

Rénovation

Elle consiste en la destruction et la reconstruction d'immeuble à la même place.

Cependant, la pratique distingue :

- la rénovation-amélioration (ou rénovation légère) qui est destinée à doter un bâtiment des normes actuelles de confort,
- la rénovation-construction (ou rénovation lourde) qui implique la reprise totale ou importante des structures intérieures de l'immeuble, avec parfois une addition de construction.

Risque

La notion de risque suppose à priori l'existence de biens ou d'activités (généralement des établissements humains) dommageables. On parlera de risque naturel lors de la conjonction d'un phénomène naturel et de l'existence de biens et activités pouvant subir des dommages et de personnes pouvant subir des préjudices.

Sinistre

Evènement fortuit (la destruction provient d'un fait extérieur, involontaire : incendie, explosion, cataclysme naturel...) ayant occasionné la destruction de la construction.

Le code des assurances définit le sinistre comme la réalisation du risque garanti.

Cela signifie que le sinistre ne couvre que les biens qui sont garantis contre les risques définis contractuellement.

C'est pourquoi il semble nécessaire de parler de sinistre constaté (par PV) ou déclaré (auprès des assurances).

Stockages de véhicules

Sont concernés uniquement ici :

- les dépôts de véhicules et engins à moteur de plus de 10 unités,
- les garages collectifs de caravanes et habitats légers de loisir,
- les stationnements isolés de caravanes et d'habitats légers de loisir de plus de 3 mois dans l'année.

Terrain naturel (TN) ou terrain d'assiette

Le niveau du terrain naturel est celui du terrain dans l'état dans lequel il est au moment de la demande. Cependant en secteur urbain et de façon exceptionnelle en secteur naturel la comparaison avec les niveaux topographiques des parcelles adjacentes peuvent montrer que la topographie du terrain objet de la demande a été nettement modifiée. Dans ce cas, lorsque cela est démontré le niveau du T.N peut être adapté sur celui des parcelles adjacentes.

Vulnérabilité (augmentation de la)

La notion d'augmentation de la vulnérabilité concerne le changement de destination de locaux inondables mais aussi l'augmentation de la capacité d'accueil ou de stockage. Elle est essentiellement liée à la nature de l'occupation des lieux et d'abord à la mise en danger des personnes, puis à des considérations économiques.

Ainsi, la transformation d'un garage inondable en local commercial, la transformation d'un local commercial inondable en logement ou encore la transformation d'une maison d'habitation en crèche constituera une augmentation de la vulnérabilité.





**CRÉMATORIUMS
DE FRANCE**

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

ANNEXE 02 : TERRAIN

Voir Annexe 4 – Description architecturale & aménagement du site.



CRÉMATORIUMS DE FRANCE

ANNEXE 03 : MISE A DISPOSITION ET / OU DEBOURS DE LA COLLECTIVITE

Conformément aux dispositions de l'art. L.1411-2 du CGCT, la commune fixe un droit d'entrée de 36.102€ TTC, correspondant aux dépenses engagées par la collectivité pour la mise en œuvre de la convention de concession.

Ce droit d'entrée sera versé dans le mois qui suit la signature de la convention de concession.

Les candidats intégreront ce montant dans le périmètre de l'investissement d'origine.

Les coûts engagés sont les suivants :

- Prestation de l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) : Société **Créma-Concept-Consulting** pour un montant TTC de 23 850 euros ;
- Dossier d'expertise géotechnique : Société **EGSA BTP** pour un montant TTC de 3 774,00 euros ;
- Dossier relevés : **GEOFIT** expert pour un montant TTC de 4 380,00 euros ;
- Dossier technique amiante : Société **VERITAS** pour un montant TTC de 768,00 euros ;
- **Publication JOUE-BOAMP** : pour un montant de 1 080 euros ;
- **Publication Résonance** : pour un montant de 2 250 euros ;

Ce droit d'entrée sera versé dans le mois qui suit la signature de la convention de concession.



**CRÉMATORIUMS
DE FRANCE**

ANNEXE 4A : DESCRIPTION ARCHITECTURALE & AMENAGEMENT DU SITE

1. DESCRIPTION ARCHITECTURALE

1.1. Un bâti empreint d'histoire

Le bâtiment mis à disposition par la ville de Narbonne dans le cadre de l'aménagement d'un crématorium est chargé d'histoire. Celui-ci a subi les stigmates du temps et reflète un défaut ou une absence d'entretien général. Toutefois, le caractère de la construction reste intact.

Le corps du bâtiment principal à façade pignon, typiquement issu de l'architecture provençale, abritait un établissement viticole traditionnel de la région de Narbonne.

La façade et les encadrements en pierre des ouvertures lui ont conféré une noblesse dont on peut, encore aujourd'hui, retrouver quelques traces.

L'évolution des pratiques viticoles a modifié notablement la construction : les tonneaux bois ont ainsi été remplacés par des cuves en béton, des ouvertures ont été condamnées et d'autres ont été créées.

Un bâtiment de stockage en simple rez-de-chaussée a été adossé à la droite du corps principal ; à gauche, un auvent structure acier et dont la couverture est amiantée a été érigé.

Une succession de petites constructions devant la façade principale vient dégrader l'architecture générale du site, et a fini par défigurer la noblesse du bâtiment.

1.2. Motivations urbanistiques

Le site proposé est à première vue parfait :

Environnement paysager exceptionnel, proximité avec le Golf Sainte Rose bordé par le marais et composé d'essences sauvages locales

Absence de mitoyenneté avec des habitations ou autres zones commerciales

Absence de nuisances sonores et visuelles

Cependant, les réglementations d'urbanisme imposent des contraintes non négligeables, intégrées au présent projet.

En effet, le Plan Local d'Urbanisme d'une part, mais surtout le Plan de Prévention du Risques d'Inondations d'autre part, ont conduit à des aménagements spécifiques :

Extension du bâti + 20% maximum de l'emprise au sol de l'existant,

Plancher à + 0,60 m du terrain naturel pour la zone accessible au public,
Zone refuge d'une surface significative de 100 à 150 m² située à l'étage,
Zone de chargement / déchargement à + 0,20 m du terrain naturel,
Equipements techniques four(s), filtration(s), cellules réfrigérées et produits sensibles (réactifs) hors d'eau à + 1,78 m du terrain naturel.

Un crématorium est un équipement important et signifiant d'une commune. Il doit posséder des qualités essentielles telles que la simplicité, la sobriété et la lisibilité.

Tous contribuent à affirmer le projet comme une référence à son territoire, lisible à différentes échelles : celle du piéton, celle de l'automobiliste depuis le parking ou les différentes voies, mais aussi depuis les airs, avec un soin particulier à apporter à sa couverture.

Le projet respectera les règles du Plan Local d'Urbanisme.

Le site sera prévu planté autour des places de parkings créées et l'ensemble des espaces seront végétalisés. L'accueil du public sera rapide, par un accès lisible et un cheminement sécurisé depuis les parkings correctement dimensionnés.

Le bâtiment sera constitué de matériaux sobres et à l'échelle du territoire, sans aucune connotation religieuse ou philosophique.

La liaison vers le site cinéraire se fera naturellement, dans un cadre végétalisé, préservé, permettant l'intimité nécessaire au recueillement.

1.3. Motivations architecturales

Créer un lieu apaisant pour les familles.

Un crématorium est un lieu où tous les détails doivent être soignés, et permettre aux familles de trouver en toute simplicité, sans aucun signe distinctif de croyance ou de religion, le calme et la paix dans des moments douloureux.

C'est un lieu omni-culte au sein duquel aucun élément architectural ne fait référence à une religion particulière, et où tout un chacun peut évoluer et suivre le déroulé de la cérémonie, sans être heurté par une connotation particulière. Ce lieu incitera au recueillement sans pour autant paraître intimidant.

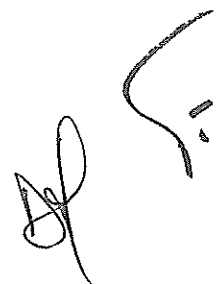
Panneau

La lisibilité et la transparence permettent aux familles de se repérer facilement.

La clarté, la lumière naturelle seront toujours présentes et cela dans chacune des pièces.

La salle de cérémonies s'ouvrira vers l'environnement paysager du golf voisin.

Les espaces ont été conçus dans une volonté constante de parfaite adéquation du lieu et des ambiances.



Le parcours de la cérémonie est naturellement suggéré, accompagné, orienté, mètre après mètre, chaque élément du bâti contribuant par la lumière, par le végétal, par la matière ou par le volume, à apaiser, reconforter, accompagner.

Dans un moment douloureux, où parfois on perd ses repères, le construit épaula les familles dans leur épreuve, avec humilité et discrétion, tout en imposant des proportions, à l'échelle de l'évènement.

Soigner les vues extérieures

La végétation présente sur le site sera préservée sur les abords, ainsi qu'en pied de bâtiment et en bordure du parvis, les plantations locales et rustiques demandant peu d'entretien agrémentent les cheminements.

Le traitement des aménagements extérieurs, tantôt minéral tantôt végétal, sera structuré au plus près du bâtiment pour s'ouvrir sur le paysage.

Les liaisons entre les différentes zones faciliteront le repérage des familles endeuillées.

La simplicité et la lisibilité des façades ainsi que le marquage au sol depuis le parking tout proche, guident les familles jusqu'au parvis d'entrée.

Masquer l'aspect technique de l'établissement

Fort de notre expérience dans le domaine funéraire, l'architecture projetée se met au service de l'homme, et des affects qui le parcourent dans ces instants singuliers.

Moment de rapprochement des familles, la mort convoque les sentiments.

Un crématorium se doit d'être à la hauteur de l'évènement.

L'accès technique pour les opérateurs funéraires est confidentiel et se réalise à l'abri des regards afin de gommer les aspects professionnels et opérationnels du crématorium.

Créer une architecture contextuelle qui a du sens et qui donne du sens

La volonté du projet est d'offrir aux familles un équipement de qualité, simple lisible et élégant, présentant une cohérence aussi bien fonctionnelle, règlementaire qu'esthétique.

Cette conception se traduit :

- par des volumes à taille humaine,
- par une lisibilité soignée, le rythme des ouvertures en façade crée un appel et signale l'entrée,
- par une mise en cohérence de l'ensemble des façades, animé par une structure à claire-voie inspirant le recueillement pour un lieu nécessairement empreint de solennité,
- par les matériaux choisis mariant sensiblement le traditionnel et la modernité, qui caractérisent cet équipement public dans sa volonté d'être en phase avec son époque,
- par une décoration sobre, chaleureuse et colorée mariant délicatement le minéral et le végétal, et jouant sur des teintes naturelles apaisantes,

- Par une économie et une facilité d'exploitation des services,
- Et par une fiabilité des installations techniques.

Créer une organisation intérieure et extérieure fonctionnelle

L'organisation générale des équipements a été conçue en privilégiant une simplicité des volumes, une lisibilité des fonctions, et une fluidité des circulations.

L'organisation extérieure permet d'accéder simplement et rapidement à l'entrée et au jardin.

Le cheminement et la transition dedans/dehors seront réalisés de façon naturelle, toujours en accompagnement, de façon à ne jamais créer de barrière ou d'obstacle.

Un parvis minéral invite les familles à s'approcher depuis le parking du bâtiment.

Les parkings compteront 40 places de stationnement de type « Evergreen ».

Le jardin cinéraire sera traité avec autant de soins que l'édifice bâti.

Les cheminements seront réalisés en désactivé au plus proche du bâtiment, sous forme de promenades entourées de parterres enherbés et végétalisés.

L'organisation intérieure du crématorium a été conçue en privilégiant une volumétrie adaptée à chaque espace :

Les espaces d'accueil et de réception, tout comme celui du recueillement, se veulent chaleureux, tandis que les dimensions de l'édifice se doivent d'être à la hauteur de l'importance des moments qui y sont vécus.

L'aménagement intérieur a été pensé pour faciliter les déplacements et le recueillement des familles.

Un point d'entrée unique dessert l'ensemble des espaces publics qui jalonnent le parcours des funérailles.

Ce parcours se matérialise par l'entrée, l'accueil, l'espace de cérémonie, l'espace de condoléances, l'espace de visualisation, l'espace de convivialité, et l'espace de remise de l'urne.

L'espace d'accueil et d'attente des familles est situé en premier plan.

Les espaces sont toujours correctement dimensionnés de façon à rester confortables et fonctionnels.

L'installation de système vidéo pouvant retransmettre la cérémonie en cours dans l'accueil, mais également dans l'espace de convivialité, permet d'étendre la capacité d'accueil des familles lors de cérémonies importantes.

La salle de visualisation (par l'intermédiaire d'un circuit vidéo) et de remise des cendres est située à proximité du hall et du bureau d'accueil.

1.4. Motivations techniques

L'ensemble des Ouvrages sera réalisé conformément aux règles d'urbanisme et de construction en vigueur au jour du dépôt de la demande de permis de construire.

Les autorisations administratives nécessaires prévues par les textes pour la construction et l'exploitation du crématorium, notamment les autorisations nécessaires relatives à l'enquête publique, l'avis du conseil départemental d'hygiène, le permis de construire... seront déposées dans un délai de deux mois à compter de la notification du contrat.

Le concessionnaire débutera les travaux de réalisation de l'ouvrage lorsque les délais de recours des tiers contre le permis de construire ou l'arrêté préfectoral de création d'un crématorium seront purgés.

Les travaux se poursuivront sans interruption jusqu'à leur complet achèvement sur une durée maximale de 12 mois, à compter de la déclaration d'ouverture de chantier.

1.5. Programme des Travaux

Les Espaces Verts

- Le Chemin d'accès

L'accès actuel à la parcelle est obstrué par la végétation, qui a pris le dessus sur le chemin étroit desservant le bâtiment.

Un muret sera implanté en limite de propriété et une signalétique sobre en lettres découpées indiquera clairement le « Crématorium Sainte Rose » aux familles venant rendre le dernier hommage.

Le chemin d'accès d'une largeur actuelle de 2,50 m sera porté à 5,50 m afin de permettre une circulation à double sens sur l'intégralité de la desserte du site. Tout sera mis en œuvre afin de préserver la végétation existante, et particulièrement sur la partie droite du chemin.

L'accès desservira d'une part le parking familles et d'autre part la cour technique réservée aux opérateurs funéraires et au personnel du Crématorium. Cette dernière sera entièrement close et non visible des familles.

- Le parking

Un parking de 40 places de type « Evergreen » est implanté à proximité de l'entrée principale du Crématorium, permettant ainsi aux familles de découvrir la façade de l'établissement.

Des ombrières photovoltaïques couvriront une partie du stationnement sur une surface de 100 m² environ. Celles-ci ont pour fonction de récupérer l'énergie solaire, en adéquation avec les besoins électriques de la partie publique du bâtiment.

Un cheminement piétonnier guidera les familles sur l'esplanade, lieu de retrouvailles avant et après la cérémonie.

La sortie de l'espace de condoléances sera partiellement protégée par une structure à claire-voie servant également de couverture de la terrasse située à l'étage.

- **La Façade principale**

Pour retrouver la noblesse initiale du bâti, l'organisation symétrique de la façade doit être rétablie : des matériaux nobles seront alors mis en œuvre. Un parement pierres rappellera l'identité provençale des immeubles du centre historique de Narbonne.

Les différentes ouvertures en façade, actuellement condamnées, seront réouvertes et permettront aux différentes pièces de l'établissement de bénéficier d'un maximum de luminosité.

La retombée de l'auvent à claire-voie viendra ajouter une part de modernisme sur la façade du bâtiment. Sa fonction principale est de protéger du soleil, mais permet aussi d'être un artifice architectural qui dicte un caractère solennel à l'ouvrage.

- **Le site de Dispersion**

L'espace de dispersion est accessible à partir de l'esplanade par un chemin distinct du parking et séparé par une haie végétalisée. Il est également accessible directement depuis le parking pour des personnes venant se recueillir sur ce lieu de mémoire.

L'espace est délimité par les « Murs de la Mémoire », qui pourront recevoir les plaques commémoratives ou une gravure particulière.

Ces murs courbes sont recouverts de plaquage de pierre et du mobilier urbain y sera associé.

Des massifs végétaux sont concentriquement implantés autour de l'espace de dispersion.

Partie Publique

- **Le hall d'entrée**

Le hall d'entrée largement vitré, permet de communiquer avec l'ensemble des locaux accessibles au public.

C'est le point de départ qui innervé les espaces publics se succédant lors de la cérémonie (salle de cérémonie, salle de retrouvailles/ attente, salle de visualisation, salle de remise des cendres).

La décoration y sera particulièrement soignée avec une large utilisation de matières naturelles.

Un écran vidéo installé face à l'entrée permettra de diffuser les horaires des cérémonies ou de retransmettre les cérémonies en cas d'affluence importante.



Le bureau d'accueil, situé à proximité du hall, permettra au personnel d'orienter les familles vers la salle des retrouvailles, la salle de visualisation ou de remise de l'urne ou la salle de cérémonies et de recueillement.

Deux sanitaires accessibles aux personnes à mobilité réduite viennent compléter l'équipement de la partie accueil du crématorium.

- L'espace de cérémonies

La salle de cérémonies et de recueillement, dans son aménagement, ne comportera aucun signe distinctif se rattachant à un culte particulier et sera équipée d'une sonorisation sous le contrôle d'un agent funéraire ou de l'officiant.

Le cercueil sera introduit dans les salles de cérémonies à l'abri des regards, via le sas. La manipulation des cercueils s'effectue ainsi de manière discrète, en-dehors de la vue des familles.

Le défunt sera présenté à la famille sur un catafalque central, afin d'améliorer le cérémonial, et mis en valeur par un puits de lumière.

Cette salle de cérémonie aura aussi pour fonction, préalablement à la cérémonie, d'accueillir les proches par petits groupes, et de leur conférer ainsi la possibilité de se recueillir une dernière fois de façon plus intime.

Les grandes baies vitrées offrent un panorama sur l'environnement paysager existant.

En ce moment intemporel et douloureux, le construit réuni les éléments nécessaires pour les personnes se sentent confortées, dans un « lieu » à l'échelle de leur épreuve.

La présence de la lumière naturelle et de la nature sera accentuée par des matériaux naturels comme le bois et la pierre de part et d'autre du catafalque. Cette scénarisation solennelle sera renforcée par des effets de lumière à ce moment fort où l'on voit le cercueil du défunt pour la dernière fois.

Puis une large porte coulissante sera ouverte par le Passeur qui guidera le cercueil vers le passage lumineux (sas de départ).

- L'espace de visualisation

Cette salle de forme simple sera traitée avec des matériaux chaleureux et bénéficiera d'une sonorisation permettant la diffusion d'une ambiance musicale.

La salle de visualisation est équipée également d'un dispositif de vidéo transmission avec la salle d'introduction.

- **L'espace de remise de l'urne**

Cette salle à proximité immédiate du bureau administratif et de l'espace technique permet un cheminement de l'urne à l'abris des regards.

L'urne est disposée dans la salle avec cérémonial et remise aux familles.

Cet espace est une pièce intimiste où l'on ne séjourne que très peu de temps.

Il donne directement sur l'extérieur, permettant de se rendre jusqu'au jardin cinéraire.

- **L'espace de convivialité**

Cet espace dit « salle des retrouvailles » situé en étage est largement ouvert sur l'extérieur, tout en restant intime dans son aménagement intérieur.

Il est accessible depuis l'escalier et l'ascenseur mais également par la cour de service permettant la préparation de collation par un traiteur.

Cette salle permettra le regroupement des familles, en-dehors des espaces publics du crématorium contigu au vaste hall d'accueil ; cet espace sera composé d'une décoration chaleureuse avec la présence de bois et de végétaux, qui permettra aux familles de se retrouver dans une ambiance apaisante.

Les familles et les amis peuvent ainsi se retrouver et patienter dans un espace convivial.

Là aussi, un écran vidéo sera installé pour permettre aux familles de personnaliser ce moment et pourra également servir de retransmission vidéo de la cérémonie lors de forte affluence.

Deux sanitaires accessibles aux personnes à mobilité réduite donneront une indépendance totale à cet espace.

Il servira en outre de local refuge en cas d'inondation.

- **La terrasse**

A proximité immédiate de l'espace de convivialité, elle apportera un réconfort supplémentaire et offrira une ouverture et une vue sur l'environnement voisin.

Partie Technique

- **L'arrivée du corps**

Il s'agit du point d'arrivée des sociétés de pompes funèbres. Un auvent protégera le personnel lors d'intempérie. Il est largement dimensionné afin de garantir une aisance de mouvements.

- **Le vestiaire sanitaire du personnel,**

Il est composé d'un sanitaire et d'un vestiaire, dimensionnés de telle façon qu'ils puissent y abriter un WC, un lave-mains, une douche et un casier.



- **Le local poubelle**

Avec un double accès, il permet le traitement simple des déchets courant du Crématorium.

- **Le local technique et stockage**

Il regroupe les ballons tampons et le système permettant la récupération d'énergie de la partie process afin de la restituer dans le chauffage et l'eau chaude sanitaire du bâtiment.

- **La salle d'introduction**

Situé hors d'eau à l'étage, le cercueil est acheminé par un chariot mobile et par le monte-charge puis il est introduit automatiquement dans l'équipement de crémation.

L'ouverture et la fermeture de la porte sont commandées automatiquement et synchronisées avec le fonctionnement du poussoir d'introduction.

A l'abri des regards de la caméra, un plan de travail en granit sera prévu pour déposer l'urne et permettre dignement la manipulation des cendres du défunt.

- **La salle des équipements de crémation et filtration**

La salle des équipements sera largement ventilée et la structure sera traitée avec un degré coupe-feu de 2h. Un mur fusible sera réalisé dans la façade afin de permettre l'ajout d'un second appareil et d'une seconde filtration.

- **Le local « stockage des urnes »,**

Il se situe hors d'eau à l'étage du bâtiment administratif et à proximité de la salle d'introduction.

- **Le local célébrant**

Local destiné au maître de cérémonies ou au célébrant afin de se mettre en habit suivant la religion, les rites ou coutumes.

- **Cellule réfrigérée**

Une cellule réfrigérée de 4 cases sera elle aussi installée hors d'eau, à l'étage du bâtiment technique.

- **Aérothermes et groupe climatisation**

Les aérothermes nécessaires au refroidissement lié au traitement des rejets et les groupes extérieurs nécessaires à la climatisation sont positionnés à l'abri des regards, sur le toit, entourés de la résille faisant office de brise-vues et d'écrans acoustiques.

1.6. Descriptif des matériaux envisagés

1.6.1. Les principes constructifs de structure

La façade principale sera réalisée en pierre ou parements et rappellera l'identité provençale des immeubles du centre historique de Narbonne. La structure sera entièrement reprise suite à un audit poussé de l'existant.

La restructuration intérieure se fera par la reprise de maçonnerie, et la création de linteaux béton et pose d'IPN. Ces ferraillages seront calculés par le bureau d'études structures et validés par un bureau de contrôle.

1.6.2. Le traitement des façades

Les façades seront isolées par l'intérieur, suivant une épaisseur d'isolant qui sera définie, ultérieurement, par un bureau d'études agréé, respectant la réglementation en vigueur.

Toutes les façades visibles du public seront donc soit enduites ton pierre, soit revêtues de parements pierres.

Le bâtiment dans sa conception d'origine garantit un bon isolement acoustique et thermique.

1.6.3. Planchers

Les fondations et le plancher bas seront conformes aux préconisations de l'étude de sol complémentaire qui sera réalisée.

Les différents planchers seront dimensionnés en fonction des surcharges calculées par le bureau d'étude et validé par le bureau de contrôle.

1.6.4. Etanchéité/ couverture terrasses

La couverture du bâtiment principal sera entièrement remplacée dito existant avec de la tuile canal, ton mêlé. La charpente, élément prépondérant à la stabilité de la structure dans sa globalité, sera conservée.

La couverture du bâtiment technique reconstruit sera réalisée en bac acier double peau, elle sera étanchée par un complexe bi-couche élastomère ou équivalent posé en indépendance sur un isolant thermique ; des balisages figureront des cheminements techniques en terrasses.

Des lignes de vies seront prévues pour un accès sécurisé de la toiture au personnel de maintenance.



1.6.5. Menuiseries extérieures

Les châssis vitrés ouvrants ou fixes seront constitués de profils en aluminium thermolaqué à rupture de pont thermique.

Ces ensembles menuisés seront équipés d'un double vitrage de sécurité, double vitrage à caractéristique anti-intrusion pour les châssis accessibles de l'extérieur.

Les vitrages seront à très faible émissivité.

Les châssis de la salle de cérémonie garantiront un indice d'affaiblissement acoustique conforme à la réglementation en vigueur (38 dB (A)).

Les ouvrants sont de catégorie A2 E4 VA2 (classe AEV).

1.6.6. Menuiseries intérieures

Les blocs-portes seront constitués d'huisseries métalliques ou en bois, iso phoniques. Les portes bénéficieront de parements stratifiés pour les locaux de la partie publique et pré-peints pour les locaux de la partie service.

Elles seront toutes largement dimensionnées pour faciliter l'accessibilité :

- Passage de 110 cm minimum pour les portes de la partie technique du crématorium où transitent les cercueils,
- Passage de 90 cm pour toutes les portes à un vantail de la partie publique et de 180 cm pour les portes à double vantaux.

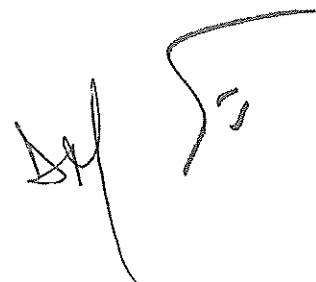
Les portes d'accès à la salle d'introduction et à la salle de l'équipement de crémation seront de degré coupe-feu 1 heure. Les portes coupe-feu et pare-flamme seront équipées de ferme-portes.

Les portes de la salle de cérémonies, de la salle de visualisation et de remise des cendres, communiquant avec les autres locaux et les dégagements, garantiront un indice d'affaiblissement acoustique, de 41dB(A).

1.6.7. Cloisonnement intérieur

Le cloisonnement intérieur est réalisé soit en parpaings enduits de ciment soit en cloisons type PLACOSTIL de chez Placoplatre ou équivalent. Le cloisonnement est édifié toute hauteur, du dallage à la sous-face du plancher haut.

L'isolation phonique sera particulièrement soignée, par la mise en œuvre de panneaux rigides en laine de verre à l'intérieur des parois.



Les cloisons ou murs séparant les locaux "publics" et les locaux "service" assureront un isolement acoustique supérieur à 38 dB(A).

Les murs des refends intérieurs isolant la salle du four de crémation et la salle d'introduction du reste de l'édifice recevront un doublage acoustique type Calibel ou similaire.

1.6.8. Faux-plafonds

L'ensemble des locaux, exceptée la Salle de l'équipement de crémation, est pourvu de plafonds suspendus.

Le plafonnement fixe est réalisé en plaques de plâtre lisse ou perforé pour les locaux recevant le public d'une manière générale, et faux plafonds en dalles de fibres minérales, sur ossature semi encastrée, démontables, pour les locaux de service.

Des éléments suspendus seront installés dans la salle de cérémonie afin de « casser » le volume de celle-ci.

1.6.9. Revêtements de sol

a) Un béton quartz

Localisation : pour l'ensemble de la partie technique.

b) Revêtement de sol en lames PVC, design se posant par cliquage et sans colle en pose flottante de qualité équivalente U4P3

Localisation : pour l'ensemble de la partie publique.

1.6.10. Faïences

Faïence décorative :

- dans les sanitaires toute hauteur
- et sur 210cm de hauteur, tous les pans de mur dans la douche du personnel

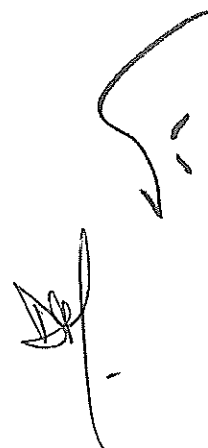
1.6.11. Peinture - revêtements de mur

Les locaux et dégagements du crématorium seront prévus traités de la façon suivante :

a) Peinture en adéquation avec la réglementation environnementale actuelle, dans les locaux suivants :
- sanitaires et douches, local dépôt urnes et rangements, laboratoire.

b) Peinture élémentaire dans :
- Salle de l'équipement de crémation

c) Peinture décorative :



- Halls d'accueil, salle de cérémonies, salle de visualisation, salle de remise de l'urne, salle des retrouvailles.

d) Toile de verre peint dans tous les autres locaux ou circulations.

Ces revêtements muraux satisferont au classement M2 minimum.

1.6.12. Électricité

Les éclairages seront de type Leds, haut rendement, à IRC supérieur à 85% et à température de couleur de 3000 K.

Dans les locaux recevant du public, les éclairages seront de type décoratif par spots encastrés et appliques.

Les niveaux d'éclairement seront, au minimum, conformes aux recommandations de « l'Association Française d'Eclairage ».

Les bureaux et le poste d'accueil seront équipés d'un téléphone et de connexions informatiques.

Il sera prévu un éclairage extérieur décoratif au droit des accès, ainsi que dans les parkings et jardins.

L'éclairage de sécurité sera installé suivant la réglementation.

1.6.13. Equipements thermiques

La production de chaleur de l'ensemble du bâtiment se fera par le biais de la récupération d'énergie issue du process de Crémation / Filtration. En effet, un échangeur à plaque sera installé dans la salle des appareils et raccordement à des ballons tampons de stockage de l'eau chaude qui distribuera ensuite les différentes pièces constituant l'établissement.

Le dispositif de récupération d'énergie proposé est réalisé de telle sorte que l'énergie excédentaire issue de l'échangeur à plaque pourra être réinjectée dans un réseau d'eau chaude amené par la mairie de Narbonne.

Le rafraichissement des locaux sera assuré par un système thermique de climatisation réversible, avec une pompe à chaleur air /air

La régulation se fera par circuits indépendants pour chaque zone et sera asservie à une régulation programmée.

Le renouvellement d'air des locaux sera assuré par des ventilations doubles flux.

Les prises de ventilation naturelles seront traitées par des grilles à ventelles en aluminium thermo laqué, intégrées dans les vêtues de façades.

1.6.14. Plomberie – sanitaires

a) Production et distribution d'eau chaude sanitaire



L'eau chaude sanitaire sera produite par le même système de récupération d'énergie que celui utilisé pour le chauffage du bâtiment.

b) Evacuation des eaux pluviales et des eaux usées

Un système autonome de traitement des eaux pluviales et usées par phytoépuration sera réalisé en accord avec le Service Public d'Assainissement Non Collectif.

c) Appareils sanitaires

Les appareils sanitaires seront en porcelaine vitrifiée de couleur blanche et adapté PMR pour la partie publique.

1.6.15. VRD

Les voiries et réseaux divers se distinguent en :

- La voie d'accès à la parcelle :

Elle sera portée à 5,50m et réalisée en enrobé, ses bas cotés seront soignés.

- Le parking de 40 places :

Il sera réalisé en dalle type « Evergreen » permettant une meilleure infiltration des eaux pluviales dans l'environnement.

Un large espace enherbé permettra le stationnement d'environ 80 véhicules supplémentaires lors de cérémonie importantes.

- La cour de service

La cour de service sera en enrobé, à l'abri des regards, elle sera fonctionnelle et permettra les girations des véhicules de service de manière aisée ; le portail de la cour de service sera opaque.

- Le réseau d'eau de sécurité incendie

Conformément aux conditions générales et particulières (zone N3) du PLU, un poteau incendie et sa canalisation d'alimentation induite seront installés à proximité du site suivant l'étude déjà réalisée par la commune de Narbonne et le prestataire Veolia.

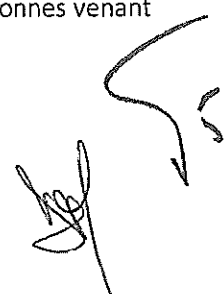
- Le traitement des eaux de pluie et eaux usées sur la parcelle

Un système autonome de traitement des eaux pluviales et usées par phytoépuration sera réalisé en accord avec le Service Public d'Assainissement Non Collectif.

1.6.16. Espaces verts

- L'espace de dispersion

L'espace de dispersion est accessible à partir de l'esplanade par un chemin distinct du parking et séparé par une haie végétalisée. Il est également accessible directement depuis le parking pour des personnes venant se recueillir sur ce lieu de mémoire.



L'espace est délimité par les « Murs de la Mémoire », qui pourront recevoir les plaques commémoratives ou une gravure particulière.

Ces murs courbes sont recouverts de plaquage de pierre et du mobilier urbain y sera associé.

Des massifs végétaux sont concentriquement implantés autour de l'espace de dispersion.

- Les cheminements

Ils seront réalisés en béton désactivé.

- Les arbustes, les haies et les écrans végétaux

Ils seront eux aussi d'origine locale, robustes et requérant peu d'entretien.

Les haies, en formant des écrans végétaux, délimiteront les différents espaces et rendront plus intimes les lieux, tout en conservant les vues sur le lointain.



2. NOTICE ENVIRONNEMENTALE

Ce projet a été mené avec la volonté d'être économe en déperdition d'énergie et l'intention d'utiliser des matériaux sains ayant un faible impact au niveau bilan carbone.

Les éléments qui ont guidé notre conception sont énumérés ci-après avec l'ensemble des objectifs pouvant être pris en compte. Ceci nous a amené à faire des choix et à privilégier certains objectifs en particulier.

→ l'écoconstruction

- relation du bâtiment avec son environnement immédiat
- choix intégré des produits, systèmes et procédés de construction
- chantier à faible impact environnemental

→ l'écogestion

- gestion de l'énergie
- gestion de l'eau
- gestion des déchets d'activités
- maintenance et pérennité des performances environnementales

→ le confort

- confort hygrothermique
- confort acoustique
- confort visuel
- confort olfactif

→ la santé des utilisateurs

- qualité sanitaire des espaces
- qualité sanitaire de l'air
- qualité sanitaire de l'eau

2.1. L'éco construction

2.1.1. Relation du bâtiment avec son environnement immédiat

Une conception bio climatique de l'ouvrage nous a amené à réaliser :

- un bâtiment intégré dans sa parcelle,
- un bâtiment compact,
- Un bâtiment ouvert sur le sud et plus opaque sur le nord.

La parcelle sera conservée en majorité enherbée.

Des cheminements guideront les familles vers l'entrée du crématorium.

Toutes les installations techniques seront intégrées au bâti. Aucun appareil ne sera perceptible depuis l'extérieur. La cheminée du crématorium sera intégrée à la façade arrière du bâtiment et quasi invisible depuis l'extérieur.



Le site sera végétalisé et conservé afin d'offrir des espaces extérieurs de qualité, aux usagers ainsi qu'aux riverains.

Un séparateur à hydrocarbures sera installé, conformément à la réglementation, afin de traiter les eaux de pluies des parkings et d'éviter tout rejet de pollution dans le milieu naturel. Ce séparateur sera installé, le plus tôt possible, durant le chantier.

Aucun prélèvement d'eau ne sera effectué dans le milieu naturel sur le site, si ce n'est la récupération des eaux de pluies, en toitures.

De plus l'écosystème du terrain sera préservé par une équation équilibrée des déblais / remblais sur le site.

2.1.2. Choix intégré des produits, systèmes et procédés de construction

Les choix constructifs nous permettent :

- d'assurer la pérennité et la durabilité de l'ouvrage,
- de faciliter l'entretien des structures,
- de privilégier les matériaux à faibles impacts environnementaux et sanitaires.

Les procédés de construction feront appel à des techniques éprouvées et traditionnelles. Les matériaux d'enveloppe et les revêtements intérieurs ont été choisis pour leurs qualités fonctionnelles, architecturales, esthétiques et environnementales. Ils seront de qualité sanitaire irréprochable, sans émission de substances nocives ou irritantes. Ils ont été retenus pour leur durabilité et leur facilité d'entretien.

2.1.3. Chantier à faible impact environnemental

Les principes de la conduite de chantier seront :


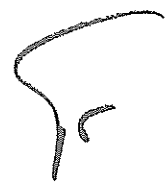
- la maîtrise de l'impact sanitaire,
- l'optimisation de la gestion des déchets de chantier,
- la réduction des nuisances, des pollutions et des consommations de ressources.

Les emballages et différents gravois seront triés avant évacuation.

Nous observerons les objectifs d'un chantier à faibles nuisances, ainsi qu'une obligation en termes de bruit, de poussière, d'aspect extérieur et d'évacuation des déchets.

Les entreprises seront impliquées dans la recherche de filières de valorisation de leurs déchets. Autant que possible, les matériaux seront approvisionnés en flux tendu. Les quelques stockages indispensables se feront sur l'emprise du bâtiment, en milieu de parcelle.

Le tri des déchets sera organisé sur le site, avant enlèvement.



Les prescriptions suivantes seront imposées aux entreprises, via les pièces contractuelles :

- Limitations des nuisances (acoustiques, visuelles et olfactives).
- Limitations des pollutions (sol, eau, air).
- Informations des riverains et entretien de bonnes relations.
- Formation et information du personnel de chantier.
- Surveillance de la gestion des déchets et des produits dangereux.
- Gestion du trafic des transports et engins.

2.2. L'éco gestion

2.2.1. Gestion de l'énergie

Les principes d'éco gestion de l'énergie seront :

- Réduire la consommation énergétique par la conception Architecturale,
- Limiter la consommation d'énergie primaire,
- Réduire des émissions de polluants dans l'atmosphère.

2.2.1.1. Isolation

L'isolation thermique du bâtiment sera fortement améliorée du fait du choix d'une isolation performante. Celle-ci sera renforcée par des isolants, posés en cloisons ou faux plafonds, à titre phonique, qui opposeront une inertie à la déperdition thermique, pernicieuse, entre locaux adjacents, de température régulée, différente.

2.2.1.2. Consommation d'électricité

La consommation sera minimisée par le choix des luminaires, on utilisera essentiellement des luminaires équipés de tubes leds, à rendement lumineux supérieur à 80 lumens/w, et d'une durée de vie de l'ordre de 15000 h.

Dans les grands volumes, les circuits d'éclairage différenciés permettront d'éclairer par zones.

Des ombrières photovoltaïques couvriront une partie du stationnement sur une surface de 100 m² environ. Celles-ci ont pour fonction de récupérer l'énergie solaire, en adéquation avec les besoins électriques de la partie publique du bâtiment.

2.2.2. Gestion de l'eau

Nos axes de réflexion ont été, notamment ;

- la réduction de la consommation d'eau potable,
- l'optimisation de la gestion des eaux pluviales,
- la maîtrise des rejets.

L'installation de systèmes économes en eau potable sera généralisée sur l'ensemble du site.

Les opérations d'entretien courant du bâti sont sans danger, réalisables par du personnel peu qualifié, et ne nécessitent aucun outillage particulier.

Les opérations de maintenance en toiture seront assurées par du personnel extérieur spécialisé.

Les revêtements de sol (parquet, carrelage et sol souple) ont été retenus en raison de leurs nettoyages ou leurs désinfections, ne nécessitant pas l'emploi de produits toxiques.

Les doubles vitrages seront de haute performance, avec couche de contrôle solaire, faible émissivité et remplissage argon. Les menuiseries seront en aluminium, à rupture de pont thermique, et seront, par conséquent, pérennes.

2.3. Le confort

2.3.1. Confort hygrothermique

Nos axes de réflexion ont été, notamment :

- les dispositions architecturales visant à optimiser le confort hygrothermique hiver et été,
- la création de conditions de confort hygrothermique en hiver,
- la création de conditions de confort hygrothermique en été, dans les locaux, sans nécessairement avoir besoin de refroidir.

Ce même choix architectural permet de garantir une bonne isolation et un bon confort d'hiver, de par la seconde peau de la façade.

Confort d'hiver

L'enveloppe du bâtiment sera particulièrement isolante et les moyens de maintien des températures et de l'hygrométrie sont particulièrement performants.

La proximité de baies vitrées induit une température radiante plus faible que la température ambiante.

Cette sensation de température faible est donc source d'inconfort.

En ce qui concerne le projet, la mise en place de vitrages faiblement émissifs permettra de limiter cet inconfort.

Confort d'été

Le confort d'été sera assuré par les moyens « passifs » notamment :

- l'orientation et la conception du bâtiment orienté sud-est, qui, protégé par un large auvent lors des solstices d'été, n'endure pas un échauffement excessif ;
- la couleur claire de l'édifice et des terrasses (désactivé), qui réfléchit les flux solaires.

2.3.2. Confort acoustique

Nos axes de réflexion ont été, notamment :

- l'optimisation des dispositions architecturales pour protéger les usagers des nuisances,

Tous les robinets des installations sanitaires, accessibles au public, seront équipés de cellule de détection temporisée, induisant une consommation réelle, donc plus économique.

Il y aura des limiteurs de débits sur les robinetteries, ainsi que des mousseurs hygiène, introduisant beaucoup d'air dans le jet d'eau et conséquemment, réduisant les volumes d'eau consommés.

La douche sera équipée de robinetteries temporisées.

Les WC seront équipés de chasses d'eau à réservoir limité en capacité (3/6l).

Le réseau d'eau sera enterré et calorifugé.

Les normes en matière d'émission de polluants atmosphériques seront respectées.

2.2.3. Gestion des déchets d'activités

Nos axes de réflexion ont été, notamment :

- l'optimisation des déchets d'activités,
- la qualité du système de gestion des déchets d'activités.

Les déchets d'activité font l'objet d'un enlèvement par filière sélective, notamment les réactifs de traitement des rejets atmosphériques.

2.2.4. Maintenance et pérennité des performances environnementales

Nos axes de réflexion ont été, notamment :

- la conception des réseaux et choix du matériel pour une maintenance simplifiée des systèmes actifs,
- les moyens pour la gestion des systèmes actifs,
- le maintien des performances du bâti.

Nous avons particulièrement veillé à la bonne accessibilité des installations techniques pour permettre leur entretien aisé.

Les locaux techniques seront bien dimensionnés pour les opérations d'entretien et de maintenance.

Les pléniums permettront le passage des réseaux sans contraintes préjudiciables.

Les locaux techniques, comportant des équipements lourds, resteront implantés en façade, avec un accès de plain-pied, sur l'extérieur (Salle de l'équipement de crémation et équipement de traitement des rejets).

Une gestion technique centralisée sera mise en place, afin de gérer les systèmes actifs.

Crématorium de France bénéficie de contrats cadres pour la maintenance des installations :

- de chauffage,
- de ventilation,
- d'électricité.

De plus, afin de minimiser la maintenance, les choix se sont orientés vers la recherche :

- d'une durabilité intrinsèque des matériaux et des équipements,
- d'une bonne résistance à l'usure et aux déprédations,
- d'une grande facilité d'entretien.

- la création d'une qualité d'ambiance acoustique adaptée aux différents locaux.

Isolation acoustique

Le niveau de protection contre les bruits aériens extérieurs sera de 38 dB(A) minimum.

Les prises d'air de ventilation en façade seront de type isophonique 30dB.

Les bruits d'impact et d'équipements seront affaiblis. Les équipements choisis seront silencieux, posés sur résilient phonique et les réseaux seront équipés de pièges à sons.

2.3.3. Confort visuel

Nos axes de réflexion ont été, notamment :

- l'assurance d'un éclairage naturel optimal, en évitant ses inconvénients,
- la gestion de l'éclairage artificiel : qualité, uniformité, consommations.

Éclairage naturel

Les revêtements internes privilégieront les teintes claires, diffusant la lumière jusqu'au fond des espaces.

L'ensemble des locaux accessibles au public bénéficie d'un éclairage naturel, scénique et généreux.

Les locaux de service bénéficient d'un éclairage naturel adapté, permettant d'excellentes conditions de travail.

Éclairage artificiel

Les luminaires seront placés de manière à être un complément intelligent, à la lumière naturelle.

L'éclairage artificiel sera abondant et de qualité, de façon à répondre aux exigences quantitatives et aux exigences qualitatives, température de couleur de l'ordre de 3000°K.

Dans la perspective d'économiser l'énergie, des systèmes de gestion dépendant du type d'activité, des horaires et de l'occupation des espaces (horloge, détection de présence, temporisation) seront mis en place.

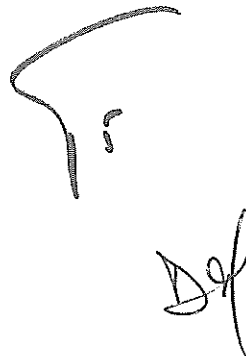
2.3.4. Confort olfactif

Nos axes de réflexion ont été, notamment :

- la garantie d'une ventilation efficace,
- la maîtrise des sources d'odeurs désagréables.

Les locaux seront ventilés selon les normes et textes en vigueur.

Les produits de construction utilisés seront nettoyables sans produit d'entretien odorant ou agressif et n'émettront pas d'odeur désagréable.

Handwritten signature and initials, possibly 'D. P.' or similar, in dark ink.

2.4. La santé des utilisateurs

2.4.1. Qualité sanitaire des espaces

Nos axes de réflexion ont été, notamment :

- la maîtrise de l'exposition électromagnétique,
- la création de conditions d'hygiène spécifiques.

Aucun matériel n'exposera à une source électromagnétique, d'un niveau anormalement, élevé.

Les locaux seront parfaitement nettoyables, permettant une hygiène complète.

Le carrelage, les peintures, et le mobilier fixe offriront des surfaces soignées, lisses, et parfaitement nettoyables.

2.4.2. Qualité sanitaire de l'air

Nos axes de réflexion ont été, notamment :

- la garantie d'une ventilation efficace,
- la maîtrise des sources d'odeurs externes.

Les actions menées concerneront le choix des matériaux et les régulations.

On évitera les matériaux émettant des COV (composés organiques volatiles) ou des fibres dans l'ambiance, à travers le choix des peintures, et celui des colles. Les qualités des solvants et leur rythme de relâchement dans l'atmosphère seront décisifs dans nos choix.

Ainsi, les produits dérivés du bois (agglomérés) auront le classement E1 vis-à-vis des émissions de formaldéhyde ; les laines minérales utilisées en isolation thermique ou absorbant acoustique ne seront jamais en contact direct avec l'ambiance ou l'air insufflé ; elles seront toujours ensachées dans un non-tissé, ou derrière un parement plâtre et/ou un pare-vapeur.

Les débits d'air de ventilation seront conformes à la réglementation et au renouvellement d'air hygiénique ; de plus, les nouveaux dispositifs de ventilation seront à débits variables commandés par horloge en fonction de plages horaires d'utilisation des locaux (ventilation à débit minimum le soir et la nuit sauf s'il y a nécessité de sur ventiler en période de canicule).

2.4.3. Qualité sanitaire de l'eau

Nos axes de réflexion ont été, notamment :

- la qualité et durabilité des matériaux employés dans le réseau intérieur,
- l'organisation et la protection du réseau intérieur,
- la maîtrise de la température dans le réseau intérieur,
- la maîtrise des traitements anticorrosion et antitartre,



- la maîtrise des conditions de réception, de mise en eau et de mise en fonctionnement de l'installation.

La conception des réseaux sera faite de sorte qu'il n'y ait pas de bras mort, afin d'éviter la prolifération de bactéries, ayant un impact sanitaire.

Il sera prévu de distribuer l'eau chaude sanitaire à au moins 60°C. Le bouclage du réseau et une circulation permanente, permettront de maintenir une température minimale et par conséquent, de lutter efficacement, contre la prolifération de la légionnelle.

Il sera prévu l'installation de filtres, sur chaque circuit de distribution.



Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le



ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC



CRÉMATORIUM DE NARBONNE

PROJET ARCHITECTURAL - VERSION II



Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

SLO

SOMMAIRE

01 - Page de Garde	
02 - Sommaire	
03 - Plan de masse	1:500
04 - Façades Nord & Est	1:125
05 - Plan espace de dispersion et jardin du souvenir	1:250
06 - Images espace de dispersion	
07 - Vue du jardin du souvenir	



1/500e

Plan masse



Façades principales



Façade Est



Façade Nord



Images espace de dispersion



Vue du jardin du souvenir



1/500e

Plan masse



Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

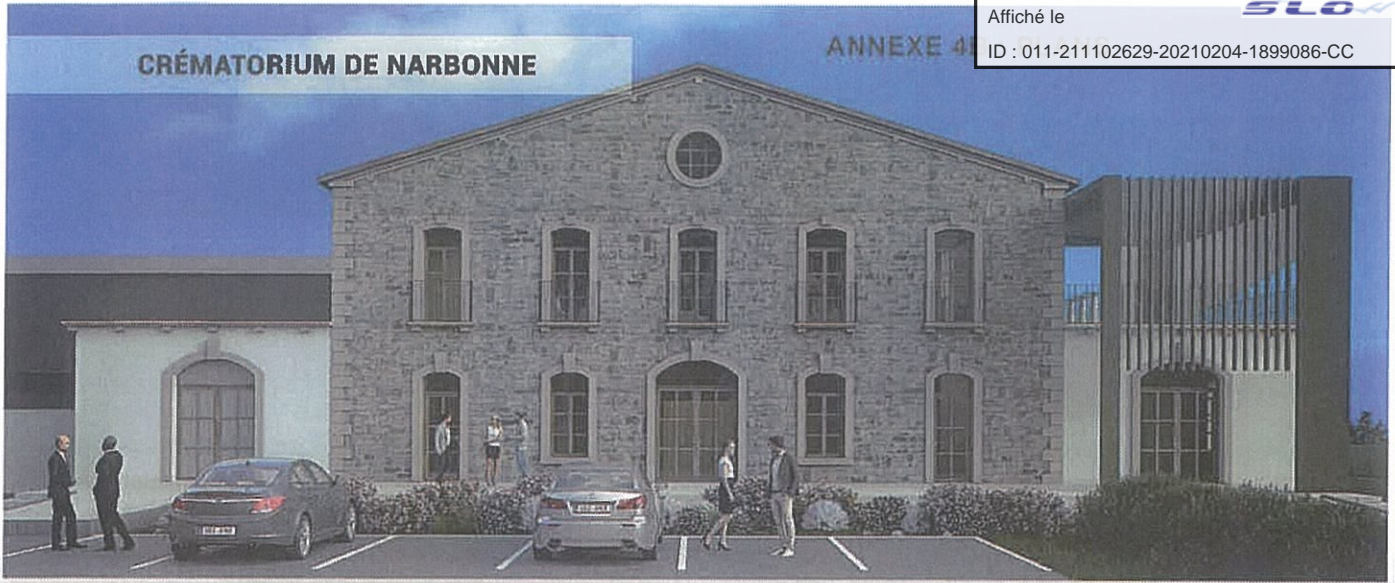
Affiché le

SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

CRÉMATORIUM DE NARBONNE

ANNEXE 4



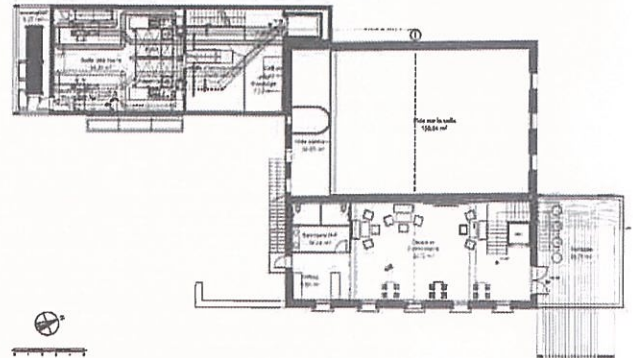
PLAN MASSE GENERAL 1/1000e



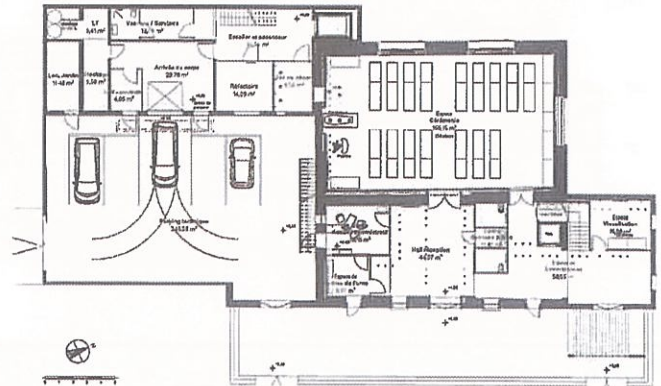
PLAN MASSE PROJET



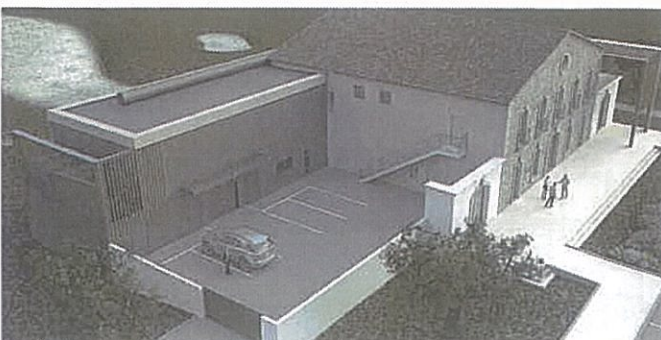
PLAN R+1 1/125e



PLAN RDC 1/125e



VUE DE L'ESPACE TECHNIQUE



TABEAU DES SURFACES

ID Élément	Etage	Nom de Zone	Surface m2
Bâtiment principal	RDC	Cérémonie	165,15
Bâtiment principal	RDC	Coordination	39,65
Bâtiment principal	RDC	Hall réception	44,67
Bâtiment principal	RDC	Accueil administratif	16,16
Bâtiment principal	RDC	Visualisation	16,08
Bâtiment principal	RDC	Sanitaires publics	11,49
Bâtiment principal	RDC	Remise de fleurs	8,97
Bâtiment technique	RDC	Escalier et ascenseur	38,39
Bâtiment technique	RDC	Arrivée du corps	29,78
Bâtiment technique	RDC	Réfectoire	14,09
Bâtiment technique	RDC	Vestiaire / Sanitaires	13,09
Bâtiment technique	RDC	Loc. Jardin	11,49
Bâtiment technique	RDC	Sas de départ	9,68
Bâtiment technique	RDC	Gardiennage	9,60
Bâtiment technique	RDC	LT	9,41
Bâtiment technique	RDC	Loc. poubelle	6,05

ID Élément	Etage	Nom de Zone	Surface m2
Bâtiment principal	R+1	Vide sur la salle	155,84
Bâtiment principal	R+1	Courtoisie	66,12
Bâtiment principal	R+1	Terrasse	62,77
Bâtiment principal	R+1	Vide sanitaire	34,05
Bâtiment principal	R+1	Sanitaires H-F	14,24
Bâtiment principal	R+1	Office	9,96
Bâtiment technique	R+1	Salle des fleurs	84,81
Bâtiment technique	R+1	Salle d'introduction	28,43
Bâtiment technique	R+1	Espace de repos	9,27
Bâtiment technique	R+1	Pallier	9,23
Bâtiment technique	R+1	Stockage	7,22
Bâtiment technique	R+1	Stockage	4,71
Bâtiment technique	R+1	Cellule	3,60
Extérieur	RDC	Parking technique	243,28

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

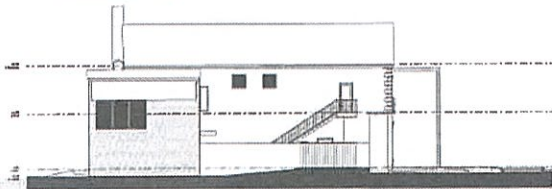
FACADE PRINCIPALE / EST



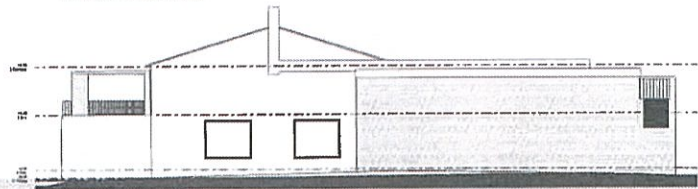
FACADE NORD



FACADE SUD 1/125e



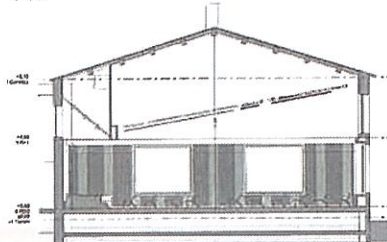
FACADE OUEST 1/125e



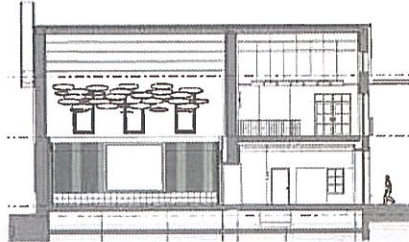
VUE DE LA SALLE DE CÉRÉMONIE



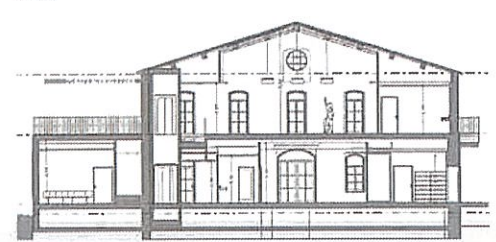
COUPE LONGITUDINALE DU BATIMENT DE CEREMONIE BC1
1/100e



COUPE TRANSVERSALE DU BATIMENT DE CEREMONIE BC3
1/100e



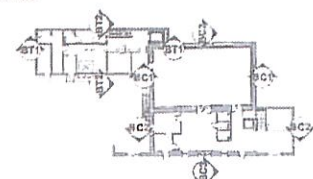
COUPE LONGITUDINALE DU BATIMENT DE CEREMONIE BC2
1/100e



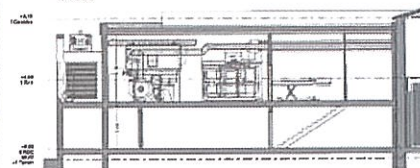
VUE DE LA SALLE DE CONVIVIALITE



REPERAGE DES COUPES



COUPE BATIMENT TECHNIQUE LONGITUDINALE BT1
1/100e



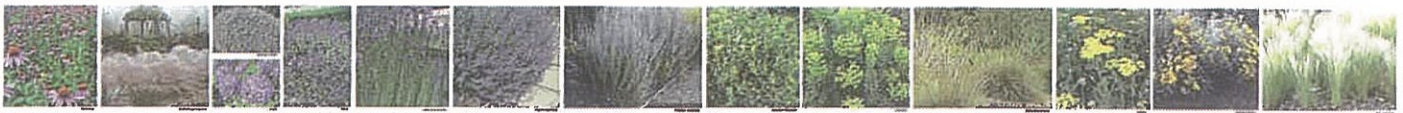
COUPE B.T TRANSVERSALE BT2
1/100e



VUE DE L'ESPACE DE DISPERSION



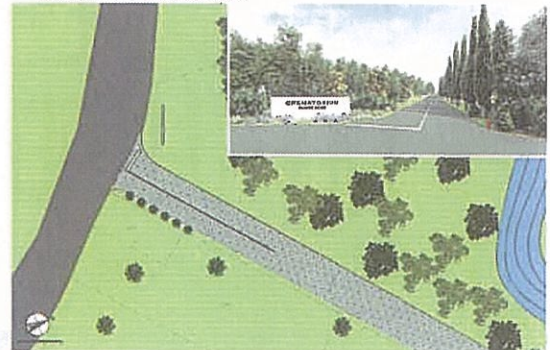
PALETTE VEGETALE DES MASSIFS



PLAN D'AMENAGEMENT PAYSAGER DE L'ESPACE DE DISPERSION ET DU JARDIN DU SOUVENIR 1/250e



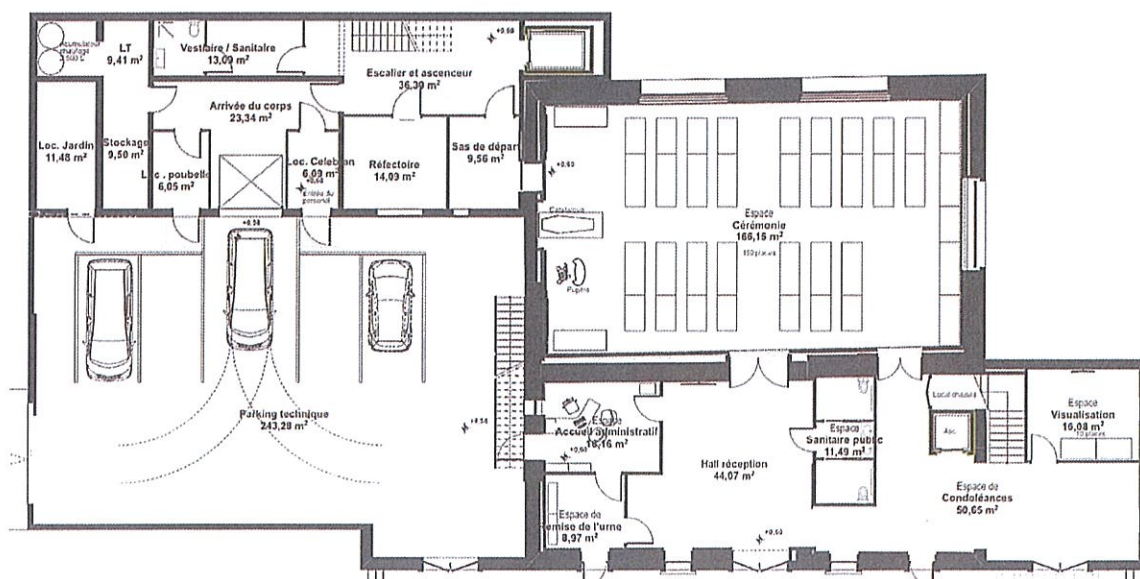
PLAN ET VUE DE L'ACCES 1/200e



PALETTE VEGETALE DES ARBRES

<p>ARBRE : Olea ESPÈCE : Olea europaea FAMILLE : Oleaceae</p> <p>Description technique :</p> <p>Origine : Iran, Asie mineure. Hauteur maximale : 8 m. Température : 4 m. Système racinaire : Serrapédant. Vitesse de croissance : Rapide. Longévité : 100 ans. Forme : Stipité. Feuillage : Persistant. Rusticité : Très résistante.</p> <p>Description technique :</p> <p>Origine : France. Hauteur maximale : 10 m. Température : 4 m. Système racinaire : Serrapédant. Vitesse de croissance : Rapide. Longévité : 100 ans. Forme : Stipité. Feuillage : Persistant. Rusticité : Très résistante.</p>	<p>ARBRE : Pinus ESPÈCE : Pinus FAMILLE : Pinaceae</p> <p>Description technique :</p> <p>Origine : France. Hauteur maximale : 10 m. Température : 4 m. Système racinaire : Serrapédant. Vitesse de croissance : Rapide. Longévité : 100 ans. Forme : Stipité. Feuillage : Persistant. Rusticité : Très résistante.</p>	<p>ARBRE : Quercus ESPÈCE : Quercus FAMILLE : Fagaceae</p> <p>Description technique :</p> <p>Origine : France. Hauteur maximale : 10 m. Température : 4 m. Système racinaire : Serrapédant. Vitesse de croissance : Rapide. Longévité : 100 ans. Forme : Stipité. Feuillage : Persistant. Rusticité : Très résistante.</p>	<p>ARBRE : Quercus ESPÈCE : Quercus FAMILLE : Fagaceae</p> <p>Description technique :</p> <p>Origine : France. Hauteur maximale : 10 m. Température : 4 m. Système racinaire : Serrapédant. Vitesse de croissance : Rapide. Longévité : 100 ans. Forme : Stipité. Feuillage : Persistant. Rusticité : Très résistante.</p>
---	--	--	--

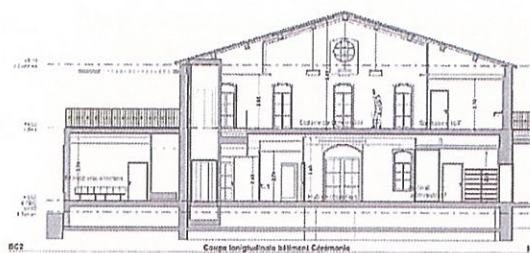
Rez-de-chaussée - crématorium « Sainte-Rose »



VUE DE LA SALLE DE CÉRÉMONIE



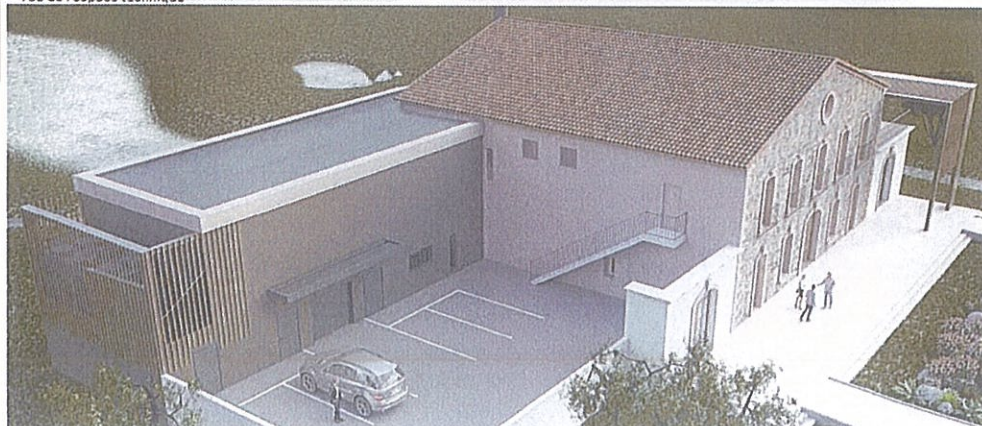
[Handwritten signature]



VUE DE LA SALLE DE CONVIVIALITE



Vue de l'espace technique



Handwritten signature and initials in blue ink.

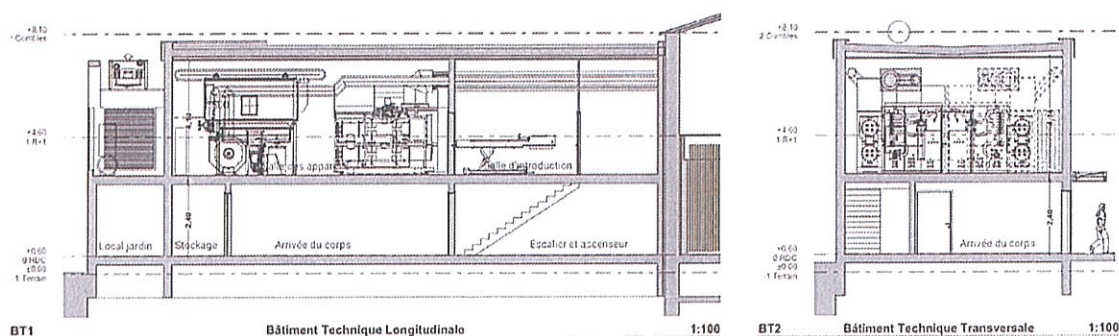
Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC



[Handwritten signature]

ANNEXE 05 : GRILLE DES SURFACES

Candidat : LA SOCIETE DES CREMATORIUMS DE France

m2 plancher

ACCUEIL RDC	* Espace hall d'accueil	44,07
	* Espace accueil administratif	16,16
	* Espaces sanitaires publics	11,49
	* Espace cérémonie	166,15
	* Espace visualisation	16,08
	* Espace de remise de l'urne (*)	8,97
	* Espace de condoléances	50,65
	* Sas d'accès à l'étage	10,41
	Espaces publics RDC	323,98
ACCUEIL R+1	* Espaces sanitaires publics	14,24
	* Espace convivialité	86,12
	* Espace Office	9,88
	* Accès RDC	8,00
	* Terrasse	50,77
	Espaces publics R+1	169,01
Total espaces publics	492,99	
TECHNIQUE RDC	* Espace réception cercueil	23,34
	* Espace sanitaires/douches/vestiaires personnel	13,09
	* Sas départ	9,56
	* Espace rangement	9,50
	* Espace kitchenette personnel	14,09
	* Local Célébrant	6,09
	* Local poubelles	6,05
	* LT	9,41
	* Local Jardin	11,48
	* Escalier ascenseur	36,39
	Espaces technique RDC	139,00
TECHNIQUE R+1	* Espace introduction	26,45
	* Espace crémation/filtration	74,08
	* Cellule	3,40
	* Stockage réactif	4,21
	* Palier	9,22
	* Stockage déchets	7,22
	Espaces techniques R+1	124,58
Total espaces Techniques	263,58	

Total surface plancher

756,57

Fi

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le



ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

Grille des investissements

1/2

		DSP 24 (exploitation) Solution de base	DSP28 (exploitation) Variante
1	Honoraires	218 708 €	218 708 €
2	Déinstallations partielles	150 000 €	150 000 €
3	Espaces extérieurs et chemin d'accès	930 000 €	930 000 €
4	Extensions de réseaux et branchements	47 500 €	47 500 €
5	Réhabilitation bâtiment "Sainte-Rose"	1 483 000 €	1 483 000 €
6	Equipements techniques	586 500 €	586 500 €
7	Equipements intérieurs	91 000 €	91 000 €
8	Assurances	28 730 €	28 730 €
9	Droit d'entrée	30 085 €	30 085 €
Total général des investissements d'origine		3 565 523 €	3 565 523 €

	Année n°		
Remplacement/ajout		0 €	0 €
Remplacement/ajout		0 €	0 €
Remplacement/ajout		0 €	0 €
Remplacement/ajout		0 €	0 €
Remplacement/ajout		0 €	0 €
Remplacement/ajout		0 €	0 €
Total des remplacements et/ou ajouts durant la délégation		0 €	0 €

TOTALGENERAL	3 565 523 €	3 565 523 €
--------------	-------------	-------------

1	Honoraires	218 708 €	218 708 €
1.1	- Architecte		
1.2	- BET Béton/structure/rehabilitation	178 825 €	178 825 €
1.3	- BET fluide/énergie/environnement		
1.4	- BET SSI		
1.5	- Bureau de contrôle	12 255 €	12 255 €
1.6	- Diagnostics	0 €	0 €
1.7	- Etude de sol	5 500 €	5 500 €
1.8	- Cas par cas / Etude d'impact/ Enquête publique	5 000 €	5 000 €
1.9	- Coordonateur SPS, Huissier, Taxes	17 128 €	17 128 €
2	Déinstallations partielles	150 000 €	150 000 €
2.1	- Dépose toiture hangar (fibociment/amiante)		
2.2	- Dépose toiture bâtiment principal	150 000 €	150 000 €
2.3	- Démolition des cuves viticoles		
2.4	- Autres retraits & coûts spécifiques		
2.5	-	0 €	0 €
2.6	-	0 €	0 €

Grille des investissements

2/2

3	Espaces extérieurs et chemin d'accès	930 000 €	930 000 €
3.1	- Restructuration et élargissement chemin (250m)		
3.2	- Mise en œuvre des 40 places de parking type evergreen	780 000 €	780 000 €
3.3	- Mise en œuvre espace de dispersion / Jardin souvenir		
3.4	- VRD		
	- Espaces Verts		
	- Installation de Panneaux Photovoltaïques	150 000 €	150 000 €
4	Extension des réseaux & branchements	47 500 €	47 500 €
4.1	- Fourniture et pose poteau incendie et canalisation	35 000 €	35 000 €
4.2	- Extension réseau et alimentation gaz	0 €	0 €
4.3	- Extension réseau et alimentation électrique	8 000 €	8 000 €
4.4	- Concessionnaire Télécom	4 500 €	4 500 €
4.5	-	0 €	0 €
4.6	-	0 €	0 €
5	Réhabilitation bâtiments "Sainte-Rose"	1 483 000 €	1 483 000 €
5.1	- Réhabilitation hangar		
5.2	- Réhabilitation cellier	1 421 000 €	1 421 000 €
5.3	- Réhabilitation garage		
5.4	- Ascenseurs et Monte Charge	62 000 €	62 000 €
5.5	-	0 €	0 €
6	Equipements techniques	586 500 €	586 500 €
6.1	- Appareil de crémation & dispositif d'introduction		
6.2	- Pulvérisateur rapide des calcius & tri sélectif	570 000 €	570 000 €
6.3	- Transfert des cendres avec filtration		
6.4	- Ligne de traitement et de filtration des effluents		
6.5	- Cellule Froid	15 000 €	15 000 €
6.6	- Sécurité incendie (extincteurs et plans)	1 500 €	1 500 €
7	Equipements (mobiliers/audio/video/décoration)	91 000 €	91 000 €
7.1	- Mobiliers & équipements Espace réception		
7.2	- Mobiliers & équipements Espace administratif		
7.3	- Mobiliers & équipements Espace cérémonie		
7.4	- Mobiliers & équipements Espace visualisation	91 000 €	91 000 €
7.5	- Mobiliers & équipements Espace convivialité		
7.6	- Mobiliers & équipements Espace personnel		
7.7	- Mobiliers & équipements Espace technique		
7.8	-	0 €	0 €
7.9	-	0 €	0 €
8	Assurances	28 730 €	28 730 €
8.1	- Assurance Décennale		
8.2	- Assurance Responsabilité civile	28 730 €	28 730 €
8.3	- Assurance Tous Risques chantier		
8.4	-	0 €	0 €
8.5	-	0 €	0 €
9	Divers	30 085 €	30 085 €
9.1	- Droit d'entrée	30 085 €	30 085 €
9.2	-	0 €	0 €
9.3	-	0 €	0 €
9.4	-	0 €	0 €

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le



ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

ANNEXE 07 : PLANNING PREVISIONNEL DES TRAVAUX Y COMPRIS PROCEDURES ADMINISTRATIVES

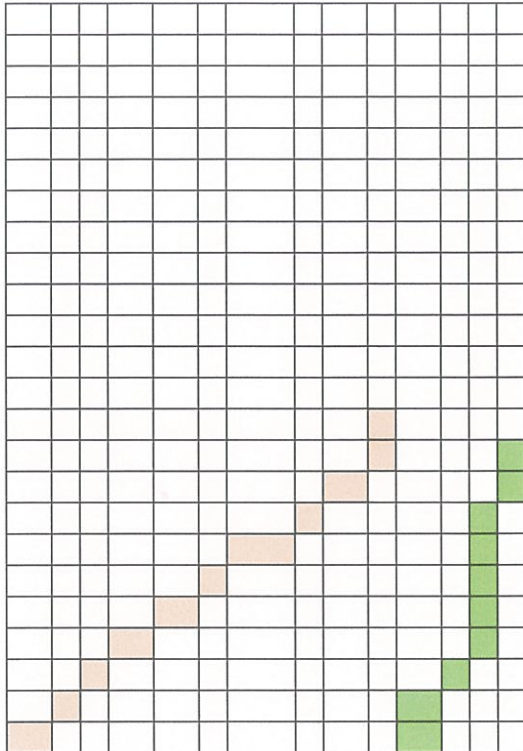
CANDIDAT: La Société des Crématorium de France

24 mois																							
M	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24

1

Procédures administratives

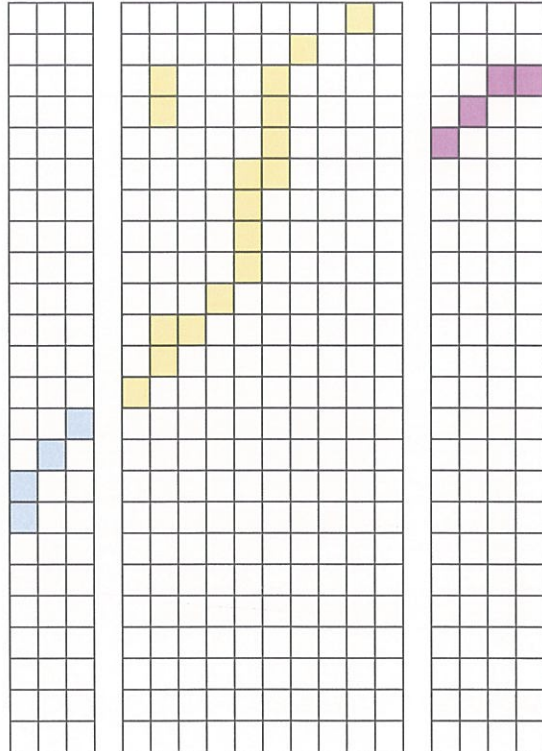
1.1	Constitution du dossier environnemental cas par cas	1 mois
1.2	Dépôt et instruction du dossier par la DREAL	1 mois
1.3	Arrêté de la DREAL en matière environnementale	1 mois
1.4	Demande de désignation d'un Commissaire Enquêteur au Tribunal Administratif	1 mois
1.5	Préparation enquête publique et publications presse	1 mois
1.6	Enquête publique	1 mois
1.7	Observations au rapport du commissaire enquêteur et finalisation du dossier d'enquête publique	1 mois
1.8	Présentation du dossier au CODERST	1 mois
1.9	Arrêté préfectoral d'autorisation de création crématorium	1 mois
1.10	Recours des tiers sur arrêté préfectoral	2 mois
1.11	Avant-projet sommaire (APS) + validation Maitrise d'Ouvrage	2 mois
1.12	Observations du Délégué avant dépôt en mairie	1 mois
1.13	Délai d'instruction du permis de construire	5 mois
1.14	Délai de recours des tiers	2 mois



2

Planning chantier

2.1	Etude de Projet	2 mois
2.2	Dossier de Consultation des Entreprises	0,5 mois
2.3	Consultation des entreprises	1 mois
2.4	Etudes et Préparation de Chantier	1 mois
2.5	Voirie et Réseaux Divers	4 mois
2.6	Désamiantage et Démolition	1 mois
2.7	Dallage RdC	1 mois
2.8	Gros Œuvre / Reprise structurelle, Clos Couvert	4 mois
2.9	Aménagement intérieur	4 mois
2.10	Opérations préalables à la réception	1 mois
2.11	Réception de Chantier	1 mois
2.12	Levée des réserves	1 mois
2.13	Ouverture du Crématorium	1 mois
2.14	Equipements techniques	1 mois
2.15	Livraison de l'appareil de Crémation et Filtration	1 mois
2.16	Pose et raccordement	1 sem.
2.17	Séchage et Essais	1 sem.



Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le



ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC



CRÉMATORIUMS
DE FRANCE

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

ANNEXE 08 : INVENTAIRE DES BIENS

Contenu de l'annexe à discuter avec la Collectivité.

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le



ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

DSP CREMATORIUM de NARBONNE

ANNEXE 09 : HORAIRES (OUVERTURE AU PUBLIC - CEREMONIES) - PLANNING D'UNE JOURNEE

Candidat : La Société des Crématoriums de France

Heures et jours d'ouverture crématorium "Sainte-Rose"

		de	à	observations		
1	ACCUEIL TELEPHONIQUE (JOUR)	9h00	17h00			
2	ACCUEIL TELEPHONIQUE (ASTREINTE)	7h30	21h30			
3	ACCUEIL du PUBLIC LUNDI au VENDREDI jours ouvrés	9h00	18h00	Uniquement sur réservation de 12h00 à 14h00 et de 17h00 à 18h00		
4	ACCUEIL du PUBLIC SAMEDI jour ouvré	9h00	17h00	Uniquement sur réservation		
				<table><tr><td>Heure standard de remise de l'urne</td><td>Observations</td></tr></table>	Heure standard de remise de l'urne	Observations
Heure standard de remise de l'urne	Observations					
5	PLAGE standard "début de CEREMONIE" avec crémation non différée	1st prestation				
		2nd prestation				
		3rd prestation				
		4th prestation				
		5th prestation				
				<table><tr><td>Heure standard de remise de l'urne</td><td>Observations</td></tr></table>	Heure standard de remise de l'urne	Observations
Heure standard de remise de l'urne	Observations					
6	PLAGE standard "début de CEREMONIE" avec crémation différée et remise de l'urne différée	1 ière prestation	9h00 9h45	14h00		
		2 ieme prestation	10h00 10h45	15h00		
		3 ieme prestation	11h00 11h45	16h00		
		4 ième prestation	12h00 12h45	17h00		
		5 ième prestation	13h00 13h45			
		6 ième prestation	14h00 14h45	9h00 le lendemain		
		7 ième prestation	16h00 16h45			
		8 ième prestation	17h00 17h45			

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le



ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC



**CRÉMATORIUMS
DE FRANCE**

ANNEXE 10 : PROJET DE REGLEMENT INTERIEUR CREMATORIUM DE SAINTE-ROSE

Article 1^{er} :

Dans le cadre d'une procédure de délégation de service public relative à la construction et l'exploitation du crématorium, la Ville de Narbonne, dans sa délibération du XX/XX/XXXX, a fait le choix de « La Société des Crématoriums de France » en qualité de délégataire du service public de crémation durant XXXX années à compter du XXXXXXXX, date de notification de la concession.

A ce titre, le délégataire assure la gestion, l'exploitation et l'entretien des ouvrages et équipements dont il a l'exclusivité.

Le gestionnaire du crématorium est titulaire d'une habilitation professionnelle délivrée par le Préfet du Département de l'Aude.

Le crématorium fait l'objet de contrôles réguliers en application de la législation applicable. Les attestations de conformité sont communiquées à l'Agence Régionale de Santé.

Article 2 : Jours et horaires d'ouverture

Le crématorium est à la disposition de toute personne quel que soit le lieu du décès ou du domicile.

Pour les opérations de crémation, les familles ou leurs mandataires devront s'adresser directement au gestionnaire des établissements. Dans l'intérêt général, les opérateurs funéraires sont tenus de se conformer aux dispositions du présent règlement intérieur.

Le crématorium est ouvert au public :

- En permanence : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
- Sur réservation
 - du lundi au vendredi de 12h00 à 14h00 et de 17h00 à 18h00
 - le samedi de 9h00 à 17h00

Le crématorium sera ouvert aux familles au minimum 15 minutes avant les heures d'accueil prévues afin que les familles, arrivant en avance, puissent être accueillies et s'installer dans le salon d'attente aménagé.

L'accueil des familles et les crémations sont réalisés, à l'exception des dimanches et jours fériés, du lundi au samedi aux horaires indiqués ci-dessus.

Une astreinte téléphonique est assurée par le personnel 7 jours sur 7, de 7h30 à 21h30.

Article 3 : Délais de crémation

La crémation doit avoir lieu 24 heures au moins et 6 jours ouvrables au plus après le décès s'il s'est produit en France, 6 jours au plus après l'entrée du corps en France si le décès a eu lieu à l'étranger ou dans un territoire d'outre-mer.

En cas de dérogation à ces délais, la famille ou son mandataire doit présenter l'autorisation réglementaire délivrée par le Préfet du lieu du décès ou de crémation.

Article 4 : Jour et heure de la crémation

Le jour et l'heure de la crémation sont fixés par le gestionnaire du crématorium, en accord avec l'entreprise de pompes funèbres et la personne qui a qualité pour pourvoir aux funérailles, au vu de tous les renseignements requis concernant le défunt ainsi que ceux liés à l'accueil de la famille, à l'organisation de la crémation et à la destination des cendres du défunt.



Article 5 : Dossier réglementaire de crémation

Lorsque la famille aura mandaté un opérateur funéraire habilité, il appartiendra à celui-ci, muni de son pouvoir, de constituer un dossier réglementaire de crémation et de le transmettre au gestionnaire du crématorium au plus tard 24 heures avant la crémation. Ce dossier sera composé de :

- l'autorisation de crémation délivrée par le Maire de la commune du lieu de décès ou du lieu de mise en bière. En cas de décès à l'étranger, l'autorisation de crémation est délivrée par la Mairie de Narbonne et est accompagnée de l'autorisation de transport de corps prévue par arrangement international.
- une autorisation de fermeture du cercueil ou le permis d'inhumer.
- une copie du certificat médical de décès attestant de la non présence de prothèse renfermant une pile. Dans le cas contraire, une attestation de retrait du médecin ou du thanatopracteur.
- une copie de la demande de crémation signée de la personne ayant qualité pour pouvoir aux funérailles, mentionnant les coordonnées permettant de la contacter.

Article 6 : Admission des cercueils

Tout cercueil arrivant au crématorium doit être homologué, fermé et scellé conformément à la réglementation en vigueur.

Le cercueil doit également être identifié d'une plaque conformément à l'article R 2213-21 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le transfert du cercueil dans les locaux est conditionné par sa conformité avec les dispositions du présent article et la complétude de la liasse administrative mentionnée à l'article 5.

Article 7 : Utilisation de la salle de recueillement

Toutes les confessions sont les bienvenues dans la salle de recueillement. Lorsqu'un temps de prière est demandé par les familles, il est effectué par des laïques ou des représentants du culte concerné.

La salle de recueillement est équipée du matériel nécessaire à la lecture de textes, la diffusion de musiques, photos et vidéos.

L'accueil et l'accompagnement des familles seront organisés et effectués par le personnel du crématorium. Les maîtres de cérémonies des entreprises de pompes funèbres, les représentants du culte ou les membres de la famille, en concertation avec le personnel du crématorium, pourront intervenir au cours du moment de recueillement préparé avec la famille par le personnel du crématorium.

La salle de recueillement peut être mise à la disposition de toute famille qui en ferait la demande et qui ne ferait procéder à aucune crémation dans l'établissement ou à une crémation dans tout autre crématorium, dans les mêmes conditions d'organisation que pour une crémation.

Article 8 : Organisation d'un moment de convivialité au crématorium

La consommation de boissons alcoolisées est interdite.

Le personnel du crématorium devra être informé à minima 48 heures ouvrées à l'avance de la prestation réservée.

Article 9 : Recueil des cendres

Avant la crémation, une pastille de céramique est déposée sur le cercueil comportant au recto le numéro d'ordre de la crémation, qui correspond au numéro d'entrée de l'année dans le registre des crémations, et au verso l'empreinte du crématorium et l'année en cours.

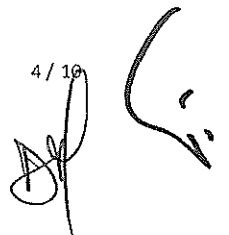
Elle accompagne à tout moment le cercueil, puis les cendres, pour garantir l'identification et la traçabilité des cendres.

Aussitôt après la crémation et le refroidissement des cendres, celles-ci sont pulvérisées et recueillies en leur totalité dans une urne cinéraire munie extérieurement d'une plaque portant l'identité du défunt et le nom du crématorium conformément à l'article R 2213-38 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'urne fournie par l'entreprise de pompes funèbres ou la famille du défunt doit permettre de contenir la totalité des cendres.

Article 10 : Conservation provisoire de l'urne au crématorium

Dans l'attente d'une décision relative à la destination des cendres, sous réserve de la demande de la personne qui a qualité pour pourvoir aux funérailles, consignée par écrit sur un formulaire spécifique,



l'urne peut être déposée dans le local de conservation des urnes du crématorium, pendant une durée qui ne peut excéder un an.

Au terme de ce délai et en l'absence de décision de la personne qui a qualité pour pourvoir aux funérailles, qui aura préalablement été avisée à deux reprises par voie postale de l'expiration dudit délai, les cendres seront dispersées dans le lieu le plus proche du crématorium spécialement affecté à cet effet visé à l'article L.2223-18-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, selon les conditions tarifaires fixées au contrat de concession.

Ces dispositions s'appliquent également en cas de retour des courriers par la poste et quel que soit le motif.

Le délégataire est autorisé à mettre en œuvre tous les moyens, y compris la saisie sur biens et revenus, pour obtenir le recouvrement des sommes dues.

Il appartient à la personne qui a qualité pour pourvoir aux funérailles de faire connaître tout changement d'adresse auprès du gestionnaire du crématorium.

Article 11 : Remise de l'urne


L'urne est remise à la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles ou à l'opérateur de pompes funèbres mandaté ou à une personne désignée par la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles (avec procuration et carte d'identité) pendant les horaires d'ouverture de l'établissement.

Article 12 : Destination des cendres

La personne dépositaire de l'urne et des cendres devra se conformer à toutes les dispositions réglementaires prévues notamment dans la loi n° 2008-1350 du 19 décembre 2008 et du décret du 30 janvier 2011.

Rappel de la législation en vigueur concernant la destination des cendres

Article 16-1-1 du Code Civil : *Le respect dû au corps humain ne cesse pas avec la mort. Les restes des personnes décédées, y compris les cendres de celles dont le corps a donné lieu à crémation, doivent être traités avec respect, dignité et décence.*



Article L2223-18-2 du Général des Collectivités Territoriales :

A la demande de la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles, les cendres sont en leur totalité :

- *soit conservées dans l'urne cinéraire, qui peut être inhumée dans une sépulture ou déposée dans une case de columbarium ou scellée sur un monument funéraire à l'intérieur d'un cimetière ou d'un site cinéraire visé à l'article L.2223-40 ;*
- *soit dispersées dans un espace aménagé à cet effet d'un cimetière ou d'un site cinéraire visé à l'article L.2223-40 ;*
- *soit dispersées en pleine nature, sauf sur les voies publiques.*

Article L2223-18-3 du Général des Collectivités Territoriales :

En cas de dispersion des cendres en pleine nature, la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles en fait la déclaration à la mairie de la commune du lieu de naissance du défunt. L'identité du défunt ainsi que la date et le lieu de dispersion de ses cendres sont inscrits sur un registre créé à cet effet.

Article 13 : Restes métalliques

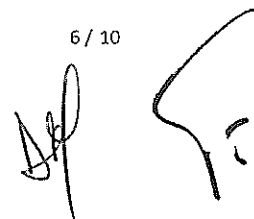
Les résidus métalliques séparés des cendres après la crémation sont conservés par le délégataire dans un conteneur spécifique, puis confiés à un organisme spécialisé chargé de les collecter, de les recycler et de les valoriser dans le respect de l'éthique et de l'environnement, au profit exclusif d'une fondation abritée par la Fondation de France.

Article 14 : Fleurs

Les compositions florales devront faire l'objet d'une identification précise comportant le nom du défunt et être enregistrées par le personnel du crématorium à l'accueil professionnel. Le crématorium décline toute responsabilité dans la gestion des compositions florales en cas de non-respect de ces dispositions.

A l'exception d'une fleur ou d'un petit bouquet déposé sur le cercueil, la crémation des différentes fleurs offertes lors du moment de recueillement est interdite. Elles sont conservées pendant 48 heures maximum si les familles ne les reprennent pas à l'issue du moment de recueillement.

Ces fleurs pourront être reprises par la famille ou le mandataire durant les heures d'ouverture de l'établissement.



Article 15 : Registre des crémations

Un registre des crémations, sera tenu par le gestionnaire des crématoriums et mentionnera :

- le numéro d'ordre de saisie dans le registre de crémations
- l'identité et les coordonnées du défunt,
- l'identité de la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles
- l'entreprise de pompes funèbres mandatée pour les obsèques
- la date de crémation,
- l'heure de l'introduction du cercueil dans l'appareil de crémation,
- l'heure de collecte des cendres à la sortie de l'appareil de crémation,
- l'opérateur ayant réalisé l'introduction
- la personne ayant récupérée l'urne cinéraire
- le devenir des cendres déclaré

Ce registre (disponible sous format papier et informatique) sera conservé en permanence dans l'établissement et sera consultable à tout moment par la Ville de Narbonne.

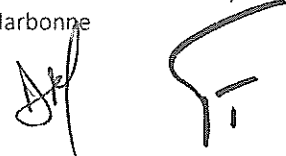
Article 16 : Cercueil

Le corps du défunt doit obligatoirement être déposé dans un cercueil homologué pour la crémation dont les dimensions ne peuvent pas excéder les capacités techniques des appareils de crémation.

Les cercueils hermétiques comportant une enveloppe métallifère ne peuvent en aucun cas être crématisés.

Les opérateurs mandatés doivent s'engager à présenter les cercueils dépourvus de toute prothèse fonctionnant au moyen d'une pile ou de tout autre objet susceptible de provoquer une explosion lors de la crémation et de mettre en danger le personnel ainsi que le matériel du crématorium.

Le crématorium se réserve le droit de refuser des cercueils pouvant présenter un risque pour les personnes et les biens de l'établissement.



Article 17 : Crémation de pièces anatomiques

La crémation de pièces anatomiques est assurée, conformément à la réglementation en vigueur, dans le cadre d'une convention signée entre l'établissement hospitalier ou la faculté de médecine et le gestionnaire du crématorium.

Un registre des pièces anatomiques est tenu par le gestionnaire du crématorium conformément à l'arrêté du 7 septembre 1999 (Art 10) relatif aux dispositions concernant les pièces anatomiques d'origine humaine. Ce registre mentionne :

- Le numéro d'identification du conteneur
- L'établissement producteur
- La date de crémation
- L'heure de début de crémation
- L'heure de fin de crémation

La destination des cendres issues de la crémation de pièces anatomiques est déterminée dans la convention signée avec l'établissement hospitalier ou la faculté de médecine.

Article 18 : Crémation de restes mortels exhumés

Les cercueils et les reliquaires contenant les corps exhumés ou les ossements doivent être présentés au crématorium en parfait état de conservation et de propreté. A défaut, ils seront refusés par le gestionnaire.

Crémation de restes mortels exhumés – à la demande d'une famille

La crémation après exhumation ne peut porter que sur un ou des corps provenant d'une même concession familiale, après autorisation délivrée sur demande écrite de la famille du défunt.

L'autorisation d'exhumation demandée par la famille doit être jointe au dossier de demande de crémation.

Le personnel du crématorium ne procédera à la crémation des restes des corps exhumés que s'il est en possession, 24 heures avant la date de crémation :

- de l'autorisation de crémation des restes exhumés

- d'une attestation de la famille du défunt précisant que la personne décédée n'était pas porteuse d'une prothèse renfermant des radio-éléments artificiels ou une pile.

Les opérateurs mandatés remettront au crématorium une urne ou un réceptacle permettant de contenir la totalité des cendres.

Les opérateurs mandatés doivent s'engager à présenter ces cercueils et reliquaires dépourvus de toute prothèse fonctionnant au moyen d'une pile. En cas d'explosion ou de dégâts sur l'appareil, leur responsabilité est totalement engagée.

Article 19 : Renseignements aux familles

Tous renseignements utiles devront être fournis gratuitement aux familles pour leur permettre d'effectuer, si elles le désirent, les démarches en vue de la crémation.

A la demande des familles, le gestionnaire du crématorium sera tenu de leur délivrer un devis gratuit relatif aux opérations liées à la crémation, les prix étant donnés toutes taxes comprises.

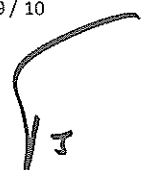
La liste des régies, entreprises, associations funéraires ainsi que leurs établissements établie par le préfet, est tenue à disposition des familles dans le hall d'accueil du crématorium.

Article 20 : Accès des locaux publics et techniques

Le gestionnaire est habilité à prendre toutes les mesures utiles et opportunes pour maintenir l'ordre, la sérénité, la salubrité et la décence dans l'enceinte des lieux dont il a la charge.

L'accès peut être interdit à toute personne dont la présence ne serait pas motivée par des nécessités de service.

L'accès des locaux techniques du crématorium est strictement réservé au gestionnaire ou au personnel du crématorium. Pour les besoins du service, les opérateurs des entreprises de pompes funèbres peuvent se rendre dans l'accueil funéraire et dans les sas menant à la salle de recueillement, à l'exclusion de tout autre local technique.



A la demande de la collectivité, le personnel communal pourra avoir accès aux locaux techniques en présence d'un représentant du gestionnaire.

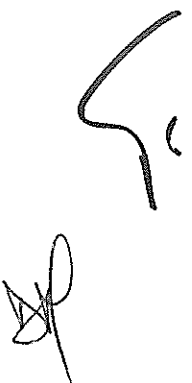
Article 21 : Mise à disposition du règlement intérieur

Le présent règlement du crématorium est mis à la disposition du public dans le hall d'accueil.

Fait à Narbonne, le ...

Pour la Ville de Narbonne

Pour La Société des Crématoriums de France,





CRÉMATORIUMS
DE FRANCE

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

ANNEXE 11 : PROTOCOLE ET DESCRIPTION DES CEREMONIES

ORGANISATION DU SERVICE

Un crématorium géré par *La Société des Crématoriums de France* sera synonyme pour la ville de Narbonne :

- D'une grande souplesse d'organisation et une parfaite disponibilité pour les familles et les opérateurs funéraires ;
- D'une organisation préservant l'intimité des familles ;
- D'un accueil préparé et personnalisé avec la famille ;
- Du respect intégral du défunt et de ses cendres (charte éthique de crémation) ;
- De rigueur et du professionnalisme le plus abouti, salué par toute la profession

Nos méthodes de travail sont fondées sur l'expérience et le savoir-faire de chaque personne travaillant au sein de notre société.

Nous exerçons un métier touchant à l'une des étapes de l'existence les plus sensibles. Notre accueil et nos prestations doivent être irréprochables pour apaiser les familles en deuil et les aider à se tourner vers l'avenir.

Nous avons donc élaboré un ensemble de processus et procédures de l'accueil téléphonique, jusqu'à la remise de l'urne, permettant d'adapter nos prestations aux attentes des familles, de travailler dans le respect des règles éthiques ou d'assurer une traçabilité irréprochable des défunts.

PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT ET D'ORGANISATION MIS EN OEUVRE

Le personnel de l'établissement est formé à nos méthodes pour offrir, aux familles reçues dans votre établissement, un accompagnement et une attention toute particulière quelles que soient les circonstances.

Par-delà le professionnalisme de nos équipes, notre entreprise se caractérise par la **courtoisie**, la **bienveillance** et la **disponibilité de ses équipes**, pour que chaque personne fréquentant l'établissement puisse trouver apaisement et réconfort dans ce moment douloureux. Nos équipes sont formées pour faire face à des situations délicates ou inattendues, causées, par exemple, par des conflits familiaux, souvent exacerbés par l'émotion du deuil.

SOUPLESSE D'ADAPTATION ET DISPONIBILITE

Pour des raisons humaines, l'organisation proposée **privilégie l'horaire d'accueil de la famille et du moment de recueillement**, ce qui offre une grande flexibilité. Notre mode de fonctionnement permet et vise 100 % de moments de recueillement réalisés au crématorium, une réponse et une adaptation à la demande des familles et des opérateurs funéraires.

Les **principes de base de la non rigidité des horaires** pour les familles, et d'une disponibilité maximalisée pour éviter les attentes, avec la mise en œuvre de notre savoir-faire, permettent d'optimiser au mieux l'organisation des obsèques pour les familles (mais aussi celle des installations) et de remplir les journées du crématorium de la façon la plus rationnelle possible.

Disponibilité du personnel pour les familles et les professionnels

Depuis la mise en bière jusqu'à l'arrivée au crématorium, en passant éventuellement par le lieu de culte, toutes les obsèques peuvent alors s'enchaîner naturellement, sans interruption, par une venue au crématorium le jour souhaité, voire à l'heure souhaitée.

ACCUEIL TELEPHONIQUE DES FAMILLES ET DES PROFESSIONNELS

Dans notre mode de gestion, la famille, comme le professionnel d'une entreprise de pompes funèbres, dispose d'un interlocuteur unique et n'a **qu'un seul numéro de téléphone à composer**.

Notre personnel étant dédié uniquement à la gestion du service public de votre établissement, bénéficiant des formations professionnelles et de l'expérience nécessaires, il est à même de **renseigner** et de **conseiller** immédiatement les opérateurs funéraires et les familles.

L'appel est pris en charge par le personnel de votre établissement qui est **immédiatement** en mesure de fixer un rendez-vous, communiquer les tarifs applicables, organiser un moment de recueillement personnalisé selon les souhaits de la famille et, plus généralement, communiquer à chacun tous les renseignements concernant le fonctionnement du crématorium, le déroulement d'une crémation, la destination des cendres, la réglementation ...

ACCUEIL DES FAMILLES ET PROFESSIONNELS AU CREMATORIUM

Une personne au minimum est toujours présente durant les heures d'ouverture normales de l'établissement pour accueillir familles et professionnels qui se déplacent au crématorium afin d'obtenir des renseignements, ou encore reprendre une urne cinéraire, sans qu'il soit nécessaire de planifier un rendez-vous.

Préserver l'intimité des familles

Les familles accueillies pour un moment de recueillement sont reçues à des horaires différents, et les circulations dans le bâtiment ont été pensées pour leur apporter la garantie de vivre ce moment dans votre établissement **en toute intimité, sans croiser d'autres familles**.

Dans l'organisation proposée, une famille peut être accueillie toutes les heures. Lorsque notre personnel est informé à l'avance d'un moment de recueillement avec une assistance nombreuse, le créneau de réservation suivant est bloqué, par respect pour les deux familles.

L'architecture, le confort, l'agencement du bâtiment que nous vous proposons ont été réfléchis pour apporter aux familles un accueil adapté et le respect de leur intimité tout au long de leur présence dans l'établissement.

UN ACCOMPAGNEMENT PREPARE ET PERSONNALISE

Ce point vous a été détaillé dans la notice 3.11 – organisation des moments de recueillement.

Le moment de recueillement est préparé et personnalisé avec la famille afin qu'elle puisse rendre le dernier hommage souhaité au défunt.

Chaque mot, chaque geste, doit être adapté à la famille, aux circonstances du décès, à la vie du défunt, aux liens familiaux qui les unissaient... Cet instant est précieux pour apaiser les familles et les aider dans l'accomplissement du deuil.

Chaque moment de recueillement est guidé par le personnel de l'établissement qui peut être accompagné d'un opérateur funéraire ou d'un représentant du culte selon les souhaits de la famille.

La salle de recueillement pourra également être mise à disposition des familles ayant fait le choix de l'inhumation.



Grande salle de recueillement du crématorium d'Annecy

ORGANISATION DES MOMENTS DE RECUEILLEMENT

Le personnel du Crématorium de Narbonne sera formé aux méthodes reconnues de La Société des Crématoriums de France pour offrir aux familles reçues un accompagnement et une attention toute particulière, quelles que soient les circonstances.

Le monde évolue. Le lien avec les religions se distend parfois. Mais le deuil reste. Et avec lui la nécessité de « faire son deuil » qui signifie à la fois surmonter sa propre peine mais également faire vivre le souvenir de l'être cher. C'est pourquoi même si le défunt ou sa famille ne sont pas proches d'une religion, il est fondamental d'organiser les obsèques qui permettront à chacun de débiter son deuil par l'expression de son amour, de ses souvenirs, de ses espoirs. Rien de pire que des obsèques sans cérémonie : chacun reste avec un manque et un sentiment de culpabilité de n'avoir pas exprimé ce qu'il ressentait, de n'avoir pas dit un dernier mot à celui ou celle qu'il aimait, de n'avoir pas montré à ceux qui restait combien il tenait à eux. C'est la beauté et la grandeur de notre métier que d'accompagner les familles que nous servons sur le chemin du deuil.

Chaque famille est unique

Notre différence est que **chaque moment de recueillement est personnalisé et préparé avec la famille**. Notre personnel se doit de la conseiller et de l'accompagner afin qu'elle puisse rendre un hommage à l'image de son défunt et trouver l'apaisement et le réconfort dans ces circonstances douloureuses.

UN ACCOMPAGNEMENT PREPARE

Chaque famille est différente et a des attentes spécifiques auxquelles notre personnel s'attache à répondre par sa capacité à percevoir les souhaits de chacune, et à s'adapter. Le moment de recueillement est un moment unique pour la famille qui doit être personnalisé selon ses attentes.

Dès que la réservation est effectuée, le personnel de l'établissement prend contact avec la famille pour préparer sa venue au crématorium et ce moment particulier en lui présentant les différentes possibilités de personnalisation.

Cette approche permet aux familles de **vivre plus intensément la séparation du deuil**, en s'appropriant la mise en œuvre de leur moment de recueillement. Un recueillement réussi est une avancée considérable dans le travail de deuil pour la famille.

**Nous ne faisons pas « d'hommage simple »,
CHAQUE RECUEILLEMENT SE DOIT D'ÊTRE PRÉPARÉ ET PERSONNALISÉ**

Certaines familles savent parfaitement ce qu'elles souhaitent dans la personnalisation du moment de recueillement (textes, musiques, images), nous les renseignons alors sur certaines modalités pratiques pour optimiser le déroulement de cet instant.

D'autres sont désemparées et incapables de mettre en œuvre un beau moment de recueillement. Il faut alors **découvrir** qui était le défunt, qui elles sont et ainsi quels sont les textes, musiques et images qui leurs correspondront.

*La garantie d'un service
public maître de son
image*

Afin de garantir une qualité constante du service et un accompagnement réussi de la famille tout au long de sa présence dans l'établissement, **nous pilotons toujours étroitement, mais avec tact, les maîtres de cérémonie extérieurs qui interviennent dans les crématoriums** qui nous sont confiés afin de limiter au mieux les imperfections et hésitations.

Pour les professionnels, ce mode de fonctionnement leur donne la certitude, une fois le défunt et la famille arrivés au crématorium, d'une qualité permanente d'accueil, d'accompagnement et de cérémonial très soigné, auxquels ils ne sont généralement pas formés. Un recueillement dans le cadre d'une crémation est différent d'un recueillement accompagné dans le cadre d'une inhumation ; il ne peut être appréhendé de la même manière.

Pour le crématorium, et donc pour la ville de Narbonne, c'est la **certitude d'une réputation constante de qualité et d'impartialité du service public**. Pour les entreprises de pompes funèbres, cette qualité rejaillit sur leurs propres prestations qui s'en trouvent ainsi valorisées.

*Accueil – Crématorium de Blois*

UN ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISE

Selon les volontés de la famille, le moment de recueillement peut être personnalisé par le biais de musiques, textes, photos, vidéos ou tout autre objet ayant eu une signification pour le défunt.

Les salles de recueillement seront équipées du matériel audio et vidéo nécessaire à cette personnalisation.

Les musiques, textes et photos peuvent être fournis par la famille. Dans le cas contraire, lorsque la famille n'a pas le temps ou la possibilité de rassembler ces éléments, l'établissement met à sa disposition un ensemble de supports. Votre établissement dispose notamment d'une photothèque sur le thème de la nature (mer, montagne, campagne, forêt) pour diffusion sur l'écran de diaporama, d'un recueil de textes et de poèmes, et d'une base de données musicales, mais surtout, nous le répétons, de personnes aptes à conseiller chaque famille dans le choix des textes et des musiques ainsi que dans la mise en œuvre du moment de recueillement.

A stylized blue ink signature, possibly reading 'F.' or 'F.', written in a cursive style.

A black ink signature, possibly reading 'Sf', written in a cursive style.



Grande salle de recueillement – Crématorium d'Hénin-Beaumont

Toutes les confessions, opinions religieuses ou philosophiques sont les bienvenues dans les salles de recueillement.

*Une salle de
recueillement ouverte à
tous les cultes*

Lorsqu'un temps de prière est demandé par les familles, il est effectué par des laïcs ou des représentants du culte concerné et, en étroite collaboration avec eux, est intégré à l'organisation du recueillement. Nous pouvons également conserver les objets rituels spécifiques à chaque culte pour personnaliser la salle le moment venu.

LE MOMENT DE RECUEILLEMENT : UN RITUEL UNIQUE

Les moments de recueillement sont conduits par notre personnel à travers différentes étapes, le tout formant notre **rituel d'adieu** et de séparation. Ce moment de recueillement vise à accompagner les familles en douceur et progressivement, mais de façon suffisamment intense, en sorte que la visualisation de l'introduction du cercueil dans l'appareil de crémation devienne superflue. Cette approche, mise au point au travers de plus de vingt années d'observations et de compréhension de ce qu'est le deuil dans un crématorium, épargne aux familles d'avoir à quitter votre établissement avec la dernière image du cercueil gravée en mémoire.

Afin qu'il y ait une continuité humaine dans les relations avec la famille, c'est l'assistant funéraire qui aura préparé le recueillement qui accueillera le convoi et conduira le moment de recueillement.

Nos professionnels apprennent à choisir les mots seyants, convenant à la famille et adaptés aux conditions du décès, l'environnement, l'arrière-fond religieux ainsi qu'à ses souhaits.

Aucune famille ne ressemble à une autre. Chaque recueillement est unique et, par-delà une exigence de qualité pour tous, il y a une grande variété d'hommages.

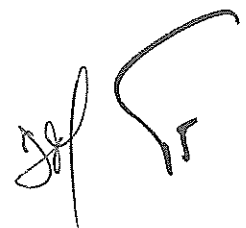
Ce rituel permet de marquer la séparation ultime avec un contact d'humanité et une relation de confiance, à l'aide d'une symbolique douce et progressive. Ce point est essentiel.

Ce mode d'accompagnement, proposé dans tous les établissements que nous gérons, évite à la famille d'avoir la sensation d'abandonner son défunt. Il offre également à la famille la possibilité de faire le dernier adieu au défunt dans un cadre et avec une mise en œuvre apaisants en évitant ainsi la visualisation de l'introduction du cercueil dans l'appareil de crémation.

À l'occasion de la préparation du moment de recueillement, nous déconseillons aux familles d'assister à l'acte technique de crémation qui, humainement, pourra être ressenti comme une régression dans le parcours des funérailles.

La séparation marque une symbolique (porte de passage ou rideau) à la fin du moment de recueillement et la remise de l'urne en différé sont fortement appréciées par les familles. La visualisation de l'introduction peut être traumatisante pour les proches. Aujourd'hui, la très grande majorité des familles s'estime soulagée de ne pas avoir assisté à une visualisation de l'introduction d'un cercueil dans un appareil de crémation.

Néanmoins, nous laissons le choix à chaque famille. Le Parc funéraire sera équipé d'un système permettant la visualisation de l'introduction du cercueil dans l'appareil via un écran dans la salle de remise des urnes, permettant ainsi de répondre à la demande de familles qui souhaiteront y assister.



Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le



ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

DSP CREMATORIUM de NARBONNE

ANNEXE 12 : TARIFS DES PRESTATIONS

Candidat : La Société des Crématoriums de France

		HT	TTC
	Crémations**		
1	* Adultes	650 €	780 €
	* Enfants < 13	250 €	300 €
2	Pièces & déchets anatomiques, ossuaires		
	* boîte < 60 kg	260 €	312 €
	* boîte < 30 kg	133 €	160 €
3	Exhumations		
	* cercueil < 5 ans	650 €	780 €
	* cercueil > 5 ans	455 €	546 €
4	Espace et protocole de cérémonie		
	Mise à disposition de la salle de cérémonie dans le cadre d'une crémation	100 €	120 €
	Mise à disposition de la salle de cérémonie dans le cadre d'une inhumation	150 €	180 €
5	Espace de convivialité		
	Mise à disposition du salon de convivialité pour 1h30	75 €	90 €
6	Autres prestations		
	* Urne standard	25 €	30 €
	* Conservation de l'urne > 3 mois (forfait du 4ème au 12ème mois)	75 €	90 €
	* Prestation de dispersion	46 €	55 €
7	Gratuité des prestations		
	* Pompiers, militaires, forces de l'Ordre décédés en service commandé	0 €	0 €
	* Personnes dépourvues de ressources suffisantes domiciliées sur la commune de Narbonne	0 €	0 €
	* Enfants < 1 an	0 €	0 €

** Cette prestation inclut un moment de recueillement d'une dizaine de minutes

La formule de révision initiale était la suivante :

$$P = P_0 * (0,15 + 0,20 E_1/E_0 + 0,40 ICHTrev-TS-M1 / ICHTrev-TS-M_0 + 0,25 FSD1 / FSD1_0)$$

Tout aménagement de la formule ci-dessus indiquée qui conduirait à une minoration du prix de la prestation aux familles serait bien entendu pris en compte.

La nouvelle formule indiquée à l'article 40 du cahier des charges et prenant en compte le compte d'exploitation prévisionnel de l'offre finale est la suivante:

$$P = P_0 * (0,27 + 0,07 E_1/E_0 + 0,27 ICHTrev-TS-M1 / ICHTrev-TS-M_0 + 0,39 FSD1 / FSD1_0)$$

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le



ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC



CRÉMATORIUMS
DE FRANCE

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

ANNEXE 13 : ORGANIGRAMME ET MOYENS

Notre politique salariale se caractérise par :

- Des effectifs uniquement dédiés à au service public du crématorium
- Un accompagnement du siège social pour les fonctions supports
- Les qualités humaines et le professionnalisme des collaborateurs
- La polyvalence de chacun assurant la continuité du service public
- La formation interne et externe

Au-delà du professionnalisme, le personnel de nos crématoriums est sélectionné et recruté pour ses qualités humaines telles que la bienveillance, l'écoute, l'empathie, pour accompagner et conseiller au mieux chaque famille.

1. UN EFFECTIF UNIQUEMENT DEDIE A L'ETABLISSEMENT

Le personnel de votre établissement travaillera avec le concours du siège social et administratif de *La Société des Crématoriums de France* et sous l'autorité de notre direction des opérations.



Crématorium des Mureaux

Au vu des projections, l'équipe de votre établissement sera composée dans un premier temps de 2 personnes soit un effectif de 2 ETP pour atteindre un effectif de 3 personnes dès que l'activité atteindra 800 crémations annuelles.

ORGANIGRAMME DE L'ORGANISATION

L'organisation hiérarchique au sein d'un crématorium géré par *La Société des Crématoriums de France* se décompose de la manière suivante :

- Responsable (niveau 6 – Dirigeant d'agence funéraire) : Ses fonctions se partagent entre le management et les activités funéraires du crématorium. Il développe les services de l'établissement, encadre directement le personnel du crématorium, il supervise la bonne utilisation, le bon entretien et le bon suivi des équipements de crémation et plus généralement, la bonne mise en œuvre des processus et procédures de notre société. L'acquisition d'un bon niveau de culture générale est essentielle.
- Adjoint (niveau 6 – Dirigeant d'agence funéraire) : Assistant funéraire en cœur de métier, il a aussi pour mission de seconder le Responsable de l'établissement dans la gestion du site et de le remplacer lors de ses périodes d'absence. Il a vocation à prendre ultérieurement la responsabilité d'un crématorium. L'acquisition d'un bon niveau de culture générale est également essentielle.
- Assistant funéraire (niveau 4 – Conseiller funéraire) : Contact essentiel de la famille endeuillée, l'assistant funéraire l'accueille, l'informe et la conseille sur l'organisation au crématorium ou encore sur la réglementation en vigueur. Il est le « maître d'œuvre » de l'organisation du recueillement dans l'établissement, gérant de fortes contraintes de coordination et les relations avec les différents intervenants (pompes funèbres, représentants du culte).

Nos critères de recrutement, prioritairement centrés du savoir-être, requièrent également une expérience confirmée du monde funéraire et particulièrement la gestion des crématoriums pour le responsable de l'établissement.



POLYVALENCE DE CHACUN

Dans tous nos établissements, quel que soit le poste occupé par les membres du personnel (du Responsable à l'Assistant funéraire), chacun y est polyvalent et peut accueillir les familles (accueil téléphonique et accueil physique, organisation et tenue des moments de recueillement personnalisés, remise des urnes ou encore dispersion des cendres), réaliser toutes les tâches administratives, s'occuper des actes techniques de crémation, mais aussi participer au nettoyage de l'établissement et de ses abords entre chaque famille.

Cette présence permanente de personnes compétentes et totalement polyvalentes est incontournable pour garantir une grande qualité de service aux familles tout comme aux professionnels et assurer la continuité du service en cas d'absence d'un des membres de l'équipe.

La prise en charge d'une famille par un même collaborateur dans toutes les phases d'accompagnement est un point qui nous paraît incontournable pour assurer un service de qualité et des relations beaucoup plus humaines avec les personnes endeuillées.

REMPLACEMENT EN CAS D'ABSENCE

En cas d'absence, de l'un des membres du personnel de l'équipe, nous pourrions avoir recours à un de nos collaborateurs d'un autre établissement dont la gestion nous est confiée, voire le cas échéant à du personnel intérimaire ou en CDD. Ces personnes sont engagées en tant qu'agents d'accueil en charge notamment de l'accueil téléphonique, de l'accueil des familles et des professionnels, de l'entretien des locaux et de l'administration générale.

2. ACCOMPAGNEMENT DE L'EQUIPE TOUT AU LONG DE LA DELEGATION

ACCOMPAGNEMENT DU SIEGE SOCIAL

Comme tous nos collaborateurs, le personnel de votre établissement travaille avec le soutien et le contrôle de l'équipe de notre siège, dont le métier est exclusivement la gestion de crématoriums en délégation de service public.

La Société des Crématoriums de France est composée d'un siège social à Bailleul (59) qui bénéficie du support du siège social de la société Funecap, co-leader national du secteur du funéraire.

Les équipes support se constituent :

- d'une Direction Générale qui se rend régulièrement dans les établissements que nous gérons afin d'animer l'encadrement des responsables, s'entretenir avec le personnel, rencontrer les professionnels et les autorités délégantes.
- d'un service finance et comptabilité : outre les tâches de gestion courante de la comptabilité, sa mission est aussi d'assister les sites pour qu'ils disposent des moyens nécessaires à la gestion mais aussi de les accompagner dans le suivi des clients et de leurs créances ...
- d'un service administratif et commercial qui permet de suivre les sites dans toutes les procédures administratives nécessaires à l'activité. Il inclut particulièrement le département qualité permettant d'uniformiser l'ensemble des procédures sur les différents sites, d'accompagner les établissements dans les évolutions du métier et du marché, de la réglementation et de garantir une qualité de service à l'ensemble des usagers.
- d'un service technique, informatique et télécommunication : ce département nous permet d'éviter tout problème pouvant compromettre la continuité du service public en termes d'état du bâtiment, de fonctionnement des matériels, de télécommunication ou encore d'équipement informatique et de média dont la projection d'images lors du moment de recueillement. Nous sommes également attachés à trouver de nouvelles solutions pour répondre aux besoins des familles qui dépendent bien souvent du domaine des NTIC.



3. LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

Tout en maîtrisant son développement pour conserver son caractère humain, la Société des Crématoriums de France, filiale de la société Funecap restant totalement indépendante sur le plan opérationnel, a aujourd'hui la dimension d'un petit groupe à taille humaine où tout le monde se connaît (point que nous animons), exclusivement formé à l'accueil des familles et à la gestion de crématoriums et de parcs cinéraires.

Tous nos collaborateurs sont formés en fonction de leur poste et de leurs responsabilités afin qu'ils puissent exercer pleinement leurs missions.

Pour cela, nous nous appuyons sur notre parcours de formation interne ainsi que sur de grands organismes de formation externes – choisis en fonction de leurs compétences, de leur notoriété et de leur implantation au niveau national, avec lesquels nous avons construit des formations sur-mesure permettant de répondre au plus près de nos besoins, de nos contraintes liées à notre secteur d'activité, de notre clientèle et de nos obligations réglementaires en matière de santé, sécurité et prévention au travail.

Chaque collaborateur de la société bénéficiera donc d'un parcours de formation professionnelle en adéquation exacte avec son poste, prenant en compte ses points forts, les compétences à développer et son évolution en interne. Six grands axes sont proposés pour ce parcours :

FORMATIONS REGLEMENTAIRES :

Chaque collaborateur ou futur collaborateur est préparé et accompagné au diplôme qu'il doit obtenir pour exercer le métier de Maître de Cérémonie (niveau III) ou Assistant Funéraire (niveau IV), tel que nous l'impose la législation française en vigueur.

Notre centre de formation en interne ainsi que notre partenaire, leader dans la formation funéraire, ont la gestion de ces diplômes et le placement des stagiaires sortant diplômés, avec un taux de réussite de plus de 85% et des profils correspondants à nos besoins terrain.

FORMATIONS SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL :

La santé et la sécurité de nos collaborateurs ainsi que la prévention et gestion des risques est un investissement nécessaire et important. Très réglementées, elles permettent de s'assurer que nos équipes travaillent dans les meilleures conditions possibles et qu'elles sont aptes à réagir de manière efficace en cas de nécessité vis-à-vis de leurs collègues ou du public.

Ces formations, très ciblées, sont dispensées par des organismes de formation reconnus chacun dans leur domaine de compétences :

- Sauveteur secouriste au travail : organisme de formation AFTRAL
- Habilitations électriques : organisme de formation AFTRAL
- Incendie, évacuation et manipulation des extincteurs : organisme de formation DESAUTEL
- Gestes et postures métiers du funéraire : organisme de formation CNFCE
- Risques psycho-sociaux : organisme de formation CNFCE
- Gestion et prévention des risques : formation en interne de l'ensemble des collaborateurs sur les Equipements de Protection individuelle (EPI) distribués par le fournisseur EPI ON WEB (combinaisons, masques, lunettes, gants, chaussures etc...).

En parallèle de ces formations, nous nous assurerons que vos établissements soient équipés de défibrillateurs et de trousse de secours – une à l'accueil et une dans la salle technique ; le personnel sera également formé à leur utilisation.

FORMATIONS TECHNIQUES :

La formation sur les appareils de crémation, théorique et pratique, est obligatoire et est assurée par le fabricant *Facultieve Technologies* aux collaborateurs concernés leur permettant de connaître le fonctionnement de ces appareils (certificat à l'appui), les consignes de sécurité et d'intervention en cas de dysfonctionnement, d'incident majeur ou d'incendie ainsi que la maintenance de premier niveau.

FORMATIONS PERFECTIONNEMENT FUNERAIRE :

En tant que service public délégué, nous avons l'obligation de répondre aux demandes de notre clientèle et de suivre son évolution sociale, ce qui implique un approfondissement des formations « typiquement funéraires » pour nos collaborateurs, indispensables à la réussite de l'accompagnement des familles et à l'organisation de belles cérémonies :

- L'accueil des familles, que ce soit au téléphone ou en face-à-face pour les agents d'accueils
- Les différentes religions, pratiques et rites funéraires pour les Conseillers Funéraires
- Les cérémonies civiles et religieuses pour les Maitres de Cérémonie
- La psychologie du deuil pour les Maitres de Cérémonie et Conseillers Funéraires



Ces formations sont dispensées par notre centre de formation interne ainsi que par NOVA FORMATION, spécialistes des formations funéraires.

FORMATIONS COMMUNICATION :

Notre secteur d'activité impose un sens relationnel très fort, aussi bien vis-à-vis des familles qu'entre nos collaborateurs pour une parfaite gestion de l'accompagnement des familles, d'un point de vue administratif et organisationnel.

Il est donc primordial que les échanges verbaux ou écrits soient de qualité, que ce soit au niveau de la maîtrise de la bureautique (Word, rédaction d'e-mails, Outlook) que de la communication interpersonnelle et interprofessionnelle (organisme de formation CNFCE).

FORMATIONS MANAGEMENT :

La gestion d'un établissement et l'implication d'une équipe dans son travail découlent du positionnement et des compétences du directeur désigné.

Qu'il soit débutant ou confirmé, ces compétences sont à actualiser régulièrement et un parcours spécifique « Manager » a été créé, en lien avec l'organisme de formation CNFCE :

- Les fondamentaux du management – niveau 1
- Management d'une équipe – niveau 2
- Les fondamentaux du droit du travail – niveau 1
- Droit social en pratique / Actualités sociales et juridiques – niveau 2
- Optimiser sa conduite de réunion – niveau 1
- Conduite de réunion – niveau 2
- Savoir mener les différents entretiens (annuel d'évaluation, professionnels, de carrière) – niveau 3
- Développer et entretenir son réseau professionnel – niveau 1 à 3
- Coaching personnalisé : formation de pointe telle que « L'intelligence émotionnelle » – niveau 4

Chaque formation se fait en intra (sur place) pour prendre en compte nos contraintes opérationnelles et surtout assurer la continuité du service auprès des familles.

Nos formations étant liées à la réglementation française en matière de droit du travail, nous nous adapterons bien évidemment à la vôtre.



Crématorium des Mureaux

Dans le cadre du projet d'amélioration continue, notre société déploie des supports de formation interne dans divers domaines afin d'accompagner nos collaborateurs dans la gestion de leur établissement. Les formations internes touchent différents domaines, tels que l'utilisation de l'outil informatique, le management, le commercial, la réglementation...

Dans un souci d'amélioration continue de nos services, de partage ainsi que de transversalisation du savoir-faire de nos équipes et de nos valeurs, nous organisons aussi :

- des réunions de directeurs (deux fois par an)
- des réunions de commission (optimisation du fonctionnement des appareils, outils médias, parcs cinéraires, ...)
- les déplacements de courte durée dans d'autres crématoriums sont très fréquents et favorisés pour un partage des savoir-faire, des expériences et des valeurs. Nous favorisons particulièrement les échanges car ces échanges sont sources de progression pour le personnel en évitant l'installation d'une routine.
- Un collaborateur peut aussi se déplacer de quelques semaines à quelques mois dans d'autres établissements pour se former à un nouveau poste.

4. LES TENUES VESTIMENTAIRES

Nous ne préconisons pas les uniformes et tenons à éviter les costumes standards couramment utilisés dans la profession. La standardisation des costumes et des hommes ne correspond pas au type de relations qui nous lient avec les familles. La standardisation aboutit à la banalisation.

Tout le personnel en relation avec les familles est toujours en costume-cravate pour les hommes et tailleur strict jupe ou pantalon pour les femmes. Ils sont aussi systématiquement de couleur sombre (noir, gris anthracite...). Chaque membre de notre personnel choisit des costumes ou tailleurs de ville élégants, adaptés à sa morphologie et apportant ce qu'il faut de distinction due au métier que nous exerçons.



Crématorium de Vannes



Crématorium de Poitiers



Crématorium d'Auxerre



Crématorium des Mureaux

Pour autant, ce point est surveillé de très près pour que ce choix n'aboutisse pas à une situation ressentie comme de la négligence.

Cette liberté de choix est une volonté forte de notre philosophie d'entreprise qui met en valeur les personnes avec une approche humaine ne pouvant être garantie par un uniforme.


Ces tenues sont prises en charge par la société, tout comme leur nettoyage à sec qui est réalisé aussi souvent que nécessaire.

La salle technique est équipée de blouses, de gants spécifiques et de toutes les protections nécessaires (EPI) permettant la conduite de l'appareil de crémation et le recueil des cendres.

La manutention des conteneurs de produits de traitement de l'unité de filtration, comme celle des conteneurs de résidus de filtration, entraîne l'obligation de tenues de travail, masques, chaussures et gants adaptés.



ANNEXE 14 : PLAN DE FORMATION

Envoyé en préfecture le 07/09/2021
Reçu en préfecture le 07/09/2021
Affiché le 
ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

Tout en maîtrisant son développement pour conserver son caractère humain, la Société des Crématoriums de France, filiale de la société Funecap restant totalement indépendante sur le plan opérationnel, a aujourd'hui la dimension d'un petit groupe à taille humaine où tout le monde se connaît (point que nous animons), exclusivement formé à l'accueil des familles et à la gestion de crématoriums et de parcs cinéraires.

Tous nos collaborateurs sont formés en fonction de leur poste et de leurs responsabilités afin qu'ils puissent exercer pleinement leurs missions.

Pour cela, nous nous appuyons sur notre parcours de formation interne ainsi que sur de grands organismes de formation externes – choisis en fonction de leurs compétences, de leur notoriété et de leur implantation au niveau national, avec lesquels nous avons construit des formations sur-mesure permettant de répondre au plus près de nos besoins, de nos contraintes liées à notre secteur d'activité, de notre clientèle et de nos obligations réglementaires en matière de santé, sécurité et prévention au travail.

Chaque collaborateur de la société bénéficiera donc d'un parcours de formation professionnelle en adéquation exacte avec son poste, prenant en compte ses points forts, les compétences à développer et son évolution en interne. Six grands axes sont proposés pour ce parcours :

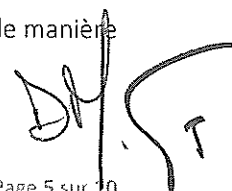
FORMATIONS REGLEMENTAIRES :

Chaque collaborateur ou futur collaborateur est préparé et accompagné au diplôme qu'il doit obtenir pour exercer le métier de Maître de Cérémonie (niveau III) ou Assistant Funéraire (niveau IV), tel que nous l'impose la législation française en vigueur.

Notre centre de formation en interne ainsi que notre partenaire, leader dans la formation funéraire, ont la gestion de ces diplômes et le placement des stagiaires sortant diplômés, avec un taux de réussite de plus de 85% et des profils correspondants à nos besoins terrain.

FORMATIONS SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL :

La santé et la sécurité de nos collaborateurs ainsi que la prévention et gestion des risques est un investissement nécessaire et important. Très réglementées, elles permettent de s'assurer que nos équipes travaillent dans les meilleures conditions possibles et qu'elles sont aptes à réagir de manière efficace en cas de nécessité vis-à-vis de leurs collègues ou du public.



Ces formations, très ciblées, sont dispensées par des organismes de formation reconnus chacun dans leur domaine de compétences :

- Sauveteur secouriste au travail : organisme de formation AFTRAL
- Habilitations électriques : organisme de formation AFTRAL
- Incendie, évacuation et manipulation des extincteurs : organisme de formation DESAUTEL
- Gestes et postures métiers du funéraire : organisme de formation CNFCE
- Risques psycho-sociaux : organisme de formation CNFCE
- Gestion et prévention des risques : formation en interne de l'ensemble des collaborateurs sur les Equipements de Protection individuelle (EPI) distribués par le fournisseur EPI ON WEB (combinaisons, masques, lunettes, gants, chaussures etc...).

En parallèle de ces formations, nous nous assurerons que vos établissements soient équipés de défibrillateurs et de trousse de secours – une à l'accueil et une dans la salle technique ; le personnel sera également formé à leur utilisation.

FORMATIONS TECHNIQUES :

La formation sur les appareils de crémation, théorique et pratique, est obligatoire et est assurée par le fabricant *Facultieve Technologies* aux collaborateurs concernés leur permettant de connaître le fonctionnement de ces appareils (certificat à l'appui), les consignes de sécurité et d'intervention en cas de dysfonctionnement, d'incident majeur ou d'incendie ainsi que la maintenance de premier niveau.

FORMATIONS PERFECTIONNEMENT FUNERAIRE :

En tant que service public délégué, nous avons l'obligation de répondre aux demandes de notre clientèle et de suivre son évolution sociale, ce qui implique un approfondissement des formations « typiquement funéraires » pour nos collaborateurs, indispensables à la réussite de l'accompagnement des familles et à l'organisation de belles cérémonies :

- L'accueil des familles, que ce soit au téléphone ou en face-à-face pour les agents d'accueils
- Les différentes religions, pratiques et rites funéraires pour les Conseillers Funéraires
- Les cérémonies civiles et religieuses pour les Maitres de Cérémonie
- La psychologie du deuil pour les Maitres de Cérémonie et Conseillers Funéraires

Ces formations sont dispensées par notre centre de formation interne ainsi que par NOVA FORMATION, spécialistes des formations funéraires.

FORMATIONS COMMUNICATION :

Notre secteur d'activité impose un sens relationnel très fort, aussi bien vis-à-vis des familles qu'entre nos collaborateurs pour une parfaite gestion de l'accompagnement des familles, d'un point de vue administratif et organisationnel.

Il est donc primordial que les échanges verbaux ou écrits soient de qualité, que ce soit au niveau de la maîtrise de la bureautique (Word, rédaction d'e-mails, Outlook) que de la communication interpersonnelle et interprofessionnelle (organisme de formation CNFCE).

FORMATIONS MANAGEMENT :

La gestion d'un établissement et l'implication d'une équipe dans son travail découlent du positionnement et des compétences du directeur désigné.

Qu'il soit débutant ou confirmé, ces compétences sont à actualiser régulièrement et un parcours spécifique « Manager » a été créé, en lien avec l'organisme de formation CNFCE :

- Les fondamentaux du management – niveau 1
- Management d'une équipe – niveau 2
- Les fondamentaux du droit du travail – niveau 1
- Droit social en pratique / Actualités sociales et juridiques – niveau 2
- Optimiser sa conduite de réunion – niveau 1
- Conduite de réunion – niveau 2
- Savoir mener les différents entretiens (annuel d'évaluation, professionnels, de carrière) – niveau 3
- Développer et entretenir son réseau professionnel – niveau 1 à 3
- Coaching personnalisé : formation de pointe telle que « L'intelligence émotionnelle » – niveau 4

Chaque formation se fait en intra (sur place) pour prendre en compte nos contraintes opérationnelles et surtout assurer la continuité du service auprès des familles.

Nos formations étant liées à la réglementation française en matière de droit du travail, nous nous adapterons bien évidemment à la vôtre.



Crématorium des Mureaux

Dans le cadre du projet d'amélioration continue, notre société déploie des supports de formation interne dans divers domaines afin d'accompagner nos collaborateurs dans la gestion de leur établissement. Les formations internes touchent différents domaines, tels que l'utilisation de l'outil informatique, le management, le commercial, la réglementation...

Dans un souci d'amélioration continue de nos services, de partage ainsi que de transversalisation du savoir-faire de nos équipes et de nos valeurs, nous organisons aussi :

- des réunions de directeurs (deux fois par an)
- des réunions de commission (optimisation du fonctionnement des appareils, outils médias, parcs cinéraires, ...)
- les déplacements de courte durée dans d'autres crématoriums sont très fréquents et favorisés pour un partage des savoir-faire, des expériences et des valeurs. Nous favorisons particulièrement les échanges car ces échanges sont sources de progression pour le personnel en évitant l'installation d'une routine.
- Un collaborateur peut aussi se déplacer de quelques semaines à quelques mois dans d'autres établissements pour se former à un nouveau poste.

OFFRE DE BASE

ANNEXE 1 - COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL 28 ANS

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
CHENOTIUM DE NARBONNE										
Activités principales (en volume)										
1 - Créations adulte	660	683	705	730	755	782	810	839	869	899
2 - Créations adulte - inscrit au CCAS	3	3	4	4	4	4	4	4	4	5
3 - Créations enfant (1 - 13 ans)	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3
4 - Créations enfant (10 - 13 ans)	5	5	5	5	5	6	6	6	6	6
5 - Créations enfant (0 - 10 ans)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 - Créations < 5 ans	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
7 - Créations > 5 ans	528	546	564	584	605	626	648	671	695	719
Activités complémentaires										
8 - Utilisation de la salle cérémonielle (gratuit pour les enfants jusqu'à 13 ans)	80	83	86	89	92	95	98	102	106	109
9 - Forfait collation simple (20 personnes)	16	17	17	18	18	20	20	21	21	22
10 - Dispersion des cendres	87	89	72	74	77	80	82	85	88	91
Compte d'exploitation prévisionnel (en euros HT)										
Prévisions de base du cimetière										
1 - Créations adulte	420 000 €	443 950 €	458 250 €	474 500 €	491 400 €	508 300 €	525 500 €	545 350 €	564 850 €	584 350 €
2 - Créations adulte - inscrit au CCAS	975 €	975 €	1 300 €	1 300 €	1 300 €	1 300 €	1 300 €	1 300 €	1 300 €	1 625 €
3 - Créations enfant (1 - 13 ans)	500 €	500 €	750 €	750 €	750 €	750 €	750 €	750 €	750 €	750 €
4 - Créations enfant (10 - 13 ans)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5 - Créations enfant (0 - 10 ans)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 - Créations < 5 ans	910 €	910 €	910 €	910 €	910 €	910 €	910 €	910 €	910 €	910 €
7 - Créations > 5 ans	52 800 €	54 600 €	56 400 €	58 400 €	60 500 €	62 600 €	64 800 €	67 100 €	69 500 €	71 900 €
8 - Utilisation de la salle cérémonielle (gratuit pour les enfants jusqu'à 13 ans)	6 000 €	6 225 €	6 450 €	6 675 €	6 900 €	7 125 €	7 350 €	7 575 €	7 800 €	8 025 €
9 - Forfait collation simple (20 personnes)	1 600 €	1 650 €	1 700 €	1 750 €	1 800 €	1 850 €	1 900 €	1 950 €	2 000 €	2 050 €
10 - Dispersion des cendres	3 071 €	3 121 €	3 171 €	3 221 €	3 271 €	3 321 €	3 371 €	3 421 €	3 471 €	3 521 €
Charges d'exploitation de la délégation										
Revenus										
Forfaitures diverses	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €
Forfaitures diverses	18 816 €	19 460 €	20 104 €	20 748 €	21 392 €	22 036 €	22 680 €	23 324 €	23 968 €	24 612 €
Electricité, gaz, chauffage et climatisation du bâtiment	4 910 €	5 087 €	5 264 €	5 441 €	5 618 €	5 795 €	5 972 €	6 149 €	6 326 €	6 503 €
Primes d'assurances	7 000 €	7 000 €	7 000 €	7 000 €	7 000 €	7 000 €	7 000 €	7 000 €	7 000 €	7 000 €
Frais de contrôle	500 €	500 €	500 €	500 €	500 €	500 €	500 €	500 €	500 €	500 €
Autres frais de maintenance	2 688 €	2 780 €	2 872 €	2 964 €	3 056 €	3 148 €	3 240 €	3 332 €	3 424 €	3 516 €
Autres services extérieurs										
Honoraires CAC et cabinet comptable	1 340 €	1 340 €	1 340 €	1 340 €	1 340 €	1 340 €	1 340 €	1 340 €	1 340 €	1 340 €
Publicité / communication	47 810 €	47 810 €	47 810 €	47 810 €	47 810 €	47 810 €	47 810 €	47 810 €	47 810 €	47 810 €
Frais postaux et télécom	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €
Transports - Frais de déplacement	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Frais de formation	500 €	500 €	500 €	500 €	500 €	500 €	500 €	500 €	500 €	500 €
Location - leasing	500 €	500 €	500 €	500 €	500 €	500 €	500 €	500 €	500 €	500 €
Autres services extérieurs	7 000 €	7 000 €	7 000 €	7 000 €	7 000 €	7 000 €	7 000 €	7 000 €	7 000 €	7 000 €
Impôts et taxes										
Charges de personnel	111 354 €	112 353 €	113 351 €	114 350 €	115 349 €	116 348 €	117 347 €	118 346 €	119 345 €	120 344 €
Rémunération du personnel	69 554 €	70 250 €	70 946 €	71 642 €	72 338 €	73 034 €	73 730 €	74 426 €	75 122 €	75 818 €
Charges patronales	31 300 €	31 613 €	31 926 €	32 240 €	32 553 €	32 866 €	33 180 €	33 493 €	33 806 €	34 119 €
Rémunération / personnel intermédiaire	10 900 €	10 900 €	10 900 €	10 900 €	10 900 €	10 900 €	10 900 €	10 900 €	10 900 €	10 900 €
Autres charges de gestion courante	7 200 €	7 200 €	7 200 €	7 200 €	7 200 €	7 200 €	7 200 €	7 200 €	7 200 €	7 200 €
Redevance fixe	19 250 €	19 250 €	19 250 €	19 250 €	19 250 €	19 250 €	19 250 €	19 250 €	19 250 €	19 250 €
Redevance variable	17 200 €	17 885 €	18 482 €	19 079 €	19 676 €	20 273 €	20 870 €	21 467 €	22 064 €	22 661 €
Frais de siège	222 141 €	211 207 €	200 273 €	189 339 €	178 405 €	167 471 €	156 537 €	145 603 €	134 669 €	123 735 €
Total charges d'exploitation (hors amortissements et provisions)										
Dotations aux amortissements	1 074 €	1 074 €	1 074 €	1 074 €	1 074 €	1 074 €	1 074 €	1 074 €	1 074 €	1 074 €
Dotations aux amortissements	99 855 €	99 855 €	99 855 €	99 855 €	99 855 €	99 855 €	99 855 €	99 855 €	99 855 €	99 855 €
Amortissement bâtiment	49 769 €	49 769 €	49 769 €	49 769 €	49 769 €	49 769 €	49 769 €	49 769 €	49 769 €	49 769 €
Amortissement équipement de crémation - filtration	9 250 €	9 250 €	9 250 €	9 250 €	9 250 €	9 250 €	9 250 €	9 250 €	9 250 €	9 250 €
Amortissement matériel / mobilier	2 857 €	2 857 €	2 857 €	2 857 €	2 857 €	2 857 €	2 857 €	2 857 €	2 857 €	2 857 €
Amortissement licence informatique	1 900 €	1 900 €	1 900 €	1 900 €	1 900 €	1 900 €	1 900 €	1 900 €	1 900 €	1 900 €
Provisions pour Gros entretien et Renouvellements	457 127 €	452 913 €	448 699 €	444 485 €	440 271 €	436 057 €	431 843 €	427 629 €	423 415 €	419 201 €
Total charges d'exploitation	53 783 €	50 197 €	46 612 €	43 027 €	39 442 €	35 857 €	32 272 €	28 687 €	25 102 €	21 517 €
Charges financières	16 988 €	16 988 €	16 988 €	16 988 €	16 988 €	16 988 €	16 988 €	16 988 €	16 988 €	16 988 €
Impôt sur les sociétés (IS)	1 900 €	1 900 €	1 900 €	1 900 €	1 900 €	1 900 €	1 900 €	1 900 €	1 900 €	1 900 €
Prévisions										
Prévisions	16 988 €	16 988 €	16 988 €	16 988 €	16 988 €	16 988 €	16 988 €	16 988 €	16 988 €	16 988 €
Rentabilité nette (en %)	-3%	3%	4%	6%	7%	10%	9%	11%	13%	12%

Candidat : La Société des Crématoriums de France

Points clés de la synthèse financière 1/2

		DSP28 (exploitation) Variante
1	Volume d'activité	
	• Nb de crémations 1ere année	670
	• Nb de crémations dernière année	1305
	• Nb de crémations sur Total DSP	27464
	Nb moyen de crémations / an	981
2	Prix d'une prestation type (HT)	
	• Crémation adulte	650 €
	• Mise à disposition de la salle de recueillement et accompagnement	100 €
	• Espace convivialité	75 €
	Total pour une prestation standard € HT	825,00 €
	Total pour une prestation standard € TTC	990,00 €
3	CA	
	• CA total 1ere année	493 922 €
	• CA total dernière année	960 730 €
	• CA sur la DSP	20 477 483 €
	CA moyen sur 1 année	731 339 €
4	Investissements d'origine	
	• Honoraires	213 708 €
	• Désinstallations partielles	150 000 €
	• Espaces extérieurs et chemins d'accès	930 000 €
	• Extensions de réseaux et branchements	47 500 €
	• Réhabilitation bâtiment "Sainte-Rose"	1 488 000 €
	• Equipements techniques	586 500 €
	• Equipements intérieurs	91 000 €
	• Assurances	28 730 €
	Total investissements d'origine	3 535 438 €
5	Investissements en cours de DSP	
	• GER	273 300 €
	• Ajout d'un second four / seconde ligne de filtration	0 €
	• Autres	0 €
	Total investissements en cours	273 300 €
6	Effectif & masse salariale chargée	
	• ETP - 1ere année	2,00
	• ETP - dernière année	3,00
	ETP moyen sur 1 année	2,80
	• Masse salariale ch - 1ere année	111 354 €
	• Masse salariale ch - dernière année	179 840 €
	Masse salariale chargée sur DSP	4 277 036 €
	Moyenne annuelle	152 751 €
	% du CA	20,9%

Synthèse financière 2/2

7	Frais de siège / holding	
	• Montant 1ere année	17 287 €
	• Montant dernière année	33 626 €
	Montant total sur DSP	716 712 €
	% du CA	3,5%
8	Frais financiers	
	Montant total sur DSP	430 263 €
	% du CA	2,1%
9	Maintenance préventive et curative installation technique	
	• « tous risques process »	835 620 €
	• « Réfractaires (partiel & total) »	0 €
	Montant total sur DSP	835 620 €
	% du CA	4,1%
10	Redevances à la collectivité	
	• Redevance fixe sur la dsp	980 000 €
	• Redevance variable sur la DSP	819 099 €
	Montant total sur DSP	1 799 099 €
	% du CA	8,8%
11	Résultat avant impôt	
	Montant total sur DSP	5 989 091 €
	% du CA	29,2%
12	Résultat net après impôt	
	Montant total sur DSP	4 487 571 €
	% du CA	21,9%

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le



ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

DSP CREMATORIUM de NARBONNE

ANNEXE 17 : PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

Candidat : La Société des Crématoriums de France

	n	n+1	n+2	n+3	n+4	n+5	n+6	n+7	n+8	n+9	n+10	n+11	n+12	n+13	n+14	n+15	n+16	n+17	n+18	n+19	n+20	n+21	n+22	n+23	n+24	n+25	n+26	n+27
RESSOURCES																												
1 Apport en capital	5 000 €																											
2 Apport en comptes courants	1 750 261 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
3 Souscription d'actions	1 750 261 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
4 Capacité d'autofinancement	0 €	147 218 €	177 646 €	184 643 €	158 608 €	213 911 €	276 621 €	218 159 €	233 112 €	249 256 €	270 601 €	271 135 €	282 121 €	292 015 €	322 831 €	311 553 €	370 009 €	379 155 €	337 762 €	354 903 €	354 633 €	364 671 €	310 787 €	384 051 €	334 023 €	403 800 €	413 606 €	474 328 €
5																												
EMPLOIS																												
6 Investissements d'origine	3 580 523 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
7 Investissements en euros de DSP	0 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €
8 Variation du EPR	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
9 Remboursement d'emprunts	50 256 €	93 144 €	102 118 €	105 183 €	108 337 €	114 935 €	118 333 €	121 935 €	125 533 €	129 360 €	133 241 €	137 238 €	141 336 €	145 556 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
10 Remboursement de compte courant	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
11 Distribution de dividendes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
12																												
13 Trésorerie globale de période	0 €	-91 256 €	-41 583 €	22 046 €	59 607 €	126 040 €	279 464 €	357 751 €	485 167 €	592 444 €	713 177 €	823 918 €	961 912 €	1 102 893 €	1 332 644 €	1 624 534 €	1 912 654 €	2 220 794 €	2 576 019 €	2 910 911 €	3 226 415 €	3 519 147 €	3 919 868 €	4 289 735 €	4 603 858 €	5 055 439 €	5 455 538 €	5 867 335 €
14																												
15																												

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le



ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC



Equipements de Crémation et d'Incinération

Four de crémation pyrolytique extra-large

FT III

(D_{ouble} E_{ntree} ou S_{imple} E_{ntree})



*Avec filtration



SOMMAIRE

01. Introduction
02. Performances environnementales
03. Description générale d'une installation type FT III
04. Caractéristiques générales de la gamme FT III
Crémation (4.1 à 4.15) – *Introduction* (4.16) – *Pulvérisation* (4.17)
05. Principales performances process et sécurités



APC



Equipements de Crémation et d'Incinération

01. Introduction

Par ses caractéristiques techniques et l'intelligence du procédé utilisé, le four pyrolytique FT III apporte aux exploitants de crématoriums :

- Une simplicité d'exploitation
- Une souplesse de fonctionnement
- Une robustesse de structure
- Des sécurités abouties
- Des performances inégalées
- Des niveaux élevés de finition

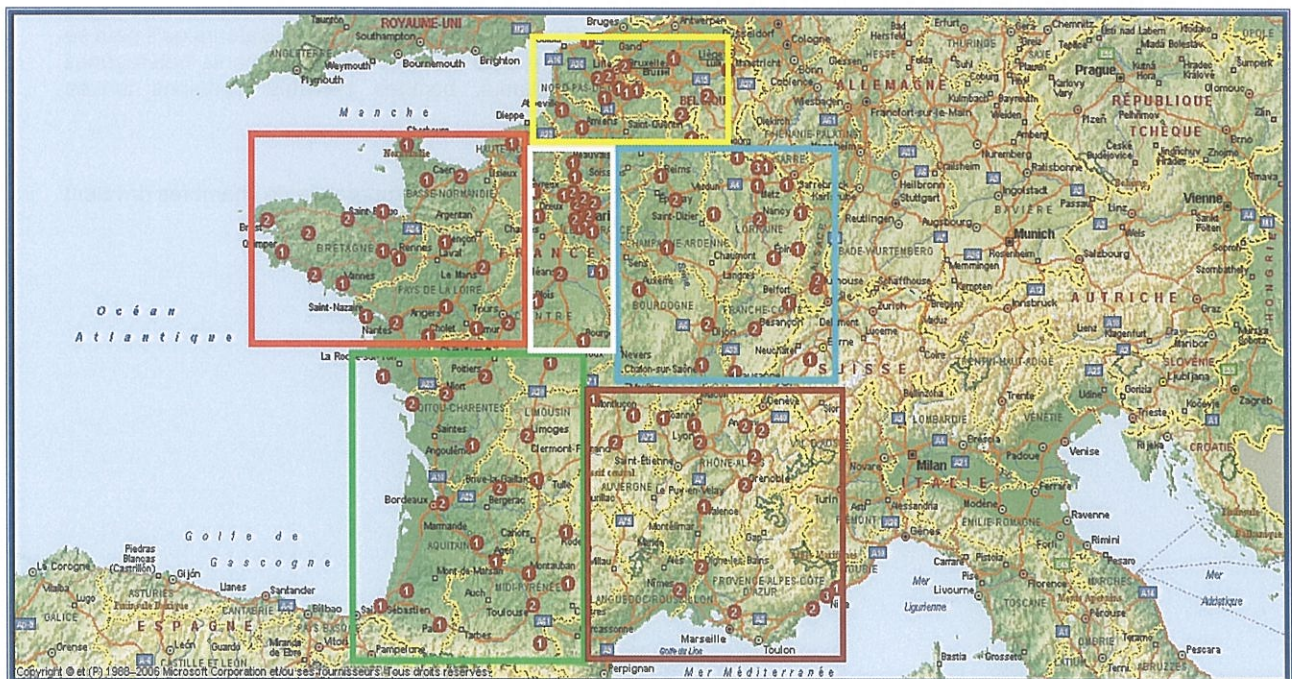
Plus de 1 000 appareils de crémation Facultative Technologies fonctionnent actuellement dans le monde en conformité avec les exigences environnementales du pays concerné.

Le four FT III répond scrupuleusement à l'arrêté français du 28 janvier 2010

- Dans son annexe 1 (avec traitement et filtration des effluents) pour les nouveaux crématoriums et après mise en conformité des anciens crématoriums.

Le haut niveau de technologie utilisé, des produits réfractaires jusqu'à la supervision à distance du procédé, fait du produit FT III la référence mondiale actuelle tant au niveau du temps de crémation, des tailles acceptées de cercueils, des consommations de gaz que des performances environnementales.

Enfin, la mise en place d'un maillage SAV & Maintenance fait de Facultative Technologies France un exemple – toujours perfectible – de décentralisation au service de ses clients de proximité.



[Handwritten signature]



Equipements de Crémation et d'Incinération

02. Performances environnementales

La conception du four **FT III** va permettre d'assurer un temps de séjour des gaz en **chambre de postcombustion** de **2 secondes** avec maintien de la **température à plus de 850°C** en présence d'un taux d'**oxygène de 6 %** minimum. (*)

	Type de polluants	Arrêté du 28 janvier 2010 sans filtration (à titre indicatif)	Arrêté du 28 janvier 2010 avec filtration (ce jour en vigueur)	Valeur à 11% d'oxygène	Valeurs habituellement obtenues avec filtration pour un cercueil standard
Monoxyde de carbone	CO	< 100	< 50	mg / Nm ³	< 25
Composés organiques volatils	COv	< 20	< 20	mg / Nm ³	< 10
Oxydes d'azote	NOx	< 700	< 500	mg / Nm ³	< 400
Poussières	-	< 100	< 10	mg / Nm ³	< 5
Acide chlorhydrique	HCl	< 100	< 30	mg / Nm ³	< 15
Dioxyde de soufre	SO ₂	< 200	< 120	mg / Nm ³	< 60
Dioxines, Furanes	-	-	< 0,1	ng / Nm ³	< 0,05
Mercure	Hg	-	< 0,2	mg / Nm ³	< 0,1

- Les valeurs d'émission sont exprimées en milligrammes par normal mètre cube sec sauf pour les dioxines pour lesquelles les valeurs sont exprimées en nano grammes par normal mètre cube sec. Ces valeurs sont rapportées aux conditions normales (101,3 kilo Pascal ; 273 kelvin) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et corrigées à une concentration en oxygène égale à 11 %. Nous rappelons aux utilisateurs qu'il peut se produire dans certains cas des dépassements de valeurs à partir du moment où des éléments hétérogènes sont contenus dans le cercueil (piles au lithium, défibrillateur, bombes aérosols, certaines tenues vestimentaires, etc.).

(*) Si les valeurs mentionnées de temps de séjour, de vitesse d'éjection, de température de chambres devaient être modifiées dans le futur, les modifications seraient apportées automatiquement au FT III.



Equipements de Crémation et d'Incinération

03. Description générale d'une installation de crémation type FT III

La conception du four **FT III** est un **four modulaire pyrolytique** s'adaptant aisément aux environnements impartis, aux spécificités architecturales ou aux modes d'organisation souhaités par l'exploitant.

- Four **FT III** (double entrée) (appelé **FT III DE**)
 - avec introduction du cercueil et retrait des calcins en côté opposé
 - avec pulvérisateur intégré
 - ou pulvérisateur externe (HSC + TC)
- Four **FT III** (simple entrée) (appelé **FT III SE**)
 - avec introduction du cercueil et retrait des calcins du même côté
 - avec pulvérisateur intégré
 - ou pulvérisateur externe (HSC + TC)

Dans tous les cas de figure, le four **FT III** dispose :

- d'une chambre principale ;
- d'une chambre secondaire de 3,2 m³ pour le FT III
- d'un ventilateur de tirage devenant un ventilateur de secours lorsque la ligne de filtration est installée ;
- d'un ventilateur de combustion ;
- d'un système de contrôle par automate programmable avec interface homme / machine ;
- d'un analyseur d'oxygène ;
- d'un contrôle et diagnostic à distance par modem ;
- d'une cheminée en acier inoxydable avec 2 trappes de mesures normalisées ; devenant cheminée de secours (bypass) lorsque l'installation dispose d'une ligne de filtration ;
- d'une armoire électrique regroupant tous les organes électriques et électroniques du pilotage du four ;
- d'un écran tactile de contrôle ;
- d'un dispositif d'introduction décliné de la façon suivante :
 - pour les fours **FT III (DE)** double face
 - dispositif à table (type FDI) à déplacement latéral pour servir un second four ultérieurement (1 pour 2 fours)
 - dispositif à table fixe..... (2 pour 2 fours)
 - dispositif à table à déplacement latéral avec monte et baisse..... (1 pour 2 fours)
 - pour les fours **FT III (SE)** simple face
 - dispositif à table (type FDI) à déplacement latéral pour servir un second four ultérieurement (1 pour 2 fours)
 - dispositif à table à déplacement latéral avec monte et baisse..... (1 pour 2 fours)



04. Caractéristiques générales du four FT III



(avec 2 fours FT III capotés – y compris les refroidisseurs associés)

a- Dimensions extérieures des appareils pyrolytiques

	FT III	
	(SE)	(DE)
Longueur (m)	3,86	3,73
Largeur (m)	2,15	2,15
Hauteur (m)	2,45	2,45
Hauteur (m) porte ouverte	3,30	3,30
Poids (kg)	13 500	13 500

Handwritten signature and initials in blue ink.



b- Dimensions intérieures des appareils pyrolytiques

	FT III	
	(SE)	(DE)
Longueur (m)	2,50	2,50
Largeur (m)	1,10	1,10
Hauteur (if flat ceiling) (m)	0,85	0,85
Hauteur (if arch) top (m)	0,96	0,96

c- Dimensions conseillées des tailles de cercueils

	FT III	
	(SE)	(DE)
Longueur (m)	2,35	2,35
Largeur (m)	1,050	1,050
Hauteur (m) if flat ceiling	0,75	0,75
Hauteur (m) if arch - top	0,96	0,96

4.1 Principe de fonctionnement

Le four est composé d'une chambre principale dans laquelle la combustion va se dérouler. La sole est constituée de dalles pleines en sillimanite de manière à séparer complètement la chambre principale de la chambre de postcombustion et éviter ainsi les migrations des graisses par exemple. La sole ne comporte aucune ouverture et permet ainsi de conserver l'intégralité du cercueil et du corps dans la chambre principale jusqu'à la fin de la crémation. Les gaz issus de la combustion sont évacués par une ouverture située dans le mur latéral de la chambre principale pour migrer dans la chambre de postcombustion des gaz. Dans cette chambre secondaire, les gaz sont maintenus pendant au moins 2 secondes au travers d'un réseau de nids d'abeille, à 850°C au moyen du brûleur de postcombustion et traités par injection d'air additionnel à hauteur de 6 % d'oxygène au minimum. Tout ceci assurant une totale conformité de l'équipement à la réglementation en vigueur.

4.2 Chambre de combustion principale

La chambre principale est équipée d'un seul brûleur situé sur le mur arrière et de deux jeux d'injecteurs d'air comprenant :

- Injecteurs d'air supérieurs placés tout au long de la voûte,
- Injecteurs d'air inférieurs placés juste au-dessus du niveau de la sole sur les murs latéraux.

4.3 Chambre de combustion secondaire

Le four **FT III** bénéficie d'une chambre de combustion secondaire de grand volume équivalent à **3,2 m³**. La chambre secondaire est de taille suffisante pour assurer un temps de séjour des gaz de **2 secondes**. Elle est équipée d'un brûleur de postcombustion assurant un maintien de la température à 850°C ainsi que d'injecteurs d'air secondaire créant une turbulence pour assurer une combustion complète des gaz. La postcombustion des gaz est réalisée dans cette chambre garantissant ainsi une absence d'odeurs et de fumées.

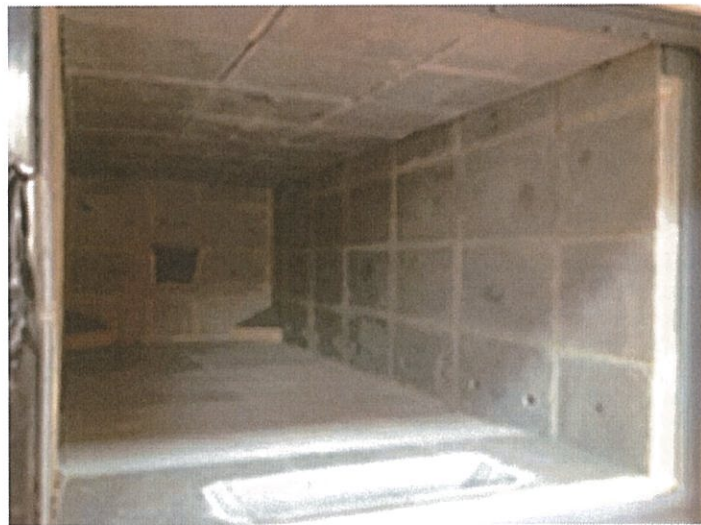


Equipements de Crémation et d'Incinération

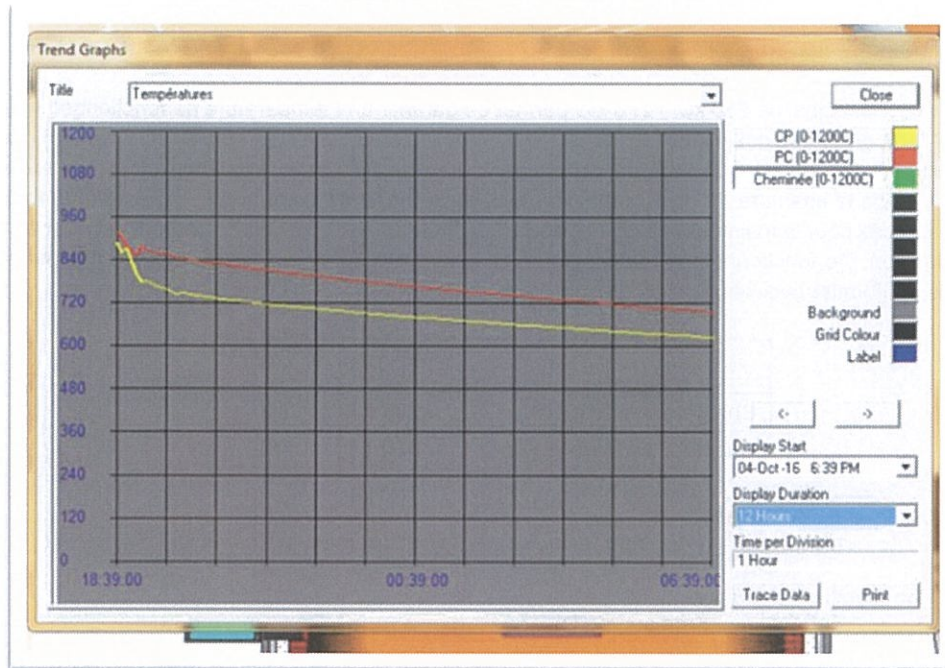
4.4 Habillage réfractaire « Long Life »

Les réfractaires « Long Life » mis en œuvre par Facultative Technologies dans ses unités de fabrication européennes, revendent d'excellentes propriétés :

- Une résistance accrue des composants à très haute teneur en alumine combinés à une géométrie particulière des blocs réfractaires conduit à accepter des chocs thermiques beaucoup plus importants que les structures standards en briques traditionnelles.
- La densité granulométrique élevée des composants « Long Life » conduit à absorber des chocs mécaniques erratiques.
- La structure « Long Life » mise en œuvre par Facultative Technologies permet des températures de fonctionnement de 1 600°C dans toutes les zones à fortes turbulences, les zones de passages préférentiels, les zones sensibles telles la zone des brûleurs, la sole et la trémie.
- Doté d'une conductivité thermique volontairement basse, le concept « Long Life » permet de conserver les calories dans sa masse jusqu'au préchauffage du lendemain à hauteur de 70 %.



- Il est patent que le dispositif « **Long Life** » revendique une longévité beaucoup plus importante que les structures réfractaires standards ou habituellement rencontrées sur le marché. En conséquence, on notera les longévités suivantes :
 - Longévité de la sole : 2 500 à 3 000 crémations au lieu de 1 000 à 1 100 en standard
 - Longévité de la structure Long Life : 8 000 à 10 000 crémations au lieu de 4 500 à 5 000 en standard.
- On notera enfin que les caractéristiques particulières du « Long Life » conduisent à tolérer les éléments hétérogènes (type pile lithium ou pacemaker) sans que les dégâts occasionnés par son explosion engendre un arrêt de l'installation.



Après une journée de crémation, les deux chambres affichent 850 à 900°C (18h39). Après 12 heures à four arrêté, 18h39 à 06h39, les températures des deux chambres affichent encore 630°C et 690°C. Le préchauffage du lendemain en est considérablement facilité.

Déperdition thermique du four FT III doté d'un réfractaire « Long Life » : **11 kW**

4.5 Isolation de la structure

- **Isolation en Silicate de calcium**

Ce matériel est utilisé dans les zones du « casing » entre les réfractaires et le carter en acier. Ce produit a une température de service maximale de 1 050°C, une densité de 0,20 g / cm³ et une conductivité thermique de 0,10 W / m deg.C.

L'épaisseur de cet isolant est de 75 mm.

- **Isolation en Microporeux**

Afin de réduire les pertes de chaleur de l'incinérateur, une couche supplémentaire d'isolation à haute teneur microporeux est intégrée dans les couches d'isolation entre l'enveloppe du « casing » et les réfractaires. Le produit a une température de service maximale de 950°C, une densité apparente de 0,30 à 0,35 g / cm³ et une conductivité thermique inférieure à 0,30 W / m deg.C .

Cet isolant a une épaisseur de 25 mm.

La qualité et l'épaisseur des matériaux d'isolation utilisés dans la construction de fours FT III sont telles que l'enveloppe extérieure est maintenue à une température sécuritaire pour les opérateurs en tout temps.



4.6 Équipements thermiques

Le brûleur principal de 250 kW / 270 kW permet de garantir une température de fonctionnement à 800°C. (Les températures maximales de consigne sont comprises entre 1 100°C et 1 150°C). Le brûleur secondaire de 300 kW / 350 kW permet de garantir en permanence une température au moins égale à 850°C dans la chambre de postcombustion. Les **deux brûleurs** sont montés à l'arrière du four facilitant ainsi l'accès pour la maintenance et l'entretien. Les brûleurs sont configurés pour fonctionner en complète modulation. De fonctionnement automatique, ils sont protégés contre les défauts de flamme et sont en totale conformité avec les normes gaz en vigueur.

	Max (kW)	Min (kW)
Chambre primaire (kW)	280	60
Chambre secondaire (kW)	320	150

- Commande du brûleur :
 - Modulation continue de la puissance du brûleur avec faibles émissions de Nox
- Commandes de brûleur :
 - Fabrication : Kromschroeder
 - Modèle BCU 370
 - Détecteur de sonde d'ionisation de flamme
- Vannes gaz
 - Allumage du brûleur : Libération lente On / Off 240V électrovanne de sécurité de gaz.

Températures et pressions habituelles des chambres

	Températures (°C)		Pression (Pa)	
	Max	Min	Max	Min
Chambre primaire	1 050	750	-10 mm	-70 mm
Chambre secondaire	1 150	850	-	

4.7 Vannes de contrôle et instrumentation

L'injection d'air de combustion pendant le processus de crémation est régulée par **5 vannes de modulation**, fournitures individuelles à chaque brûleur. Les conditions de dépression en chambre principale sont contrôlées par un transducteur de pression différentiel qui non seulement régule le dispositif de tirage mais assure aussi une protection contre les surpressions. Les températures en chambre principale et en chambre de postcombustion sont mesurées par thermocouple K, affichées indépendamment sur les indicateurs de température et séparément sur le panneau de contrôle lui-même. Le four comporte un certain nombre de pressostats d'air et de gaz, les brûleurs ayant leur propre pressostat.

	Q	Caractéristiques
Chambre primaire	1	Type K – Ni / Cr Element
Chambre secondaire (inlet)	1	Type K – Ni / Cr Element
Chambre secondaire (outlet)	1	Type K – Ni / Cr Element
Cheminée	1	Type K – Ni / Cr Element



Contrôle pression et moteurs des vannes

	type	Constructeur
Contrôle pression ch. Primaire	222	Skil Controls Ltd
Moteur des vannes	ICW - 20	Kromschroeder

4.8 Système d'air de combustion

Le four est alimenté en air de combustion par un ventilateur monté directement sur le four et pourvu d'un capotage acoustique afin d'être en conformité avec les normes en vigueur.

	Flow Nm ³ /h	Pressio n (Pa)	Puissance moteur (kW)	Fourn.	Modèle
Ventilateur (air comburant)	2 000	7 600	5,5	Fans and Blowers Ltd	QP6115

Ventilateur équipé d'un variateur de fréquence **Danfoss**

4.9 Système de tirage

Le tirage nécessaire est obtenu en faisant varier la quantité d'air sous haute pression injectée par la buse du système d'éjection forcée. Cet apport d'air augmente ou diminue la dépression dans la chambre de combustion principale, dépression contrôlée par un capteur situé dans la zone principale. Si une surpression est détectée, l'apport en air de combustion se coupe de manière à ralentir rapidement la combustion. Des dispositifs de sécurité sont activés en cas de surpression continue jusqu'à résolution du problème.

Le ventilateur de tirage est également monté sur le four sous capotage acoustique.

	Flow Nm ³ /h	Pressio n (Pa)	Puissance moteur (kW)	Fourn.	Modèle
Extracteur (ventilateur d'extraction)	500 (min) 2 500 (maxi)	7 200	5,5	Fans and Blowers Ltd	QP6115

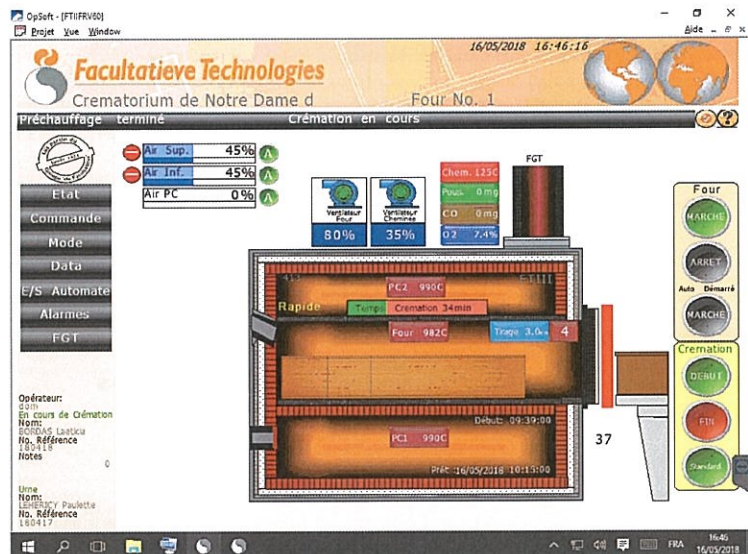
Ventilateur équipé d'un variateur de fréquence **Danfoss**



4.10 Le contrôle du four basé sur la technologie de l'automate programmable

Le four **FT III** est équipé de son propre système automatique de contrôle dont le fonctionnement est basé sur l'utilisation d'un **automate programmable**. La **conception compacte** du panneau de contrôle de l'automate est pourvue de 32 sorties digitales et 32 entrées digitales en configuration standard. L'automate est livré avec son logiciel de commande et une interface homme / machine pour permettre à l'opérateur de communiquer avec le four.

L'interface graphique est conçue avec un affichage alphanumérique à cristaux liquides. Cette interface homme / machine est pourvue d'un écran à touches sensibles et montée soit sur le four lui-même, soit installée de façon déportée selon les demandes du client. L'armoire de contrôle contenant le programme est installée sur le côté du four et ventilée pour protéger ses divers composants de la chaleur afin de garantir un fonctionnement parfait.



Une fois l'introduction du cercueil réalisée, le contrôle complet de la crémation et du fonctionnement du four est rendu possible grâce à la vérification constante effectuée par l'automate programmable. Ce contrôle est entièrement automatique et facilite ainsi le travail de l'opérateur. Le système de contrôle est conçu pour traiter plusieurs signaux dont, en particulier, le taux d'oxygène et les niveaux de température dans les gaz de combustion. Il est ainsi capable d'utiliser ces signaux pour contrôler et réguler le processus de combustion à un niveau optimum. Le système de contrôle par automate programmable régule **automatiquement** le programme de crémation en fonction du type et du poids du cercueil et **contrôle** ainsi le déroulement de la crémation afin d'**optimiser** les performances du four, de **réduire le temps de crémation** tout en garantissant des rejets conformes et corrects. Le fonctionnement en manuel est toujours possible si nécessaire mais contrôlé par l'automate.

4.11 Contrôle du processus de crémation – les sécurités

Les systèmes de protection contre les défauts de flamme et les mises en sécurité des brûleurs sont situés et positionnés loin des brûleurs. Ils sont composés de relais connectés à une sonde qui contrôle la modulation de la flamme du brûleur. En cas de défaut de flamme du brûleur principal ou du brûleur de postcombustion, cette sécurité coupera automatiquement et immédiatement les apports d'airs et de gaz et interdira ainsi aux brûleurs de démarrer.

Les pressostats gaz et air séparés sont configurés pour couper les brûleurs si la pression gaz ou air tombe en-dessous d'un seuil prédéfini. Des contacts électriques empêchent l'ouverture de la porte d'introduction pour chargement d'un cercueil si la température de la chambre de postcombustion dépasse les 850°C ou est inférieure à 390°C. Le four **FT III** est équipé d'un contrôle automatique du tirage afin de maintenir les conditions de dépression prédéfinies dans la chambre principale en fonctionnement normal.

Signature



Equipements de Crémation et d'Incinération

4.12 Support technique à distance

Afin d'assurer un support technique à distance, l'automate programmable qui équipe le four est livré avec un modem industriel. Ceci permet à un technicien tout d'abord de pouvoir observer, à distance, le fonctionnement du four, de contrôler les paramètres du programme, d'importer aux fins d'analyse les données sur les rejets et ensuite de dépanner le four pour tout problème opératoire qui ne nécessite pas la présence ou l'intervention sur site du personnel technique. La technicité des modems aujourd'hui et la formation de notre personnel permettent ainsi de résoudre bon nombre de dépannages par ce biais. Le modem permet aussi de suivre le fonctionnement du four et de prévoir les interventions à faire en maintenance en fonction du nombre de crémations réalisées.

4.13 Contrôle du flux gazeux

Le four **FT III** est fourni (dans sa version de base) avec un analyseur d'oxygène dont l'affichage est placé de telle sorte que l'opérateur puisse le consulter facilement pendant la crémation. La version de base du four fournit les données suivantes :

- Taux d'oxygène
- Température de la chambre principale
- Température de la chambre secondaire

Analyseur : Fuji Electric Zr Oxide O ₂ analyser	Type ZRM
Détecteur : Fuji Electric	Type ZFK 2

4.14 Caractéristiques des gaz

En sortie de la post combustion, la température et volume sont les suivants :

Température des gaz en sortie de postcombustion	850°C
Volume des gaz en sortie de postcombustion	1270 Nm ³ /h

4.15 Finitions extérieures

Extérieurement, le four **FT III** quitte l'usine équipé de panneaux d'habillages en tôle peintes (Gris foncé et Gris clair). Par conséquent, aucune finition particulière à ce sujet n'est nécessaire sur site. La porte d'introduction est habillée d'acier inoxydable et l'entourage de porte est lui-même en acier inoxydable.



Equipements de Crémation et d'Incinération

4.16 Dispositif d'introduction

Capacité de poussée = 300 kg

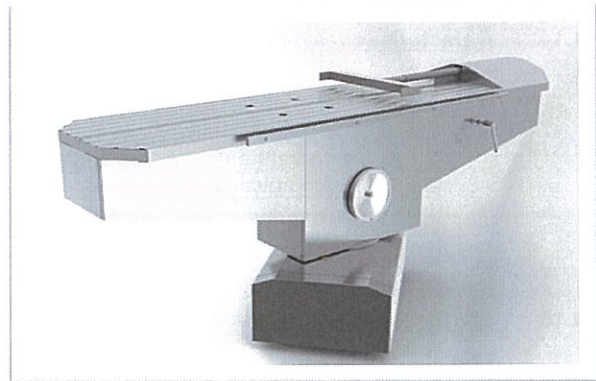
Groupe moto réducteur = 0,9 kW

La **table d'introduction automatique** est parfaitement adaptée aux **cercueils à fond plat** et ne nécessite pas de brique support sur la sole du four. La table est placée devant la porte du four. Elle est fixée au sol ou se déplace sur un rail transversal, permettant ainsi la possibilité de desservir un deuxième four. Elle est entièrement capotée avec des panneaux en inox garnis de plaques anti-bruit. Le système de poussée est fourni avec 3 têtes, de différentes longueurs de manière à ce que les cercueils soient toujours placés de la même façon dans le four. Une commande manuelle permet de terminer l'introduction si une coupure de courant survient. Le moto-réducteur entraîne une chaîne sur laquelle est fixé le pousseur. Des détecteurs de position (de type inductif) contrôlent les déplacements du pousseur. L'opération est synchronisée avec l'ouverture de la porte du four. Le cycle complet de chargement s'opère en environ 15 secondes.

L 3 300 - l 900 - h 1240 – Poids 600 kg

En option 1 :

Nous avons conçu une table dite à rotation 180° (à poussoir) particulièrement adaptée lorsque l'espace ou le volume imparté est confiné et / ou la trajectoire du cercueil ne se trouve pas aisément dans l'axe du dispositif d'introduction.



Version fixe.



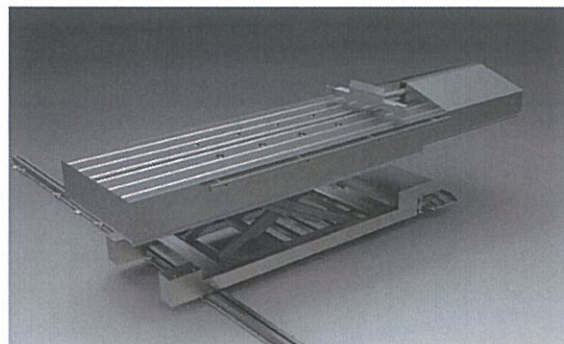
Def



Equipements de Crémation et d'Incinération

En option 2 :

Pour permettre à l'opérateur d'éviter une manutention supplémentaire, Facultative Technologies a conçu un dispositif d'introduction avec « **monte et baisse** ». Le catafalque traditionnel est translaté jusqu'au dispositif d'introduction ; le dispositif s'abaisse au niveau du catafalque ; l'opérateur transfère le cercueil sur le dispositif ; l'ensemble se relève et se positionne devant la porte d'introduction. Existe en version fixe ainsi qu'en version saillie (niveau du sol).



Version encastrée, pour une intégration parfaite.





4.17 Pulvérisation (HSC) et cabine de préparation (ATC)

4.17-1 Dispositif de pulvérisation ultra-rapide (**externe**)



Aspiration avec filtration et
décolmatage manuel.



Descriptif du procédé

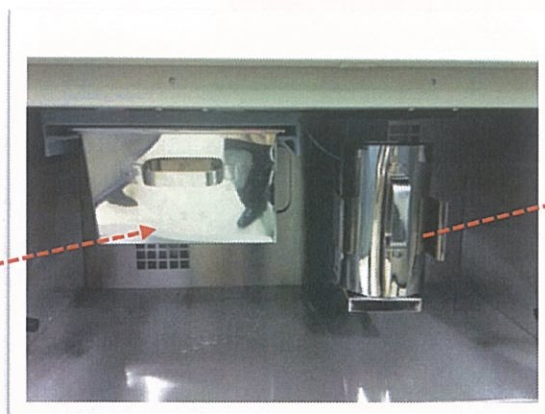
Les concepteurs du Pulvérisateur Ultra Rapide ont eu comme objectif de collecter l'intégralité des calcius et des éléments induits (prothèses, vis, plaques, etc.) avant de positionner ce cendrier inox dans le dispositif. Le pulvérisateur **sépare alors automatiquement tous les objets métalliques** et traite uniquement les restes incinérés. Tous les objets métalliques séparés sont automatiquement redéposés dans le cendrier. A la fin du procédé, le cendrier peut être retiré manuellement, et les objets métalliques qu'il contient peuvent être mis au rebut. 100 % des objets métalliques se trouvent alors dans le réceptacle (cendrier – à gauche) et 100 % des calcius pulvérisés dans l'autre réceptacle (urne technique – à droite).



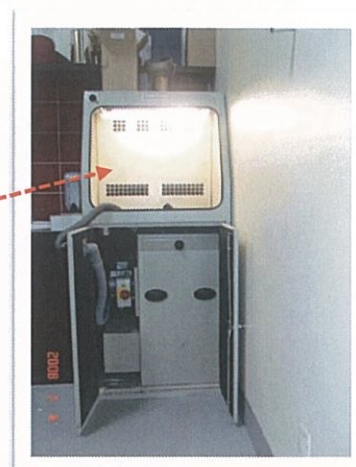
Equipements de Crémation et d'Incinération



1. Extraction du cendrier



2. Positionnement et pulvérisation



3. Transfert sécurisé

Principales caractéristiques

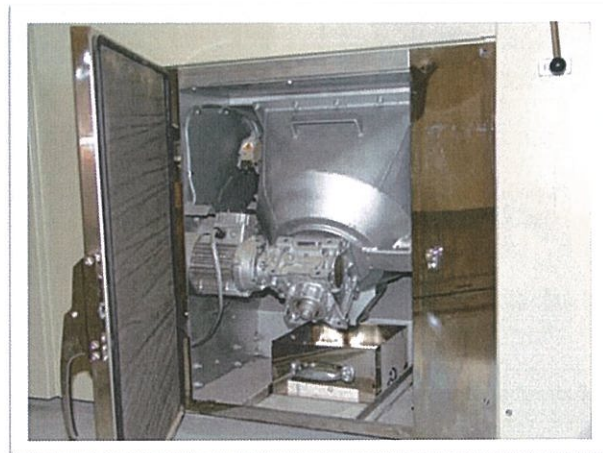
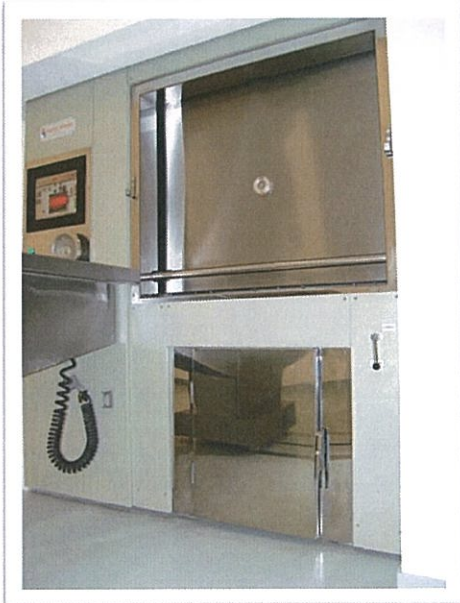
- Traitements efficaces de courtes durées < 3minutes,
- Manipulations simples des cendriers et des urnes,
- Séparation **automatique** des pièces **métalliques**,
- L'appareil garantit **100 % de cendres** à 3.2 mm ou moins,
- Il **accepte** sans soucis les composants **métalliques** qui sont normalement difficiles à séparer des restes incinérés,
- Il accepte directement les restes provenant du four de crémation,
- Conception extrêmement **automatisée**,
- **Commandes** informatisées,
- **Fabrication** robuste, d'**esthétique agréable et soignée**,
- **Faible émission sonore**,
- Conçu pour un **entretien facile**.

	L (mm)	I (mm)	h (mm)	Poids (kg)
Pulvérisateur ultra-rapide HSC	1 110	770	1 875	550
Cabinet de transfert des cendres ATC	760	775	1 630	250

Spécifications techniques	
Puissance moteur de ventilation :	1.1 kW, 220 V, monophasé
Volume d'air aspiré :	830 m3/h
Matières filtrantes et surface :	Feutre aiguilleté térylène, 2.50 m2
Alimentation électrique :	16A, 208-220 V, 50Hz



Equipements de Crémation et d'Incinération

4.17-2 Dispositif de broyage des calcius (interne) – (option)

Particulièrement adapté aux faibles volumes, le dispositif de pulvérisation est positionné sous le dispositif d'introduction du FT III (SE). Au cours de la pulvérisation, les calcius migrent de la cuve technique au réceptacle de collecte. A l'issue de la pulvérisation, l'opérateur effectuera le transfert du réceptacle de collecte à l'urne familiale prévue à cet effet.



Equipements de Crémation et d'Incinération

05. Principales performances « process »

		<u>Arrêté</u>	<u>FT III</u>	<u>Options</u>	<u>Commentaires</u>
1	Temps de crémation	< 90'	65' / 85'	-	Cercueil standard sans soins
2	Consommation gaz	-	20 / 25 m ³	-	5 crémations / j sur 5 j (avec préchauffage)
3	Consommation électrique	-	9 kWh	-	5 crémations / j sur 5 j (avec préchauffage)
4	Refroidissement accéléré	-	< 10'	-	
5	Pulvérisation rapide	-	< 3'	-	Avec tri automatique des ferreux et non ferreux
6	Structure réfractaire LongLife	-	10000	-	9 000 crémations +/- 10 %
7	Dalles de sole LongLife	-	3000	-	3 000 crémations +/- 10 %
8	Rejets atmosphériques	Avec dispositif de filtration			Pour un cercueil standard :
	-Poussières	10	5	-	mg/ Nm ³ à 11 % d'O ₂
	-CO	50	25	-	mg/ Nm ³ à 11 % d'O ₂
	-COv	20	10	-	mg/ Nm ³ à 11 % d'O ₂
	-NOx	500	400	-	mg/ Nm ³ à 11 % d'O ₂
	-HCl	30	15	-	mg/ Nm ³ à 11 % d'O ₂
	-SO ₂	120	60	-	mg/ Nm ³ à 11 % d'O ₂
	-Hg	0,2	0,1	-	mg/ Nm ³ à 11 % d'O ₂
	-Dioxines/furanes	0,1	0,05	-	ng/ Nm ³ à 11 % d'O ₂
9	Tailles cercueils		< 1005	-	Jusqu'à 1 005 mm de largeur
10	Introduction cercueil & refroidissement du cercueil précédant	-	oui	-	Travail en temps masqué du refroidissement et de l'introduction du cercueil suivant
11	Récupération d'énergie	-	-	oui	Avec ou sans stockage
12	Reporting de consommation	-	-	oui	Avec analyses des consommations Préchauffage / Crémation / Attente
13	Optimisation du préchauffage	-	oui		Préchauffage automatique : prend en compte l'heure de la cérémonie, la t° du four et les historiques thermiques avant de lancer le préchauffage.



Equipements de Crémation et d'Incinération

Principales performances « sécurité »

		<u>Arrêté</u>	<u>FT III</u>	<u>Commentaires</u>
1	Sole orientée	-	Oui	Evite les coulures de graisses
2	Rideau d'air comprimé	-	Oui	Evite les refoulements intempestifs à l'ouverture de porte
3	Bouclier thermique	-	Oui	Permet d'accrocher physiquement un bouclier en cas de panne totale d'électricité empêchant la fermeture de la porte d'introduction
4	Cabinet de transfert	-	Oui	Evite au personnel technique l'inhalation des petites particules
5	Télémaintenance	-	Oui	Technicien FT prend à distance le contrôle de l'installation
6	Anti-emballement du four	-	Oui	Dès les prémices de l'emballement, dispositif immédiat d'abaissement des airs comburants et augmentation des airs en post combustion.
7	Dispositif de sécurité porte	-	-	Dispositif de fermeture accélérée de la porte en cas de panne électrique
8	Dispositif de sécurité introduction	-	-	Dispositif manuel de poussée du bras en cas de panne électrique.
9	Dispositif pour cercueils « hors normes »	-	-	Utilisation programmée du programme « lourd »



Equipements de Crémation et d'Incinération

FILTRATION simple

Ligne de traitement et de **filtration simple** des gaz de combustion issus d'une installation de crémation dotée d' **1 four pyrolytique**.



1- Description générale du dispositif

- 1.1 Introduction
- 1.2 Dispositif de refroidissement
- 1.3 Dispositif de dosage du neutralisant
- 1.4 Dispositif de filtration
- 1.5 Dispositif d'extraction
- 1.6 Dispositif de nettoyage du filtre
- 1.7 Synoptique de fonctionnement

2- Données techniques générales

3- Spécifications techniques

- 3.1 Système de contrôle du four pyrolytique de crémation
- 3.2 Refroidissement des gaz de combustion
 - 3.2.1 Refroidisseur compact (1 par four pyrolytique)
 - 3.2.2 Système automatique de nettoyage des suies
 - 3.2.3 Système de circulation d'eau
 - 3.2.4 Aérotherme de refroidissement
 - 3.2.5 Système de contrôle de l'eau
 - 3.2.6 Système de récupération de calories (option)
 - 3.2.7 Tuyauterie(s)
- 3.3 Système de dosage de réactif
- 3.4 Volume de réaction
- 3.5 Système de filtre compact
 - 3.5.1 Passage des gaz sales de fumées
 - 3.5.2 Trémie de collecte des filtrats (déchets de filtration)
 - 3.5.3 Dispositif de transfert du réactif utilisé
 - 3.5.4 Réservoir de stockage des filtrats (déchets de filtration)
- 3.6 Extracteur de la ligne de crémation / filtration
- 3.7 Station d'air comprimé
- 3.8 Conduits et soupapes
 - 3.8.1 Conduits « haute température » des gaz
 - 3.8.2 Conduits « basse température » des gaz
 - 3.8.3 Vanne de dérivation du filtre (bypass filtre)
 - 3.8.4 Vanne de sortie du filtre
- 3.9 Isolation thermique
- 3.10 Traitement externe des surfaces
- 3.11 Système de contrôle du filtre et système électrique
 - 3.11.1 Boîtier de commande
 - 3.11.2 Câblage électrique
 - 3.11.3 Exhaure atmosphérique (cheminée)

4- Documentation de l'équipement

5- Performances opérationnelles

- 5.1 Emissions gazeuses
- 5.2 Emissions sonores

6- Garanties



1.0 Description générale du dispositif de filtration

1.1 Introduction

Notre traitement des effluents particuliers et gazeux proposé repose sur une technologie de lavage à sec, conçu pour adsorber les métaux lourds, le mercure, les dioxines et les furanes, ainsi que pour réduire les gaz acides tels que le SO₂, le HCl et le HF contenus dans les fumées. Les moyens mis en œuvre permettent en tout point le strict respect de l'Arrêté du 28 janvier 2010.

1.2 Système de refroidissement

Pour une filtration optimale, il est nécessaire de refroidir les gaz de combustion issus des appareils de crémation, pour que le principe de l'adsorption à basse température puisse être efficace. On profitera alors, le cas échéant, d'une boucle de récupération de calories permettant de façon aisée de récupérer la chaleur issue de l'échange thermique (Cf. section 3.2.6).



Les gaz de fumée du four pyrolytique entrent dans le refroidisseur de gaz de combustion et sont refroidis à la plage de température de fonctionnement du filtre de 120°C à 150°C. La chaleur retirée des gaz de fumée est transférée par un système de circulation d'eau / éthylène glycol à un refroidisseur d'air (aérotherme) dédié situé à l'extérieur de l'équipement de filtration.

1.3 Dispositif de dosage des réactifs

Pour que le dispositif d'« adsorption » puisse se réaliser, un neutralisant « Factivate » est ajouté aux effluents refroidis. Dans un volume de réactions adaptées, les effluents (gaz) et le neutralisant sont intimement mélangés avant de migrer vers le filtre dédié.

Le neutralisant « Factivate » est fourni dans des conteneurs fermés – en standard - de 20 l (15 kg) faciles à gérer, aisément introduits dans la station dédiée.

Ce dispositif est doté d'un dosage automatique permettant la diffusion ad hoc du neutralisant.



1.4 Dispositif de filtration

L'addition du neutralisant au gaz de combustion va créer une réaction chimique, transformant ce mélange intime en particules solides.

En entrant dans le dispositif de filtration, les manches filtrantes vont capter les dites particules issues du mélange ci-dessus indiqué.

Traitement et filtration absorberont le mercure, les dioxines, les furanes et réduiront la concentration de gaz acides tels que le SO₂ et en particulier le HF et le HCl.



Une couche permanente résiduelle constituée de poussières et de réactif viendra renforcer l'efficacité et la longévité des manches de filtration. On parle alors du « gâteau de filtration ».





EQUIPEMENTS DE CRÉMATIEN ET D'INCINÉRATION

1.5 Fonctionnement du système de filtration et d'extraction des gaz

Un ventilateur à tirage, positionné en fin de ligne de filtration, extrait les gaz propres de l'ensemble du dispositif de crémation / traitement / filtration et les propulse à l'atmosphère par le truchement d'une cheminée adaptée aux volumes calculés.

Le contrôle automatique de ce ventilateur, via un régulateur de fréquence, assure le bon fonctionnement du système sous pression. En outre, le ventilateur d'extraction est dimensionné de manière appropriée permettant de surmonter toutes les résistances et les pertes de charge du dispositif de crémation, de refroidissement, du traitement et de filtration des effluents.

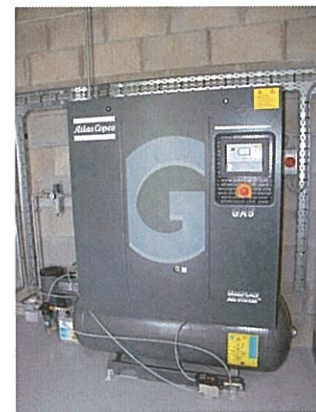


1.6 Fonctionnement du nettoyage du filtre

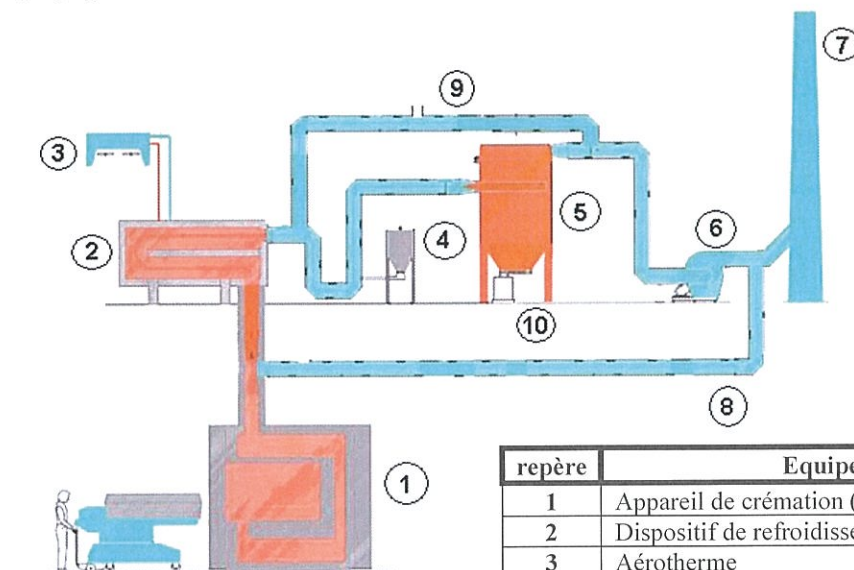
Pendant le processus de nettoyage automatique de l'unité de filtration, les déchets rejetés (filtrats) migrent dans une trémie de collecte. Un convoyeur à vis motorisé transporte alors la poussière et le réactif usé dans un réceptacle hermétique prévu à cet effet.

En règle générale, le processus de nettoyage automatique se produit une fois par jour - à l'arrêt - afin de s'assurer que le filtre est nettoyé du «Factivate utilisé». On repartira alors, le lendemain avec des dosages de neutralisant frais optimisant l'efficacité de la filtration.

Enfin, le dispositif comprend un compresseur d'air permettant d'alimenter les besoins en air comprimé du nettoyage du filtre et du refroidisseur.



1.7 Synoptique de fonctionnement



repère	Equipement
1	Appareil de crémation (four pyrolytique)
2	Dispositif de refroidissement
3	Aérotherme
4	Station de réactif
5	Dispositif de filtration
6	Dispositif d'extraction des gaz propres
7	Cheminée d'extraction des gaz
8	Dispositif de by-pass total de sécurité
9	Dispositif de by-pass du filtre uniquement
10	Dispositif de stockage des déchets

2.0 Données techniques générales

Données techniques	
Heures de fonctionnement	8 à 12 heures de façon courante jusqu'à 23 heures par jour au maximum
Température de fonctionnement (après four)	Normal 850°C Maximum 1.100°C Temporary 1.200°C (pendant 10 minutes max)
Température de fonctionnement (avant filtre)	Normal 150°C Pic 180°C (durant 5 % de la crémation max)
Débit volumique par refroidisseur	1.500 Nm ³ / h

3.0 Specifications techniques

3.1 Système de contrôle du four pyrolytique de crémation

Pour assurer des conditions optimales de fonctionnement, la dépression de chaque unité de crémation est constamment mesurée par des instruments de contrôle (transducteur de pression). Ces signaux de commande sont utilisés pour moduler en permanence la vitesse du ventilateur de tirage du dispositif de filtration.

3.2 Refroidissement des gaz de combustion

L'installation de refroidissement des fumées est dimensionnée pour accepter les fumées issues du four pyrolytique, particulièrement conçue pour accepter de grandes variations de charges thermiques des gaz de combustion. Le refroidissement des fumées se compose de :

- D'un refroidisseur compact,
- D'un système automatique de nettoyage des suies,
- D'un système de pompage de la circulation de l'eau,
- D'un aérotherme simple,
- D'un système de contrôle de l'eau.

3.2.1 Refroidisseur des gaz

Le refroidisseur de gaz de fumée permet de refroidir les gaz de combustion de la température de crémation à la température de traitement des gaz de combustion.

Le four dispose d'un refroidisseur de gaz de combustion qui se compose de deux échangeurs de chaleur à coques et à tubes, disposés en série, ainsi que tous les composants du système de refroidissement pour former un module intégré situé à côté de chaque crémaillère, formant ainsi une conception de système très compacte. C'est le seul design de refroidisseur disponible qui peut être situé dans des espaces très confinés.

Item	valeur	unité
Volume max des gaz	1500	Nm ³ /h
T° entrée des gaz dans l'échangeur	850	°C
T° de sortie des gaz de l'échangeur	150	°C
Puissance de convection (conception)	450	kW
Puissance de convection (max)	600	kW
T° de l'eau (entrée échangeur)	75	°C
T° de l'eau (sortie échangeur)	95	°C
Pression	6	Bar
Débit	20	m ³ /h
Pression différentielle gaz (normal)	750	Pa
Pression différentielle gaz (max)	1500	Pa
Pression différentielle eau (max)	720	mbar

3.2.2 Système automatique de nettoyage des suies

Le dispositif consiste à décolmater les particules des tubes d'échange par l'injection brusque et puissante d'air comprimé. Le dispositif de soufflage comprimé utilise une alimentation en air comprimé, à une pression de 8 bars maximum. Compresseur fourni avec l'installation. Le processus de nettoyage des suies est automatiquement contrôlé par le système de contrôle PLC dédié. En fin de journée de crémation, et de façon automatique, le processus de nettoyage dure entre 30 et 60 minutes. Suies et poussières décolmatées migrent alors vers le dispositif de filtration, entraînées par les gaz de combustion. Ce procédé évite bien souvent le nettoyage manuel de maintenance préventive.

3.2.3 Système de circulation d'eau

Le système de circulation d'eau permet d'activer la circulation (de refroidissement) via l'aérotherme basé à l'extérieur du bâtiment par une pompe de recirculation de taille appropriée.

Le circuit de recirculation est également équipé d'un système de dilatation thermique comprenant un récipient équipé d'un diaphragme sous pression, des raccords de remplissage du système et d'un équipement de décharge de pression de sécurité.

3.2.4 Aérotherme de refroidissement

Pour éliminer la chaleur du liquide de refroidissement constitué d'un mélange d'eau et de glycol, le fluide caloporteur passe par les tubes de refroidissement de l'aérotherme placé habituellement à l'extérieur du bâtiment. Ce dispositif est automatique.

Item		unité
Tuyauteries	Tubes cuivre à ailettes (aluminium)	-
T°	120	°C
Pression	6	Bar
Nombre de ventilateurs axiaux	4	-
Moteur électrique	0,5	kW
	400	V
	50	Hz
Puissance de refroidissement (normal)	800	kW
Puissance de refroidissement (maximal)	1000	kW
Liquide de refroidissement Éthylène / Glycol dans l'eau	25	%
Débit	37	m ³ /h
T° d'entrée	95	°C
T° de sortie	75	°C
Pression différentielle	68	
Niveau de bruit des ventilateurs axiaux	44	dB(A)

3.2.5 Système de contrôle de l'eau

La tuyauterie de circulation d'eau comprend des pompes de circulation, toutes les soupapes nécessaires, l'isolation et deux vannes de connexion permettant la récupération de chaleur le cas échéant (cf. 3.2.6).

3.2.6 Système de récupération de chaleur (option)

Type d'échangeur	Echangeur à plaques et joints
Fournisseur	HRS Coolers or similar
Puissance nominale	100/250 kW
Débit	en fonction de la demande client
T° de l'eau	
Pression	

3.2.7 Tuyauterie

La tuyauterie de recirculation du système de refroidissement relie le refroidisseur de gaz à l'aérotherme extérieur. Toutes les tuyauteries sont isolées thermiquement et recouvertes d'une gaine de protection.



3.3 Dispositif de diffusion du réactif

Le système de dosage s'articule de la façon suivante :

a) Station de réactif "factive"

Un dispositif de chargement, à l'intérieur de la station, permet, après ouverture de la porte, de recevoir un container de réactif de 15 kg (20 litres). De façon aisée, l'opérateur positionnera le seau dans le dispositif. Après fermeture de la porte, le basculement du dispositif est automatique après avoir pressé l'interrupteur électrique correspondant.

b) L'unité de dosage

Constituée d'une station d'alimentation «à perte de poids», comprenant un convoyeur à vis de dosage à commande de fréquence et une pièce d'injection, l'unité de dosage permet de calibrer le volume d'injection préconisé par le constructeur.

Donnée technique	
Niveau de dosage	0,2 – 2,0 kg (par crémation)



3.4 Volume de réaction

Pour un mélange complet du courant de gaz et de l'additif, un volume de réaction est conçu dans le conduit d'interconnexion, entre le refroidisseur et le filtre. Ce volume de réaction est complété par un tuyau de distribution de réactif et des ouvertures d'inspection.

3.5 Unité de filtration compacte

Type de filtre :

- Nederman (ou similaire)

Le filtre est fourni avec un système de nettoyage à air comprimé configuré pour fonctionner du côté des gaz sales et est livré entièrement fonctionnel avec des éléments en tissu filtrant et un système de nettoyage à air comprimé installé.

L'unité de filtration est composée de :

- Boîtier de filtre en tôle d'acier entièrement soudée avec des compartiments séparés pour le gaz sale et le gaz propre ;
- Portes d'inspection pour faciliter l'accès aux travaux d'entretien et d'inspection ;
- Système de nettoyage avec réducteur de pression, réservoir d'air comprimé, vannes à diaphragme à commande électromagnétique, buse d'injecteur et tubes à jet ;
- Brides de raccordement pour le raccordement de gaz sale et la trémie de collecte de la poussière.

Données techniques		
Conçu pour une pression négative de	60	mbar
Nombre maximum de "manches"	30	pcs
Consommation moyenne d'air comprimé (Durant le cycle de nettoyage)	14	Nm³/h
Eléments de filtration (manches filtrantes)	30	off
Média	Aramid	
Résistance à la température	190	°C
Température d'auto-inflammation	>485	°C
Surface globale de filtration	55	m²
Surface effective de filtration	55	m²

3.5.1 Filtrer les gaz pollués de combustion

Doté de chicanes guidant les flux des gaz pollués, avec portes d'inspection et brides de raccordement, le dispositif entièrement conçu en tôles d'acier soudées, conduit à filtrer les effluents par le truchement des médias filtrants embarqués.

3.5.2 Trémie de collecte de poussière / produit usé

Disposée sous les éléments filtrants et fabriquée en tôles d'acier soudées, la trémie draine les effluents chargés d'impuretés et de neutralisant vers le stockage ad hoc par l'intermédiaire d'un convoyeur à vis approprié.



3.5.3 Système de collecte des déchets de filtration

A intervalle régulier, et bien souvent à l'issue des crémations quotidiennes, les filtrats (déchets de filtration) sont décolmatés automatiquement des manches filtrantes et véhiculés automatiquement dans des fûts hermétiques de 60, 220 l voire plus dans certains cas.

Données techniques	
Moto réducteur du convoyeur	0,3 kW 11,0 rpm

3.5.4 Réceptacles de collecte des filtrats (déchets de filtration)

A intervalle régulier, et bien souvent à l'issue des crémations quotidiennes, les filtrats (déchets de filtration) sont décolmatés automatiquement des manches filtrantes et véhiculés automatiquement dans des fûts hermétiques de 60, 220 l voire plus dans certains cas.

Données techniques	
Capacité de stockage	60 litres ou 120 litres en fonction des sites

3.6 Extracteur – Ventilateur d'extraction pour l'ensemble de la ligne crémation / filtration

Le dispositif installé est conçu pour transporter les gaz produits par la combustion du cercueil en chambre principale jusqu'à l'extracteur général et la cheminée de filtration.

Type de ventilateur :

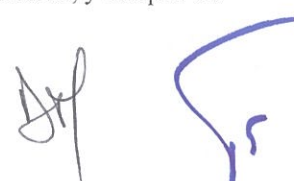
- Aspiration unilatérale à une seule phase
- Turbine montée directement sur l'arbre du ventilateur, type à porte-à-faux, avec 2 roulements

Conception de ventilateur :

- Ventilateur industriel en construction robuste en tôle d'acier entièrement soudée
- Boîtier avec ouverture de nettoyage et drain pour le condensat
- Roue à aubes inclinées vers l'arrière ou radiales
- Electro dynamiquement équilibré dans deux plans

Données techniques	
Débit maxi	3800 m ³ / h
Pression totale de calcul	7000 Pa
Puissance installée	18 KW
Vitesse de la roue	2930 rpm

- Le ventilateur est fourni avec un disque de refroidissement pour le refroidissement de l'arbre du ventilateur, disposé entre le boîtier du ventilateur et le moteur, y compris la protection contre les contacts accidentels.
- Supports anti-vibration - 1 ensemble pour le montage sans vibration du ventilateur, y compris les plaques de fixation.



3.7 Station d'air comprimé

- Faisant partie intégrante de l'installation, le compresseur permet le dé colmatage du filtre ainsi que l'efficacité de nettoyage des tubes d'échange de la chaudière de refroidissement.
 - A vis rotative, le compresseur est fourni avec un réservoir d'air comprimé sous pression, séparateur huile / humidité, vannes et tuyauteries d'interconnexion pour le filtre et la chaudière.
- **Type de compresseur d'air**
 - Compresseur à vis - Atlas Copco GX 5 (ou similaire)

Données techniques	
Volume d'air effectif de 7 bars	1 x 0,24 m ³ /lin
Pression max	8 bars
Moteur électrique	2,2 kW – 400 V – 50 Hz
Réservoir d'air comprimé	1 - off
Capacité	250 litres
Pression max	11 bars
Température max	50°C

3.8 Conduits et vannes

3.8.1 Conduits de gaz de combustion « chauds »

Pour acheminer les gaz de combustion chauds provenant du prélèvement des gaz de combustion du four pyrolytique, des conduits réfractaires sont fournis, fabriqués en acier doux, doublés intérieurement d'un matériau réfractaire capable d'absorber des niveaux de température de 1 400°C et dotés d'un isolant de silicate de calcium.

Pour s'affranchir d'une élévation intempestive de température ou pour faire face à un autre type de problème, le conduit réfractaire ci-dessus est doté d'un conduit de dérivation, équipé d'un clapet pneumatique qui, en cas de détection d'état d'urgence, s'ouvre immédiatement. Par ailleurs, le dit conduit est équipé d'un dispositif de refroidissement des effluents avant l'entrée directe dans la cheminée.

3.8.2 Conduits de gaz de combustion « froids »

Pour acheminer les gaz de combustion refroidis des refroidisseurs de gaz de combustion vers l'installation de filtration et in fine vers la cheminée, les conduits sont fournis en acier doux de 3 mm d'épaisseur, soudés, munis de raccords à brides, conçus pour de bonnes caractéristiques d'écoulement.

Le conduit sera fourni avec toutes les brides, raccords, pièces de connexion, vis et joints nécessaires.

Les conduits de gaz de combustion comprennent :

- Le conduit permettant d'acheminer les gaz refroidis au filtre,
- Le conduit permettant le bypass des gaz lors du préchauffage,
- Le conduit du filtre au ventilateur de tirage,
- Le conduit du ventilateur de tirage à la cheminée.

3.8.3 Vanne de dérivation du filtre

Pour protéger le système de filtration contre la condensation causée par les gaz de combustion humides, lors de la phase de préchauffage, une vanne de dérivation est installée pour permettre, pendant cette période, de contourner le dispositif de filtration.

3.8.4 Vanne de sortie de filtre

Cette vanne permet de s'assurer que le filtre est isolé des gaz de combustion pendant la période de dérivation.

3.9 Isolation thermique

Pour les surfaces extérieures de l'installation de filtration, une isolation thermique doit être installée pour la protection du personnel et pour éviter le refroidissement des parties de l'installation pendant les courtes périodes d'attente

Données techniques	
Laine minérale - épaisseur	50 à 100 mm
Laine minérale - densité d'isolation	100 kg / m ³

- Domaines d'utilisation :
 - Isolation des refroidisseurs
 - Isolation du boîtier du filtre, du capot et du convoyeur à vis
 - Isolation de la gaine

3.10 Traitement de surface – unité de filtration

Les surfaces extérieures de l'unité de filtration reçoivent une seule couche de revêtement d'apprêt à base de résine époxy à deux composants, d'une épaisseur de couche d'au moins 40 µm. Ces surfaces extérieures sont traitées avec un revêtement de finition supplémentaire à base de résine alkyde, avec une épaisseur de couche d'au moins 40 µm.

L'application de différents types de peinture peut entraîner des variances de couleur.

Tous les composants du filtre fournis en acier spécial, en acier galvanisé ou sur des surfaces isolées sont exclus du traitement de surface ci-dessus.

3.11 Contrôle du système de filtrage et système électrique

Un système de contrôle dédié est fourni pour le fonctionnement automatique et intégré des fours pyrolytiques, des refroidisseurs de gaz de combustion et du système de filtration.

Le système de contrôle comprendra ce qui suit :

- Boîtier de contrôle,
- Câblage électrique.

3.11.1 Armoire de contrôle

L'enceinte sera conçue conformément à la réglementation européenne et se compose d'une armoire en tôle d'acier, protégée à IP 54. L'enceinte abritera la section d'alimentation et de contrôle, ainsi que le câblage des dispositifs dans les conduits de câbles. L'armoire de commande est conçue avec un minimum de fusibles, complètement câblé sur les pinces de sortie.

Le système de contrôle sera basé sur un contrôleur logique programmable "Mitsubishi".

L'enceinte de contrôle comprend également :

- 1 disjoncteur principal et un disjoncteur par moteur :
 - 1 pour le ventilateur de tirage
 - 1 pour les moteurs de l'aérotherme
 - 1 pour le moteur de la vis des filtrats
 - 1 pour le moteur de l'injection de réactif
 - 1 pour le moteur du malaxeur
 - 1 pour la pompe de circulation de l'eau
 - 1 mesure de la T° des gaz après le refroidisseur
 - 1 mesure de la T° de l'eau de refroidissement
 - 1 capteur de pression (négative) permettant la régulation du variateur de fréquence pour maintien de la dépression ad hoc dans le four.

L'interface opérateur du système de filtrage se fera via l'interface informatique SCADA pré chargée sur un PC IBM, fournie avec un écran plat TFT 17".

3.11.2 Câblage électrique

Le câblage entre l'installation et notre armoire de commande a été calculé avec une longueur de câble moyenne de 20 m. Le câblage électrique est composé de :

- Câble
- Chemin de câbles galvanisé
- Matériel de fixation
- Accessoires

L'alimentation électrique entrante du panneau de contrôle doit être fournie par le client.

3.12 Système de cheminée

La structure de la cheminée est généralement en acier inoxydable de 3 mm, fournie avec des raccords à brides, conçu pour de bonnes caractéristiques d'écoulement.

4.0 Performances

- 1) En termes d'émissions atmosphériques :
 - A minima, valeurs conformes et inférieures aux valeurs de l'Arrêté du 28 janvier 2010 (réglementation française) ;
 - Toutes les valeurs obtenues sont généralement inférieures de 50 % aux limites de l'Arrêté sauf pour les NOx (inférieures à 400 mg / 11 % O₂ pour 500 mg valeur de l'Arrêté du 28/01/2010).
- 2) En termes de consommation de réactif :
 - 500 g / crémation
- 3) En termes d'émissions sonores :
 - Tous les appareils installés génèrent des émissions sonores inférieures à 75 dB à 1 m.
- 4) En termes de consommations de gaz :
 - Entre 20 et 25 m³ par crémation pour une activité de 5 crémations par jour

5.0 Garanties

- L'installation du filtre et ses composants (à l'exception des consommables nécessaires au fonctionnement) sont garantis pour une période de **12 mois**.

(voir conditions particulières attachées à ce projet, le cas échéant)

- Pour que la garantie soit effective, l'installation doit être suivie en maintenance préventive, à minima avec une revue complète à froid, toutes les 500 crémations.

(voir conditions particulières attachées à ce projet, le cas échéant)

- L'équipement doit être régulièrement entretenu conformément aux instructions écrites fournies, et exploité par un personnel qualifié en possession d'un certificat de formation de Facultative Technologies.
- Le remplacement de toutes les pièces de rechange et consommables doit être effectué avec des composants d'origine approuvés par Facultative Technologies.
- Par ailleurs, Facultative Technologies ne peut être tenu pour responsable de tout changement dans la législation pouvant avoir une incidence sur la longévité de l'installation.





Equipements de Crémation et d'Incinération

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

Préparation des cendres HSC & ATC



HSC – Pulvérisateur ultra-rapide & ATC – Armoire de transfert des cendres **Les technologies environnementales au service de votre crématorium**

La dernière étape du processus de crémation consiste à remettre à la famille endeuillée, les « cendres » du défunt, préparées avec soin et dépourvues de tous composants hétérogènes.

FT a mis au point avec succès, il y a quelques années maintenant, le produit de référence en la matière.

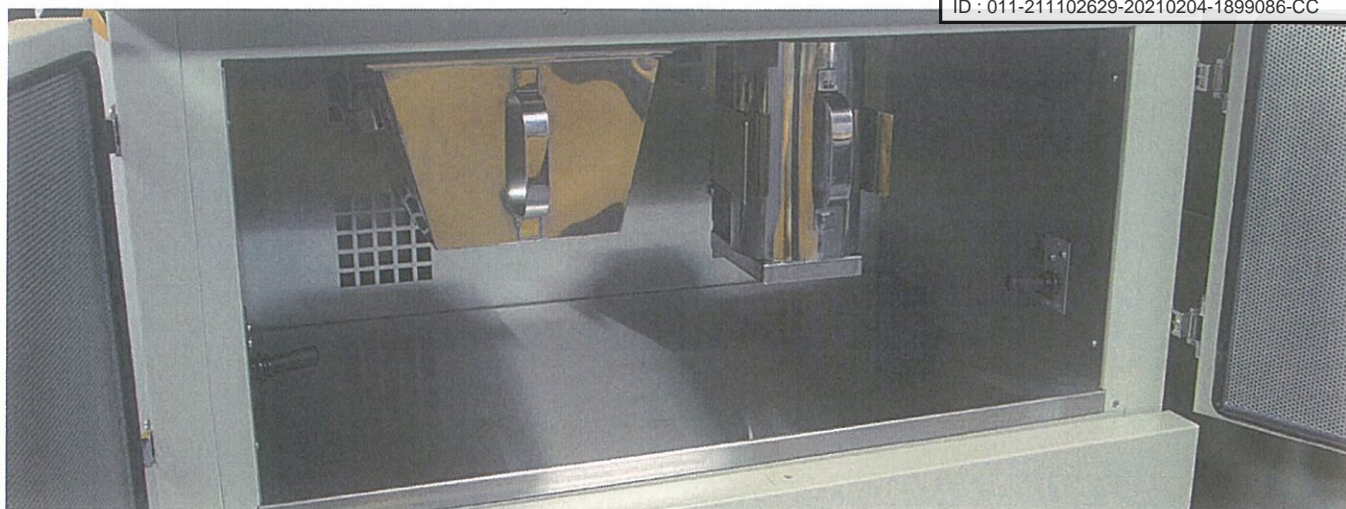
Le HSC permet en moins de 3 minutes, de traiter et de séparer tous les éléments hétérogènes, ferreux et non ferreux et de restituer dans une urne technique les calcins pulvérisés.

A l'issue de cette opération, le contenu de l'urne technique est versé dans l'urne familiale réservée à cet effet, positionnée dans l'enceinte du ATC (armoire de transfert des cendres).

Lors des opérations de pulvérisation et de transfert des cendres, toutes les poussières induites sont alors aspirées et filtrées, permettant ainsi aux opérateurs de ne pas inhaler les particules en suspension.

- Durée de traitement : 2 à 3'.
- Absence de poussières en suspension
- Hygiène et sécurité absolue pour les opérateurs

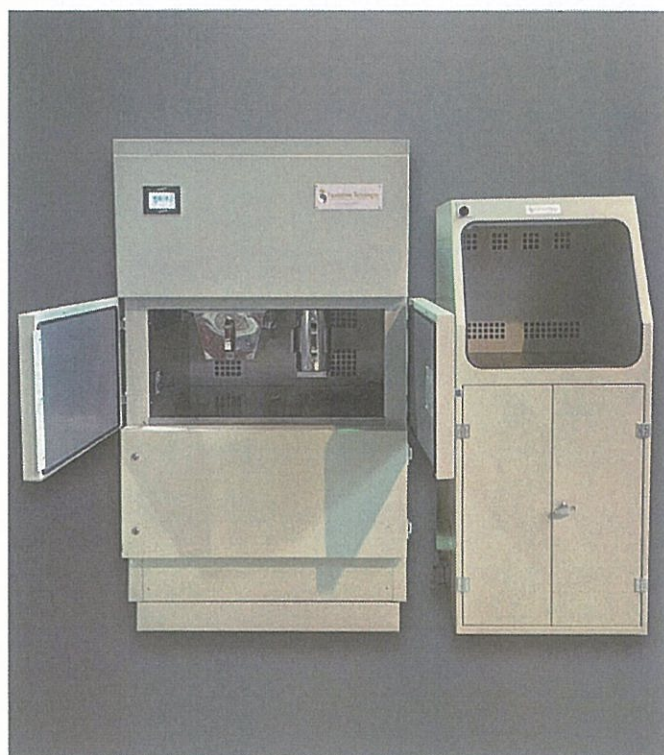
Handwritten signature and a blue curved mark.

**HSC - Pulvérisateur ultra rapide**

Spécifications techniques	
Hauteur :	1,875 m
Largeur :	1,11 m
Profondeur (max.) :	0,77 m
Cadre :	Acier doux peint
Finition de l'armoire :	Acier doux peint par poudrage
Finition de l'intérieur de l'armoire :	Acier inoxydable brossé
Alimentation électrique :	16 A, 208-220 V, 50 Hz, monophasé, différentiel 300 mA
Commandes :	Automate programmable
Système de commande :	Via une interface homme-machine dédiée

ATC - Armoire de transfert des cendres

Dimensions de base	
Largeur :	0,76 m
Profondeur :	0,775 m
Hauteur :	1,63 m
Spécifications techniques	
Taille du moteur de ventilation :	1.1 kW, 220 V, monophasé
Volume d'air nominal aspiré :	830 m³/h
Matières filtrantes et surface :	Feutre aiguilleté térylène, 2.50 m²
Alimentation électrique :	16 A, 208-220 V, 50 Hz

**La continuité de votre activité constitue notre priorité ! Dans le monde entier...**

Mise en œuvre efficace de normes et de solutions personnalisées ! FT fournit des systèmes à la pointe de la technologie dans le monde entier afin de répondre aux exigences environnementales les plus rigoureuses. La fiabilité, l'innovation, le développement durable, la rentabilité et la sécurité constituent nos valeurs fondamentales. Nos clients peuvent compter sur nous tout au long du processus, notamment 24 heures par jour, 7 jours sur 7 une fois l'installation terminée. La continuité de votre activité constitue toujours notre priorité. La satisfaction de ses centaines de clients permet à FT d'être reconnu comme leader sur le marché en termes de conception, de construction et de maintenance des équipements de crémation, de filtration et d'incinération.

**FT France**

10 rue Robert Schuman BP38 10302 Sainte-Savine Cedex

Tel: +33 (0) 3 25 49 55 00 - Fax +33 (0) 3 25 49 54 49 - info@facultatieve-technologies.fr

FT France • FT Amériques • FT Pays-Bas • FT Royaume-Uni • FT Allemagne • FT République Tchèque
 FT fait partie du « Groupe Facultatieve »

www.facultatieve-technologies.com

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

La récupération d'énergie



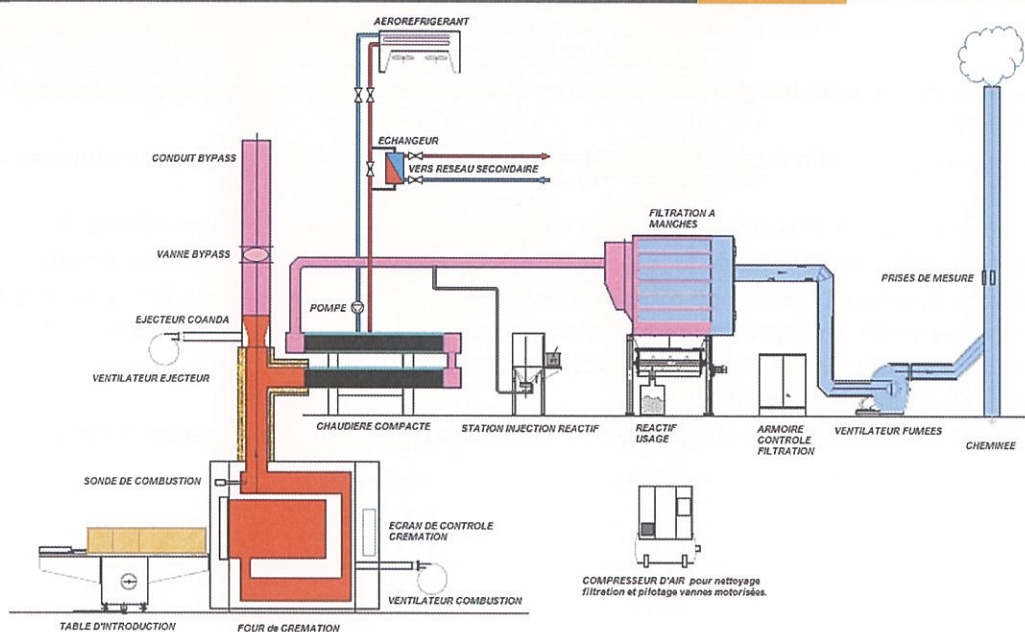
EQUIPEMENTS DE CRÉMATION & D'INCINÉRATION

Signature

Principe de fonctionnement général



EQUIPEMENTS DE CREMATION & D'INCINERATION



Signature

La production d'énergie



EQUIPEMENTS DE CREMATION & D'INCINERATION

Le process de crémation utilise une grande quantité de gaz naturel comme combustible, réparti sur deux brûleurs de 350 kW chacun.

Cette énergie est nécessaire afin de garantir des températures élevées et ainsi la bonne conduite de la crémation.

A l'heure où l'environnement et surtout l'économie d'énergie sont au cœur de tous les débats, il est intéressant de se pencher sur le sujet de la récupération d'énergie dans le domaine de la crémation.

En effet, il est techniquement possible de récupérer une partie des calories dégagées. A ce jour, une partie des calories est dissipée dans le local technique (déperditions des équipements et tuyauterie), une autre partie est dissipée à l'extérieur aux travers des l'aéro-condenseurs.

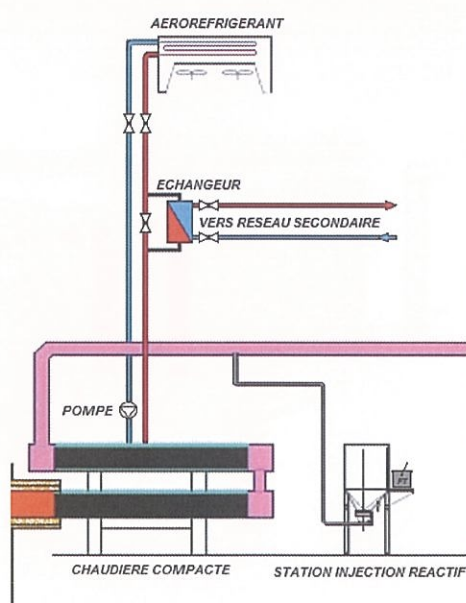
Il est clair que cette énergie est gaspillée.

Nous vous proposons d'en récupérer une partie au travers d'un système de récupération d'énergie.

La récupération d'énergie



EQUIPEMENTS DE CREMATION & D'INCINERATION



De l'eau chaude est générée par une chaudière compacte dont le rôle est de refroidir les fumées qui émanent des appareils de crémation, avant traitement et filtration des fumées. Une partie cette eau chaude est utilisée par le système de récupération de chaleur (échangeur).

L'échangeur à plaques récupère ainsi les calories du circuit nommé «primaire», et les transfèrent vers le circuit nommé «secondaire». Ces calories peuvent être maintenant stockées dans un ballon tampon pour être dissipées dans un circuit de chauffage, de fabrication d'ECS ou encore servir pour rafraichir vos locaux au travers d'une PAC à absorption.

Données techniques



EQUIPEMENTS DE CREMATION & D'INCINERATION

Circuit Primaire

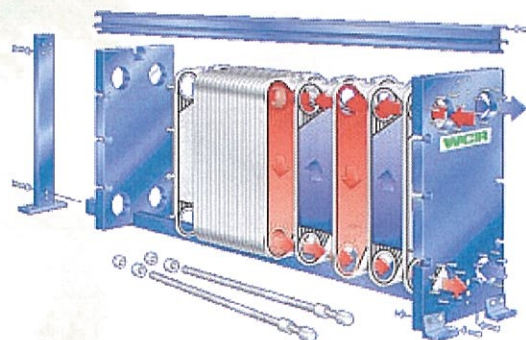
Fluide caloporteur (Circuit Primaire)
Température Fluide Aller
Température Fluide Retour
Température de fonctionnement maxi
Pression de fonctionnement
Pertes de charge admissible

Eau glycolée, 25% glycol
95°C
85°C
120°C
jusqu'à 10.0 bar
100 kPa maximum

Circuit secondaire

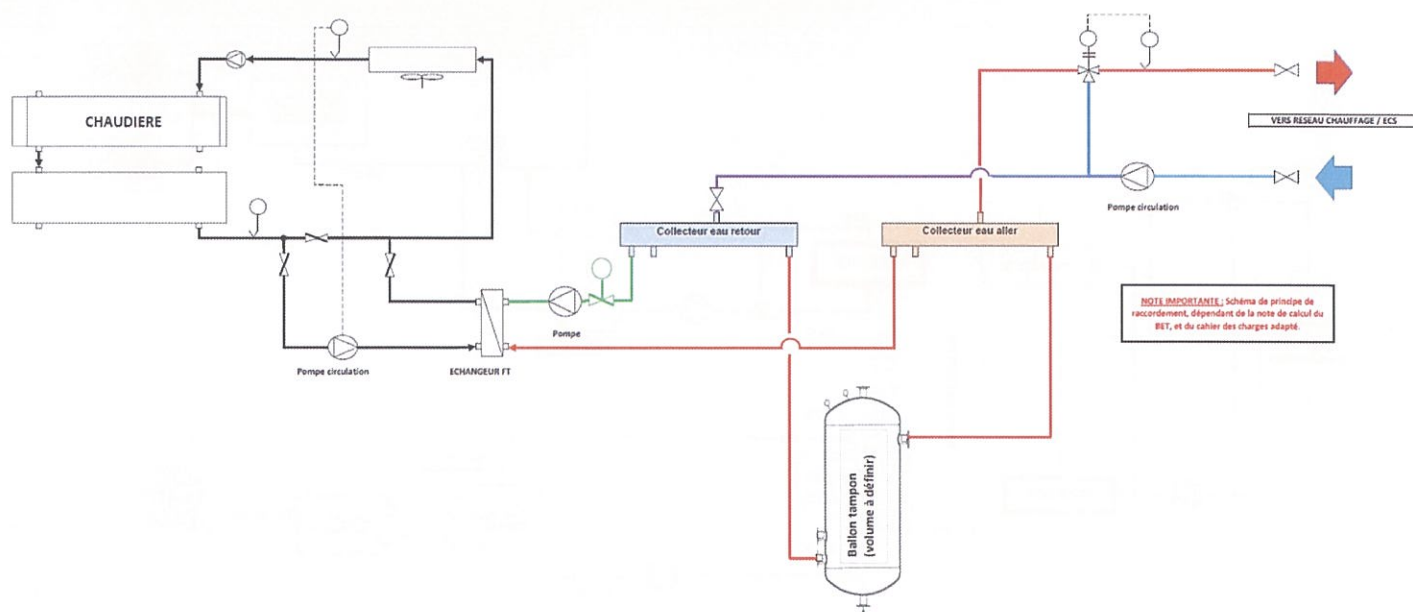
Fluide caloporteur
Température eau Aller
Température eau Retour
Débit
Pression de fonctionnement
Pertes de charge admissible
Raccordement standard

Eau brute
à définir*
à définir*
à définir selon les besoins d'énergie*
jusqu'à 10.0 bar
100 kPa maximum
DN 50 mâle



* ces valeurs seront renseignées après étude technique du client

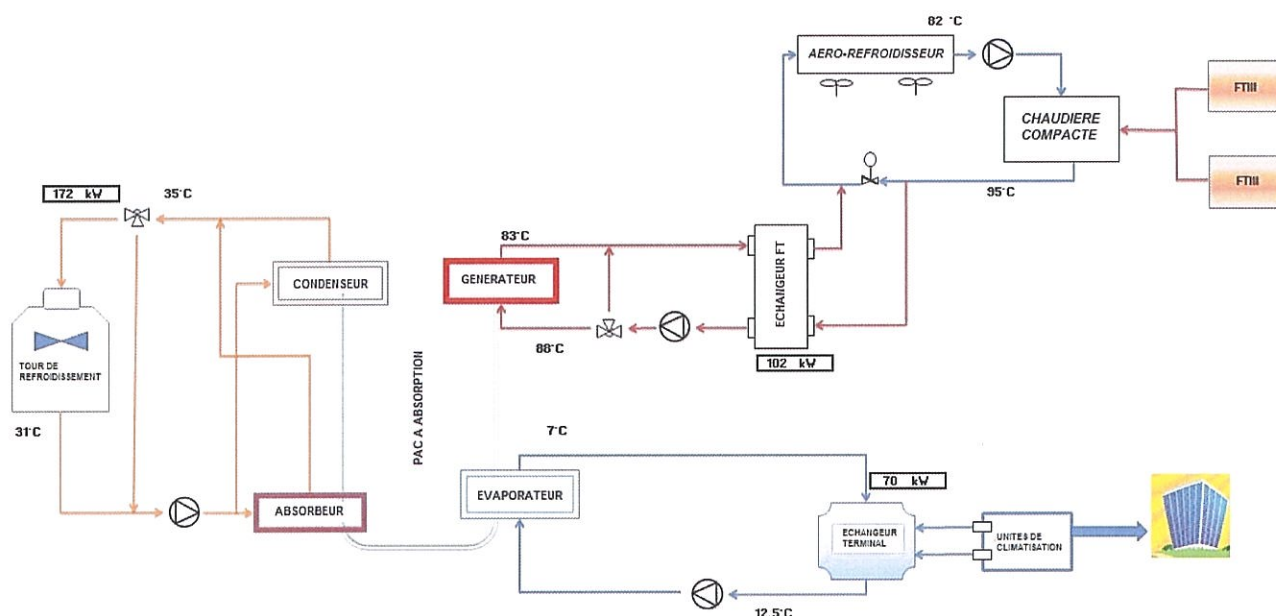
Exemple d'installation: Chauffage et/ou préparation ECS



Exemple d'installation: Climatisation



EQUIPEMENTS DE CREMATION & D'INCINERATION



[Handwritten signature]

ANNEXE 18B : NOTE TECHNIQUE DENOX FT

Les NO_x en
crémation
et la solution
FT DeNO_x system



SH

[Handwritten signature]

Les oxydes d'azote – NO_x



Les impacts des NO_x sur la santé

Le NO₂ est un gaz irritant, qui pénètre dans les ramifications les plus fines des voies respiratoires. Il peut provoquer des difficultés respiratoires ou une hyperréactivité bronchique chez les personnes sensibles et favoriser l'accroissement de la sensibilité des bronches aux infections chez l'enfant. Le NO₂ est **40 fois plus toxique que le monoxyde de carbone (CO)** et quatre fois plus toxique que le NO.

Les impacts des NO_x sur l'environnement

Associés aux composés organiques volatils (COV), et sous l'effet du rayonnement solaire, les **oxydes d'azote favorisent la formation d'ozone dans les basses couches de l'atmosphère (troposphère)**. En France, des dépassements des normes sanitaires dans l'air ambiant persistent, mais sont moins nombreux que par le passé. Les NO_x contribuent aussi à la formation des retombées acides et à l'eutrophisation des écosystèmes. Les oxydes d'azote jouent enfin un rôle dans la formation de particules fines dans l'air ambiant.

Les oxydes d'azote – NO_x



NO_x apparaissent sous 3 formes:

- Les NO_x “thermiques”
- Les NO_x “combustibles”
- Les NO_x “précoces”

Del
[Signature]

NO_x Thermiques



- Important: ces NO_x augmentent avec une température >870°C, il est donc important de ne pas monter trop les températures de crémations.
- Les **NO_x thermiques**, formés par combinaison chimique de l'oxygène et de l'azote de l'air lors d'une combustion à très haute température.

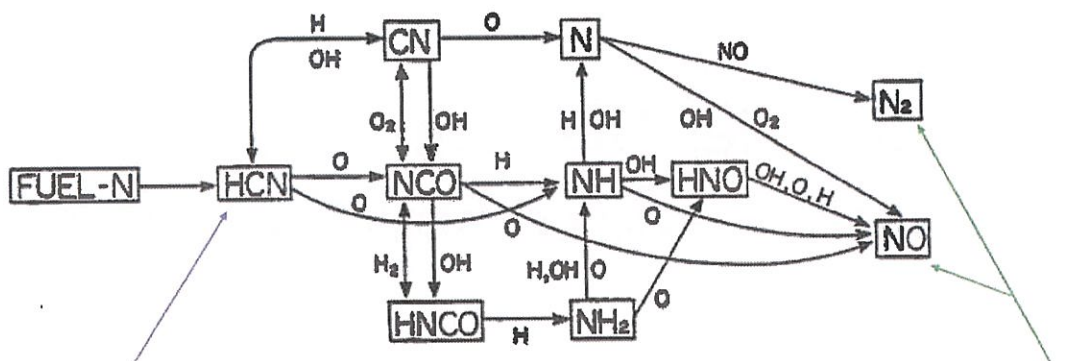
NO_x Combustibles



Réduire les NO_x demande une
température de combustion basse
ou
un combustible à faible teneur en azote.

DP
S

NO_x Combustibles



Formation rapide de cyanure d'hydrogène (HCN) dans la flamme.

Après la flamme, le cyanure d'hydrogène va réagir avec les autres produits de la combustion et l'oxygène.

La réaction finale, produit du nitrogène et monoxyde d'azote

Handwritten signature and initials

NO_x Combustibles



Problèmes !

1. La législation fixe les températures.
2. Le cercueil et le corps sont aussi notre combustible.

Un problème supplémentaire



Cremation & Incineration Equipment

L'azote est présent dans:

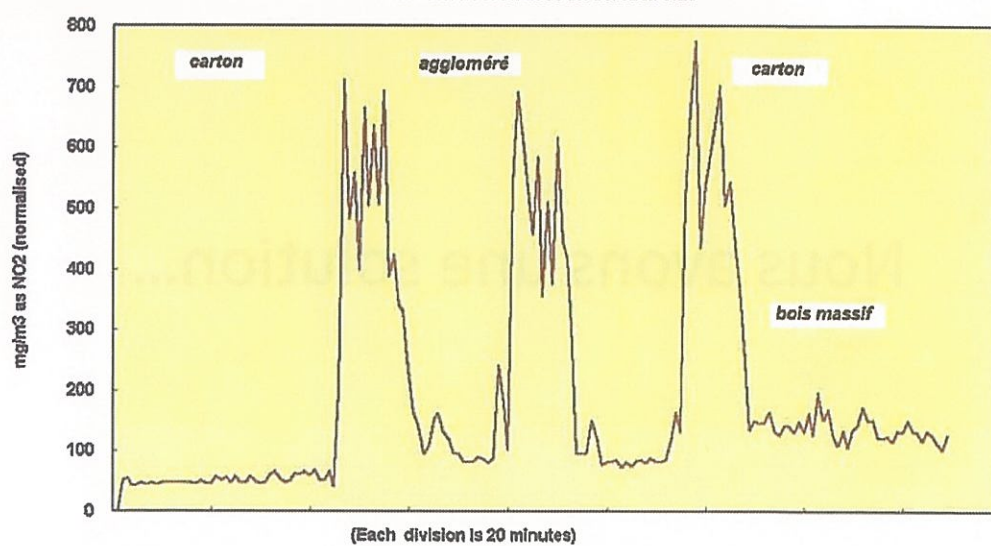
- Tous les tissus humains.
- Tous les matériaux composants un cercueil.

Un problème supplémentaire



EQUIPEMENTS DE CREMATION & D'INCINERATION

Emission de NOx avec un cercueil vide



Signature

Signature

NO_x formation



Nous avons une solution...

In the bottom right corner, there is a handwritten signature in black ink. Below the signature, there is a large, stylized blue ink mark that resembles a checkmark or a large '5'.

Notre solution DeNO_x



EQUIPEMENTS DE CREMATION & D'INCINERATION

Un système de réduction fiable et performant

Signature

Signature

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

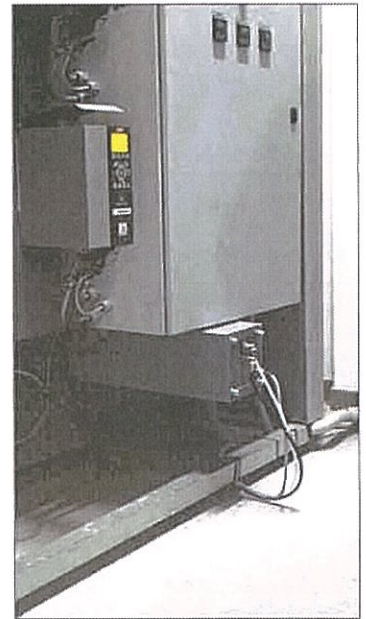
SLOW

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

Notre solution DeNO_x



EQUIPEMENTS DE CREMATION & D'INCINERATION



Signature

Notre solution DeNO_x



- Réservoir de grande capacité (100 litres) avec niveau lumineux visible.
- Injection automatique de l'additif *Facticlear*, par air comprimé (compresseur du filtre le cas échéant).
- Appareil autonome avec sa propre régulation et son écran de contrôle.
- Alimentation électrique : 220 V – 5 A monophasé.
- Encombrement réduit.
- Bas niveau sonore.

Signature

Signature

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

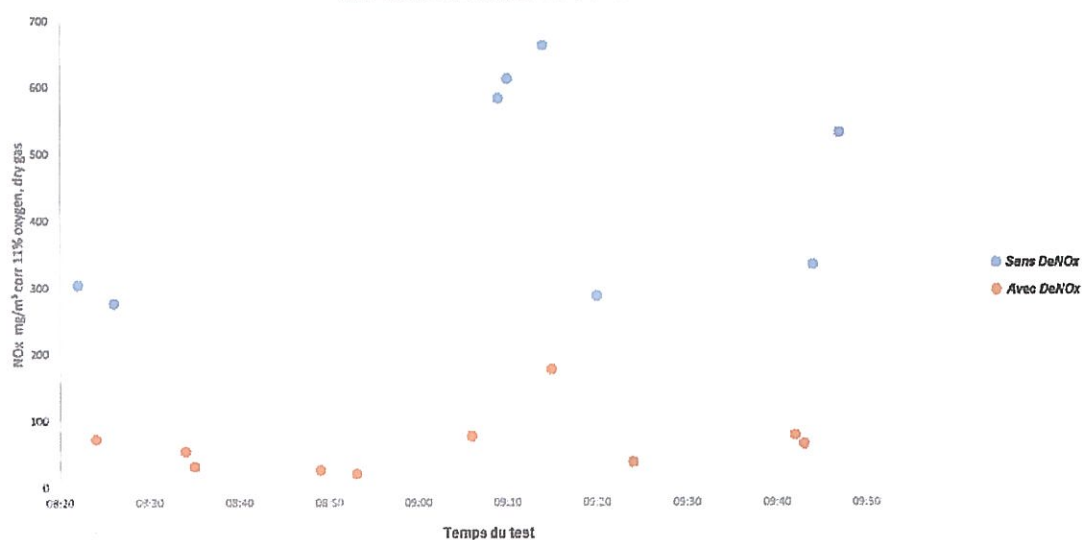
SLOW

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

DeNO_x en opération



TEST DeNO_x en situation réelle le 06/12/2016



Signature

Résultats d'analyses



EQUIPEMENTS DE CREMATION & D'INCINERATION

RISULTATO DELL'ANALISI:

Camp.	Parametro	Unità di misura	1° Prova	2° Prova	3° Prova	MEDIA	IncarL	Limite
CF230119 CF230119 CF230119	Idrocarburi policiclici aromatici	mg/Nm³	0,08	0,44	0,01	0,08	0,12	12,5
CF230119 CF230119 CF230119	Polveri PM10	mg/Nm³	0,45	0,33	0,07	0,48	0,09	12,5
CF230119 CF230119 CF230119	Polveri PM2,5	mg/Nm³	0,30	0,25	0,35	0,30	0,05	12,5
CF230119 - 0230119 CF230119 - 0230119 CF230119 - 0230119	Mercurio (µg)	mg/Nm³	< 0,0002	< 0,0002	< 0,0002	< 0,0002	==	0,03
CF230119 - 0230119 CF230119 - 0230119 CF230119 - 0230119	Stagno Cd+Pb	mg/Nm³	0,0010	0,0004	0,0007	0,0007	0,0001	0,03
CF230119 - 0230119 CF230119 - 0230119 CF230119 - 0230119	Somma Sb+As+Pb+Cr+Cu+Ni+V+Ba+Be	mg/Nm³	0,4303	0,3313	0,4512	0,4009	0,0022	0,5
CF230119 - 0230119 CF230119 - 0230119 CF230119 - 0230119	Zinco (Zn)	mg/Nm³	0,3810	0,2831	0,4481	0,3713	0,0505	5
==	Monossido di Carbonio (CO)	mg/Nm³	13,5	10,0	0,0	10,0	0,8	0,8
==	Composti Organici Volatili (C-ox Totale)	mg/Nm³	9,3	31,5	0,1	10,0	1,2	12,5
S021119 S021119 S021119	Acido Cloridrico (HCl)	mg/Nm³	1,2	1,5	2,0	1,6	0,3	30
S021119 S021119 S021119	Acido Fluoridrico (HF)	mg/Nm³	0,29	0,28	0,36	0,31	0,08	5
Ossidi di Azoto (NOx)			142	110	58	103	12	200
S011119 S011119 S011119	Ossidi di Zolfo (SOx)	mg/Nm³	41,8	49,7	46,5	43,0	0,0	50
CF230119 - 0230119 S011119 - 0230119	Metanolo Policiclici Aromatici	mg/Nm³	/	/	/	0,00007	0,00001	0,01
CF230119 - 0230119 S011119 - 0230119	PCDD + PCDF come tossicità equivalente	mg/Nm³	/	/	/	0,000023	0,001227	0,1

Valeur mesurée

Valeur limite

I valori riportati in tabella sono normalizzati a 0°C e 0,1013 MPa e sono riferiti all'ossigeno gassoso secco a un tenore di Ossigeno (O₂) del 6%.

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le



ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC



CRÉMATORIUMS DE FRANCE

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

ANNEXE 19 : GRILLE DES PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES MISES EN ŒUVRE

	Type de polluants	Arrêté du 28 janvier 2010 sans filtration (à titre indicatif)	Arrêté du 28 janvier 2010 avec filtration (ce jour en vigueur)	Valeur à 11% d'oxygène	Valeurs habituellement obtenues avec filtration pour un cercueil standard
Monoxyde de carbone	CO	< 100	< 50	mg / Nm ³	< 25
Composés organiques volatils	COv	< 20	< 20	mg / Nm ³	< 10
Oxydes d'azote	NOx	< 700	< 500	mg / Nm ³	< 400
Poussières	-	< 100	< 10	mg / Nm ³	< 5
Acide chlorhydrique	HCl	< 100	< 30	mg / Nm ³	< 15
Dioxyde de soufre	SO ₂	< 200	< 120	mg / Nm ³	< 60
Dioxines, Furanes	-	-	< 0,1	ng / Nm ³	< 0,05
Mercure	Hg	-	< 0,2	mg / Nm ³	< 0,1

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le



ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC



CRÉMATORIUMS
DE FRANCE

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

ANNEXE 20 : PLANNING DES MAINTENANCES PREVENTIVES ET CURATIVES SUR LA DUREE DE LA DELEGATION

Voir Annexe 15 – Plan des « grosses réparations » et « remplacement ».

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le



ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC



CRÉMATORIUMS DE FRANCE

ANNEXE 21 : RAPPORT DE DELEGATION

RAPPORT DU DELEGATAIRE

Avant le 1^{er} juin suivant la fin de l'exercice, notre société éditera un rapport du délégataire complet (comptes rendus techniques et financiers, bilan) qui permettra à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. Les chiffres intègrent la totalité des éléments spécifiques au crématorium, le personnel, la qualité du service, et tous les engagements contractuels relatifs à votre établissement, rendant la transparence requise par la réglementation totale.

Le rapport comprendra notamment :

- L'organigramme mis en place pour la gestion de votre établissement
- Un compte-rendu technique et complet (bâtiment, équipements, installations, rapports de bureau de contrôle et visite périodique, ...)
- Les informations relatives à l'exploitation (évolution de l'activité, origine des crémations, répartitions des crémations...)
- Une analyse de la qualité du service mis en œuvre – résultats des questionnaires familles et opérateurs funéraires
- Liste des contrats en cours
- Un compte-rendu financier basé sur les comptes sociaux de la filiale dédiée

La trame du rapport du Délégataire sera validée avec la Ville de Narbonne pour répondre au mieux à vos attentes. Nous vous joignons pour information le sommaire de notre rapport d'activité 2019 du crématorium d'Aix-en-Provence.

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

SLOK

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC



CREMATORIUM ET PARC MEMORIAL DE PROVENCE

Rapport Annuel du Délégué 2019



CRÉMATORIUMS
DE FRANCE

Handwritten signature and initials in blue ink.

Table des matières

1.	PREAMBULE	3
2.	ACTIVITE DE L'ANNEE	4
2.1.	PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT	4
2.1.1.	Crématorium.....	4
2.1.2.	Parc Mémorial.....	6
2.1.3.	Chambre funéraire.....	6
2.2.	EVOLUTION DE LA CREMATION EN FRANCE	8
2.3.	LA CREMATION EN REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	9
2.4.	VOLUMES DES PRESTATIONS REALISEES AU CREMATORIUM ET PARC MEMORIAL DE PROVENCE ..	10
2.5.	EVOLUTION DE L'ACTIVITE FACE AUX ETABLISSEMENTS VOISINS	15
2.6.	MOYENS HUMAINS.....	16
2.6.1.	Salariés.....	16
2.6.2.	Qualifications.....	16
2.6.3.	Formations.....	16
3.	LES CONDITIONS D'EXECUTION DU SERVICE	17
3.1.	RELATIONS AVEC LES USAGERS	17
3.1.1.	Mesure de la qualité du service rendu	18
3.1.2.	Réclamations, litiges et contentieux	19
3.2.	3.2. TARIFS PRATIQUES PAR NOTRE ETABLISSEMENT.....	20
3.2.1.	Les clauses de révisions	20
3.2.2.	Rappel de l'ensemble des tarifs pratiqués	21
3.2.3.	Gratuité pour les personnes dépourvues de ressources suffisantes	21
3.3.	PRINCIPE DE CONTINUITE D'EXPLOITATION	22
3.4.	PRINCIPE DE L'EQUILIBRE CONTRACTUEL.....	23
3.4.1.	Redevance à verser au délégant (en € H.T.).....	23
3.4.2.	Examen des avenants au contrat.....	23
3.5.	PRINCIPE DE NEUTRALITE	24
3.6.	PRINCIPE DE SAUVEGARDE DE LA LIBERTE DU DELEGANT EN FIN DE CONTRAT	25
3.6.1.	Biens de retour / biens de reprise et biens propres.....	25
3.6.2.	Liste des engagements.....	25
3.6.3.	Contrats avec Orthometals.....	26
3.7.	RELATIONS AVEC LE CONSTRUCTEUR ATI	27
3.8.	MAINTENANCE.....	28
4.	LES COMPTES.....	29
4.1.	COMPTE DE RESULTAT DE L'ETABLISSEMENT	29
4.1.1.	Détails des recettes de l'année 2019	29
4.1.2.	Compte de résultat complet.....	31
4.2.	COMPTE RENDU BILANTIEL SUR LES BIENS ET IMMOBILISATIONS	35
5.	CONCLUSIONS & PERSPECTIVES	38
5.1.	PREVISIONNEL 2020.....	38
5.2.	GESTION DE LA CRISE COVID-19.....	38

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le



ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

ANNEXE 22 : TABLEAU DE BORD SYNTHETIQUE**Candidat : La Société des Crématoriums de France****Tableau de bord de suivi de l'activité**

Un tableau de bord trimestriel reprenant les données d'activité sur la période donnée et les faits marquants rencontrés sera mis en place. La trame de ce bulletin sera élaborée avec la Ville de Narbonne pour répondre au mieux à vos attentes.

Mois courant	M ou TRI 1	M ou TRI 2	M ou TRI 3	M ou TRI 4
Crémations réalisées				
Crémations budgétées				
Ecart				
%				
Cumul depuis 1/1				
Crémations réalisées				
Crémations budgétées				
Ecart				
%				
Activités annexes				
Nombre moments de recueillement				
Taux de recueillement				
Nombre de dispersions				
Taux de dispersion				
Faits marquants				

- Si pertinent, un commentaire peut accompagner bien entendu, le constat mensuel ou trimestriel.



Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le



ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC



ANNEXE 23A : EXEMPLE BANCAIRE A PREMIERE DEMANDE

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

Ma vie. Ma ville. Ma banque.

LCL - Unité Métier Contrats et Garanties NOISY LE GRAND 24175
201, Rue de la Piazza
CS 90010
(93167) NOISY LE GRAND CEDEX
FAX : 02.37.32.74.24
Réf. : 20281 108168 19

GARANTIE BANCAIRE PAYABLE A PREMIERE DEMANDE garantissant la bonne exécution d'un MARCHÉ PUBLIC Acte EP20018798

Garant ou LCL : CRÉDIT LYONNAIS, société anonyme au capital de 2.037.713.591 Euros - SIREN 954 509 741 - R.C.S. LYON - siège social : 18, rue de la République 69002 LYON - siège central : 20, avenue de Paris 94811 VILLEJUIF Cedex, représenté par un collaborateur dûment habilité de l'Unité Métier Contrats Garanties, dont l'adresse est indiquée ci-dessus.

Bénéficiaire : Personne publique ayant passé le marché : **VILLE DE CAEN**, Esplanade Jean-Marie Louvel (14027) CAEN cedex 09,

Donneur d'ordre : **Société LA SOCIETE DU CREMATORIUM DE CAEN** au capital de 5.000 Euros – SIREN : 887 657 906 - RCS CAEN - siège social : Chemin de l'Abbaye d'Ardenne (14000) CAEN.

Objet de la garantie : bonne exécution du Contrat principal.

Contrat principal : signé le 25/02/2020, entre le Donneur d'ordre et le Bénéficiaire. La référence au contrat principal a pour seul objet de rappeler les circonstances dans lesquelles est fournie la présente garantie et n'affecte en rien son caractère autonome, cette garantie étant régie par ses seules stipulations et par les dispositions de l'article 2321 du Code Civil.

ENGAGEMENT du GARANT

LCL S'ENGAGE irrévocablement à payer à première demande écrite du Bénéficiaire tout montant par application des dispositions de l'article 2321 du Code civil, aux conditions et dans les limites fixées ci-après.

LCL reconnaît que les engagements qu'il prend au titre de la présente garantie constituent des engagements qui lui sont propres, et qui sont inconditionnels, autonomes et indépendants des engagements contractés par le Donneur d'ordre vis-à-vis du Bénéficiaire.

En conséquence, LCL ne pourra opposer à la demande de paiement du Bénéficiaire aucune exception tenant au Contrat principal.

Montant garanti : Tout montant jusqu'à concurrence de la somme maximale en Euros de **40.000,00 (QUARANTE MILLE EUROS)**, en ce compris tous intérêts, frais et accessoires quelconques. Toute somme payée au titre du présent engagement viendra définitivement en déduction du Montant garanti.

Date d'effet de la garantie : date de signature ci-dessous.

Expiration de la garantie : Le présent engagement prendra fin le **30/06/2030**. Passé cette date, il sera caduc de plein droit et ne pourra plus être mis en jeu pour quelque cause que ce soit, même en l'absence de mainlevée ou de restitution de l'original du présent acte.

Mise en jeu de la garantie : Sous peine d'irrecevabilité, par lettre recommandée avec AR à l'adresse indiquée ci-dessous.

Election de domicile de LCL : en son Unité Métier Contrats et Garanties dont les coordonnées sont détaillées en tête des présentes.

Droit applicable et compétence juridictionnelle : Droit français et exclusivement tribunaux français.

Fait à NOISY-LE-GRAND, le DIX NEUF OCTOBRE DEUX MILLE VINGT.

Valérie TOLUB
Technicienne signataire
UM Contrats et Garanties Noisy-le-Grand
dûment habilitée



ANNEXE 23B : PROJET DE GARANTIE BANCAIRE DE CONSTRUCTION

Ma vie. Ma Ville. Ma banque.

LCL – Unité Métier Contrats et Garanties NOISY LE GRAND 24175

201, Rue de la Piazza

CS 90010

(93167) NOISY LE GRAND CEDEX

FAX : 02.37.32.74.24

Réf. : 20281 108168 19

GARANTIE BANCAIRE PAYABLE A PREMIERE DEMANDE

Garantissant la bonne exécution d'une DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Acte _____

Garant ou LCL : CREDIT LYONNAIS, société anonyme au capital de 2.037.713.591 Euros – SIREN 954 509 741 6 R.C.S. LYON – siège social : 18, rue de la République 69002 LYON – siège central : 20, avenue de Paris 94811 VILLEJUIF Cedex, représenté par un collaborateur dûment habilité de l'Unité Métier Contrats Garanties, dont l'adresse est indiquée ci-dessus.

Bénéficiaire : Personne publique ayant passé le marché : **VILLE DE NARBONNE**, Place de l'Hôtel de Ville (11100) Narbonne,

Donneur d'ordre : Société **LA SOCIETE DU CREMATORIUM DE SAINTE-ROSE** au capital de 5.000€ (**CINQ MILLE**) Euros – SIREN : _____.

Objet de la garantie : bonne exécution du Contrat principal.

Contrat principal : signé le _____, entre le Donneur d'ordre et le Bénéficiaire. La référence au contrat principal a pour seul objet de rappeler les circonstances dans lesquelles est fournie la présente garantie et n'affecte en rien son caractère autonome, cette garantie étant régie par ses seules stipulations et par les dispositions de l'article 2321 du Code Civil.

ENGAGEMENT du GARANT

LCL S'ENGAGE irrévocablement à payer à première demande écrite du Bénéficiaire tout montant lié aux travaux de construction du crématorium par application des dispositions de l'article 2321 du Code civil, aux conditions et dans les limites fixées ci-après.

LCL reconnaît que les engagements qu'il prend au titre de la présente garantie constituent des engagements qui lui sont propres, et qui sont inconditionnels, autonomes et indépendants des engagements contractés par le Donneur d'ordre vis-à-vis du Bénéficiaire.

En conséquence, LCL ne pourra opposer à la demande de paiement du Bénéficiaire aucune exception tenant au Contrat principal.

Montant garanti : Tout montant jusqu'à concurrence de la somme maximale en Euros de 5% du coût prévisionnel des travaux estimés à 3.535.438€, soit **176.771,90€ (CENT SOIXANTE SEIZE MILLE SEPT CENT SOIXANTE ET ONZE EUROS ET QUATRE VINGT DIX CENTIMES)**, en ce compris tous intérêts, frais et accessoires quelconques. Toute somme payée au titre du présent engagement viendra définitivement en déduction du Montant garanti.

Date d'effet de la garantie : Au plus tard la date de signature de l'arrêté préfectoral autorisant la construction du crématorium.

Expiration de la garantie : Le présent engagement prendra fin à la date de réalisation de l'ensemble des travaux de construction. Passé cette date, il sera caduc de plein droit et ne pourra plus être mis en jeu pour quelque cause que ce soit, même en l'absence de mainlevée ou de restitution de l'original du présent acte.

Mise en jeu de la garantie : Sous peine d'irrecevabilité, par lettre recommandée avec AR à l'adresse indiquée ci-dessous.

Election de domicile de LCL : en son Unité Métier Contrats et Garanties dont les coordonnées sont détaillées en tête des présentes.

Droit applicable et compétence juridictionnelle : Droit français et exclusivement tribunaux français.

Fait à NOISY-LE-GRAND, le _____ DEUX MILLE VINGT ET UN.

Crédit Lyonnais, SA, au capital de 2 037 713 591 euros, SIREN 954509741 – RCS Lyon, siège social : 18 rue de la République 69002 Lyon, Siège central : 20 avenue de Paris – 94811 Villejuif cedex, inscrit sous le numéro d'immatriculation d'intermédiaire en assurance ORIAS : 07001878.



ANNEXE 23C : PROJET DE GARANTIE BANCAIRE D'EXPLOITATION

Ma vie. Ma ville. Ma banque.

LCL – Unité Métier Contrats et Garanties NOISY LE GRAND 24175

201, Rue de la Piazza
CS 90010
(93167) NOISY LE GRAND CEDEX
FAX : 02.37.32.74.24
Réf. : 20281 108168 19

GARANTIE BANCAIRE PAYABLE A PREMIERE DEMANDE **Garantissant la bonne exécution d'une DELEGATION DE SERVICE PUBLIC** **Acte _____**

Garant ou LCL : CREDIT LYONNAIS, société anonyme au capital de 2.037.713.591 Euros – SIREN 954 509 741 6 R.C.S. LYON – siège social : 18, rue de la République 69002 LYON – siège central : 20, avenue de Paris 94811 VILLEJUIF Cedex, représenté par un collaborateur dûment habilité de l'Unité Métier Contrats Garanties, dont l'adresse est indiquée ci-dessus.

Bénéficiaire : Personne publique ayant passé le marché : **VILLE DE NARBONNE**, Place de l'Hôtel de Ville (11100) Narbonne,

Donneur d'ordre : Société LA SOCIETE DU CREMATORIUM DE SAINTE-ROSE au capital de **5.000€ (CINQ MILLE)** – SIREN : _____.

Objet de la garantie : bonne exécution du Contrat principal.

Contrat principal : signé le _____, entre le Donneur d'ordre et le Bénéficiaire. La référence au contrat principal a pour seul objet de rappeler les circonstances dans lesquelles est fournie la présente garantie et n'affecte en rien son caractère autonome, cette garantie étant régie par ses seules stipulations et par les dispositions de l'article 2321 du Code Civil.

ENGAGEMENT du GARANT

LCL S'ENGAGE irrévocablement à payer à première demande écrite du Bénéficiaire tout montant lié à l'exploitation du crématorium par application des dispositions de l'article 2321 du Code civil, aux conditions et dans les limites fixées ci-après.

LCL reconnaît que les engagements qu'il prend au titre de la présente garantie constituent des engagements qui lui sont propres, et qui sont inconditionnels, autonomes et indépendants des engagements contractés par le Donneur d'ordre vis-à-vis du Bénéficiaire.

En conséquence, LCL ne pourra opposer à la demande de paiement du Bénéficiaire aucune exception tenant au Contrat principal.

Montant garanti : Tout montant jusqu'à concurrence de la somme maximale de **25.000€ (VINGT CINQ MILLE EUROS)**, en ce compris tous intérêts, frais et accessoires quelconques. Toute somme payée au titre du présent engagement viendra définitivement en déduction du Montant garanti.

Date d'effet de la garantie : Date de la première crémation

Expiration de la garantie : Le présent engagement prendra fin au dernier jour de la période d'exploitation du service délégué. Passé cette date, il sera caduc de plein droit et ne pourra plus être mis en jeu pour quelque cause que ce soit, même en l'absence de mainlevée ou de restitution de l'original du présent acte.

Mise en jeu de la garantie : Sous peine d'irrecevabilité, par lettre recommandée avec AR à l'adresse indiquée ci-dessous.

Election de domicile de LCL : en son Unité Métier Contrats et Garanties dont les coordonnées sont détaillées en tête des présentes.

Droit applicable et compétence juridictionnelle : Droit français et exclusivement tribunaux français.

Fait à NOISY-LE-GRAND, le _____ DEUX MILLE VINGT ET UN.

ANNEXE 24A : ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE



Envoyé en préfecture le 07/09/2021
Reçu en préfecture le 07/09/2021
Affiché le
ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC



ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, Cabinet CONDORCET, 2 rue Grignan – 13001 Marseille, attestons par la présente que la Société :

Société des Crématoriums de France
150 avenue de la Libération - 59270 BAILLEUL

A adhéré au contrat groupe de FUNECAP HOLDING, auprès de la compagnie MMA I.A.R.D., 19-21, allée de l'Europe 92616 CLICHY CEDEX, une « **Responsabilité Civile Décennale** », une police d'assurance n° 114 960 793.

ACTIVITES DECLAREES PAR L'ASSURE ADDITIONNEL :

- Gros œuvre,
- Revêtements de murs et sols,
- Voieries, réseaux divers
- Couverture-zinguerie
- Serrurerie, ferronnerie
- Terrassement d'ouvrages de bâtiments
- Dispositions complémentaires aux activités : Marbrerie, construction d'ouvrages funéraires, caveaux, cavernes,

Et notamment dans le cadre de l'appel d'offre du Crématorium de Narbonne.

Période de validité : **du 01/01/2021 au 31/12/2021**

L'attestation est valable sous réserve du paiement des cotisations

La Société MMA I.A.R.D. garantit l'Adhérent dans les termes et limites des conditions générales n°248D et conventions spéciales n°971L. Les garanties sont subordonnées au paiement des cotisations d'assurances pour la période de la présente attestation.

La présente attestation ne peut engager l'assureur en dehors des limites prévues par les clauses et conditions du contrat auxquelles elle se réfère.

TABLEAU DE GARANTIES

Désignation des garanties	Montant des garanties par sinistre	franch. %	Montant des franchises par sinistre (1) (2)
A. Ouvrages soumis à obligation d'assurance (Chapitre 1) Garantie acquise à l'assuré pour un ouvrage n'excédant pas 15 000 000 EUR HT et/ou pour un marché de travaux n'excédant pas 10 000 000 EUR HT (4)			
1) Garanties obligatoires et complémentaires (articles 3 et 4)			
a. responsabilité décennale pour travaux de construction y compris ouvrages existants techniquement indivisibles de l'ouvrage neuf	Coût des réparations de l'ouvrage	Néant	mini. 853 EUR maxi. 853 EUR
b. responsabilité de sous-traitant en cas de dommages de nature décennale (y compris les frais de déblaiement)	6 390 000 EUR		
2) Garanties facultatives après réception (article 5)			
a. bon fonctionnement	213 000 EUR	Néant	mini. 853 EUR maxi. 853 EUR
b. dommages aux ouvrages existants autres que ceux visés au 1) a ci-dessus	241 722 EUR	Néant	mini. 853 EUR maxi. 853 EUR
c. dommages immatériels	241 722 EUR	Néant	mini. 853 EUR maxi. 853 EUR
d. frais de déblaiement	96 795 EUR	Néant	mini. 853 EUR maxi. 853 EUR
B. Ouvrages non soumis à obligation d'assurance (Travaux de Génie Civil) (Chapitre 2) Garantie acquise à l'assuré pour un ouvrage n'excédant pas 7 000 000 EUR HT (5) et/ou pour un marché de travaux n'excédant pas le montant de garantie ci-contre	436 000 EUR (3)	Néant	mini. 874 EUR maxi. 874 EUR
a. dommages matériels aux ouvrages (y compris les frais de déblaiement) (article 6)			

- (1) Les niveaux, minima et maxima de franchises sont DOUBLES lorsque l'assuré confie les travaux à un sous-traitant non assuré le jour du sinistre.
 (2) Une seule franchise pour un même sinistre
 (3) Pour l'ensemble des sinistres d'une même année d'assurance, le montant de garantie est limité au double du montant accordé par sinistre.
 (4) Ces montants ne sont pas indexés.
 (5) Ce montant n'est pas indexé.

Fait à Marseille, le 12 janvier 2021

Tél. : 09 72 36 90

2 rue Grignan 13001 M

contact@cabinetcondorcet.com • www

Service Réclamation : contact@cabinetcondorcet.com - 2

SAS au capital de 50 000 € - RCS Marseille 494 253 982 - Immatriculation ORIAS 07 026 627 www.oriass.fr - Sous le contrôle de l'ACPR

Autorité de contrôle Prudentiel et Résolution - 61 Rue Tailbout 75009 Paris



[Signature]



ANNEXE 24B : ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE & DOMMAGE AUX BIENS

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, Cabinet CONDORCET, 2 rue Grignan – 13001 Marseille, attestons par la présente que la Société :

FUNECAP HOLDING

17 rue de l'arrivée

75015 PARIS

Ainsi que son assuré additionnel :

Société des Crématoriums de France

Ont souscrit auprès de la compagnie MMA I.A.R.D., 19-21, allée de l'Europe 92616 CLICHY CEDEX, une « **Responsabilité Civile Professionnelle & Dommages aux biens** », une police d'assurance n°143 815 227.

GARANTIES PREVUES AU CONTRAT

Responsabilité civile avant livraison

Responsabilité civile après livraison

Recours et défense pénale

Incendie

Catastrophes naturelles

Dégât des eaux

Vol et détériorations immobilières

Bris de glaces

Perte d'exploitation

Période de validité : **du 01/01/2021 au 31/12/2021**

L'attestation est valable sous réserve du paiement des cotisations

La Société MMA I.A.R.D. garantit l'Adhérent dans les termes et limites des conditions générales n°143 815 227. Les garanties sont subordonnées au paiement des cotisations d'assurances pour la période de la présente attestation.

La présente attestation ne peut engager l'assureur en dehors des limites prévues par les clauses et conditions du contrat auxquelles elle se réfère.

Fait à Marseille, le 12 janvier 2021

POUR LE CABINET CONDORCET

Tél. : 09 72 36 90 00

2 rue Grignan 13006 Marseille

contact@cabinetcondorcet.com • www.cabinetcondorcet.com

Service Réclamation : contact@cabinetcondorcet.com • 2 Rue Grignan 13006 Marseille 09 72 36 90 00

SAS au capital de 50 000 € - RCS Marseille 494 253 982 - Immatriculation ORIAS 07 026 627 www.orias.fr - Sous le contrôle de l'ACPR

Autorité de contrôle Prudential et Résolution - 61 Rue Taitbout 75009 Paris

Tél. : 09 72 36 90 00

2 rue Grignan 13006 Marseille

contact@cabinetcondorcet.com • www.cabinetcondorcet.com

Service Réclamation : contact@cabinetcondorcet.com - 2 Rue Grignan 13006 Marseille 09 72 36 90 00

SAS au capital de 50 000 € - RCS Marseille 494 253 982 - Immatriculation ORIAS 07 026 627 www.orias.fr - Sous le contrôle de l'ACPR

Autorité de contrôle Prudentiel et Résolution - 61 Rue Taitbout 75009 Paris







**CRÉMATORIUMS
DE FRANCE**

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

ANNEXE 24 : ASSURANCES

Contenu de l'annexe à discuter avec la Collectivité.



CRÉMATORIUMS
DE FRANCE

ANNEXE 25 : SOCIETE DEDIEE

Nous envisageons la création d'une société dédiée sous la forme juridique d'une Société par Actions Simplifiée, laquelle reprendra en totalité les droits et obligations au titre de la présente délégation. Le financement sera assuré par le Groupe Funecap, co-leader national du funéraire.

La société dédiée au crématorium de Narbonne	
Forme juridique	SAS « La Société du Crématorium de Sainte-Rose » Sigle : SCSTR
Montant du capital social initial	5 000 €
Répartition du capital social	100 % apporté par l'associé unique
Identité et activité des actionnaires	L'actionnaire unique et président de la société dédiée au sein du Groupe FUNECAP sera gage de stabilité et de pérennité, avec une garantie d'assistance technique de <i>La Société des Crématoriums de France</i>

Les investissements seront financés sur fonds propres, par dotation en compte courant de la société mère.

GARANTIES DE LA SOCIETE

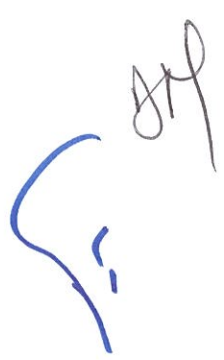
MERE

Comme pour l'ensemble de nos filiales, nous nous engagerons au côté de la société dédiée à la gestion de votre établissement dans le respect de l'intégralité des obligations relevant de la délégation de service public.

Nous garantissons à la Ville de Narbonne que nous fournirons l'ensemble des moyens nécessaires à l'exécution contractuelle des engagements souscrits au titre du contrat de délégation de service public du crématorium sur l'entière durée de la concession.

Nous resterons parfaitement et entièrement garants des engagements de la société dédiée pendant toute la durée du Contrat. En cas de défaillance de cette dernière et sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure par la Ville de Narbonne, nous nous engagerons de manière irrévocable et inconditionnelle à lui apporter tous les moyens financiers, techniques et humains nécessaires à la continuité du service public conformément au contrat de concession, et ce, pendant toute sa durée d'exécution.

Il convient de rappeler que *La Société des Crématoriums de France*, filiale du Groupe Funecap, bénéficie elle-même du soutien économique et technique de son groupe.



PROJET DE STATUTS

La Société du Crématorium de Sainte-Rose

Société par actions simplifiée au capital de 5 000 euros

STATUTS CONSTITUTIFS



LE SOUSSIGNEE :

La Société des Crématoriums de France, Société anonyme au capital de 4 668 890 euros, dont le siège social est 150, avenue de la Libération 59270 BAILLEUL, immatriculée sous le numéro d'identification unique 402 761 787 RCS DUNKERQUE, représentée aux fins des présentes par son Président, la société FUNECAP HOLDING, elle-même représentée par son Président la société FUNECAP MANAGEMENT, elle-même représentée par son Président la société OPHRYS PARTNERS, elle-même représentée par Monsieur Xavier THOUMIEUX, en sa qualité de président, dûment habilité à l'effet des présentes,

A ETABLI AINSI QU'IL SUIV LES STATUTS DE LA SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE QU'IL A CONVENU DE CONSTITUER (ci-après la « Société »).



Article premier - Forme

La Société est une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, notamment les dispositions applicables du Code civil et du Code de commerce et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment avec un ou plusieurs associés sans que la forme sociale n'en soit modifiée.

La Société n'est pas et n'entend pas devenir une société réputée faire publiquement appel à l'épargne au sens des articles L. 411-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Article 2 - Dénomination sociale

La dénomination sociale est : [La Société du Crématorium de Sainte-Rose]

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots « *Société par actions simplifiée* » ou des initiales « *S.A.S* », et de l'énonciation du siège social, du montant du capital social, ainsi que du lieu et du numéro d'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

Article 3 – Objet social

La Société a pour objet :

- A titre principal, la gestion et l'exploitation du crématorium de Narbonne dans le cadre de la délégation de service public,
- Et plus généralement, toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement à l'objet social et contribuer à son développement.

Article 4 - Siège social

Le siège social sera fixé au « Adresse du crématorium » ou au siège social de la maison-mère.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision du Président qui, est autorisé, dans ce cas, à modifier les statuts en conséquence.

Article 5 - Durée

La Société est constituée pour une durée de 99 années, sauf cas de dissolution anticipée ou prorogation.

La décision de prorogation de la durée de la Société est prise ou par décision collective des associés.

Article 6 – Apports – Formation du capital

Lors de la constitution, il a été apporté, exclusivement en numéraire, à la Société par :

- la société **LA SOCIETE DES CREMATORIUMS DE FRANCE**, la somme de 5 000 euros.

Ladite somme correspondant à la souscription et à la libération intégrale de dix (10) actions d'une valeur nominale de cinq cents (500) euros chacune, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par la banque Cette somme de 5000 euros a été déposée le .././.... à ladite banque pour le compte de la Société en formation.

Article 7 – Capital Social

Le capital social est fixé à la somme de.

Il est divisé en () actions d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune, entièrement libérées.

Article 8 – Modification du Capital

Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des actions de capital existantes.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les actions de capital nouvelles sont émises soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Elles sont libérées soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.



Elles peuvent aussi être libérées consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouvelles actions émises. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La collectivité des associés peut également déléguer au Président les pouvoirs à l'effet de réaliser, en une ou plusieurs fois, l'émission d'une catégorie de valeurs mobilières, donnant immédiatement ou à terme accès au capital, d'en fixer le ou les montants, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Article 9 - Forme des Actions de la Société

La Société ne pouvant faire appel public à l'épargne, les valeurs mobilières émises par celle-ci sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Article 10 – Droits et obligations attachés aux actions

Toute action donne droit dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Pour y parvenir, il est fait masse, le cas échéant, de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.

Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propiétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

Les actions ayant une valeur nominale inférieure ou égale à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat peuvent être regroupées.

Ces regroupements sont décidés par les assemblées générales d'associés dans les conditions prévues pour la modification des statuts et selon les dispositions réglementaires.

Ils comportent l'obligation, pour les associés, de procéder aux achats ou aux cessions d'actions nécessaires pour réaliser le regroupement.

Si le ou les associés ayant pris cet engagement et ne le remplissent pas, les opérations de regroupement peuvent être annulées à la demande de tout intéressé.

Dans ce cas, les achats et les ventes de rompus peuvent être annulés à la demande des associés qui y ont procédé ou de leurs ayants cause, à l'exception des associés défaillants, sans préjudice de tous dommages-intérêts s'il y a lieu.

La valeur nominale des actions regroupées ne peut être supérieure à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat.

Pour faciliter ces opérations, la Société doit, avant la décision de l'assemblée générale, obtenir d'un ou de plusieurs associés l'engagement de servir pendant un délai de deux ans, au prix fixé par l'assemblée, la contrepartie tant à l'achat qu'à la vente des offres portant sur les rompus ou des demandes tendant à compléter le nombre d'actions appartenant à chacun des associés intéressés.

A l'expiration du délai fixé par le décret, les actions non présentées en vue de leur regroupement perdent leur droit de vote et leur droit au dividende est suspendu.

Les dividendes dont le paiement a été suspendu sont, en cas de regroupement ultérieur, versés aux propriétaires des actions anciennes dans la mesure où ils n'ont pas été atteints par la prescription.

Lorsque les propriétaires d'actions n'ont pas la libre administration de leurs biens, la demande d'échange des anciennes actions et les achats ou cessions de rompus nécessaires pour réaliser le regroupement sont assimilés à des actes de simple administration.

Les actions nouvelles présentent les mêmes caractéristiques et confèrent de plein droit et sans l'accomplissement d'aucune formalité les mêmes droits réels ou de créance que les actions anciennes qu'ils remplacent.

Article 11 – Cession et transmission des actions

11.1 Définitions

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

a) **Cession** : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

b) **Action** : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

11.2 Transmission des Actions

La transmission des Actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre côté et paraphé, tenu chronologiquement dit « registre des mouvements » dans les quinze jours de la réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement est établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société et signé par le cédant ou son mandataire. Il peut également faire l'objet d'un acte sous seing privé signé par le cédant et le cessionnaire.

La transmission des Actions détenues par tout associé personne physique, à titre gratuit ou en suite de décès, s'opère sur le registre des mouvements sur justification de la mutation dans les conditions légales et sous réserve, le cas échéant, du respect de la procédure définie ci-après.

Les frais de transfert sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les Actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

La transmission des droits d'attribution d'Actions gratuites est soumise aux mêmes conditions que celle des droits de souscription.

Article 12 – Organes de Direction et de Contrôle

12.1 Président

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

12.1.1 Nomination

Le Président est nommé par décision collective des associés prise dans les conditions de l'article 16 ci-après. Par exception, le premier Président est désigné par les présents statuts.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

12.1.2 Durée des fonctions

La décision de nomination fixe la durée, limitée ou non, du mandat du Président.

La révocation du Président est prononcée par décision collective des associés prise dans les conditions de l'article 16 ci-après. Cette décision n'a pas à être motivée. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le Président est révocable par le Tribunal de Commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé de la Société.

12.1.3 Pouvoirs du Président

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Par ailleurs, il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.



Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

A titre de règlement intérieur, les pouvoirs du Président peuvent être limités par décision collective des associés.

12.1.4 Rémunération du Président

La rémunération du Président est fixée par décision collective des associés.

Par ailleurs, le Président a droit au remboursement, sur présentation de justificatifs, des dépenses effectuées dans le cadre de sa mission pour le compte de la Société.

12.2. Direction générale

12.2.1 Désignation

Un ou plusieurs Directeur(s) général (aux) peuvent être désignés par décision collective des associés prise dans les conditions de l'article 16 ci-après.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur général, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur général en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

12.2.2 Durée des fonctions

La durée de son mandat est définie dans la décision le nommant.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le Directeur général conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

12.2.3 Rémunération

La rémunération du Directeur général est fixée par décision collective des associés.

Par ailleurs, le Directeur général a droit au remboursement, sur présentation de justificatifs, des dépenses effectuées dans le cadre de sa mission pour le compte de la Société.



12.2.4 Pouvoirs

Le Directeur général dispose à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs que le Président, étant précisé que ces pouvoirs sont fixés par décision collective des associés et qu'ils ne peuvent excéder ceux du Président prévus par l'article 12.1 des présents statuts.

Le Directeur général pourra être investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

A titre de règlement intérieur, les pouvoirs du Directeur général peuvent être limités par décision collective des associés.

12.3. Conseil de surveillance

Il pourra être institué un Conseil de surveillance ayant notamment pour mission de contrôler la gestion de la Société, de se prononcer et de délibérer sur les questions budgétaires et financières. L'étendue de ses missions et pouvoirs sera définie par décisions des associés.

Article 13 – Convention avec la société

Lorsque la Société comporte plusieurs associés, toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance du Commissaire aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Le Président ou l'intéressé doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le Commissaire aux comptes par tous moyens.

Le Commissaire aux comptes présente aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice. L'associé intéressé ne participera pas au vote.

Les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont, conformément à l'article L.227-11 du Code de commerce, communiquées au Commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Article 14 – Commissaires aux comptes

La collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à la collectivité des associés, statuant dans les conditions prévues à l'article 16 des présents statuts, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Article 15 – Représentation sociale

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits prévus par les articles L 2323-62 et suivants du Code du travail auprès du Président.

Le Comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le Comité d'entreprise doivent être adressées par un représentant du Comité au Président.

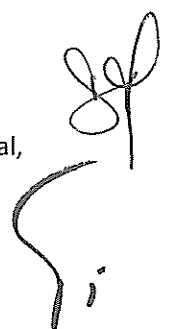
Ces demandes qui sont accompagnées du texte des projets de résolutions peuvent être envoyées par tous moyens écrits. Elles doivent être reçues au siège social 30 jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le Président accuse réception de ces demandes dans les 5 jours de leur réception.

Article 16 - Décisions collectives des associés – Objet - Forme

16.1. Compétence des associés

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes et affectation des résultats,
- nomination, révocation, fixation de la rémunération et des pouvoirs du Président,
- nomination, révocation, fixation de la rémunération et des pouvoirs du Directeur Général,



- approbation des conventions intervenues entre les dirigeants et la Société,
- nomination, renouvellement et révocation des Commissaires aux comptes,
- modifications du capital social (augmentation, réduction, amortissement),
- fusion, scission, apport partiel d'actif,
- dissolution de la Société,
- transformation de la Société en une société d'une autre forme,
- toute décision imposant l'intervention des Commissaires aux comptes,]

Et plus généralement, toutes modifications statutaires.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président, sous réserve des stipulations de l'article 12.3.6 des présents statuts.

16.2 - Décisions collectives des associés

16.2.1. Modes de consultation

Les décisions collectives des associés sont prises, au choix du Président, en assemblée réunie au besoin par visioconférence ou bien par consultation écrite. Elles peuvent aussi résulter du consentement unanime des associés exprimé dans un acte. Tous moyens de communication (vidéo, email, fax, etc....) peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Pour toute décision, la tenue d'une assemblée est en outre de droit si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant plus du tiers du capital social.

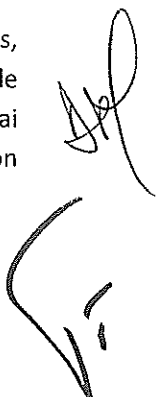
16.2.2. Assemblées générales

L'Assemblée générale est convoquée par le Président, ou par un mandataire de justice en cas de carence du Président.

La convocation est faite au moyen d'une simple lettre ou d'un courrier électronique adressée à chaque associé huit (8) jours avant la date de la réunion et mentionnant le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'Assemblée générale se réunit valablement à la demande du Président et sans délai.

Tout associé a le droit d'assister aux Assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et également de la propriété de ses Actions sous la forme et dans le délai mentionnés dans la convocation, sans toutefois que ce délai puisse excéder cinq jours avant la réunion de l'Assemblée.



Tout associé ne peut se faire représenter que par un autre associé. A cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Les personnes physiques représentant des personnes morales associés prennent part aux assemblées, qu'elles soient ou non personnellement associées.

Lors de la tenue de toute Assemblée, une feuille de présence sera élargée par les associés présents ou leur mandataire.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Dans toute Assemblée, chaque associé peut voter à distance, y compris par voie électronique, au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société dans les conditions fixées par la loi. Le formulaire de vote à distance sur papier doit parvenir à la Société trois jours avant la date de la réunion de l'Assemblée, faute de quoi, il n'en sera pas tenu compte. En revanche, le formulaire électronique de vote à distance peut être reçu par la Société jusqu'à la veille de la réunion de l'assemblée au plus tard à quinze heures, heures de Paris.

16.2.3. Décisions extraordinaires

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions relatives à l'augmentation, la réduction ou l'amortissement du capital, la fusion, la scission ou un apport partiel d'actif, la dissolution de la Société ou sa transformation.

L'Assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins les deux tiers des actions ayant droit de vote.

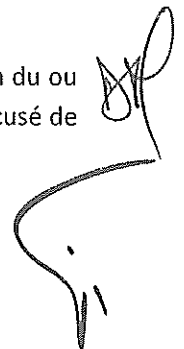
16.2.4. Décisions ordinaires

Toutes les autres décisions sont qualifiées d'ordinaires.

Sauf disposition expresse des statuts, ces décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. Toutefois, l'approbation des comptes annuels, l'affectation des résultats et la nomination des Commissaires aux comptes ne peuvent être décidées qu'à la majorité des voix dont disposent tous les associés.

16.2.5. Consultations écrites

Lorsque la décision est prise par consultation écrite, les documents nécessaires à l'information du ou des associés sont adressés par le Président à chaque associé par lettre recommandée avec accusé de réception.



Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de cette lettre recommandée pour émettre leur vote par écrit – le vote étant pour chaque résolution formulé par les mots « oui » ou « non ».

La réponse est adressée au Président sous pli recommandé avec accusé de réception. L'associé n'ayant pas fait parvenir sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme ayant approuvé la ou les résolutions proposées.

Pendant le délai de réponse, l'associé peut exiger du Président toutes explications complémentaires.

16.2.6. Majorité

Doivent être prises à l'unanimité des associés les décisions relatives à :

- la modification, l'adoption ou la suppression de clauses statutaires visées à l'article 227-19 du Code de Commerce relatives à la transmission des actions,
- l'augmentation de l'engagement social d'un associé notamment en cas de transformation de la Société en société en nom collectif ou en commandite.

Sauf disposition expresse des statuts, les autres décisions sont adoptées :

- à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents ou représentés, y compris les associés ayant voté par correspondance, pour la dissolution de la Société et pour toutes décisions ayant pour effet de modifier les statuts,
- à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés, y compris les associés ayant voté par correspondance, dans les autres cas.

16.2.7. Décisions prises par voie de visioconférence

En cas de réunion de la collectivité des associés par voie de visioconférence, le Président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance portant :

- l'identification des associés ayant voté ;
- celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption ou rejet).



Le Président en adresse immédiatement un exemplaire par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite à chacun des associés. Les associés votent en retournant une copie au Président, le jour même, après signature, par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés sont conservées au siège social.

Article 17 – Participation aux décisions collectives

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Les propriétaires d'actions détenues en indivision sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par son mandataire unique.

En cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce, statuant en référé, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

Sauf convention contraire notifiée à la Société, si une action est grevée d'usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier sauf pour les décisions entraînant modification des statuts pour lesquelles le droit de vote appartient au nu propriétaire. Le titulaire du droit de vote est convoqué dans les mêmes formes et sous les mêmes conditions que celles fixées à l'article 16 ci-avant.

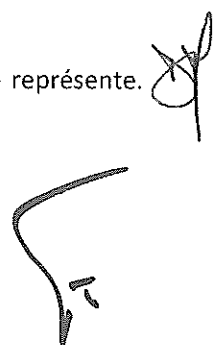
Les associés peuvent se faire représenter par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Article 18 – Quorum – Vote – Nombre de voix

1. Dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social.

En cas de vote par correspondance, le quorum est calculé compte tenu des actions des associés ayant adressé leur formulaire dans le délai prescrit, lorsque l'assemblée est appelée à voter sur des résolutions inscrites à l'ordre du jour ou sur une proposition ayant pour objet ou pour effet d'amender ou de rendre inopérante, en tout ou partie, une résolution figurant à l'ordre du jour. En revanche, ces actions ne sont pas prises en compte lorsque l'assemblée est appelée à délibérer sur une question soulevée en séance.

2. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elle représente. Chaque action donne droit à une voix.



3. La Société ne peut valablement voter du chef d'actions propres qu'elle pourrait détenir.

Article 19 - Procès-verbaux des décisions

Les décisions de l'associé unique font l'objet de procès-verbaux répertoriés dans un registre coté et paraphé et signé par l'associé unique.

Les décisions collectives des associés, prises en assemblée ou sur consultation écrite, sont constatées par des procès-verbaux établis par le Président, qui indiquent le mode de consultation, la date des décisions, le lieu où s'est tenue l'assemblée le cas échéant, les documents et rapports soumis à discussion, le texte des décisions mises à l'ordre du jour et le résultat des votes, avec en annexe le cas échéant, les réponses du ou des associés consultés. Ces procès-verbaux sont reportés sur un registre coté et paraphé et signé par le Président et un associé.

Article 20 - Exercice social

L'exercice social a une durée de douze mois qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au [31 décembre 2016].

Article 21 - Inventaire - Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi. A la clôture de chaque exercice, le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

La collectivité des associés, délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

En application des dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, le Président établit un rapport spécial qui informe chaque année l'assemblée générale ordinaire des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la Société à chacun des mandataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes de la Société dans les conditions légales.

Article 22 - Affectation et répartition des résultats

Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués.

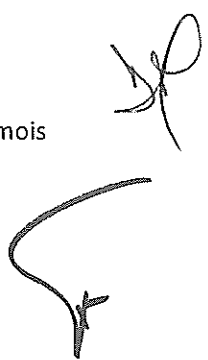
Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Article 23 - Modalités de paiement des dividendes - Acomptes

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision de la collectivité des associés, statuant dans les conditions prévues pour les assemblées ordinaires, des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision de la collectivité des associés statuant à la majorité des deux tiers.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.



En cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice clos a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

L'offre de paiement du dividende en actions doit être faite simultanément à chaque associé. Le prix des actions ainsi émises, qui ne peut être inférieur au montant nominal, est fixé dans les conditions visées à l'article L. 232-19 du Code de commerce ; lorsque le montant des dividendes auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'associé peut obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant dans le délai d'un mois la différence en numéraire ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soultte en numéraire.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par la collectivité des associés, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la décision ; l'augmentation de capital de la Société est réalisée du seul fait de cette demande et ne donne pas lieu aux formalités prévues aux articles L. 225-142, 191, L. 225-144 et L. 225-146 du Code de commerce.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que le ou les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Article 24 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

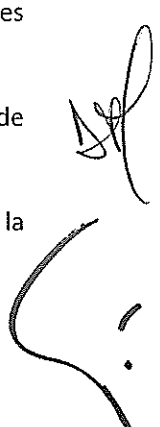
Il y aurait lieu à dissolution de la Société, si la résolution soumise au vote des associés tendant à la poursuite des activités sociales, ne recevait pas l'approbation de la collectivité des associés.

Si la dissolution n'est pas prononcée, les dispositions législatives et réglementaires devront être respectées.

Dans tous les cas, la décision de la collectivité des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.



Sous réserve des dispositions de l'article L. 224-2 du Code de commerce, il n'y a pas lieu à dissolution ou à réduction de capital si, dans le délai ci-dessus précisé, les capitaux propres viennent à être reconstitués pour une valeur supérieure à la moitié du capital social.

Article 25 - Transformation de la société

La Société peut se transformer en société d'une autre forme.

La décision de transformation est prise par décision collective des associés, sur le rapport du commissaire aux comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de chacun des associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

Dans le cas d'une transformation en société commandite par actions, un commissaire à la transformation doit être nommé dans les conditions relatives à l'article L. 224-3 du Code de commerce.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

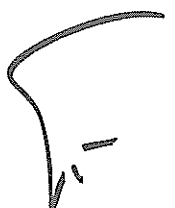
La transformation en société anonyme est prise sur le rapport d'un commissaire à la transformation chargé d'apprécier la valeur des biens composant l'actif social et, s'il en existe, les avantages particuliers consentis à des associés ou à des tiers.

Article 26 - Dissolution - Liquidation

La Société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision collectives des associés délibérant collectivement dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires.

Les dispositions du premier alinéa de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

La dissolution de la Société en présence d'un associé unique entraîne la transmission universelle du patrimoine à ce dernier, sans qu'il y ait lieu à liquidation mais les créanciers peuvent faire opposition à cette dissolution comme relaté au deuxième alinéa de l'article 1844-5 précité. Cette disposition n'est pas applicable lorsque l'associé unique est une personne physique.



En cas de pluralité d'associés, ces derniers délibérant collectivement règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention " Société en liquidation" ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Article 27 - Contestations

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la Société ou de sa liquidation, soit entre associés et la Société, le Président et la Société, le Directeur Général et la Société, soit entre associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Article 28 – Nomination du premier Président

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

[]

Article 29 – Nomination des premiers Commissaires aux comptes

Les soussignés nomment pour une durée de six (6) exercices, leurs fonctions expirant à l'issue de la consultation de la collectivité des associés appelée à délibérer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le [XXXX].

- *En qualité de Commissaire aux comptes titulaire :*

- *En qualité de Commissaire aux comptes suppléant :*

Les Commissaires aux comptes ainsi nommés, ont déclaré accepter leurs fonctions respectives et déclaré, chacun en ce qui le concerne, n'être atteint d'aucune incompatibilité ni interdiction susceptibles d'empêcher leur nomination ou l'exercice des dites fonctions.

La rémunération du Commissaire aux comptes titulaire est fixée conformément à la réglementation en vigueur.

Article 30 – Jouissance de la personnalité morale

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Article 31 – Etat des actes accompli pour le compte de la société en formation

Il a été établi un état des actes accomplis à ce jour pour le compte de la Société en formation avec l'indication pour chacun d'eux, des engagements qui en résulteront pour la Société. Cet état est annexé aux présents statuts (**Annexe 1**).

L'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés entraînera de plein droit reprise par la Société desdits actes et engagements.

La signature des présents statuts vaudra reprise, par la Société, de ces engagements, qui seront réputés avoir été souscrits par elle dès son origine.

Article 32 – Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes pour effectuer l'ensemble des formalités légales relatives à la constitution de la Société et notamment :

- faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- procéder à toutes déclarations auprès du Centre de Formalités des Entreprises compétent ;
- effectuer toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés ;
- à cet effet, signer tous actes et pièces, acquitter tous droits et frais, et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire afin de donner à la Société présentement constituée son existence légale en accomplissant toutes autres formalités prescrites par la loi.

Article 33 – Frais

Tous les frais, droits et honoraires entraînés par le présent acte incomberont aux soussignés jusqu'à ce que la Société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

A compter de cette immatriculation, ils seront entièrement pris en charge par la Société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices et au plus tard dans le délai de cinq (5) ans.

Fait en 4 originaux, à, le2019.

Les Associés

La société des crématoriums de France

Représentée par Monsieur Xavier Thoumieux

Le Président de la Société

(1) Signature précédée de la mention « *Bon pour acceptation des fonctions de Président* »



CONVENTION DE PRESTATIONS DE SERVICES

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

LA SOCIETE DES CREMATORIUMS DE FRANCE, société par actions simplifiée au capital de 4 668 980 euros, dont le siège social est 150 avenue de la Libération 59270 BAILLEUL, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Dunkerque sous le numéro 402 761 787, représentée par son Président, **FUNECAP HOLDING**, représentée par son président, **FUNECAP MANAGEMENT**, représentée par son président **OPHRYS PARTNERS SAS**, elle-même représentée par **Monsieur Xavier Thoumieux**

Ci-après dénommée « *le Prestataire* »

D'une part,

Et :

LA SOCIETE DU CREMATORIUM DE SAINTE-ROSE société par actions simplifiée au capital de 50 000 euros, dont le siège social est 150 avenue de la Libération 59270 BAILLEUL, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Dunkerque sous le numéro, représentée par son président, **LA SOCIETE DES CREMATORIUMS DE FRANCE**, elle-même représentée par son directeur général, **Monsieur Pierre Vidallet**, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après « *le Bénéficiaire* »

D'autre part

Etant précisé qu'il est également fait référence au Prestataire et au Bénéficiaire sous le terme collectif de « **Parties** » ou individuel de « **Partie** ».

AYANT ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Le Prestataire est une société détenant à ce jour, directement, la totalité du capital social et des droits de vote du Bénéficiaire.

Le Prestataire et le Bénéficiaire sont tous deux des filiales du Groupe FUNECAP (au sens des dispositions de l'article L. 233-1 du Code de commerce), groupe spécialisé dans le secteur du funéraire (ci-après le « **Groupe** »).

Le Bénéficiaire souhaite bénéficier d'un certain nombre de services de la part du Prestataire, pour la réalisation et un suivi optimal de tâches et de services, qui sont nécessaires au bon fonctionnement et à l'expansion de ses activités liées à la gestion et à l'exploitation de crématoriums.

Les besoins exprimés par le Bénéficiaire portent sur les domaines financier, comptable, administratif, juridique, informatique, et des ressources humaines, ainsi qu'en matière commerciale et de politique de communication et toute assistance spécifique.

Le Prestataire dispose ou est susceptible de disposer d'une organisation, d'un potentiel humain qualifié, qui le rende apte à fournir au Bénéficiaire, les services et l'assistance dont il a besoin.

EN CONSEQUENCE DE QUOI, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la Convention – Nature des prestations de services

La présente convention (ci-après la « **Convention** ») a pour objet de définir les principes généraux selon lesquels le Prestataire rendra au Bénéficiaire les services indiqués en **Annexe I**, selon les termes et conditions de la présente Convention.

Il est cependant précisé, que la liste des services de l'Annexe I n'a pas vocation à être limitative, le Prestataire pouvant, le cas échéant et à la demande du Bénéficiaire, rendre à ce dernier un autre service, dès lors qu'il rentre dans la sphère de compétence du Prestataire. A ce titre, le Prestataire pourra faire bénéficier le Bénéficiaire de toutes prestations de services qui feraient l'objet d'une sous-traitance au sein du Groupe.

Les modalités pratiques d'application de la Convention pourront faire, le cas échéant, l'objet de précisions ou d'adaptations, à la demande de l'une ou de l'autre des Parties.

Il est expressément précisé, en tant que condition substantielle et déterminante à la conclusion de la présente Convention, que l'activité déployée par le Prestataire au titre de la même Convention, ne saurait en aucun cas se substituer aux missions et responsabilités des organes sociaux du Bénéficiaires, d'une quelconque manière que ce soit, et ne pourra avoir ni pour objet ni pour effet de modifier ou de réduire l'étendue des mêmes missions et responsabilités de ces organes sociaux. Ainsi, les relations entre les Parties demeurent exclusivement celles d'opérateurs économiques indépendants.

Article 2 - Obligations du Prestataire

Le Prestataire s'engage à mettre en œuvre, pour l'exécution de l'ensemble des services visés en Article 1, toute la diligence et tout le professionnalisme requis et à faire tout ce qui est en son pouvoir pour apporter toute satisfaction au Bénéficiaire, dans la mesure du possible.

Le Prestataire s'engage à réaliser les services de l'Article 1 et à affecter à l'exécution des présentes un personnel compétent et spécialisé ; il décidera seul du choix du personnel affecté aux missions dont il a la charge, ledit personnel ne pouvant recevoir aucune directive de la part du Bénéficiaire. Le Prestataire pourra s'attacher les services de tous tiers externes, notamment dans le domaine du conseil ou pour une sous-traitance ; il demeurera, cependant, seul responsable vis à vis du Bénéficiaire.

Il est toutefois précisé, ce que le Bénéficiaire reconnaît en tant que tel, qu'au titre des services de conseil et d'assistance, les obligations pesant sur le Prestataire sont des obligations de moyens. De même, le Bénéficiaire sera seul responsable de l'utilisation des conseils qui seront fournis par le Prestataire et, ce dernier dégage toute responsabilité si le Bénéficiaire décide de ne pas les appliquer ou les applique d'une manière incorrecte.

Article 3 - Obligations du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage à fournir régulièrement au Prestataire toutes les informations et explications nécessaires lui permettant d'exécuter les prestations de la présente Convention et à apporter toute diligence à la réponse à toute demande d'information ou précision du Prestataire.

Le Bénéficiaire s'engage à payer au Prestataire les honoraires visés en article 4.

Article 4 - Rémunération

4.1. Principes de rémunération

Les Parties conviennent que la rémunération due au Prestataire sera calculée en application des modalités suivantes :

La base de calcul du coût des services est le coût journalier moyen du service considéré, correspondant au salaire chargé augmenté d'une quote-part de frais fixes et de siège en ce compris les coûts immobiliers.

Ce coût varie en fonction des services internes sollicités comme précisé en Annexe 1.

Ainsi le prix de la prestation correspondra à : Nombre de jours × coût journalier moyen du service considéré

Par ailleurs, comme visé à l'article 1, le Prestataire pourra refacturer au Bénéficiaire, les coûts liés à la sous-traitance de prestations qu'il aurait réalisé au sein du Groupe et, qui lui seraient facturées.

4.2. Modalités de facturation et de paiement

La rémunération du Prestataire, découlant de l'Article 4-1 ci-dessus, fera l'objet d'une facturation annuelle.

Il est précisé que les rémunérations concernant :

- les prestations d'assistance spécifiques visées au 1.6 de l'Annexe I,
 - et, les coûts liés à la sous-traitance interne,
- feront l'objet d'une facturation spécifique.

Toute facture émise par le Prestataire en vertu de la présente convention est payable dès réception par le Bénéficiaire.

Article 5 - Confidentialité

Du fait des relations instaurées entre les Parties par la présente Convention, chaque Partie est susceptible d'avoir connaissance d'informations de nature confidentielle appartenant à l'autre Partie.

L'obligation de confidentialité à laquelle s'engagent les Parties vise toutes les informations fournies dans le cadre des présentes et de toutes leurs suites, quels qu'en soient la forme et le support, transmises par l'une des Parties à l'autre et désignées comme informations confidentielles de la Partie.

Chaque Partie contractante s'engage à traiter confidentiellement toutes les informations obtenues dans le cadre de la présente convention et de toutes ses suites et s'interdit de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou Partie desdites informations.

Les Parties s'obligent à faire respecter cette obligation par leurs salariés et intervenants de quelque nature qu'ils soient, permanents ou occasionnels, qui pourraient en avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente Convention.

L'obligation de confidentialité ci-dessus visée, qui est déterminante de leurs engagements dans le cadre des présentes, ne s'applique pas aux informations qui :

- sont connues des Parties au moment de la signature du présent accord et dont elles sont en mesure de prouver qu'elles en ont eu connaissance par elles-mêmes ou par un tiers autre que le cocontractant avant cette date ;
- ont été, de façon légale, déjà obtenues par le cocontractant de source indépendante du cocontractant ;
- sont dans le domaine public ou y tomberaient au cours de l'exécution de la présente Convention autrement que par des actions ou des omissions de la société et/ou des dirigeants, des préposés ou ayants droit et intervenants de quelque nature qu'ils soient permanents ou occasionnels.

La présente obligation de confidentialité est convenue pour toute la durée de la présente Convention et toutes ses suites et demeurera en vigueur tant que les informations ne tomberont pas dans le domaine public. Elle survivra à toute annulation ou résiliation de la Convention pour quelque motif que ce soit.

Article 6 - Durée de la Convention et motifs de résiliation

6-1 Durée et résiliation sans faute

La présente Convention est conclue pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019.

À son expiration, elle se renouvellera pour des périodes d'un an par tacite reconduction, sauf dénonciation de l'une des Parties adressée à l'autre par lettre recommandée avec avis de

réception au moins trois (3) mois avant l'expiration de la période contractuelle en cours, en ce compris la première, la dénonciation intervenant sans indemnité de part ni d'autre.

Chaque renouvellement de la Convention pourra donner lieu à l'établissement d'un écrit modifiant, en tant que de besoin, le contenu et le prix des prestations convenues.

6-2 Résiliation pour faute

Chacune des Parties aura la possibilité de résilier la présente Convention à tout moment en cas de manquement de l'autre Partie à ses obligations indiquées à la Convention, à l'issue d'un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception par la Partie défaillante d'une notification par lettre recommandée avec accusé de réception indiquant la nature du manquement et la manière d'y remédier de façon satisfaisante pour la Partie ayant procédé à la notification. La présente Convention sera alors résiliée de plein droit si la Partie défaillante n'a apporté aucune solution au cours de cette période de trente (30) jours.

6-3 Effets de la résiliation

Lors de la résiliation de la Convention et quelle qu'en soit la cause et l'auteur, le Prestataire s'obligera à terminer toutes missions, services ou projets débutés avant la date d'effet de la résiliation, en y apportant tous les soins nécessaires. Le Prestataire retournera l'intégralité de la documentation (sur tous supports) et produits qui auront pu lui être confiés, les frais de port étant à la charge du Bénéficiaire. Le Bénéficiaire paiera au Prestataire l'intégralité des honoraires et frais qui pourraient encore lui être dus sur présentation d'une facture accompagnant le retour de la documentation et produits. Les dispositions de l'article 5 de la présente Convention demeureront en vigueur après la résiliation.

Article 7 - Clauses générales

7-1 Intégralité de la Convention

La présente Convention, qui comprend l'exposé des motifs et l'Annexe I, exprime l'intégralité de l'accord entre les Parties relativement à son objet. Toute modification de la Convention n'aura d'effet qu'à la condition qu'elle soit reprise dans un avenant écrit signé par toutes les Parties et dans les limites de l'objet dudit avenant.

7-2 Cession

La présente Convention a été conclue en considération exclusive des personnes qui y sont Parties. La Convention ou son bénéfice ne peuvent en aucun cas être transférés (quel que soit le mode de transfert, y compris le cas d'une vente de fonds de commerce ou une fusion) par le Bénéficiaire, sans l'accord préalable du Prestataire.

7-3 Non exercice par l'une des Parties de ses droits

Le fait que l'une des Parties s'abstienne de dénoncer une défaillance ou une violation de la présente Convention, ou tarde à opérer une telle dénonciation, ne constitue pas une renonciation

à tout ou partie de ses droits en vertu de la Convention, de même que l'acceptation d'un paiement quelconque n'impliquera pas non plus une telle renonciation.

7-5 Autonomie des clauses contractuelles

Dans le cas où une clause ou disposition quelconque de la présente Convention serait considérée comme nulle ou non exécutoire, les autres clauses de la Convention resteront en vigueur. La clause ou disposition concernée serait modifiée et/ou interprétée de manière à satisfaire au mieux les objectifs de la présente Convention.

7-6 Loi applicable et Tribunaux compétents

Les Parties s'engagent à toujours tenter de régler tout différend ou litige les opposant, qui pourrait découler de l'exécution ou de l'interprétation de la présente Convention, de bonne foi et à l'amiable, mais en cas d'échec, chaque Partie pourra se retourner vers le Tribunal de Commerce du siège social du Prestataire.

A Paris, le 2 janvier 2019

En 2 exemplaires

LE PRESTATAIRE

LA SOCIETE DES CREMATORIUMS DE FRANCE
Représentée par Xavier Thoumieux

LE BENEFICIAIRE

LA SOCIETE DU CREMATORIUM DE SAINTE-ROSE
Représentée par Pierre VIDALLET

Annexe I

Liste des services – Modalités de rémunération

1.1 Finance

- Détermination et mise en place des politiques et procédures comptables ; suivi des normes comptables et fiscales.
- Supervision de la comptabilité et de la trésorerie.
- Mise en place éventuelle d'un contrôle interne.
- Assistance dans la facturation ainsi que la gestion et la relance des débiteurs.
- Assistance dans le règlement des créanciers et fournisseurs.
- Assistance dans la collaboration avec les auditeurs, contrôleurs, experts-comptables, commissaires aux comptes.
- Dépôt de toutes déclarations administratives et fiscales requises par la loi et les règlements.
- Travaux récurrents, tels que :
 - Analyse du bilan,
 - Etablissement et justification des provisions,
 - Détail des investissements réalisés et prévisionnels,
 - Analyse de la trésorerie et de l'endettement.
- Encadrement des missions ordinaires ou spéciales des commissaires aux comptes.

*Modalité de détermination du prix de la prestation : Nombre de jours × coût journalier moyen
(1) du service finance*

1.2 Informatique

- Définition de la politique informatique incluant les investissements.
- Choix des prestataires informatiques.

*Modalité de détermination du prix de la prestation : Nombre de jours × coût journalier moyen
(1) du service informatique*

1.3 Secrétariat

- Secrétariat général et administratif.
- Relations avec les bureaux de contrôles réglementaires, préfectures et collectivités.
- Validation des achats.

*Modalité de détermination du prix de la prestation : Nombre de jours × coût journalier moyen
(1) du secrétariat*

1.4 Direction générale & opérations

- Management et encadrement du personnel.
- Organisation et supervision de la paie.
- Assistance et suivi des conventions et obligations légales en droit du travail et de la sécurité sociale.
- Assistance à la détermination de la politique de formation, suivi et gestion de la formation.
- Suivi des engagements contractuels (rapports du délégataire, révisions de tarifs, réunions de rencontre avec la collectivité, etc.)

- Suivi de la conformité des bâtiments et équipements, en lien avec les bureaux de contrôle, les entreprises de maintenance et les entreprises de travaux

Modalité de détermination du prix de la prestation : Nombre de jours \times coût journalier moyen (1) de la direction générale

1.5 Qualité

- Management de la politique qualité et mise en place de la Certification de Services.
- Analyse des questionnaires retournés par les familles.
- Réponse aux éventuelles réclamations familles.

Modalité de détermination du prix de la prestation : Nombre de jours \times coût journalier moyen (1) du service qualité

1.6 Assistance spécifique

Le Bénéficiaire pourra raisonnablement demander la réalisation de services spécifiques. Le Prestataire réalisera de tels services dans la mesure de ses capacités et compétences. Les services spécifiques sont ceux qui sont réalisés à la demande et pour le compte exclusif du Bénéficiaire.

Modalité de détermination du prix de la prestation : Le coût sera calculé au cas par cas en fonction de chacune des prestations et des intervenants.

(1) : le coût journalier moyen de chaque service correspond au coût du salaire chargé augmenté d'une quote-part de frais fixes et de siège en ce compris les coûts immobiliers.





Equipements de Crémation et d'Incinération

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

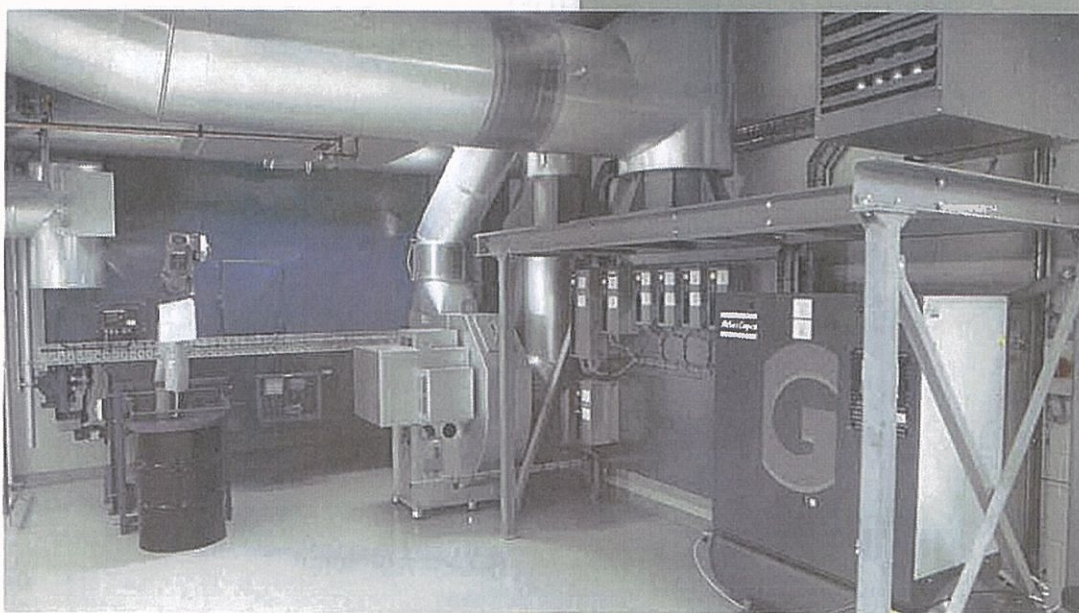
SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

**2020
PREMIUM**

ANNEXE 26 : PROJET DE CONTRAT DE MAINTENANCE TOUS RISQUES

Projet de contrat de services



Mathieu DIETRICH

FT France

03/09/2020

Facultative Technologies France

10 rue Robert Schuman
BP 38
10302 Sainte-Savine Cedex
France

Tél. : +33 (0)3 25 49 55 00
Fax : +33 (0)3 25 49 54 49
E-mail : info@facultative-technologies.fr

Facultative Technologies fait partie du groupe 'de Facultative'

SAS au Capital de 80 000 €
Code APE 2821Z
RCS Troyes 317 356 822 00062
N° TVA : FR 55 317 356 822

Installation de crémation

- Garantie totale à la crémation – PREMIUM
Durée : 5 ans

avec 1 four pyrolytique FT III (DE)
avec 1 dispositif d'introduction type monte & baisse
avec 1 dispositif de supervision
avec 1 ligne de traitement et filtration simple
avec 1 cheminée double conduit
avec 1 pulvérisateur ultra-rapide HSC
avec 1 système de traitement DeNOx

CREMATORIUM DE NARBONNE

À Sainte-Savine, le 03 septembre 2020

Présentation des parties

Entre les soussignés :

La Société des Crématoriums de France

Ayant son siège social à
BAILLEUL (59270),
150 avenue de la Libération

Représentée par **Monsieur Julien FAVIER**
Directeur des Achats,



Et :

Facultative Technologies France SAS
10 rue Robert Schuman
BP 38
10302 SAINTE SAVINE CEDEX

Représentée par **Monsieur Mathieu DIETRICH**
Directeur Crémation France



Equipements de Crémation et d'Incinération

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 - Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet la prise en charge de la maintenance en « garantie totale » de l'installation suivante :

- 1 four de crémation pyrolytique de type FT III DE
- 1 dispositif d'introduction type monte & baisse
- 1 Ligne de traitement et de filtration simple avec sa cheminée double conduit
- 1 pulvérisateur ultra-rapide HSC
- 1 système d'abaissement des NOx
- 1 supervision

L'installation est basée :

NARBONNE

Date de mise en route	:	2022
Date d'effet du contrat	:	à définir
Durée du contrat	:	5 ans

Article 2 – Protocole de maintenance de l'installation en « Garantie Totale »

- **Maintenance préventive de l'installation 1 fois par an ou toutes les 500 crémations ;**
 - 59 points de contrôle sur le four pyrolytique **FT III**
 - 61 points de contrôle sur la **ligne de filtration simple**
- **Tous remplacements de pièces de type « usure »**
 - Thermocouples
 - Électrodes
 - Tubes de fumées
 - Tubes d'oxygène
 - Joints de sonde
 - Petits consommables
 - Liste non limitative
 - Lors des visites préventives

▪ **Tous remplacements de pièces de type « process »**

- Sonde oxygène
- Variateur de vitesse
- Électrovannes
- Ventilateurs
- Moteurs
- Compresseur
- Ordinateur
- Liste non limitative
 - lors des visites curatives

▪ **Surveillance à distance via la supervision**

- après appel opérateur

▪ **Assistance téléphonique**

- en cas de demande d'aide
- de secours
- d'accompagnement

▪ **Diagnostic des pannes dans un délai d'1 heure**

- utilisation de la télémaintenance

▪ **Dépannages curatifs sur site pour**

- Panne bloquante sous **(24 heures)**
 - (avec ou sans remplacement de pièces)
- Panne non bloquante **(48 heures)**
 - (avec ou sans remplacement de pièces)

▪ **Assistance avant et pendant les contrôles réglementaires**

▪ **Établissement d'un rapport annuel de synthèse**

Article 3 – Durée d'intervention par four et filtration

Par appareil de crémation, **13 à 15 heures** de travail effectif sont nécessaires pour mener à bien les opérations de « maintenance préventive à froid » et **15 à 18 heures** pour la ligne de traitement et de filtration. Ce forfait horaire prend en compte l'assistance, lorsque cela demeure possible, de la première crémation partielle ou totale.

Article 4 – Planning théorique d'intervention

Les travaux de maintenance seront effectués à four froid. Etant donné l'interdiction pour votre Crématorium de fonctionner sans la filtration, la maintenance de la filtration se fera indépendamment de l'appareil de crémation. Cette disposition engendre nécessairement une intervention commençant **un lundi en milieu de matinée au plus tard** pour **une reprise** des crémations le **mercredi matin**. Les plages horaires ci-dessus indiquées peuvent fluctuer sensiblement en fonction des aléas rencontrés sur site

Article 5 – Nomenclature principale des prestations standards

Au cours des deux visites complètes de l'appareil de crémation « à froid », les nettoyages, les vérifications, les réglages du four de crémation et accessoires et les contrôles du process sont effectués par nos techniciens qualifiés tant en four arrêté qu'en fonctionnement. Les pièces défectueuses sont remplacées et laissées sur place pour validation contradictoire avec le responsable du site. Le rebut des pièces détachées reste à la charge du crématorium.

Le protocole de maintenance porte sur l'entretien, les vérifications, les réglages et les contrôles des différents sous-ensembles suivants :

Pour le four de crémation :

- Dispositif d'introduction des cercueils,
- Chambre principale,
- Chambre secondaire,
- Equipements thermiques,
- Vannes de contrôle et instrumentation,
- Système d'air de combustion,
- Système de tirage,
- Automate programmable,
- Dispositif de pulvérisation intégré.

Pour la ligne de filtration :

- Dispositif de refroidissement des effluents (chaudière) avec échangeur tubulaire
- Dispositif de refroidissement de l'eau (aéro-réfrigérant)
- Dispositif d'injection du réactif
- Dispositif de filtration (filtre)
- Dispositif d'extraction des gaz (extracteur) et cheminée.
- Dispositif d'évacuation des déchets de filtration
- Compresseur d'air pour (nettoyage auto de la chaudière et décolmatage filtre)

Article 6 – Fourniture réactif « Factivate 20 » et retrait en CET de classe 1

Fourniture « Factivate 20 »

La fourniture de « Factivate 20 » nécessaire au bon fonctionnement de la ligne de filtration est inclus (transport compris) sur la base 600 g par crémation et par préchauffage.

L'approvisionnement de la cabine de réactif prévue à cet effet pour l'alimentation en « Factivate 20 » de la ligne de filtration est à la charge de l'opérateur, équipé de ses équipements de protection individuelle – EPI (non fournis par Facultative Technologies).

Retrait en ISDD (installation de stockage de déchets dangereux)

Facultative Technologies prend en charge l'évacuation du réactif usagé vers un ISDD.

Le remplacement du bidon plein par un bidon vide sera effectué par l'opérateur, muni de ses EPI. Les bidons devront être hermétiquement fermés et stockés par le Crématorium. A la demande du Crématorium, Facultative Technologies organisera le retrait de la ou des palettes filmées (9 bidons (60l) ou 4 fûts (220l) par palette minimum). Le retrait par un transporteur se fera sous quinzaine.

A la demande du CET, Facultative Technologies pourra demander au Crématorium d'effectuer un prélèvement de réactif usagé pour analyse une fois par an.

Article 7 – Fourniture additif « FactiClear »

Fourniture « FactiClear »

La fourniture de « FactiClear » nécessaire pour le traitement des polluants NOx est inclus (transport compris) sur la base 1.5 litre par crémation (non nécessaire en phase de préchauffage et attente).

L'approvisionnement de la centrale de stockage et d'injection de l'additif prévue à cet effet pour l'alimentation en « FactiClear » est à la charge de l'opérateur, équipé de ses équipements de protection individuelle – EPI (non fournis par Facultative Technologies).

Article 8 – Prix ht de la prestation

- **Tranche de 600 à 700 crémations/an : 35.69 € dont :**
3€ pour le DeNOx et 4,76 € pour le Factivate
- **Tranche de 701 à 800 crémations/an : 35.29 € dont :**
3€ pour le DeNOx et 4.70 € pour le Factivate
- **Tranche de 801 à 900 crémations/an : 33.47 € :**
3€ pour le DeNOx et 4.64 € pour le Factivate
- **Tranche de 901 à 1000 crémations/an : 31.17 €**
3€ pour le DeNOx et 4,34 € pour le Factivate

Le contrat inclut les prestations suivantes :

- La maintenance préventive,
- La maintenance curative,
- Le coût du réactif type « Factivate 20 » et son retrait en ISDD.
- Le coût de l'additif « Factivear » sous forme de bidon de 20 litres (1.5l/crémation)
- Assiette des crémations : toutes les crémations effectuées y compris les pièces anatomiques et déchets anatomiques.
- Les éventuelles prestations ne rentrant pas dans le champ d'application du contrat seront facturées après devis accepté par le client.

Article 9 – Limites de prestations

Les prix ci-dessus indiqués ne prennent pas en compte :

- Les prestations issues d'un désordre pour lequel la responsabilité du constructeur ne serait pas engagée :
- Explosion pile au lithium (radioélément),
- Explosion d'un flacon d'alcool, parfum, etc.
- Tous les coûts générés par les analyses réglementaires (hors assistance)
- Les modifications des installations liées à des évolutions législatives et réglementaires.
- La réfection des réfractaires (sole, mur, voûte, partiel, total, etc.)

Article 10 – Nomenclature détaillée des points de maintenance Four

1. Contrôle thermique du four :

- A. Contrôle et nettoyage des brûleurs
 - Nettoyage des brûleurs
 - Contrôle des joints des brûleurs
 - Contrôle des électrodes d'allumage et d'ionisation
 - Contrôle du transformateur d'allumage (raccordement, isolement électrique sur la haute tension)
 - Vérification du fonctionnement des vannes d'air.
- B. Contrôle des 3 thermocouples
(Température four, température post-combustion, température sécurité)
 - Contrôle du doigt de gant des thermocouples
 - Contrôle de l'état de la perle des thermocouples
 - Contrôle des connexions
 - Contrôle des afficheurs

2. Contrôle de la dépression :

- A. Contrôle de la prise de dépression
 - Nettoyage du tube de prise de dépression
 - Vérification du rilsan de liaison.



Equipements de Crémation et d'Incinération

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

B. Contrôle du capteur de dépression

- Vérification en deux points de l'étalonnage de celui-ci
- Réglage du capteur si nécessaire
- Vérification du variateur de vitesse de régulation de l'extracteur (paramètres).

3. Contrôle des airs process :

- Vérification des servomoteurs
- Vérification des vannes papillons (si besoin lubrification)
- Vérification des seuils d'ouverture vis-à-vis du process
- Serrage des connexions.

4. Contrôle de la mécanique :

- Vérification de l'étanchéité de la porte de chargement
- Vérification des paliers de la porte
- Vérification des contrepoids
- Contrôle de la commande manuelle
- Vérification de la trappe de descendrage (si installé)
- Contrôle de la table d'introduction (si installé)
- Vérification du broyeur intégré, nettoyage, graissage, contrôle des roulements

5. Contrôle de l'électricité et automatisme :

- Vérification et nettoyage des appareils constituant l'armoire électrique
- Contrôle des appareils de régulation (paramètres)

6. Contrôle du garnissage réfractaire des fours

La durée des travaux pour le remplacement des éléments réfractaires est :

- Sole : toutes les 3000 crémations, 2 jours d'arrêt.
- Partiel : 5000 crémations si besoin, 5 jours d'arrêt.
- Long life complet : 10 000 crémations, 15 jours d'arrêt.

7. Contrôle des outils informatiques

8. Contrôle du système d'injection DeNox :

- Vérification et nettoyage de la pompe d'injection
- Vérification et changement si nécessaire, des tuyaux d'injection
- Vérification et nettoyage de la buse d'injection

Article 11 – Nomenclature détaillée des points de maintenance Filtration

Armoire électrique

1. Les interrupteurs de commande
2. Les arrêts d'urgence
3. les relais et supports
4. Instruments de mesure
5. les contacteurs

Inspection des thermocouples

1. Inspection
2. Câblage, état et position

Système pneumatique

1. Pressions
2. Vannes manuelles.
3. Drainages automatiques
4. Circuit et fuites.
5. Les filtres.
6. Lubrification
7. Régulateurs.

Fonctionnement des registres pneumatiques

1. Capotages
2. Etanchéité
3. Fins de course.
4. Câblage, emplacement
5. Lubrification

Chaudière

1. Capotages.
2. Etanchéité
3. Pressurisation.
4. Pression à froid.
5. Vanne de fluide
6. Pressostats de sécurité.
7. Nettoyage des suies

Equipement analytique

1. Opacimètre SKIL.
2. Calibration

Vérification du moteur

1. Monté et supporté.
2. Amortisseurs
3. Tuyau flexible monté.
4. Entrée d'air et protection.
5. Corrosion
6. Câblage.
7. Liaison équipotentielle
8. Lubrification roulements
9. Test vitesse lente
10. Transmission
11. Vis sans fin
12. Paramètres variateur

Vérification du filtre

1. Différentiel de pression.
2. System anti-condensation
3. Sacs de dé colmatage
4. Fonctionnalité vis de transport
5. Distribution du réactif

Vis doseuse de Transport Réactif

1. Calibration et vérification

Carneaux Four à filtration communs

1. Capteur de pression.
2. Inspection
3. Nettoyer les conduits si nécessaire.
4. Registres de tirage.
5. Moteurs de registre de tirage

Article 12 – Travaux de contrôle et d'entretien effectués par le personnel du crématorium

FOUR

- Vérifier La disponibilité permanente du combustible (en cas de défaut de tension ou de mise en sécurité intempestive, réenclencher éventuellement les vannes de sécurité situées en amont de l'appareil de crémation).
- Nettoyer L'habillage et les portes hebdomadairement à l'aide d'un chiffon doux et d'un produit approprié.
Protéger l'appareil de crémation contre toutes éclaboussures acides ou basiques.

- Maintenir propre

Le côté décendrage et le côté introduction après chaque journée de crémation. L'utilisation d'un aspirateur est conseillée pour éliminer les cendres résiduelles ou objet de toute nature.

Le panneau digital de commande hebdomadairement avec une éponge légèrement imbibée d'eau savonneuse. Ne pas utiliser d'objet dur pour appuyer sur les touches.

Le réflecteur d'opacimètre hebdomadairement au chiffon doux (si l'installation comporte un opacimètre).

Dans tous les cas de figure, la chambre principale doit être propre ainsi que le broyeur intégré le cas échéant.

DISPOSITIF D'INTRODUCTION

- Nettoyer Le chariot d'introduction ou la table d'introduction hebdomadairement au chiffon doux. Maintenir propre.
- Maintenir Les rails en permanence en état de roulement (absence d'éléments étrangers pouvant entraîner le blocage des roues). Dans le cas d'une table d'introduction avec déplacement latéral veiller à ce qu'aucun obstacle ne puisse perturber la translation.

Pour les dispositifs intégrant un chariot d'introduction, veiller à ne pas l'asperger d'eau ou de tout liquide.

EQUIPEMENT COMPLET

- Protéger Le matériel contre tout choc, acte de vandalisme ou toute manipulation autre que par une personne autorisée du service d'exploitation.
- Consigner Toute anomalie de fonctionnement sur un cahier d'exploitation.

PETITS DEPANNAGES

- Ré enclenchement en cas de mise en sécurité des :
 - réarmements de brûleurs,
 - disjoncteurs de protection des moteurs électriques,
 - réarmements sécurité.
- Nettoyage des tubes de dépression (appeler le constructeur ; il vous guidera par téléphone).
- Remplacement des thermocouples.
- Remplacement des électrodes d'allumage et d'ionisation.
- Acquiescement des défauts.

Article 13 – Suivi des travaux réfractaires

Lors des visites complètes à four froid, le technicien procédera à une analyse de la structure réfractaire de l'installation.

Article 14 – Prix et révision

Le prix du contrat est indiqué à l'article 8 du présent document.

Le prix des prestations sera revu à la date anniversaire et la révision sera la suivante :

$$P' = P_0 (0,15 + 0,85 \text{ ICHTrev-TS} / \text{ ICHTrev-TSo})$$

Formule dans laquelle :

P' = Prix révisé
 P_0 = Prix de base du contrat
 ICHTrev-TS = Indice représentatif du coût horaire de travail des secteurs des industries mécaniques et électriques
 ICHTrev-TSo = Indice représentatif du coût horaire de travail des secteurs des industries mécaniques et électriques ; dernier indice connu à la date de signature des présentes

Dernier indice connu : avril 2020 (126,6) sera l'indice à prendre en compte.

Article 15 – Facturation – Paiement

Facturation en 4 termes sur déclaration trimestrielle du nombre réalisé de crémations.

Le client se libérera des sommes dues dans les 45 jours suivant la date d'envoi de la facture en faisant virer le montant sur le compte ouvert au nom du titulaire.

Titulaire : Facultative Technologies France
Domiciliation : Banque NEUFLIZE OBC ABN AMRO
Code Banque : 30788
Code Guichet : 00100
RIB : 08686010001
Clé : 18

En cas de retard de paiement, il sera appliqué de plein droit des intérêts de retard soit euribor 1 mois + 4 points avec un minimum de 1,5 fois le taux d'intérêt légal.

Article 16 – Durée du contrat

Le présent contrat est établi pour une durée de 5 ans.

Article 17 – Date d'entrée en vigueur du contrat

Le présent contrat entre en vigueur le2024.

Article 18 – Tarification hors contrat

Les interventions en régie seront facturées après devis, sur les bases ci-dessous indiquées.

- Frais km.....0,69 € ht/km
- Distance..... Source MAPPY (en fonction du lieu de départ du technicien)
- Taux horaire déplacement.... 74,46 € ht
- Taux horaire site..... 73,00 € ht
- Repas (déjeuner) 27,91 € ht
- Hébergement avec dîner
et petit déjeuner99,83 € ht

Ces tarifs seront actualisés chaque année à la date anniversaire du contrat.

Article 19 – Interventions de tiers

Dans le cadre de ce contrat, Facultative Technologies interviendra essentiellement en « Garantie totale ». Subsidièrement, Facultative Technologies pourra intervenir en régie, à la demande expresse du client aux conditions de l'article 18.

Toute intervention de tiers doit être autorisée par le mainteneur constructeur, en effet aucune garantie matérielle et performancielle ne sera accordée en cas de modifications ou interventions d'un tiers.

Article 20 – Obligation du prestataire

Le prestataire sera responsable, conformément aux règles de droit commun, des dommages matériels qu'il pourrait causer. Le prestataire s'engage à mettre en place au crématorium un carnet de bord dans lequel seront répertoriées et listées toutes les interventions réalisées sur site (visite programmée, dépannages, travaux). Le prestataire est titulaire d'une Police Responsabilité Civile professionnelle garantissant les dommages matériels et immatériels consécutifs et non consécutifs d'un dommage garanti ou non.

Article 21 – Rappels de sécurité

Il est conseillé aux exploitants de respecter la fréquence des visites de maintenance et d'appeler le constructeur/mainteneur lorsqu'un désordre même mineur voit le jour : temps de crémation anormalement longs, imbrûlés visuels en cheminée, etc. En effet, il est probable qu'un encrassement normal ou anormal affecte la réactivité de l'installation et son bon fonctionnement.

Toute personne amenée à utiliser le four pyrolytique doit avoir suivi une formation « qualifiante » dispensée par le constructeur. Tous dysfonctionnements liés à la méconnaissance des fondamentaux de pilotage d'une installation – faute de formation – mettraient en cause la responsabilité de l'exploitant.

Une attention particulière doit être portée au contenu des cercueils et l'exploitant doit s'attacher à valider que le défunt n'est pas porteur d'appareillages comportant des mécanismes à pile. En l'espèce, en cas d'explosion d'un élément hétérogène figurant dans le cercueil, il est préconisé d'alerter le constructeur/mainteneur pour s'assurer à distance ou in situ que l'appareil de crémation n'a pas subi de dommages. Dans tous les cas de figure, il est recommandé de faire constater par exploit d'huissier, à l'issue de la crémation, les « pièces » hétérogènes collectées.

Article 22 – Différend

En cas de litige, et à défaut d'accord amiable, la partie la plus diligente saisira le tribunal de commerce de Troyes à qui est donnée compétence territoriale.

Fait à Sainte-Savine, le 03 septembre 2020.

En deux exemplaires originaux.

Le Prestataire,

Facultative Technologies France SAS
Mathieu Dietrich
Directeur Crémation France

Le Client,

La société des Crématoriums de France
Julien Favier
Directeur des Achats





CRÉMATORIUMS
DE FRANCE

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le

SLO

ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC

ANNEXE 27 : REDEVANCES FIXES ET VARIABLES A LA COLLECTIVITE

Nous proposons à la Ville de Narbonne une redevance qui se décompose de la manière suivante :

OFFRE FINALE COMPRENANT 28 ANNEES D'EXPLOITATION

REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

La redevance pour occupation du domaine public d'un montant de **35 000 € par an**.

Cette redevance est due à compter de la date de mise en service du crématorium. Pour la première année et le cas échéant, la dernière année d'exploitation de fonctionnement du crématorium, la redevance est versée prorata temporis.

Dans notre prévisionnel d'exploitation, **cette redevance fixe représente un montant de 980 000 €** sur la durée de la délégation.

REDEVANCE VARIABLE

Dans cette proposition, nous proposons à la ville de Narbonne d'instaurer une redevance variable correspondant à **4 % du chiffre d'affaires annuel**.

Selon nos prévisions et la politique tarifaire applicable, cette redevance représente un montant de **819 099 € HT** sur la durée de la délégation.

Envoyé en préfecture le 07/09/2021

Reçu en préfecture le 07/09/2021

Affiché le



ID : 011-211102629-20210204-1899086-CC